

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine

INFORMATIONS AU

TITRE DU PILIER 3

Au 31 décembre 2024

Sommaire

1.	INDICATEURS CLES (EU KM1)	4
2.	COMPOSITION ET PILOTAGE DU CAPITAL	6
2.1	Cadre réglementaire applicable	7
2.2	Supervision et périmètre prudentiel	9
2.3	Politique de capital	10
2.4	Fonds propres prudentiels	11
2.5	Adéquation du capital	15
2.6	Ratio de levier	23
2.7	Liens en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales	29
2.8	Conglomérat financier	32
3.	ANNEXES AUX FONDS PROPRES PRUDENTIELS	33
4.	COMPOSITION ET EVOLUTION DES EMPLOIS PONDERES	38
4.1	Synthèse des emplois pondérés	38
4.2	Risque de crédit et de contrepartie	52
4.3	Risque de contrepartie	114
4.4	Techniques de réduction du risque de crédit et de contrepartie	125
4.5	Expositions sur actions du portefeuille bancaire	127
4.6	Expositions de titrisation	127
4.7	Risques de marché	129
4.8	Risque opérationnel	131
5.	RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITE	135
5.1	Gestion du Risque de Liquidité	135
6.	RISQUES DE TAUX D'INTERET GLOBAL	144
6.1	Informations qualitatives sur la gestion du risque de taux des activités du portefeuille bancaire	144
6.2	Informations quantitatives sur le risque de taux	149
7.	ACTIFS GREVES	152
8.	EXPOSITIONS SUR CRYPTO-ACTIFS ET ACTIVITES CONNEXES	155
9.	POLITIQUE DE REMUNERATION	156
9.1	Gouvernance de la Caisse régionale en matière de politique de rémunération	156
9.2	Politique de rémunération des Personnels identifiés de la Caisse régionale	160
10.	INFORMATIONS SUR LES RISQUES EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET DE GOUVERNANCE (RISQUES ESG)	170
10.1	Informations qualitatives sur le risque environnemental	170
10.2	Informations qualitatives sur le risque social	186
10.3	Informations qualitatives sur le risque de Gouvernance	206

10.4	Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique	210
10.5	Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque physique potentiellement lié au changement climatique : Expositions soumises à un risque physique (Modèle 5)	219
11.	ANNEXES	231

1. INDICATEURS CLÉS (EU KM1)

INDICATEURS CLÉS PHASES AU NIVEAU DE LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL D'AQUITAINE (EU KM1)

Le tableau des indicateurs clés ci-dessous répond aux exigences de publication des articles 447 (points a à g) et 438 (b) de CRR2. Il présente une vue globale des différents ratios prudentiels de solvabilité, de levier et de liquidité de l'établissement, leurs composants et les exigences minimales qui leur sont associées.

À noter que les montants composant les ratios prudentiels de solvabilité et de levier affichés ci-après tiennent compte des dispositions transitoires relatives aux instruments de dette hybride. Ils incluent également le résultat conservé pour les comptes annuels.

EU KM1 - Indicateurs clésphasés en milliers d'euros		31/12/2024	30/06/2024	31/12/2023	30/06/2023
Fonds propres disponibles (montants)					
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	2 965 635	2 806 766	2 862 895	2 782 595
2	Fonds propres de catégorie 1	2 965 635	2 806 766	2 862 895	2 782 595
3	Fonds propres totaux	3 017 511	2 858 149	2 913 881	2 834 105
Montants d'expositions pondérés					
4	Montant total d'exposition au risque	14 120 078	13 568 750	13 597 405	13 387 867
Ratios des fonds propres (en pourcentage % du montant d'exposition au risque)					
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	21,00%	20,69%	21,06%	20,78%
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	21,00%	20,69%	21,06%	20,78%
7	Ratio de fonds propres totaux (%)	21,37%	21,06%	21,43%	21,17%
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition au risque)					
EU 7a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 7b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 7c	dont: à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1 (points de pourcentage)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 7d	Exigences totales de fonds propres SREP (%)	0,00%	8,00%	8,00%	8,00%
Exigences globales de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition au risque)					
8	Coussin de conservation des fonds propres (%)	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un État membre (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
9	Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	0,97%	0,97%	0,50%	0,50%
EU 9a	Coussin pour le risque systémique (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
11	Exigence globale de coussin (%)	3,47%	3,47%	3,00%	3,00%
EU 11a	Exigences globales de fonds propres (%)	11,47%	11,47%	11,00%	11,00%

EU KM1 - Indicateurs clés phasés en milliers d'euros		31/12/2024	30/06/2024	31/12/2023	30/06/2023
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	13,37%	13,06%	13,43%	13,17%
Ratio de levier					
13	Mesure de l'exposition totale	32 075 238	32 189 378	32 735 679	32 683 705
14	Ratio de levier (%)	9,25%	8,72%	8,75%	8,51%
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)					
14a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
14b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
14c	Exigences de ratio de levier SREP totales (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Exigence de coussin lié au ratio de levier et exigence de ratio de levier globale (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)					
14d	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
14e	Exigence de ratio de levier globale (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Ratio de couverture des besoins de liquidité					
15	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée - moyenne)	2 012 379	2 098 394	2 278 795	2 743 497
16a	Sorties de trésorerie — Valeur pondérée totale	2 197 619	2 331 585	2 421 741	2 176 303
16b	Entrées de trésorerie — Valeur pondérée totale	455 008	484 438	425 038	335 966
16	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	1 742 612	1 847 147	1 996 704	1 840 337
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	115,56%	113,78%	114,12%	122,69%
Ratio de financement stable net					
18	Financement stable disponible total	28 149 122	28 445 252	28 361 504	28 195 066
19	Financement stable requis total	28 857 127	26 384 914	26 472 852	26 577 344
20	Ratio NSFR (%)	108,86%	107,81%	107,13%	106,09%

2. COMPOSITION ET PILOTAGE DU CAPITAL

Dans le cadre des accords de Bâle 3 et de sa finalisation, le règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (Capital Requirements Regulation, dit "CRR") tel que complété par CRR n°2019/876 (dit "CRR 2") et modifié par le règlement n°2024/1623 (« CRR3 » communément appelé par les banques « Bâle IV ») impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques. Le dispositif de gestion des risques et le niveau d'exposition aux risques de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine sont décrits dans la présente partie et dans la partie "Gestion des risques".

Les accords de Bâle 3 s'organisent autour de trois piliers :

- **Le Pilier 1** détermine les exigences minimales d'adéquation des fonds propres et le niveau des ratios conformément au cadre réglementaire en vigueur ;
- **Le Pilier 2** complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée la banque, sur la base de méthodologies qui lui sont propres (cf. partie "Adéquation du capital en vision interne") ;
- **Le Pilier 3** instaure des normes en matière de communication financière à destination du marché ; cette dernière doit détailler les composantes des fonds propres réglementaires, l'évaluation des risques y compris en matière environnementale, sociétale et de gouvernance, mais également les expositions sur cryptoactifs, tant au plan de la réglementation appliquée que de l'activité de la période.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a fait le choix de communiquer les informations au titre du Pilier 3 dans une partie distincte des Facteurs de risque et Gestion des risques, afin d'isoler les éléments répondant aux exigences prudentielles en matière de publication.

Le pilotage de la solvabilité vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier qu'ils sont suffisants pour couvrir les risques auxquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est, ou pourrait être exposé compte tenu de ses activités.

Pour la réalisation de cet objectif, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine mesure les exigences de capital réglementaire (Pilier 1) et assure le pilotage du capital réglementaire en s'appuyant sur des mesures prospectives à court et à moyen terme, cohérentes avec les projections budgétaires, sur la base d'un scénario économique central.

Par ailleurs, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'appuie sur un processus interne appelé ICAAP (*Internal Capital Adequacy and Assessment Process*), développé conformément à l'interprétation des textes réglementaires précisés ci-après. L'ICAAP comprend en particulier :

- Une gouvernance de la gestion du capital ;
- Une mesure des besoins de capital économique, qui se base sur le processus d'identification des risques et une quantification des exigences de capital selon une approche interne (Pilier 2) ;
- La conduite d'exercices de stress tests ICAAP, qui visent à simuler la destruction de capital après trois ans de scénario économique adverse ;
- Le pilotage du capital économique (cf. partie "Adéquation du capital en vision interne") ;
- Un dispositif d'ICAAP qualitatif qui formalise notamment les axes d'amélioration de la maîtrise des risques.

L'ICAAP est en forte intégration avec les autres processus stratégiques de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine tels que l'ILAAP (*Internal Liquidity Adequacy and Assessment Process*), l'appétit au risque, le processus budgétaire, le plan de rétablissement, l'identification des risques.

Enfin, les ratios de solvabilité font partie intégrante du dispositif d'appétit au risque appliqué au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine (décrit dans le chapitre "Gestion des risques").

2.1 Cadre réglementaire applicable

Les premiers accords de Bâle 3 ont conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et ont introduit la prise en compte de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel.

Renforçant davantage ce dispositif, la finalisation récente des accords de Bâle 3 vient compléter et affiner les exigences initiales en matière de fonds propres en révisant, notamment, l'ensemble des méthodes de calcul des risques et en introduisant un plancher (« output floor ») pour limiter les avantages que les banques peuvent tirer de l'utilisation de modèles internes pour le calcul des exigences de fonds propres.

Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013. Ils comprennent le règlement 575/2013 (Capital Requirements Regulation, dit « CRR ») et la directive 2013/36/EU (Capital Requirements Directive, dite « CRD 4 ») et sont entrés en application le 1er janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

En complément, un cadre réglementaire spécifique, permettant une alternative à la mise en faillite des banques a été instauré suite à la crise financière de 2008.

La directive 2014/59/EU, « Redressement et résolution des banques » ou Bank Recovery and Resolution Directive (dite « BRRD »), a été publiée le 12 juin 2014 au Journal officiel de l'Union européenne et est applicable en France depuis le 1er janvier 2016.

Le règlement européen « Mécanisme de Résolution Unique » ou Single Resolution Mechanism Regulation (dit « SRMR », règlement 806/2014) a été publié le 15 juillet 2014 et est entré en vigueur le 19 août 2016, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

Par la suite, quatre textes constituant le "paquet bancaire" ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 7 juin 2019 :

- CRR 2 : Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le Règlement (UE) n° 575/2013 ;
- SRMR 2 : Règlement (UE) 2019/877 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 806/2014 ;
- CRD 5 : directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/EU ;
- BRRD 2 : directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/EU.

Les règlements SRMR 2 et CRR 2 sont entrés en vigueur le 27 juin 2019 (toutes les dispositions n'étant toutefois pas d'application immédiate). Les directives CRD 5 et BRRD 2 ont été transposées le 21 décembre 2020 en droit français par les ordonnances 2020-1635 et 2020-1636 et sont entrées en vigueur le 28 décembre 2020.

Le règlement 2020/873 dit 'Quick-Fix' a été publié le 26 juin 2020 et est entré en application le 27 juin 2020, venant amender les règlements 575/2013 ('CRR') et 2019/876 ('CRR2') en réponse à la pandémie de COVID-19, dont les dernières mesures transitoires prennent fin au 31 décembre 2024 (excepté les dispositions reprises dans la finalisation de Bâle 3).

Le règlement (UE) 2024/1623 dit 'CRR3' du 31 mai 2024, publié au Journal officiel de l'Union européenne le 19 juin 2024, modifiant le règlement 'CRR' et 'CRR2', constitue une étape majeure dans la finalisation des accords de Bâle 3, communément désignée sous le terme de « normes Bâle IV ». Ce texte entre en vigueur au 1er janvier 2025, bien que certaines des dispositions soient applicables dès 2024 (mesures relatives au

périmètre de consolidation prudentielle notamment) ou après cette date. Parallèlement, la directive (UE) 2024/1619 (dite « CRD VI ») du 31 mai 2024, également publié au Journal officiel de l'Union européenne le 19 juin 2024, devra être transposée par les Etats membres au plus tard le 10 janvier 2026, la date d'application des amendements étant conditionnée à leur transposition effective dans les législations nationales.

Dans le régime CRR 2/CRD 5, quatre niveaux d'exigences de fonds propres sont calculés :

- Le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- Le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio *Tier 1* ;
- Le ratio de fonds propres totaux ;
- Le ratio de levier.

Le calcul de ces ratios est phasé de façon à gérer progressivement :

- Les critères d'éligibilité définis par CRR 2 (jusqu'au 28 juin 2025, s'agissant des instruments de fonds propres) ;
- Les impacts liés à l'application de la norme comptable IFRS9 jusqu'au 31 décembre 2024.

2.2 Supervision et périmètre prudentiel

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE sont assujettis aux ratios de solvabilité, de levier, de résolution et de grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que certaines filiales du Groupe puissent bénéficier de l'exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sur base sous-consolidée dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement CRR. Dans ce cadre, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a été exemptée par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage sous supervision unique le 4 novembre 2014 par la Banque centrale européenne n'a pas remis en cause les exemptions individuelles accordées précédemment par l'ACPR.

2.3 Politique de capital

Lors de la journée Investisseurs du 22 juin 2022, le Groupe a dévoilé sa trajectoire financière pour le Plan moyen terme « Ambitions 2025 », qui s'inscrit dans la continuité du précédent Plan dont les résultats financiers ont été atteints avec un an d'avance :

- Les objectifs de ratio de solvabilité CET1 à fin 2025 pour le Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A. sont très supérieurs aux exigences réglementaires. Le Groupe Crédit Agricole est en effet le plus solide parmi les G-SIB européens. Le modèle mutualiste a permis une génération organique de capital CET1 de 60 points de base par an au niveau du Groupe Crédit Agricole entre 2015 et 2021.
- La cible de CET1 pour le Groupe Crédit Agricole à horizon 2025 est supérieure ou égale à 17 %. Celle pour le TLAC est supérieure ou égale à 26 % hors dette senior préférée éligible.
- La structure du Groupe, efficace et flexible, permet de fixer une cible optimisée de ratio CET1 pour Crédit Agricole S.A. sur toute la durée du Plan moyen terme, à 11 %, et un plancher, à tout instant, de 250 points de base au-dessus des exigences SREP (avec une stratégie d'optimisation du compartiment AT1). La croissance des revenus devrait être supérieure à celle des actifs pondérés par les risques (Risk-Weighted Assets ou RWAs) pour Crédit Agricole S.A.
- Enfin, la cible de distribution du dividende pour Crédit Agricole S.A. est de 50 % en numéraire, et ce, même en cas de fluctuation du ratio CET1 autour de la cible fixée dans le Plan moyen terme. Elle permet de respecter un juste équilibre entre rémunération attractive et financement de la croissance de Crédit Agricole S.A. En 2023, l'Assemblée générale ordinaire de Crédit Agricole S.A. a décidé la distribution d'un dividende de 1,05€ par action (dont 0,85€ au titre de la politique de distribution de 50% du résultat et 0,20€ au titre du rattrapage du dividende 2019). Les augmentations de capital réservées aux salariés devraient par ailleurs être associées à des opérations de rachat d'actions (sous réserve de l'approbation du Superviseur), visant à compenser leur effet dilutif.

Grâce à leur structure financière, les Caisses régionales ont une forte capacité à générer du capital par la conservation de la majeure partie de leur résultat. Le capital est également renforcé par les émissions de parts sociales réalisées par les Caisses locales.

Les filiales de Crédit Agricole S.A. sous contrôle exclusif et assujetties au respect d'exigences en fonds propres sont dotées en capital à un niveau cohérent, prenant en compte notamment les exigences réglementaires locales et les besoins en fonds propres nécessaires au financement de leur développement.

2.4 Fonds propres prudentiels

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- Les fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1) ;
- Les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1), constitués du Common Equity Tier 1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 (AT1) ;
- Les fonds propres totaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*).

L'ensemble des tableaux et commentaires ci-après inclut le résultat conservé de la période.

2.4.1 Fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1)

Ils comprennent :

- Le capital ;
- Les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant notamment les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers détenus à des fins de collecte et vente et les écarts de conversion ;
- Les intérêts minoritaires, qui font l'objet d'un écrêtage, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ; cet écrêtage correspond à l'excédent de fonds propres par rapport au niveau nécessaire à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale et s'applique à chaque compartiment de fonds propres ;
- Les déductions, qui incluent principalement les éléments suivants :
 - Les détentions d'instruments CET1, au titre des contrats de liquidité et des programmes de rachat,
 - Les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition,
 - La prudent valuation ou "évaluation prudente" qui consiste en l'ajustement du montant des actifs et des passifs de l'établissement si, comptablement, il n'est pas le reflet d'une valorisation jugée prudente par la réglementation (voir détail dans le tableau EU PV1 en annexe),
 - Les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables,
 - Les insuffisances de provisions par rapport aux pertes attendues pour les expositions suivies en approche notations internes ainsi que les pertes anticipées relatives aux expositions sous forme d'actions, en méthode forfaitaire, le passage des actions en méthode Standard sous CRR3 supprimera cette déduction pour le Groupe,
 - Les insuffisances de provisions par rapport au taux de provisionnement forfaitaire défini par la réglementation sur les expositions non performantes,
 - les instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments CET1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise),
 - Les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),

- Les instruments de CET1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),
- La somme des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles et des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond commun de 17,65 % des fonds propres CET1 de l'établissement, après calculs des plafonds individuels explicités ci-dessus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %).

2.4.2 Fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 (AT1)

Ils comprennent :

- Les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) éligibles qui correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier le saut dans la rémunération ou *step up clause*) ;
- Les déductions directes d'instruments AT1 (dont *market making*) ;
- Les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments AT1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- Les déductions d'instruments AT1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) ;
- Les autres éléments de fonds propres AT1 ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en AT1).

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'émet pas d'instruments de fonds propres AT1.

Le règlement CRR 2 ajoute des critères d'éligibilité. Par exemple, les instruments émis par un établissement installé dans l'Union européenne qui relèvent d'un droit de pays tiers doivent comporter une clause de bail-in (renflouement interne) pour être éligibles. Ces dispositions s'appliquent pour chacune des catégories d'instruments de fonds propres AT1 et Tier 2.

2.4.3 Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Ils comprennent :

- Les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de cinq ans et pour lesquels :
 - Les incitations au remboursement anticipé sont interdites,
 - Une décote s'applique pendant la période des cinq années précédant leur échéance ;
- Les déductions de détentions directes d'instruments *Tier 2* (dont *market making*) ;
- L'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes, limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB (*Internal Rating Based*) ;
- Les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments *Tier 2* dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits

sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;

- Les déductions d'instruments *Tier 2* détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants), majoritairement du secteur des assurances ;
- Les éléments de fonds propres *Tier 2* ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en *Tier 2*).

Le montant des instruments Tier 2 retenu dans les ratios non phasés correspond aux instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles au CRR n°575/2013 tel que modifié par CRR n°2019/876 (CRR 2).

Ces instruments sont publiés et détaillés dans l'annexe "Caractéristiques principales des instruments de fonds propres et d'engagements éligibles réglementaires (EU CCA)". Ils correspondent aux titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) et aux titres subordonnés remboursables (TSR).

2.4.4 Dispositions transitoires

Pour faciliter la mise en conformité des établissements de crédit avec CRR 2/CRD 5, des assouplissements ont été consentis à titre transitoire.

Toutes ces dispositions transitoires ont pris fin au 1er janvier 2018 ; celles portant sur les instruments de dette hybride se sont achevées le 1er janvier 2022.

CRR 2 est venu introduire une nouvelle clause de maintien des acquis (ou clause de grand-père) : les instruments non éligibles émis avant le 27 juin 2019 restent éligibles en dispositions transitoires jusqu'au 28 juin 2025.

Pendant la phase transitoire, le montant de Tier 1 retenu dans les ratios correspond à la somme :

- Des fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles sous CRR 2 (AT1) ;
- Des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles CRR émis avant le 27 juin 2019 ;

Pendant la phase transitoire, le montant de Tier 2 retenu dans les ratios correspond à la somme :

- Du Tier 2 éligible CRR 2 ;
- Des instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles CRR émis avant le 27 juin 2019 ;

2.4.5 Situation au 31 décembre 2024

FONDS PROPRES PRUDENTIELS SIMPLIFIÉS

Fonds propres prudentiels simplifiés (en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
	phasé	phasé
FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)	2 965 635	2 862 894
dont Instruments de capital	1 416 417	1 402 034
dont Réserves	3 801 606	3 487 745
dont Filtres prudentiels et autres ajustements réglementaires	(2 252 388)	(2 026 885)
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1	-	-
TOTAL TIER 1	2 965 635	2 862 894
Instruments Tier 2	-	-
Autres éléments Tier 2	51 875	50 986
TOTAL CAPITAL	3 017 511	2 913 880
MONTANT TOTAL D'EXPOSITION AU RISQUE (RWA)	14 120 078	13 597 405
Ratio CET1	21,00%	21,05%
Ratio Tier 1	21,00%	21,05%
Ratio Total capital	21,37%	21,43%

Par souci de lisibilité, les tableaux complets sur la composition des fonds propres (EU CC1 et EU CC2) sont disponibles directement en annexe.

Évolution sur la période

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) non phasés s'élèvent à 2 965 635 milliers d'euros au 31 décembre 2024 et font ressortir une hausse de 102 741 milliers d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2023.

Cette variation s'explique principalement par l'augmentation du résultat consolidé de 84 500 milliers d'euros et des souscriptions nettes de parts sociales en augmentation de +14 400 milliers d'euros.

2.5 Adéquation du capital

L'adéquation du capital en vision réglementaire porte sur les ratios de solvabilité et sur le ratio de levier. Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels à une exposition en risque ou en levier. Les définitions et les calculs de ces expositions sont développés dans la partie "Composition et évolution des emplois pondérés". La vision réglementaire est complétée de l'adéquation du capital en vision interne, qui porte sur la couverture du besoin de capital économique par le capital interne.

2.5.1 Ratios de solvabilité

Les ratios de solvabilité ont pour objet de vérifier l'adéquation des différents compartiments de fonds propres (CET1, Tier 1 et fonds propres totaux) aux emplois pondérés issus des risques de crédit, des risques de marché et des risques opérationnels. Ces risques sont calculés soit en approche standard soit en approche interne (cf. partie "Composition et évolution des emplois pondérés").

Exigences prudentielles

Les exigences au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement CRR. Le superviseur fixe en complément, de façon discrétionnaire, des exigences minimales dans le cadre du Pilier 2.

L'exigence globale de capital ressort comme suit :

Exigences de fonds propres SREP	31/12/2024	31/12/2023
Exigence minimale de CET1 au titre du Pilier 1	4,50%	4,50%
Exigence additionnelle de Pilier 2 (P2R) en CET1	0,00%	0,00%
Exigence globale de coussins de fonds propres	3,47%	3,00%
Exigence de CET1	7,97%	7,50%
Exigence minimale d'AT1 au titre du Pilier 1	1,50%	1,50%
P2R en AT1	0,00%	0,00%
Exigence globale de Tier 1	9,47%	9,00%
Exigence minimale de Tier 2 au titre du Pilier 1	2,00%	2,00%
P2R en Tier 2	0,00%	0,00%
Exigence globale de capital	11,47%	11,00%

Exigences minimales au titre du Pilier 1

Les exigences en fonds propres fixées au titre du Pilier 1 comprennent un ratio minimum de fonds propres CET 1 de 4,5 %, un ratio minimum de fonds propres Tier 1 de 6 % et un ratio minimum de fonds propres globaux de 8 %.

Exigence globale de coussins de fonds propres et seuil de restrictions de distribution

La réglementation a prévu la mise en place de coussins de fonds propres, à couvrir intégralement par des fonds propres de base de catégorie 1 et dont l'exigence globale ressort comme suit :

Exigences globales de coussins de fonds propres	31/12/2024	31/12/2023
Coussin de conservation phasé	2,50%	2,50%
Coussin systémique phasé	0,00%	0,00%
Coussin contracyclique	0,97%	0,50%
Exigence globale de coussins de fonds propres	3,47%	3,00%

Plus spécifiquement :

- Le coussin de conservation (2,5 % des risques pondérés depuis le 1^{er} janvier 2019) vise à absorber les pertes dans une situation de stress économique intense ;
- Le coussin contracyclique (taux en principe fixé dans une fourchette de 0 à 2,5 %) vise à lutter contre une croissance excessive du crédit. Le taux est fixé par les autorités compétentes de chaque Etat (le Haut Conseil de Stabilité Financière – HCSF – dans le cas français) et le coussin s'appliquant au niveau de l'établissement résulte alors d'une moyenne pondérée par les emplois pondérés des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'établissement ; lorsque le taux d'un coussin contracyclique est calculé au niveau d'un des pays d'implantation, la date d'application est 12 mois au plus après la date de publication sauf circonstances exceptionnelles ;
- Le coussin pour le risque systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) vise à prévenir ou atténuer la dimension non cyclique du risque. Il est fixé par les autorités compétentes de chaque Etat (le HCSF dans le cas français) et dépend des caractéristiques structurelles du secteur bancaire, notamment de sa taille, de son degré de concentration et de sa part dans le financement de l'économie.
- Les coussins pour les établissements d'importance systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) ; pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII) (entre 0 % et 3,5 %) ou pour les autres établissements d'importance systémique (O-SII), (entre 0 % et 2 %). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et, de manière générale, sauf exception, c'est le taux du coussin le plus élevé qui s'applique. Seul le Groupe Crédit Agricole fait partie des établissements d'importance systémique et a un coussin de 1 % depuis le 1^{er} janvier 2019 et passera à 1,5% à compter du 1^{er} janvier 2026. [Nom Caisse régionale] n'est pas soumis à ces exigences. Lorsqu'un établissement est soumis à un coussin pour les établissements d'importance systémique (G-SII ou O-SII) et à un coussin pour le risque systémique, les deux coussins se cumulent.

Au 31 décembre 2024, les coussins contracycliques ont été activés dans de nombreux pays par les autorités nationales compétentes. Compte tenu des expositions portées par La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine dans ces pays, le taux de coussin contracyclique s'élève à 0.97% à la même date.

Par ailleurs, à la suite de la décision du HCSF n°2023-3, entrée en vigueur le 1^{er} août 2023, un coussin pour risque systémique sectoriel a été activé en France afin de prévenir le risque de concentration excessive des établissements d'importance systémique mondiale et autres établissements d'importance systémique envers les grandes entreprises françaises fortement endettées. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'étant pas soumise à ce coussin.

A noter également que le HCSF reconnaît la réciprocité d'application des coussins pour risque systémique sectoriel activés par l'Allemagne, la Lituanie, la Belgique, la Norvège et l'Italie.

Compte tenu des modalités d'application des coussins énoncés ci-dessus et de la matérialité des expositions portées par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, le taux de coussin pour risque systémique est à 0,00% au 31 décembre 2024.

Les tableaux ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 440 (a et b) de CRR2.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS DE CRÉDIT PERTINENTES POUR LE CALCUL DU COUSSIN CONTRACYCLIQUE (EU CCYB1)

31/12/2024 (en milliers d'euros)	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
Angola	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Algérie	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Afrique du Sud	-	332	-	-	-	332	1	-	-	1	7	0,00%	0,00%
Allemagne	-	52 195	-	-	-	52 195	884	-	-	884	11 044	0,09%	0,75%
Andorre	-	1 523	-	-	-	1 523	9	-	-	9	116	0,00%	0,00%
Argentine	-	277	-	-	-	277	2	-	-	2	20	0,00%	0,00%
Arménie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	1,50%
Australie	-	408	-	-	-	408	3	-	-	3	35	0,00%	1,00%
Autres - Non souverain	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Autriche	-	9	-	-	-	9	-	-	-	-	2	0,00%	0,00%
Azerbaïdjan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Bahamas	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Bahrein	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Bangladesh	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Belgique	-	3 850	-	-	-	3 850	31	-	-	31	386	0,00%	1,00%
Benin	-	161	-	-	-	161	1	-	-	1	11	0,00%	0,00%
Bermudes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Bresil	-	16	-	-	-	16	-	-	-	-	2	0,00%	0,00%
Bulgarie	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	1	0,00%	2,00%
Republique Tchèque	-	17	-	-	-	17	-	-	-	-	-	0,00%	1,25%
Caimanes- Iles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Cameroun	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Canada	-	1 089	-	-	-	1 089	9	-	-	9	112	0,00%	0,00%
Chili	-	4	-	-	-	4	-	-	-	-	-	0,00%	0,50%
Chine	-	543	-	-	-	543	1	-	-	1	18	0,00%	0,00%
Chypre	-	226	-	-	-	226	7	-	-	7	92	0,00%	1,00%
Colombie	-	211	-	-	-	211	5	-	-	5	59	0,00%	0,00%

31/12/2024 (en milliers d'euros)	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
Congo- République démocratique du	-	197	-	-	-	197	-	-	-	-	3	0,00%	0,00%
Coree du sud	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	0,00%	1,00%
Cote d'Ivoire	-	355	-	-	-	355	9	-	-	9	118	0,00%	0,00%
Croatie	-	4	-	-	-	4	-	-	-	-	1	0,00%	1,50%
Cuba	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Curacao	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Danemark	-	7 148	-	-	-	7 148	114	-	-	114	1 426	0,01%	2,50%
Egypte	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Emirats Arabes Unis	-	15 583	-	-	-	15 583	144	-	-	144	1 800	0,01%	0,00%
Espagne	-	17 740	-	-	-	17 740	894	-	-	894	11 179	0,09%	0,00%
Etats-Unis	-	24 565	-	-	-	24 565	537	-	-	537	6 714	0,05%	0,00%
Finlande	-	13 157	-	-	-	13 157	1 074	-	-	1 074	13 431	0,11%	0,00%
France	1 009 746	22 937 821	-	-	203	23 947 770	956 900	-	3	956 903	11 961 292	94,15%	1,00%
Royaume uni	-	11 413	-	-	-	11 413	58	-	-	58	730	0,01%	2,00%
Grece	-	18	-	-	-	18	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Gabon	-	371	-	-	-	371	5	-	-	5	60	0,00%	0,00%
Ghana	-	1 042	-	-	-	1 042	2	-	-	2	21	0,00%	0,00%
Guernesey	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Hongrie	-	1 609	-	-	-	1 609	9	-	-	9	114	0,00%	0,50%
Hong kong	-	1 227	-	-	-	1 227	9	-	-	9	109	0,00%	0,50%
Inde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Irlande	-	1 162	-	-	-	1 162	7	-	-	7	86	0,00%	1,50%
Iles vierges Britanniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Indonesie	-	3	-	-	-	3	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Iran	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Israel	-	250	-	-	-	250	4	-	-	4	48	0,00%	0,00%
Italie	-	6 253	-	-	-	6 253	98	-	-	98	1 222	0,01%	0,00%
Japon	-	458	-	-	-	458	2	-	-	2	27	0,00%	0,00%
Jersey	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Jordanie	-	296	-	-	-	296	-	-	-	-	4	0,00%	0,00%
Kenya	-	14	-	-	-	14	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Koweït	-	53	-	-	-	53	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Luxembourg	4 027	8 035 945	-	-	-	8 039 972	52 538	-	-	52 538	656 721	5,17%	0,50%

31/12/2024 (en milliers d'euros)	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
Lao- rep. démocratique populaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Lettonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,50%
Liban	-	21	-	-	-	21	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Liberia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Liechtenstein	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Lituanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	1,00%
Madagascar	-	131	-	-	-	131	4	-	-	4	49	0,00%	0,00%
Mali	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Malte	-	16 344	-	-	-	16 344	1 226	-	-	1 226	15 327	0,12%	0,00%
Man- Ile de	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Maroc	-	125	-	-	-	125	2	-	-	2	19	0,00%	0,00%
Marshall- Iles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Maurice	-	24	-	-	-	24	-	-	-	-	6	0,00%	0,00%
Mauritanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Mexique	-	1 138	-	-	-	1 138	3	-	-	3	34	0,00%	0,00%
Monaco	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Mongolie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Pays-Bas	-	26 613	-	-	-	26 613	402	-	-	402	5 020	0,04%	2,00%
Namibie	-	5	-	-	-	5	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Norvege	-	56	-	-	-	56	-	-	-	-	4	0,00%	2,50%
Nouvelle-Calédonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	1,00%
Nouvelle-Zélande	-	8	-	-	-	8	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Oman	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Philippines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Portugal	-	4 304	-	-	-	4 304	30	-	-	30	378	0,00%	0,00%
Panama	-	3	-	-	-	3	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Paraguay	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Perou	-	258	-	-	-	258	4	-	-	4	48	0,00%	0,00%
Pologne	-	6	-	-	-	6	-	-	-	-	1	0,00%	0,00%
Qatar	-	57	-	-	-	57	-	-	-	-	4	0,00%	0,00%
Russie	-	2	-	-	-	2	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Roumanie	-	70	-	-	-	70	3	-	-	3	35	0,00%	1,00%
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%

31/12/2024 (en milliers d'euros)	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
Singapour	-	2 458	-	-	-	2 458	8	-	-	8	103	0,00%	0,00%
Senegal	-	1 415	-	-	-	1 415	24	-	-	24	302	0,00%	0,00%
Serbie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Slovaquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	1,50%
Suisse	-	8 513	-	-	-	8 513	45	-	-	45	562	0,00%	0,00%
Suede	-	23 126	-	-	-	23 126	1 210	-	-	1 210	15 130	0,12%	2,00%
Syrienne- République arabe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Thailande	-	56	-	-	-	56	-	-	-	-	3	0,00%	0,00%
Togo	-	19	-	-	-	19	-	-	-	-	3	0,00%	0,00%
Tunisie	-	6	-	-	-	6	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Ukraine	-	14	-	-	-	14	1	-	-	1	8	0,00%	0,00%
Uruguay	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Viet nam	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Yemen	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Autres pays*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Total	1 013 774	31 224 110	-	-	203	32 238 087	1 016 328	-	3	1 016 331	12 704 143	100,00%	

* Pour lesquels aucun niveau de coussin contracyclique n'a été défini pour l'autorité compétente

MONTANT DU COUSSIN DE FONDS PROPRES CONTRACYCLIQUE SPÉCIFIQUE À L'ÉTABLISSEMENT (EU CCYB2)

Montant du coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (EU CCYB2)		31/12/2024
1	Montant total d'exposition au risque	14 120 078
2	Taux de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	0,97%
3	Exigence de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	137 199

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuable (MMD), somme maximale qu’une banque est autorisée à consacrer aux distributions, vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l’exigence globale de coussins applicable.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et fonds propres totaux.

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine dispose d’une marge de sécurité de 990 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 1 397 704 milliers d’euros de capital CET1.

	Exigence SREP CET1	Exigence SREP Tier 1	Exigence globale de capital
Exigence minimale de Pilier 1	4,50%	6,00%	8,00%
Exigence de Pilier 2 (P2R)	0,00%	0,00%	0,00%
Coussin de conservation	2,50%	2,50%	2,50%
Coussin systémique			
Coussin contracyclique	0,97%	0,97%	0,97%
Exigence SREP (a)	7,97%	9,47%	11,47%
Ratios phasés au 31/12/2024 (b)	21,00%	21,00%	21,37%
Distance à l'exigence SREP (b-a)	1 303 pb	1 153 pb	990 pb
Distance au seuil de déclenchement du MMD			990 pb (1397,7 M€)

2.6 Ratio de levier

2.6.1 Cadre réglementaire

Le ratio de levier a pour objectif de contribuer à préserver la stabilité financière en agissant comme filet de sécurité en complément des exigences de fonds propres fondées sur le risque et en limitant l'accumulation d'un levier excessif en période de reprise économique. Il a été défini par le Comité de Bâle dans le cadre des accords de Bâle 3 et transposé dans la loi européenne via l'article 429 du CRR, modifié par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014 et publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 18 janvier 2015.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition en levier, soit les éléments d'actifs et d'hors-bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations entre entités affiliées du Groupe, les opérations de financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors-bilan.

Depuis la publication au *Journal officiel de l'Union européenne* le 7 juin 2019 du règlement européen CRR 2, le ratio de levier fait l'objet d'une exigence minimale de Pilier 1 de 3% applicable depuis le 28 juin 2021.

La publication du ratio de levier est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2015 au moins une fois par an : les établissements peuvent choisir de publier un ratio non phasé ou un ratio phasé. Si l'établissement décide de modifier son choix de publication, il doit effectuer, lors de la première publication, un rapprochement des données correspondant à l'ensemble des ratios publiés précédemment, avec les données correspondant au nouveau ratio choisi.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a retenu comme option de publier le ratio de levier en format phasé.

Situation au 31 décembre 2024

Les éléments ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 451 de CRR2.

PUBLICATION D'INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LE RATIO DE LEVIER (EU LRA)

Le ratio de levier de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'élève à 9.25 % sur une base de Tier 1 phasé.

Le ratio de levier est en hausse de 50 points de pourcentage sur l'année 2024.

Le ratio reste à un niveau élevé, supérieur de 625 points de pourcentage à l'exigence.

Le ratio de levier n'est pas un ratio sensible aux facteurs de risque et à ce titre, il est considéré comme une mesure venant compléter le dispositif de pilotage de la solvabilité et de la liquidité limitant déjà la taille de bilan. Dans le cadre du suivi du levier excessif, un pilotage est réalisé au niveau de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine fixant des contraintes de taille de bilan à certaines activités peu consommatrices d'emplois pondérés.

RATIO DE LEVIER – DÉCLARATION COMMUNE (EU LR2)

LRCom: Ratio de levier - déclaration commune (EU LR2) - en milliers d'euros		31/12/2024	31/12/2023
Expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)			
1	Éléments inscrits au bilan (dérivés et OFT exclus, mais sûretés incluses)	34 896 683	35 862 784
2	Rajout du montant des sûretés fournies pour des dérivés, lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable	-	-
3	(Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés)	-	-
4	(Ajustement pour les titres reçus dans le cadre d'opérations de financement sur titres qui sont comptabilisés en tant qu'actifs)	-	-
5	(Ajustements pour risque de crédit général des éléments inscrits au bilan)	-	-
6	(Montants d'actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	(2 223 795)	(1 998 064)
7	Total des expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)	32 672 888	33 864 720
Expositions sur dérivés			
8	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées SA-CCR (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	33 110	74 310
EU-8a	Dérogation pour dérivés : contribution des coûts de remplacement selon l'approche standard simplifiée	-	-
9	Montants de majoration pour l'exposition future potentielle associée à des opérations sur dérivés SA-CCR	130 766	131 751
EU-9a	Dérogation pour dérivés : Contribution de l'exposition potentielle future selon l'approche standard simplifiée	-	-
EU-9b	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale	-	-
10	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (SA-CCR)	-	-
EU-10a	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (approche standard simplifiée)	-	-
EU-10b	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients (méthode de l'exposition initiale)	-	-
11	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus	-	-
12	(Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)	-	-
13	Expositions totales sur dérivés	163 876	206 061
Expositions sur opérations de financement sur titres (OFT)			
14	Actifs OFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes	-	-
15	(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs OFT bruts)	-	-
16	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs OFT	-	-
EU-16a	Dérogation pour OFT : Exposition au risque de crédit de contrepartie conformément à l'article 429 sexies, paragraphe 5, et à l'article 222 du CRR	-	-
17	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent	-	-
EU-17a	(Jambe CCP exemptée des expositions sur OFT compensées pour des clients)	-	-
18	Expositions totales sur opérations de financement sur titres	-	-
Autres expositions de hors bilan			
19	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute	2 745 227	3 341 613
20	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	(1 044 063)	(1 360 806)
21	(Provisions générales déduites lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1 et provisions spécifiques associées aux expositions de hors bilan)	-	-

LRCom: Ratio de levier - déclaration commune (EU LR2) - en milliers d'euros		31/12/2024	31/12/2023
Expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)			
1	Éléments inscrits au bilan (dérivés et OFT exclus, mais sûretés incluses)	34 896 683	35 862 784
22	Expositions de hors bilan	1 701 164	1 980 807
Expositions exclues			
EU-22a	(Expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	(2 462 690)	(3 315 909)
EU-22b	(Expositions exemptées en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR (au bilan et hors bilan))	-	-
EU-22c	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Investissements publics)	-	-
EU-22d	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Prêts incitatifs)	-	-
EU-22e	(Exclusions d'expositions découlant du transfert de prêts incitatifs par des banques (ou unités de banques) qui ne sont pas des banques publiques de développement)	-	-
EU-22f	(Exclusions de parties garanties d'expositions résultant de crédits à l'exportation)	-	-
EU-22g	(Exclusions de sûretés excédentaires déposées auprès d'agents tripartites)	-	-
EU-22h	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par les établissements/DCT, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point o), du CRR)	-	-
EU-22i	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par des établissements désignés, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point p), du CRR)	-	-
EU-22j	(Réduction de la valeur d'exposition des crédits de préfinancement ou intermédiaires)	-	-
EU-22k	(Total des expositions exemptées)	-	(3 315 909)
Fonds propres et mesure de l'exposition totale			
23	Fonds propres de catégorie 1	2 965 635	2 862 895
24	Mesure de l'exposition totale	32 075 238	32 735 679
Ratio de levier			
25	Ratio de levier (%)	9,25%	8,75%
EU-25	Ratio de levier (hors incidence de l'exemption des investissements publics et des prêts incitatifs) (%)	9,25%	8,75%
25a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) (%)	9,25%	8,75%
26	Exigence réglementaire de ratio de levier minimal (%)	3,00%	3,00%
EU-26a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%	0,00%
EU-26b	dont : à constituer avec des fonds propres CET1	0,00%	0,00%
27	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%	0,00%
EU-27a	Exigence de ratio de levier global (%)	3,00%	3,00%
Choix des dispositions transitoires et expositions pertinentes			
EU-27b	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres	Transitoire	Transitoire
Publication des valeurs moyennes			
28	Moyenne des valeurs quotidiennes des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	-	-
29	Valeur de fin de trimestre des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	-	-
30	Mesure de l'exposition totale (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	32 075 238	32 735 679

LRCom: Ratio de levier - déclaration commune (EU LR2) - en milliers d'euros

		31/12/2024	31/12/2023
Expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)			
1	Éléments inscrits au bilan (dérivés et OFT exclus, mais sûretés incluses)	34 896 683	35 862 784
30a	Mesure de l'exposition totale (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	32 075 238	32 735 679
31	Ratio de levier (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	9,25%	8,75%
31a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 (après ajustement pour transactions comptabilisées en tant que vente et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants)	9,25%	8,75%

RÉSUMÉ DU RAPPROCHEMENT ENTRE ACTIFS COMPTABLES ET EXPOSITIONS AUX FINS DU RATIO DE LEVIER (EU LR1)

		31/12/2024	
		Montants Phasés	Montants Non Phasés
<i>Montant applicable - en milliers d'euros</i>			
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	35 433 840	35 433 840
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation prudentielle	(2 605)	(2 605)
3	(Ajustement pour les expositions titrisées qui satisfont aux exigences opérationnelles pour la prise en compte d'un transfert de risque)	-	-
4	(Ajustement pour l'exemption temporaire des expositions sur les banques centrales (le cas échéant))	-	-
5	(Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition au titre de l'article 429 bis, paragraphe 1, point i), du CRR)	-	-
6	Ajustement pour achats et ventes normalisés d'actifs financiers faisant l'objet d'une comptabilisation à la date de transaction	-	-
7	Ajustement pour les transactions éligibles des systèmes de gestion centralisée de la trésorerie	-	-
8	Ajustement pour instruments financiers dérivés	(367 921)	(367 921)
9	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (OFT)	-	-
10	Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	1 701 164	1 701 164
11	(Ajustement pour les corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente et les provisions spécifiques et générales qui ont réduit les fonds propres de catégorie 1)	-	-
EU-11a	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	(2 462 690)	(2 462 690)
EU-11b	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR)	-	-
12	Autres ajustements	(2 226 550)	(2 226 550)
13	Mesure de l'exposition totale	32 075 238	32 075 238

VENTILATION DES EXPOSITIONS AU BILAN (EXCEPTÉ DÉRIVÉS, OFT ET EXPOSITIONS EXEMPTÉES) (EU LR3)

Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR (en milliers d'euros)		31/12/2024
EU-1	Total des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées), dont :	32 930 286
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation	-
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont :	32 930 286
EU-4	Obligations garanties	-
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	1 105 842
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	667 476
EU-7	Établissements	470 774
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	14 904 116
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	5 273 602
EU-10	Entreprises	7 049 489
EU-11	Expositions en défaut	943 885
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	2 515 102

2.7 Liens en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales

Liens en capital entre Crédit Agricole S.A et les Caisses régionales

Les relations en capital entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales sont régies selon les termes d'un protocole conclu entre ces dernières et Crédit Agricole S.A., préalablement à l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A. En application de ce protocole, le contrôle des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A. s'exerce à travers la société SAS Rue La Boétie, détenue en totalité par les Caisses régionales. SAS Rue La Boétie a pour objet la détention d'un nombre d'actions suffisant pour lui conférer à tout moment plus de 50 % du capital et des droits de vote de Crédit Agricole S.A.

2.7.1 Adéquation du capital en vision interne

Dans l'optique d'évaluer et de conserver en permanence des fonds propres adéquats afin de couvrir les risques auxquels il est (ou peut-être) exposé, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine complète son dispositif d'adéquation du capital en vision réglementaire par l'adéquation du capital en vision interne. De ce fait, la mesure des exigences de capital réglementaire (Pilier 1) est enrichie par une mesure du besoin de capital économique (Pilier 2), qui s'appuie sur le processus d'identification des risques et sur une évaluation selon une approche interne. Le besoin de capital économique doit être couvert par le capital interne qui correspond à la vision interne des fonds propres disponibles définie par le Groupe.

L'évaluation du besoin de capital économique est un des éléments de la démarche ICAAP qui couvre également le programme de stress-tests afin d'introduire une vision prospective de l'impact de scénarios plus défavorables sur le niveau de risque et sur la solvabilité de Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.

Le suivi et la gestion de l'adéquation du capital en vision interne est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires :

- Les accords de Bâle ;
- La CRD 5 via sa transposition dans la réglementation française par l'ordonnance du 21 décembre 2020 ;
- Les lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne ;
- Les attentes prudentielles relatives à l'ICAAP et l'ILAAP et la collecte harmonisée d'informations en la matière.

L'ICAAP est avant tout un processus interne et il appartient à chaque établissement de le mettre en œuvre de manière proportionnée. La mise en œuvre, mais également l'actualisation de la démarche ICAAP à leur niveau, sont ainsi de la responsabilité de chaque entité.

ICAAP INFORMATION (EU OVC)

Les éléments ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 438 (points a et c) de CRR2.

Le Groupe a mis en œuvre un dispositif de mesure du besoin de capital économique au niveau du Groupe Crédit Agricole, de Crédit Agricole S.A. et des principales entités françaises et étrangères du Groupe.

Le processus d'identification des risques majeurs vise, dans une première étape, à recenser de la manière la plus exhaustive possible l'ensemble des risques susceptibles d'impacter le bilan, le compte de résultat, les ratios prudentiels ou la réputation d'une entité ou du Groupe et à les classer par catégorie et sous catégories, selon une nomenclature homogène pour l'ensemble du Groupe. Dans une seconde étape, l'objectif est d'évaluer l'importance de ces risques d'une manière systématique et exhaustive afin d'identifier les risques majeurs.

Le processus d'identification des risques allie plusieurs sources : une analyse interne à partir d'informations recueillies auprès de la filière Risques et des autres fonctions de contrôle et une analyse complémentaire fondée sur des données externes. Il est formalisé pour chaque entité et pour le Groupe, coordonné par la filière Risques et approuvé par le Conseil d'administration.

Pour chacun des risques majeurs identifiés, la quantification du besoin de capital économique s'opère de la façon suivante :

- Les mesures de risques déjà traités par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital économique ;
- Les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital économique, fondé sur des approches internes ;

- De manière générale, les mesures de besoin de capital économique sont réalisées avec un horizon de calcul à un an ainsi qu'un quantile (probabilité de survenance d'un défaut) dont le niveau est fonction de l'appétence du Groupe en matière de notation externe ;
- Enfin, la mesure du besoin de capital économique tient compte de façon prudente des effets de diversification résultant de l'exercice d'activités différentes au sein du même Groupe, y compris entre la banque et l'assurance.

La cohérence de l'ensemble des méthodologies de mesure du besoin de capital économique est assurée par une gouvernance spécifique au sein du Groupe.

La mesure du besoin de capital économique est complétée par une projection sur l'année en cours, en cohérence avec les prévisions du *capital planning* à cette date, de façon à intégrer l'impact des évolutions de l'activité sur le profil de risques.

Sont pris en compte pour l'évaluation du besoin de capital économique au 31 décembre 2024 l'ensemble des risques majeurs recensés lors du processus d'identification des risques. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine mesure notamment le risque de taux sur le portefeuille bancaire, le risque de variation de valeur du portefeuille titres, le risque d'activité et risque stratégique, le risque de crédit, le risque de prix de la liquidité.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'assure que l'ensemble du besoin de capital économique est couvert par le capital interne, vision interne des fonds propres, définie en tenant compte du principe de continuité d'exploitation.

Outre le volet quantitatif, l'approche du Groupe repose également sur un volet qualitatif complétant les mesures de besoin de capital économique par des indicateurs d'exposition au risque et de contrôle permanent des métiers. Le volet qualitatif répond à trois objectifs :

- L'évaluation du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle des entités du périmètre de déploiement selon différents axes, cette évaluation étant une composante du dispositif d'identification des risques ;
- Si nécessaire, l'identification et la formalisation de points d'amélioration du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle permanent, sous forme d'un plan d'action formalisé par l'entité ;
- L'identification d'éventuels éléments qui ne sont pas correctement appréhendés dans les mesures d'ICAAP quantitatif.

2.8 Conglomérat financier

PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE NON DÉDUITES DES FONDS PROPRES (INS1)

INFORMATIONS RELATIVES AUX EXIGENCES EN FONDS PROPRE ET AU RATIO D'ADÉQUATION DU CAPITAL DES CONGLOMÉRATS FINANCIERS (INS2)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par la publication des tableaux INS1 « Participations dans des entreprises d'assurance non déduites des fonds propres » et INS2 « Informations relatives aux exigences en fonds propre et au ratio d'adéquation du capital des conglomérats financiers ».

3. ANNEXES AUX FONDS PROPRES PRUDENTIELS

DIFFÉRENCES ENTRE LES PÉRIMÈTRES DE CONSOLIDATION COMPTABLE ET RÉGLEMENTAIRE ET CORRESPONDANCE ENTRE LES ÉTATS FINANCIERS ET LES CATÉGORIES DE RISQUES RÉGLEMENTAIRES (LI1)

31/12/2024

31/12/2024		Valeurs comptables telles que déclarées dans les états financiers publiés	Valeurs comptables selon le périmètre de consolidation prudentielle	Valeurs comptables des éléments				
				Soumis au cadre du risque de crédit	Soumis au cadre du risque de crédit de contrepartie	Soumis au cadre des titrisations	Soumis au cadre du risque de marché	Non soumis à des exigences de fonds propres ou soumis à des déductions des fonds propres
(en milliers d'euros)								
Actif								
1	Caisse, banques centrales	123 334	123 334	123 334	-	-	-	-
2	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	568 294	635 472	586 830	48 642	-	48 642	-
3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	48 642	48 642	-	48 642	-	48 642	-
4	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	519 652	586 830	586 830	-	-	-	-
5	Instruments dérivés de couverture	485 910	485 910	-	485 910	-	-	-
6	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 781 846	2 781 880	2 781 677	-	203	-	-
7	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	34 774	34 774	34 571	-	203	-	-
8	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 747 072	2 747 106	2 747 106	-	-	-	-
9	Actifs financiers au coût amorti	31 042 900	31 050 637	31 050 637	-	-	-	-
10	Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 992 121	1 999 858	1 999 858	-	-	-	-
11	Prêts et créances sur la clientèle	27 298 933	27 298 933	27 298 933	-	-	-	-
12	Titres de dettes	1 751 846	1 751 846	1 751 846	-	-	-	-
13	Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(318 639)	(318 639)	-	-	-	-	(318 639)
14	Actifs d'impôts courants et différés	130 768	130 768	130 768	-	-	-	-
15	Compte de régularisation et actifs divers	297 547	298 371	298 318	-	-	-	53
16	Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-
17	Participation aux bénéfices différés	-	-	-	-	-	-	-
18	Participation dans les entreprises mises en équivalence	112 074	33 686	33 686	-	-	-	-
19	Immeubles de placement	6 633	6 633	6 633	-	-	-	-
20	Immobilisations corporelles	196 707	196 717	196 717	-	-	-	-
21	Immobilisations incorporelles	4 772	4 772	-	-	-	-	4 772
22	Ecart d'acquisition	1 694	1 694	-	-	-	-	1 694

31/12/2024

	Valeurs comptables telles que déclarées dans les états financiers publiés	Valeurs comptables selon le périmètre de consolidation prudentielle	Valeurs comptables des éléments				
			Soumis au cadre du risque de crédit	Soumis au cadre du risque de crédit de contrepartie	Soumis au cadre des titrisations	Soumis au cadre du risque de marché	Non soumis à des exigences de fonds propres ou soumis à des déductions des fonds propres
(en milliers d'euros)							
Total de l'actif	35 433 840	35 431 235	35 208 600	534 552	203	48 642	(312 120)

31/12/2024

	Valeurs comptables telles que déclarées dans les états financiers publiés	Valeurs comptables selon le périmètre de consolidation prudentielle	Valeurs comptables des éléments				
			Soumis au cadre du risque de crédit	Soumis au cadre du risque de crédit de contrepartie	Soumis au cadre des titrisations	Soumis au cadre du risque de marché	Non soumis à des exigences de fonds propres ou soumis à des déductions des fonds propres
(en milliers d'euros)							
Passif							
1	Banques centrales	-	-	-	-	-	-
2	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	57 531	57 531	-	-	-	57 531
3	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	47 678	47 678	-	-	-	47 678
4	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	9 853	9 853	-	-	-	9 853
5	Instruments dérivés de couverture	129 481	129 481	-	-	-	129 481
6	Passifs financiers au coût amorti	29 040 820	29 036 631	-	-	-	29 036 631
7	Dettes envers les établissements de crédit	15 358 674	15 358 557	-	-	-	15 358 557
8	Dettes envers la clientèle	13 038 572	13 034 499	-	-	-	13 034 499
9	Dettes représentées par un titre	643 574	643 574	-	-	-	643 574
10	Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
11	Passifs d'impôts courants et différés	12 320	12 336	12 336	-	-	-
12	Comptes de régularisation et passifs divers	852 726	854 295	48 605	-	-	805 690
13	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	-	-	-	-
14	Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-	-	-	-	-
15	Provisions	103 743	103 743	-	-	-	103 743
16	Dettes subordonnées	1	1	-	-	-	1
17	Total dettes	30 196 622	30 194 017	60 941	-	-	30 133 077
18	Capitaux propres	5 237 217	5 237 217	-	-	-	5 237 217
19	Capitaux propres - part du groupe	5 237 216	5 237 216	-	-	-	5 237 216
20	Capital et réserves liées	1 416 712	1 416 712	-	-	-	1 416 712
21	Réserves consolidées	2 867 399	2 867 399	-	-	-	2 867 399

31/12/2024

31/12/2024		Valeurs comptables telles que déclarées dans les états financiers publiés	Valeurs comptables selon le périmètre de consolidation prudentielle	Valeurs comptables des éléments				
				Soumis au cadre du risque de crédit	Soumis au cadre du risque de crédit de contrepartie	Soumis au cadre des titrisations	Soumis au cadre du risque de marché	Non soumis à des exigences de fonds propres ou soumis à des déductions des fonds propres
(en milliers d'euros)								
22	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	850 763	850 763	-	-	-	-	850 763
23	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	-
24	Résultat de l'exercice	102 342	102 342	-	-	-	-	102 342
25	Participations ne donnant pas le contrôle	1	1	-	-	-	-	1
	Total de passif	35 433 839	35 431 235	60 941	-	-	-	35 370 294

Les valeurs comptables sur le périmètre de consolidation réglementaire (colonne b) ne sont pas égales à la somme de leur ventilation par type de risque (colonne c à g).

PRINCIPALES SOURCES D'ÉCARTS ENTRE LES VALEURS COMPTABLES ET RÉGLEMENTAIRES DES EXPOSITIONS (LI2)

31/12/2024

31/12/2024		TOTAL	Éléments soumis au 31 décembre 2024			
			Cadre du risque de crédit	Cadre du risque de contrepartie	Dispositions relatives à la titrisation	Cadre du risque de marché
(en millions d'euros)						
1	Valeur comptable des actifs dans le cadre du périmètre de consolidation réglementaire (selon le modèle EU LI1)	35 743 355	35 208 600	534 552	203	48 642
2	Valeur comptable des passifs dans le cadre du périmètre de consolidation réglementaire (selon le modèle EU LI1)	60 941	60 941	-	-	-
3	Montant total net dans le cadre du périmètre de consolidation réglementaire	35 682 414	35 147 659	534 552	203	48 642
4	Montants hors bilan	11 082 388	2 915 931	-	-	-
5	Écarts de valorisation	184 564	40 939	143 626	-	
6	Écarts dus à des règles de compensation différentes, autres que celles déjà indiquées à la ligne 2	(177 159)	-	(177 159)	-	
7	Écarts dus à la prise en compte des provisions	870 582	870 582	-	-	
8	Ecarts dus à l'utilisation de techniques d'Atténuation du Risque de Crédit (ARC)	(4)	(4)	-	-	
9	Ecarts dus aux facteurs de conversion du crédit	145 371	-	-	-	
10	Ecarts dus à la titrisation avec transfert du risque	-	-	-	-	
11	Autres ajustements	(2 363 954)	(2 006 763)	(357 191)	-	
12	Montants d'exposition pris en compte à des fins réglementaires	37 112 374	36 968 343	143 828	203	-

DESCRIPTION DES DIVERGENCES ENTRE LES PÉRIMÈTRES DE CONSOLIDATION (LI3 : ENTITÉ PAR ENTITÉ)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'a pas de divergences de périmètre entre les méthodes de consolidation comptable et réglementaire au 31 décembre 2024. De ce fait, elle n'est pas concernée par la publication du tableau LI3.

EXPLICATIONS DES ÉCARTS ENTRE LES MONTANTS COMPTABLES ET LES EXPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES (EU LIA)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'a pas d'écarts entre les montants comptables et les expositions réglementaires au 31 décembre 2024.

AUTRES INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LE CHAMP D'APPLICATION (EU LIB)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'a pas d'écarts entre les montants comptables et les expositions réglementaires au 31 décembre 2024.

4. COMPOSITION ET ÉVOLUTION DES EMPLOIS PONDÉRÉS

4.1 Synthèse des emplois pondérés

4.1.1 Emplois pondérés par type de risque (EU OV1)

Les emplois pondérés au titre du risque de crédit, des risques de marché et du risque opérationnel s'élèvent à 14 120 078 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 13 597 405 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

		Montant total d'exposition au risque (TREA)		Exigences totales de fonds propres
		31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024
1	Risque de crédit (hors CCR)	13 314 077	12 826 769	1 065 126
2	Dont approche standard	960 892	886 186	76 871
3	Dont approche NI simple (F-IRB)	1 959 903	1 927 222	156 792
4	Dont approche par référencement	-	-	-
EU 4a	Dont actions selon la méthode de pondération simple	3 099 774	2 835 718	247 982
5	Dont approche NI avancée (A-IRB)	7 286 519	7 171 478	582 922
6	Risque de crédit de contrepartie - CCR	133 791	97 370	10 703
7	Dont approche standard	26 818	21 583	2 145
8	Dont méthode du modèle interne (IMM)	-	-	-
EU 8a	Dont expositions sur une CCP	-	-	-
EU 8b	Dont ajustement de l'évaluation de crédit — CVA	106 973	75 787	8 558
9	Dont autres CCR	-	-	-
15	Risque de règlement	-	-	-
16	Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation (après le plafond)	41	62	3
17	Dont approche SEC-IRBA	-	-	-
18	Dont SEC-ERBA (y compris IAA)	-	-	-
19	Dont approche SEC-SA	41	62	3
EU 19a	Dont 1 250 % / déduction	-	-	-
20	Risques de position, de change et de matières premières (Risque de marché)	-	-	-
EU 21a	Dont approche standard	-	-	-
22	Dont approche fondée sur les modèles internes	-	-	-
EU 22a	Grands risques	-	-	-
24	Risque opérationnel	672 170	673 205	53 774
EU 23a	Dont approche élémentaire	-	-	-
EU 23b	Dont approche standard	26 785	22 852	2 143
EU 23c	Dont approche par mesure avancée	645 385	650 352	51 631
25	Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250 %)	320 308	291 742	25 625
29	Total	14 120 078	13 597 405	1 129 606

Les éléments ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 435 (points a à f) de CRR2 :

4.1.1.1 Brève déclaration sur les risques

(Déclaration établie en conformité avec l'article 435(1)(f) du règlement UE n° 575/2013)

Le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine exprime annuellement son appétit pour le risque par une déclaration formelle. La déclaration d'appétit pour le risque de la Caisse Régionale est élaborée en cohérence avec le processus d'identification des risques. Cette déclaration est une partie intégrante et directrice du cadre de référence de la gouvernance englobant la stratégie, les objectifs commerciaux, le pilotage des risques et la gestion financière globale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine. Les orientations stratégiques du Plan à moyen terme, de la déclaration d'appétit, du processus budgétaire et de l'allocation des ressources aux différents métiers sont cohérentes entre elles.

4.1.1.2 Organisation de la gestion des risques

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, mis en œuvre par tous les acteurs intervenant de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

La responsabilité de la mesure des risques et de leur surveillance est assurée par une fonction dédiée, le Responsable de la Fonction Gestion des Risques (RFGR), appuyée par la DRG – Direction des risques Groupe, indépendante des métiers et rapportant directement à la Direction générale.

Si la maîtrise des risques relève en premier lieu de la responsabilité des directions opérationnelles qui assurent le développement de leur activité, le Responsable de la Fonction Gestion des Risques (RFGR), a pour mission de garantir que les risques auxquels est exposée la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine sont conformes aux stratégies risques définies par les métiers (limites globales et individualisées, critères de sélectivité) et compatibles avec les objectifs de croissance et de rentabilité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.

Afin d'assurer une vision homogène des risques au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, le Responsable de la Fonction Gestion des Risques (RFGR) assure les missions suivantes :

- Coordonner le processus d'identification des risques et la mise en œuvre du cadre d'appétit pour le risque de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine en collaboration avec les Directions opérationnelles concernées ;
- Définir et/ou valider les méthodes et les procédures d'analyse, de mesure et de suivi des risques de crédit, financiers et risques opérationnels ;
- Contribuer à l'analyse critique des stratégies commerciales de développement des directions opérationnelles, en s'attachant aux impacts de ces stratégies en termes de risques encourus ;
- Fournir des avis indépendants à la Direction générale sur l'exposition aux risques induite par les prises de position des directions opérationnelles (opérations de crédit, fixation des limites des risques) ou anticipées par leur stratégie risques ;
- Assurer le recensement et l'analyse des risques collectés dans les systèmes d'informations risques.

La surveillance de ces risques par la Direction générale s'exerce dans le cadre des Comités auxquels participe le Responsable de la Fonction Gestion des Risques (RFGR).

Le Responsable de la Fonction Gestion des Risques (RFGR) tient informés les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance du degré de maîtrise du risque dans la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, leur présente les diverses stratégies risques des directions opérationnelles pour validation et les alerte de tout risque de déviation par rapport à la stratégie définie par la Direction générale et validée par le Conseil d'administration. Il les informe des performances et des résultats du dispositif de prévention, dont ils valident les principes d'organisation. Il leur soumet toute proposition d'amélioration du dispositif rendue nécessaire par l'évolution des métiers et de leur environnement.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre des instances de gouvernance tout particulièrement :

- Le Comité des risques (émanation du Conseil d'administration, cinq réunions par an) : analyse des facteurs clés de la déclaration d'appétit pour le risque, réalise un examen régulier des problématiques de gestion des risques et de contrôle interne, exerce une revue de l'information semestrielle et du Rapport annuel sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques ;
- Le Comité de contrôle interne (CCI, présidé par le Directeur général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, trimestriel) :
- Examine des problématiques de contrôle interne, impulse des actions à caractère transverse à mettre en œuvre au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, valide l'information semestrielle et le Rapport annuel sur le contrôle interne.
- Définit la politique en matière de Conformité, examine, la déclinaison des projets de dispositifs de normes et procédures relatifs à la conformité, examine tous les dysfonctionnements significatifs et valide les mesures correctives, prend toute décision sur les mesures à prendre pour remédier aux 53 défaillances éventuelles, prend connaissance des principales conclusions formulées par les missions d'inspection se rapportant à la conformité.
- Définit la stratégie et apprécie le niveau de maîtrise dans les quatre domaines suivants : plans de continuité d'activités, protection des données, sécurité des personnes et des biens et sécurité des Systèmes d'information.
- Le Comité financier (présidé par la Direction générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, mensuel) : analyse les risques financiers de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine (taux, change, liquidité) et valide les orientations de gestion permettant de les maîtriser ;
- Le Comité Risques et Provisions (CRP, présidé par la Direction générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, mensuel) est un comité qui examine les dossiers de crédit dont le risque se dégrade significativement. Il étudie en outre le plus en amont possible les points alertes sur tous les types de risques remontés par les Métiers ou les fonctions de contrôles susceptibles d'avoir un effet négatif sur le profil de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine ou son niveau de coût du risque. Il surveille également l'évolution du ratio de solvabilité et valide la révision annuelle des politiques crédits, et en particulier des limites applicables.

La gestion des risques au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine repose également sur un certain nombre d'outils qui lui permettent d'appréhender les risques encourus dans leur globalité :

- Un système d'information et de consolidation globale des risques robuste et s'inscrivant dans la trajectoire définie par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire pour les établissements de nature systémique globale (BCBS 239) ;
- Une utilisation généralisée des méthodologies de *stress test* sur le risque de crédit, les risques financiers ou le risque opérationnel ;
- Des normes et des procédures de contrôle formalisées et à jour, qui définissent les dispositifs d'octroi, sur la base d'une analyse de la rentabilité et des risques, de contrôle des concentrations

géographiques, individuelles ou sectorielles, ainsi que de limites en risques de taux, de change et de liquidité.

4.1.1.3 Méthodologies et systèmes de mesure des risques

a. Le risque de crédit

❖ LES SYSTEMES DE NOTATION INTERNE ET DE CONSOLIDATION DES RISQUES DE CREDIT

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine utilise l'ensemble des modèles de notation internes définis au niveau du Groupe.

Les systèmes de notation interne couvrent l'ensemble des méthodes, des procédés et des contrôles qui permettent l'évaluation du risque de crédit, la notation des emprunteurs ainsi que l'évaluation des pertes en cas de défaut de l'emprunteur. La gouvernance du système de notation interne s'appuie sur le Comité des normes et méthodologies (CNM) présidé par le Directeur des risques et des contrôles permanents Groupe, qui a pour mission de valider et de diffuser les normes et les méthodologies de mesure et de contrôle des risques au sein du Groupe. Le CNM examine notamment :

- Les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes de notation des contreparties, les scores d'octroi et en particulier les estimations des paramètres bâlois (probabilité de défaut, facteur de conversion, perte en cas de défaut) et les procédures organisationnelles associées;
- La segmentation entre clientèle de détail et grande clientèle avec les procédures associées comme l'alimentation du système d'information de consolidations des risques ;
- La performance des méthodes de notation et d'évaluation des risques, au travers de la revue au minimum annuelle des résultats des travaux de *backtesting* ;
- L'utilisation des notations (validation des syntaxes, glossaires et référentiels communs).

Sur le périmètre de la clientèle de détail, qui couvre les crédits aux particuliers (notamment les prêts à l'habitat et les crédits à la consommation) et aux professionnels, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine définit, met en œuvre et justifie son système de notation, dans le cadre des standards Groupe définis par Crédit Agricole S.A.

Les Caisses régionales de Crédit Agricole disposent, en effet, de modèles communs d'évaluation du risque gérés au niveau de Crédit Agricole S.A. Des procédures de contrôles a posteriori des paramètres utilisés pour le calcul réglementaire des exigences de fonds propres sont définies et opérationnelles dans toutes les entités. Les modèles internes utilisés au sein du Groupe sont fondés sur des modèles statistiques établis sur des variables explicatives comportementales (ex : solde moyen du compte courant) et signalétiques (ex : secteur d'activité). L'approche utilisée peut être soit de niveau client (Particuliers, Agriculteurs, Professionnels et TPE) soit de niveau produit. La probabilité de défaut à 1 an estimée associée à une note est actualisée chaque année.

Sur le périmètre de la grande clientèle, le Groupe Crédit Agricole s'est doté d'une échelle unique de notation pour l'ensemble de la Grande Clientèle. Cette échelle est composée de 13 grades de notation sains (A+, A, B+, B, C+, C, C-, D+, D, D-, E+, E et E-) et de deux grades de notation défaut (F et Z). Chaque note saine de l'échelle unique de notation est définie par (i) une plage de PD au travers du cycle accessible, telle que (ii) les plages de deux grades consécutifs sont non chevauchantes et que (iii) la probabilité médiane de deux grades consécutifs présente un accroissement exponentiel.

Une telle échelle permet de garantir les trois principes suivants :

1. Principe de comparabilité, permettant l'appréciation du niveau de risque de crédit de toute contrepartie, quels que soient le périmètre de notation, qu'il s'agisse d'une contrepartie, d'un groupe, de ses filiales ou d'un garant ;

2. Principe d'homogénéité à l'intérieur d'un grade, assurant que deux contreparties affectées à un même grade de notation présentent un même niveau de risque de défaut ;
3. Principe d'hétérogénéité entre grades, assurant que deux contreparties affectées à des grades de notation différents présentent des niveaux de risque de défaut significativement différents.

L'échelle unique permet de définir une référence commune et partagée en matière de niveau de risque au niveau du Groupe Crédit Agricole, favorisant l'émergence d'un langage et de pratiques communes, et le développement d'usages transverses à travers les entités et les métiers du Groupe.

CORRESPONDANCES ENTRE LA NOTATION GROUPE ET LES AGENCES DE NOTATION

Groupe Crédit Agricole	A+	A	B+	B	C+	C	C-	D+	D	D-	E+	E	E-
S&P/Fitch	AAA	AA+	AA/AA-	A+/A/A-	BBB+	BBB	BBB-	BB+/BB	BB-	B+/B	B-	CCC+	CCCCC- CC/C
Moody's	Aaa	Aa1	Aa2	Aa3/A1/A2/A3	Baa1	Baa2	Baa3	Ba1/Ba2	Ba3	B1/B2/B3	Caa1	Caa2	Caa3/Ca/C
PD de Référence	(0 %- 0,01 %)	(0,01 %- 0,02 %)	(0,02 %- 0,04 %)	(0,04 %- 0,10 %)	(0,10 %- 0,20 %)	(0,20 %- 0,30 %)	(0,30 %- 0,60 %)	(0,60 %- 1,00 %)	(1,00 %- 1,90 %)	(1,90 %- 4,90 %)	(4,90 %- 11,80 %)	(11,80 %- 19,80 %)	(19,80 %- 100 %)

Au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, la grande clientèle regroupe principalement les entreprises, les collectivités publiques, les États souverains et Banques centrales, les financements spécialisés, ainsi que les banques, les assurances, les sociétés de gestion d'actifs et les autres sociétés financières. Chaque type de grande clientèle bénéficie d'une méthode de notation interne propre, adaptée à son profil de risque, s'appuyant sur des critères d'ordre financier et qualitatif. Concernant la grande clientèle, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine dispose de méthodologies communes de notation interne. La notation des contreparties s'effectue au plus tard lors d'une demande de concours et est actualisée à chaque renouvellement ou lors de tout événement susceptible d'affecter la qualité du risque. L'affectation de la note doit être approuvée par une unité indépendante du Front Office. Elle est revue au minimum annuellement. Afin de disposer d'une notation unique pour chaque contrepartie au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, une seule entité du Groupe assure la responsabilité de sa notation pour le compte de l'ensemble des entités accordant des concours à cette contrepartie.

Au niveau Groupe, qu'il s'agisse de la grande clientèle ou de la clientèle de détail, le dispositif de surveillance mis en œuvre par Crédit Agricole S.A., ses filiales et les Caisses régionales sur l'ensemble du processus de notation porte sur :

- Les règles d'identification et de mesure des risques, en particulier les méthodes ;
- L'uniformité de mise en œuvre de la gestion du défaut sur base consolidée ;
- La correcte utilisation des méthodologies de notation interne ;
- La fiabilité des données support de la notation interne.

Des backtestings annuels sont réalisés au niveau du Groupe et les résultats transmis au Caisses régionales.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a autorisé le Groupe Crédit Agricole à utiliser ses Systèmes de notation interne pour le calcul des exigences en fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles de détail et de grande clientèle pour l'essentiel de son périmètre.

Le déploiement généralisé des systèmes de notation interne permet au Groupe de mettre en place une gestion des risques de contrepartie qui s'appuie sur des indicateurs de risque conformes à la réglementation prudentielle en vigueur. Sur le périmètre de la grande clientèle, le dispositif de notation unique (outils et méthodes identiques, données partagées) mis en place depuis plusieurs années a contribué au renforcement du suivi des contreparties notamment des contreparties communes à plusieurs entités du Groupe. Il a aussi permis de disposer d'un référentiel commun sur lequel s'appuient les normes et procédures, les outils de pilotage, le dispositif d'alertes et les politiques de provisionnement des risques.

Enfin, sur les métiers de banque de financement et d'investissement, des mesures de pertes attendues, de capital économique et de rentabilité ajustée du risque sont utilisées lors des processus décisionnels d'octroi des crédits, de définition des cadres de risques et de limites.

❖ MESURE DU RISQUE DE CREDIT

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés augmentés des engagements confirmés non utilisés. Concernant la mesure du risque de contrepartie sur opérations de marché, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine utilise une approche pour estimer le risque courant et potentiel inhérent aux instruments dérivés (*swaps* ou produits structurés par exemple), définie dans la politique financière.

Le risque de contrepartie ainsi modélisé pour les produits dérivés est intégré dans un suivi individuel par contrepartie.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine intègre dans la juste valeur des dérivés l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Value Adjustment* ou CVA) ; cet ajustement de valeur est décrit dans les notes annexes consolidées 1.2 sur les principes et méthodes comptables et 10.2 sur les informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur.

La juste valeur brute positive des contrats, ainsi que les bénéfices de la compensation et les sûretés détenues, et l'exposition nette sur instruments dérivés après effets de la compensation et des sûretés sont détaillées dans la note annexe consolidée 6.9 relative à la compensation des actifs financiers.

Concernant les autres entités du Groupe, le calcul de l'assiette de risque de contrepartie sur opérations de marché est soit effectué par le moteur de Crédit Agricole CIB dans le cadre d'un contrat de prestations de services internes, soit basé sur l'approche réglementaire.

b. Le risque de marché

La Caisse régionale est exposée au risque de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché). On distingue comptablement le Trading book et le Banking book. La variation de juste valeur du Trading book se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du Banking book se traduit par un impact sur les fonds propres.

DISPOSITIONS GENERALES :

Le portefeuille de titres est encadré par une limite globale, qui est l'Excédent de Fonds Propres. Pour le respect de cette règle, les emplois et les ressources sont définis sur base sociale.

Le dispositif d'origine exigeait que l'équilibre soit respecté en permanence : les emplois devant être inférieurs aux fonds propres.

Ce dispositif a progressivement évolué pour tenir compte des contraintes auxquelles les Caisses Régionales ont dû s'adapter (constitutions de réserves conséquentes pour satisfaire les exigences réglementaires (LCR), opérations de capital sollicitant les Caisses Régionales pour renforcer d'autres structures du groupe...).

En 2024, il reposait sur 2 limites assortie chacune d'un seuil d'alerte auprès de la DG/DGA /RCPR :

- Encours d'emplois de fonds propres (en dehors des titres éligibles aux réserves LCR) < 100% des Fonds propres base sociale
- Encours des titres non éligibles LCR < 20% des Fonds propres base sociale

DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU « BANKING BOOK »

Le risque de marché du portefeuille de titres doit être encadré par des limites sur des indicateurs de risque

- Risque de perte potentielle maximale en stress scénario sur le portefeuille de titres (calculés mensuellement par la Direction des Risques Groupe) sur la base des déclarations des portefeuilles de la CR) :

Ces stress scénarii impactent les portefeuilles classés comptablement (IFRS9) en juste valeur comptable (JV) et au cout amorti (CAM)-Il s'agit :

- D'un « stress historique sur 1 an » applicable au portefeuille en JV : *impact des plus grandes variations de marché observées sur 1 an sur un historique long (> 10 ans)*
- Encadrement par 1 seuil d'alerte (DG/DGA) fixé pour 2024 à 70 M€
 - De « stress groupe CA » calculés à la fois sur le portefeuille en JV et CAM : combinaison de chocs extrêmes retenus au niveau du groupe (notamment la dégradation du risque sur l'Etat Français et de ses possibles effets de contagion à d'autres signatures souveraines)
- Portefeuille JV : Encadrement par 1 limite globale de 50 M€ et 1 seuil d'alerte (DG/DGA) fixé à 45 M€
- Portefeuille CAM : Encadrement par 1 seuil d'alerte (DG/DGA) fixé à 155 M€
- Limite d'exposition du portefeuille de placement au risque de change de marché indirect (découlant de possibles expositions au risque de change au sein des fonds communs de placement). Limite fixée à 200 M€.
- Limite d'impact (en stress scénario) du risque de change de marché indirect : fixée à 40 M€
- Par ailleurs, toutes les catégories d'actif et de produits sur lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine peut investir, ont été validées par le conseil d'administration.
- Concernant les OPCVM : adoption de limites par société de gestion, de ratio maximum d'emprise sur l'encours géré pour chacun des fonds, étude des produits selon une grille d'analyse fournie par Crédit Agricole SA,
- Concernant les titres structurés : La CR s'interdit tout nouvel investissement sur des NEU MTN structurés en 2024 et ne détient aucune position en portefeuille au 31/12/2024
- Concernant les obligations, titres de créance négociables « vanille », la souscription est encadrée par des limites de contreparties, montant, rating, etc., définies en CR mais aussi par Crédit Agricole SA.
- A noter le recueil d'un avis du RFGR pour tout nouveau produit, préalablement à la souscription

L'organisation mise en place permet un contrôle indépendant des valorisations, le suivi des valorisations étant assuré par le middle office d'une part et le back office trésorerie d'autre part (unités séparées au sein du service comptabilité).

Les valorisations des lignes OPCVM publiées par les sociétés qui en sont les gérantes, sont recueillies sur REUTERS et/ou auprès de CA TITRES.

Le système de contrôle des valorisations est basé sur deux fonctions de contrôles, auxquelles sont associés différents degrés de contrôles :

- Le contrôle permanent
- Le contrôle périodique (dit de 3ème degré)

Il est complété par des audits de l'inspection Générale Groupe et des audits externes (commissaires aux comptes et cabinets spécialisés).

DISPOSITIONS SPECIFIQUES AU « TRADING BOOK »

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine ne détient pas de portefeuille de Trading au 31/12/24. Les opérations de hors bilan (swaps, caps, options) qui figurent dans le « Trading Book » sont initiées pour le compte de la clientèle (opérations dites de « back to back » : opérations parfaitement adossées permettant de neutraliser le risque de taux inhérent aux opérations sous – jacentes).

Ces opérations sont rangées comptablement, au sens IFRS dans le portefeuille de « trading book » mais se trouvent au plan prudentiel exclues du portefeuille de négociation et classées en portefeuille de banking book en raison de l'intention de gestion.

Ces opérations ne rentrent pas dans le cadre de dispositifs exigeant d'identifier les risques de marché supportés et d'en faire un suivi en utilisant des indicateurs de VAR et de stress test.

❖ Utilisation des dérivés de crédit

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a pris l'engagement de ne souscrire aucun produit issu de titrisation hors-groupe (de type CDO, CLO, etc.) en 2024 et ne détient aucune opération de ce type en stock au 31/12/2024.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine participe aux opérations de titrisations de créances TTS (Titrisation True Sale) initiées par le groupe Crédit Agricole

- Souscription des titres AAA et subordonnés émis par un fonds commun de titrisation dans le cadre des opérations de titrisation true sale « auto-souscrites »
- Souscription des seuls titres subordonnés émis par le fonds commun de titrisation dans le cadre des opérations de titrisation true sale « placée dans le marché »

c) Le risque opérationnel

La réglementation interne des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine indique que cette dernière ne peut pas être en risque de change opérationnel.

Par conséquent, le risque de change ne peut être que résiduel et inférieur dans tous les cas au seuil d'assujettissement nécessitant une consommation de fonds propres. Tout prêt en devises doit être déclaré et faire l'objet d'une avance à 100% dans la même devise.

❖ Méthodologie de calcul des exigences de fonds propres en méthode AMA

La méthode AMA de calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel a pour objectifs principaux :

- D'inciter à une meilleure maîtrise du coût du risque opérationnel ainsi qu'à la prévention des risques exceptionnels des différentes entités du Groupe ;
- De déterminer le niveau de fonds propres correspondant aux risques mesurés ;
- De favoriser l'amélioration de la maîtrise des risques dans le cadre du suivi des plans d'actions.

Les dispositifs mis en place dans le Groupe visent à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction Risques, déclaration périodique 91 des expositions au risque opérationnel, etc.) et des critères quantitatifs Bâle 3 (intervalle de confiance de 99,9 % sur une période d'un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarios et de facteurs reflétant l'environnement ; prise en compte des facteurs de risque influençant la distribution statistique, etc.).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel unique de type Loss Distribution Approach.

Les facteurs internes (évolution du profil de risque de l'entité) sont pris en compte en fonction :

- De l'évolution de l'entité (organisationnelle, nouvelles activités...) ;
- De l'évolution des cartographies de risques ;
- D'une analyse de l'évolution de l'historique de pertes internes et de la qualité du dispositif de maîtrise du risque au travers notamment du dispositif de contrôles permanents.

S'agissant des facteurs externes, le Groupe utilise :

- La base externe consortiale ORX Insight à partir de laquelle une veille est réalisée sur les incidents observés dans les autres établissements ;
- Les bases externes publiques SAS OpRisk et ORX News pour :
- Sensibiliser les entités aux principaux risques survenus dans les autres établissements,
- Aider les experts à la cotation des principales vulnérabilités du Groupe (scénarios majeurs).

Les principes qui ont gouverné la conception et la mise au point du modèle sont les suivants :

- Intégration dans la politique de risques ;
- Pragmatisme, la méthodologie devant s'adapter aux réalités opérationnelles ;
- Caractère pédagogique, de manière à favoriser l'appropriation par la Direction générale et les métiers ;
- Robustesse, capacité du modèle à donner des estimations réalistes et stables d'un exercice à l'autre.

Un comité semestriel de backtesting du modèle AMA (Advanced Measurement Approach) est en place et se consacre à analyser la sensibilité du modèle aux évolutions de profil de risques des entités. Chaque année, ce comité identifie des zones d'améliorations possibles qui font l'objet de plans d'action.

Le dispositif et la méthodologie Risques opérationnels ont fait l'objet de missions d'audit externe de la BCE en 2015 et 2016, 2017 et 2023. Ces missions ont permis de constater les avancées du Groupe, mais aussi de compléter l'approche prudentielle relative aux risques émergents (cyber risk, conformité/conduct risk).

d. Le risque financier structurel

La Direction de la gestion financière de Crédit Agricole S.A. définit les principes de la gestion financière et en assure la cohérence d'application au sein Groupe Crédit Agricole. Elle a la responsabilité de l'organisation des flux financiers, de la définition et de la mise en œuvre des règles de refinancement, de la gestion actif-passif et du pilotage des ratios prudentiels.

Au sein des Caisses régionales, les Conseils d'administration fixent les limites concernant le risque de taux d'intérêt global et le portefeuille de trading et déterminent les seuils d'alertes pour la gestion de leurs portefeuilles de placement. Ces limites font l'objet d'un suivi par Crédit Agricole S.A.

e. Le risque de taux d'intérêt global

Le risque de taux est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché (« trading book »).

Cette partie est traitée dans le chapitre 6 de ce document.

f. Le risque de change

Le risque de change structurel :

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'a pas de risque de change structurel.

Le risque de change opérationnel :

La réglementation interne des relations financières entre Crédit Agricole S.A. et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine indique que cette dernière ne peut pas être en risque de change opérationnel.

Par conséquent, le risque de change ne peut être que résiduel et inférieur dans tous les cas au seuil d'assujettissement nécessitant une consommation de fonds propres. Tout prêt en devises doit être déclaré et faire l'objet d'une avance à 100% dans la même devise.

Les parts en Euro de fonds investissant en dehors de la zone Euro non couverts du risque de change peuvent faire supporter un risque de change en même temps qu'un risque de marché : Il est demandé de mesurer, d'encadrer et de suivre ce risque spécifique à minima en limitant à un pourcentage du portefeuille ce type d'opération et en calculant via un stress scenario l'impact de ces positions.

❖ DISPOSITIONS ADOPTÉES PAR LA CAISSE RÉGIONALE :

Concernant les opérations avec la clientèle, le service Espace International s'assure que :

Le montant nominal des opérations de prêts ou d'emprunts en devises est systématiquement couvert par des avances de mêmes caractéristiques accordées par Crédit Agricole SA.

Dès perception des intérêts, les devises sont immédiatement vendues : la CR ne conserve aucune position en devises.

Par ailleurs, l'Espace International ne gère pas de fiduciaire et n'a donc pas de caisses en devises. Les opérations de dérivés de change mises en place avec les clients sont systématiquement retournées auprès de CACIB.

La Caisse régionale d'Aquitaine doit produire un gap dans toutes les devises significatives de son bilan, dès lors que les critères suivants sont remplis :

- La part du bilan de la devise représente plus de 1% du bilan toutes devises (y compris en euro)
- Il n'existe pas de politique d'adossement systématique et parfait des actifs et passifs dans la devise concernée (nature de taux, date de fixing, etc.)

La Caisse Régionale n'a pas engagé de suivi de gaps en devises en 2024 : le bilan en devises pris pour référence (31/12/2024) représentait moins de 1% du bilan toutes devises

Dans le cadre de sa gestion pour compte propre la Caisse régionale d'Aquitaine a pris les engagements suivants :

- Ne souscrire aucun OPCVM dont la valeur liquidative est libellée dans une autre devise que l'euro
- Supports d'investissement pouvant être exposés au risque de change (dans le cadre d'une gestion d'OPCVM) : limités à 200 M€.
- Limite d'impact (en stress scénario) du risque de change indirect : 40 M€.

Ces limites sont respectées au 31/12/2024

g. Le risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placements.

La réglementation relative à la gestion du risque de liquidité vise l'ensemble des établissements de crédit. Au sein du Crédit Agricole, elle s'applique donc individuellement à chaque Caisse régionale. En outre, au terme de la loi bancaire, Crédit Agricole SA assure la liquidité (et la solvabilité) de l'ensemble des entités du Groupe.

L'accroissement important des encours de crédits ces dernières années et les tensions très vives sur les marchés financiers ont amené la Caisse régionale à porter une attention toute particulière à ses besoins de liquidité.

Cette partie est traitée dans le chapitre 5 de ce document.

PUBLICATION DES ACCORDS DE GOUVERNANCE (EU OVB)

Description du modèle de gouvernance de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine

La gouvernance des Caisses Régionales repose sur un équilibre entre le Conseil d'Administration et son Président d'une part, et le Comité de Direction et son Directeur Général d'autre part. La règle mutualiste du « double regard » associe un Président élu à un Directeur général nommé, dans une optique de pilotage conjoint.

Conformément à l'article 15 des statuts de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine, le Conseil d'Administration est composé, au maximum, de 21 Membres élus par l'assemblée générale selon les modalités suivantes :

- 9 membres maximum issus de la circonscription géographique de l'ancienne Caisse de la Gironde,
- 6 membres maximum issus de la circonscription géographique de l'ancienne Caisse de Lot et Garonne,
- 6 membres maximum issus de la circonscription géographique de l'ancienne Caisse du Sud-Ouest,

Au 31 décembre 2024, le Conseil d'Administration est composé comme suit :

Le Conseil d'Administration du Crédit Agricole Aquitaine



Patrice GENTIE
Président



Olivier LABAN
Vice-Président Délégué
Membre du bureau



Pascal TAUZIN
Vice-Président Délégué
Membre du bureau



Jean-Paul DESTRAÇ
Vice-Président
Membre du bureau



Antoine DE LANGALERIE
Vice-Président
Membre du bureau



Jacques CHOLLET
Vice-Président
Membre du bureau



Brigitte RODRIGUES-LALANDE
Membre du bureau



Chantal CRABOS
Membre du bureau



Philippe ROBERT
Membre du bureau



Damien CHAUMETTE
Administrateur



Céline WLOSTOWICER
Administratrice



Louis DE SABRAN-PONTEVÈS
Administrateur



Marie-Thérèse DUGAS
Administratrice



Marie-Claude VIEL
Administratrice



Gérard BOUGÈS
Administrateur



Francis MASSÉ
Administrateur



Carole FULCHIC
Administratrice



Sophie MAGREZ
Administratrice



Jean-Marc ROSO
Administrateur



Murielle SÉGONZAC
Administratrice



Christophe BARRAILH-LAFARGUE
Administrateur

Les Administrateurs doivent respecter les conditions de disponibilité, de cumul de mandats, d'honorabilité, et de compétences imposées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit.

La fonction d'élu au Conseil d'Administration de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine suppose, pour une adhésion commune, une formation actualisée en permanence dans divers domaines (ex : économique - financier - bancaire - gestion) et une large connaissance du Groupe Crédit Agricole et de ses mécanismes.

Aussi, outre des sessions collectives sur un thème défini, qui se dérouleraient en séminaire local, mais décentralisé, avec l'ensemble des Membres du Conseil d'Administration et l'Equipe de Direction, des sessions individuelles, soit à l'IFCAM, soit auprès d'autres Centres de Formation, seront proposées, de telle sorte que chaque Administrateur puisse et doive y participer.

Les décisions entre le Conseil d'Administration, le Bureau du Conseil d'Administration et la Direction

Le Conseil d'Administration, après réflexion et débats nécessaires, fait les choix et prend les décisions relatives aux aspects politiques, stratégiques, financiers, et de gestion des risques des activités de la Caisse

Régionale du Crédit Agricole Aquitaine.

Sur proposition du Conseil d'Administration et/ou de la Direction, le Bureau du Conseil d'Administration propose l'ordre du jour des réunions du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration délègue au Bureau du Conseil d'Administration ses pouvoirs pour les décisions à caractère plus ponctuel, opérationnel et/ou urgent. Si l'urgence ne permet pas de réunir le Conseil d'Administration afin de délibérer sur une question relevant de sa compétence en application des statuts, le Président peut saisir le bureau afin que la décision soit prise dans les délais nécessaires. Le Président rend compte au plus prochain Conseil d'Administration des motifs qui l'ont conduit à saisir d'urgence le bureau, et lui soumet la décision de ce dernier pour ratification.

Cette délégation est conditionnée par la double obligation suivante :

- Les décisions prises par le Bureau du Conseil d'Administration doivent s'inscrire, sans équivoque, dans la politique et/ou stratégie préalablement fixée par le Conseil d'Administration ;
- Ces décisions doivent être portées à la connaissance du Conseil dans des délais appropriés.

En matière de gestion du crédit, le Conseil d'Administration délègue ses pouvoirs au Directeur Général et aux Comités des Prêts.

Le Directeur Général bénéficie, avec possibilité de subdélégation, des délégations nécessaires pour mettre en œuvre les décisions prises et pour assurer la gestion financière, sociale et administrative de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine. Il en rend compte régulièrement au Conseil d'Administration avec la contribution des collaborateurs de son choix.

La politique de diversité applicable au Conseil d'Administration :

Le Conseil d'Administration doit être composé en recherchant une représentation équilibrée des femmes et des hommes (C. com. art. L. 225-17).

Avec 6 femmes administratrices au 31 décembre 2024, la composition du Conseil d'Administration de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine tend à respecter les principes de diversité qui s'imposent aux sociétés de grande taille.

Le comité des Nominations

Conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, un Comité des nominations a été créé au sein du Crédit Agricole Aquitaine.

Le comité des nominations a pour principaux objectifs de :

- D'identifier et de recommander au Conseil d'administration les candidats aptes à l'exercice des fonctions d'administrateurs, en vue de proposer leur candidature à l'assemblée générale,
- D'évaluer l'équilibre et la diversité des connaissances, des compétences, et des expériences dont disposent individuellement et collectivement les membres du Conseil d'administration,
- De préciser les missions, qualifications nécessaires aux fonctions exercées au sein du Conseil d'Administration et évaluer le temps à consacrer à ces fonctions,
- De fixer un objectif à atteindre pour que les hommes et les femmes soient représentés de façon équilibrée et élaborer une politique visant à atteindre cet objectif,
- D'évaluer périodiquement (et au moins une fois par an) la structure, la taille, la composition et l'efficacité des travaux du Conseil d'Administration au regard des missions qui lui sont assignées et lui soumettre toutes recommandations utiles,
- D'évaluer périodiquement (et au moins une fois par an) les connaissances, les compétences, et l'expérience des membres du Conseil d'Administration, tant individuellement que collectivement, en s'assurant de l'équilibre et de la diversité de ces connaissances, compétences et expérience au sein du Conseil d'Administration,
- D'examiner périodiquement les politiques du Conseil d'Administration en matière de sélection et de nomination des personnes chargées d'assurer la direction effective de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine, et du responsable de la fonction de gestion des risques, et formuler des recommandations en la matière,
- S'assurer, dans l'exercice de ses missions, que le Conseil d'Administration n'est pas dominé par une personne ou un petit groupe de personnes dans des conditions préjudiciables aux intérêts de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine.

Le Comité des nominations est composé de 6 membres dont son Président.

Les membres du comité sont élus chaque année par le Conseil d'Administration.

Leur mandat ne peut dépasser 6 années consécutives.

Conformément à la réglementation, il s'agit d'administrateurs qui n'exercent pas de fonctions de direction au sein de l'établissement de crédit ; et qui disposent de connaissances et de compétences adaptées à l'exercice des missions du comité.

Le Comité des nominations se réunit toutes les fois que les circonstances l'exigent et en principe, 3 fois dans l'année :

- La 1ère à intervenir début septembre pour valider le plan de formation des administrateurs
- La 2e à intervenir début janvier pour l'actualisation des critères d'éligibilité des administrateurs
- La 3e à intervenir début mars pour examiner les candidatures avant l'AG et vérifier leur conformité aux règles de cumul de mandat, aux critères d'aptitude, d'honorabilité, et de compétences, ainsi qu'aux critères d'incompatibilités prévus à l'article 15 des statuts de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine.

Le comité des Risques :

Conformément aux dispositions du Code monétaire et financier, le Comité des Risques a pour mission principale de conseiller le Conseil d'Administration sur la stratégie globale de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine et l'appétence en matière de risques actuels et futurs.

A ce titre, le Comité des Risques est, notamment, chargé :

- D'assister le Conseil d'Administration dans son rôle de supervision des dirigeants effectifs de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine et du responsable de la fonction risque, notamment, lorsque le Conseil d'Administration contrôle la mise en oeuvre de la stratégie de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine par les dirigeants effectifs et par le responsable de la fonction de gestion des risques ;
- D'examiner, dans le cadre de sa mission, si les prix des produits et services proposés aux clients sont compatibles avec la stratégie en matière des risques de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine. Lorsque les prix ne reflètent pas correctement les risques, le Comité des Risques présente au Conseil d'Administration un plan d'action pour y remédier ;
- D'examiner si les incitations prévues par la politique et les pratiques de rémunération sont compatibles avec la situation de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine au regard des risques auxquels elle est exposée, de son capital, de sa liquidité ainsi que de la probabilité et de l'échelonnement dans le temps des bénéfices ;
- De veiller à la qualité des procédures permettant d'assurer la conformité de l'activité de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine avec les dispositions légales et réglementaires, françaises ou étrangères ;
- D'examiner les politiques mises en place et recommandations émanant de Crédit Agricole S.A. pour se conformer à la réglementation bancaire sur le contrôle interne, notamment dans le cadre de l'élaboration du RACI.

Plus particulièrement, le Comité des Risques a pour mission :

- De prendre connaissance du rapport annuel sur le contrôle interne (RACI) et en rendre compte au Conseil d'Administration, et à cette occasion d'examiner l'adéquation des dispositifs et des procédures

de contrôle interne aux activités exercées et aux risques encourus par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine et en particulier, d'analyser annuellement le dispositif de contrôle permanent ;

- De suivre, en matière de contrôle permanent, le dispositif de suivi de la politique financière ;
- De prendre connaissance, dans le cadre du contrôle périodique, du plan d'audit annuel et de la synthèse des principales missions d'audit interne (diligentées par la Direction de l'Inspection Générale Groupe) et externes réalisées au sein de (ou par) la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine ;
- De procéder à un examen régulier des stratégies, politiques, procédures et systèmes permettant de détecter, gérer et suivre les risques liquidité et de communiquer ses conclusions au Conseil d'Administration, notamment les résultats du plan de contrôle ;
- De s'assurer de la pertinence et de la permanence du traitement adéquat des opérations significatives et des risques majeurs.

Il est rappelé, que le Comité des Risques dispose de toute information sur la situation de la Caisse Régionale du Crédit Agricole Aquitaine en matière de risques et il est consulté pour la fixation des limites globales de risques.

Le Comité des risques est composé de 6 membres dont son Président.

Les membres du comité sont élus chaque année par le Conseil d'Administration.

Leur mandat ne peut dépasser 6 années consécutives.

Conformément à la réglementation, il s'agit d'administrateurs qui n'exercent pas de fonctions de direction au sein de l'établissement de crédit ; et qui disposent de connaissances et de compétences adaptées à l'exercice des missions du comité.

4.2 Risque de crédit et de contrepartie

On entend par :

- **Probabilité de défaut (PD)** : probabilité de défaut d'une contrepartie sur une période d'un an ;
- **Valeurs exposées au risque (EAD)** : montant de l'exposition en cas de défaillance. La notion d'exposition englobe les encours bilanciaux ainsi qu'une quote-part des engagements hors bilan ;
- **Pertes en cas de défaut (LGD)** : rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment du défaut ;
- **Expositions brutes** : montant de l'exposition (bilan + hors bilan), après effets de compensation et avant application des techniques de réduction du risque de crédit (garanties et sûretés) et avant application du facteur de conversion (CCF) ;
- **Facteur de conversion (CCF)** : rapport entre le montant non encore utilisé d'un engagement, qui sera tiré et en risque au moment du défaut, et le montant non encore utilisé de l'engagement, dont le montant est calculé en fonction de la limite autorisée ou, le cas échéant, non autorisée lorsqu'elle est supérieure ;
- **Pertes attendues (EL)** : le montant de la perte moyenne que la banque estime devoir constater à horizon d'un an sur son portefeuille de crédits ;
- **Emplois pondérés (RWA)** : le montant des emplois pondérés est obtenu en appliquant à chaque valeur exposée au risque un taux de pondération. Ce taux dépend des caractéristiques de l'exposition et de la méthode de calcul retenue (IRB ou standard) ;
- **Ajustements de valeur** : dépréciation individuelle correspondant à la perte de valeur d'un actif liée au risque de crédit et constatée en comptabilité soit directement sous forme de passage en perte partielle, soit *via* un compte de correction de valeur ;
- **Evaluations externes de crédit** : évaluations de crédit établies par un organisme externe d'évaluation de crédit reconnu conformément au règlement (CE) n° 1060/2009.

INFORMATIONS QUALITATIVES GÉNÉRALES SUR LE RISQUE DE CRÉDIT (EU CRA)

Profil de risque global :

L'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est centrée sur l'activité de Banque universelle de proximité en France avec un stock de défaut faible et un taux de provisionnement prudent. En outre, le profil de risque de placement s'oriente principalement vers la constitution d'un portefeuille de liquidités réglementaires afin de satisfaire aux exigences du LCR.

Le profil de risque de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est présenté à minima semestriellement en Comité des risques de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine et au Conseil d'administration. Les éventuels franchissements des niveaux tolérés des indicateurs ou des limites centrales du dispositif conduisent à l'information et à la proposition d'actions correctrices au Conseil d'administration. Les dirigeants effectifs et l'organe de surveillance sont ainsi régulièrement informés de l'adéquation du profil de risque avec l'appétit pour le risque.

Les principaux éléments du profil de risque de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine au 31 décembre 2023 sont détaillés respectivement dans les sections "Gestion des risques" du présent document :

- Risque de crédit : partie 4.2
- Risque de marché : partie 4.7
- Risques financiers (taux, change, liquidité et financement) : partie 5 et 6
- Risque Opérationnels : 4.8

Principes généraux de prise de risque :

Toute opération de crédit nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à rembourser son endettement et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés et de maturité. Elle doit s'inscrire dans la stratégie risques du métier ou de l'entité concernée et dans le dispositif de limites en vigueur, tant sur base individuelle que globale. La décision finale d'engagement s'appuie sur la note interne de la contrepartie et est prise par des unités

Mécanismes de réduction du risque de crédit :

❖ GARANTIES REÇUES ET SÛRETÉS

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de crédit.

Au niveau Groupe, les principes d'éligibilité, de prise en compte et de gestion des garanties et sûretés reçues sont établis par le Comité des normes et méthodologies (CNM), en application du dispositif CRR/CRD 4 de calcul du ratio de solvabilité.

Ce cadre commun, défini par des normes, permet de garantir une approche cohérente entre les différentes entités du Groupe. Sont documentées notamment les conditions de prise en compte prudentielle, les méthodes de valorisation et revalorisation de l'ensemble des techniques de réduction du risque de crédit utilisées : sûretés réelles (notamment sur les financements d'actifs : biens immobiliers, aéronefs, navires, etc.), sûretés personnelles, assureurs de crédit publics pour le financement export, assureurs de crédit privés, organismes de caution, dérivés de crédit, nantissements d'espèces.

La déclinaison opérationnelle de la gestion, du suivi des valorisations et de la mise en action est réalisée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine

Les engagements de garanties reçus sont présentés en note 3.1 et en note 9 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Concernant les actifs financiers obtenus par exécution de garanties ou mobilisation de rehaussement de crédit, la politique du Groupe consiste à les céder dès que possible.

❖ UTILISATION DE CONTRATS DE COMPENSATION

Lorsqu'un contrat "cadre" a été signé avec une contrepartie et que cette dernière fait défaut ou entre dans une procédure de faillite, Crédit Agricole S.A, ses filiales et les Caisses régionales ont la possibilité d'appliquer le close out netting leur permettant de résilier de façon anticipée les contrats en cours et de calculer un solde net des dettes et des obligations vis-à-vis de cette contrepartie.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'effectue pas de compensation dans la mesure où elle n'a pas opéré en 2024 des opérations financières avec des contreparties hors Groupe.

Ils peuvent recourir également aux techniques de collatéralisation permettant le transfert de titres, ou d'espèces, sous forme de sûreté ou de transfert en pleine propriété pendant la durée de vie des opérations couvertes, qui pourrait être compensé, en cas de défaut d'une des parties, afin de calculer le solde net des dettes et des obligations réciproques résultant du contrat-cadre qui a été signé avec la contrepartie.

❖ UTILISATION DE DÉRIVÉS DE CRÉDIT

Dans le cadre de la gestion de son portefeuille de financement des entreprises, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'a pas recours aux dérivés de crédit. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine participe aux opérations de titrisation de créances Habitats TTS (Titrisation True Sale) initiées par le groupe Crédit Agricole.

Fonction Risques et contrôles permanents :

La fonction Risques et contrôles permanents est rattachée fonctionnellement à la ligne métier Risques Groupe, créée en 2006 en application des modifications du règlement 97-02 (abrogé et remplacé par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

La fonction Risques a en charge à la fois la gestion globale et le dispositif de contrôle permanent des risques de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine : risques de crédit, financiers et opérationnels, notamment ceux liés à la qualité de l'information financière et comptable, à la sécurité physique et des systèmes d'information, à la continuité d'activité et à l'encadrement des prestations de services essentielles externalisées.

La gestion des risques s'appuie sur un dispositif selon lequel les stratégies des métiers, y compris en cas de lancement de nouvelles activités ou de nouveaux produits, font l'objet d'un avis risques, et de limites de risques formalisées dans les stratégies risques. Ces limites sont revues a minima une fois par an ou en cas d'évolution d'une activité ou des risques et sont validées par le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine. La cartographie des risques potentiels, la mesure et le suivi des risques avérés font l'objet d'adaptations régulières au regard de l'activité.

Les plans de contrôle sont adaptés au regard des évolutions de l'activité et des risques, auxquels ils sont proportionnés.

Trois lignes métiers intervenant sur l'ensemble de la caisse régionale du Crédit Agricole d'Aquitaine :

Le responsable de la Fonction Gestion des Risques, le Responsable Audit et le Responsable Conformité sont rattachés au Directeur général de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine et disposent d'un droit d'accès au Comité des risques ainsi qu'au Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.

Les fonctions de contrôle sont chargées d'accompagner les métiers et les unités opérationnelles pour assurer la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations. Elles effectuent à ce titre :

- Le pilotage et le contrôle des risques de crédit, de marché, de liquidité, financiers et opérationnels, également en charge du contrôle de dernier niveau de l'information comptable et financière et du suivi du déploiement par le responsable de la sécurité informatique Groupe de la sécurité des systèmes d'information et des plans de continuité d'activités ;
- La prévention et le contrôle des risques de non-conformité qui assure notamment la prévention du blanchiment de capitaux, la lutte contre le financement du terrorisme, la prévention de la fraude, le respect des embargos et des obligations de gel des avoirs ;
- Le contrôle indépendant et périodique du bon fonctionnement de l'ensemble des entités de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine par l'Audit interne de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine et l'Inspection générale Groupe.

En complément, le Service Juridique de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine assure la maîtrise du risque juridique, potentiellement générateur de litiges et de responsabilités, tant civiles que disciplinaires ou pénales, et l'appui juridique nécessaire aux unités opérationnelles afin de leur permettre d'exercer leurs activités, tout en maîtrisant les risques juridiques et en minimisant les coûts associés. Il travaille en collaboration avec la direction des affaires juridiques de Crédit Agricole SA.

4.2.1 Expositions en défaut et ajustements de valeur

QUALITÉ DE CRÉDIT DES EXPOSITIONS RESTRUCTURÉES (EU CQ1)

31/12/2024		Valeur comptable brute / Montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions renégociées	
		Renégociées performantes	Renégociées non performantes			Sur des expositions renégociées performantes	Sur des expositions renégociées non performantes		
				Dont en défaut	Dont dépréciées				
(en milliers d'euros)									dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes faisant l'objet de mesures de renégociation
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	-	-	-	-	-	-	-	-
010	Prêts et avances	326 140	219 490	219 490	219 490	(26 448)	(91 110)	322 691	91 082
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
040	Établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
050	Autres entreprises financières	20 021	5 862	5 862	5 862	(1 639)	(2 668)	16 559	2 505
060	Entreprises non financières	144 147	147 802	147 802	147 802	(20 060)	(68 337)	142 427	53 733
070	Ménages	161 972	65 826	65 826	65 826	(4 749)	(20 105)	163 705	34 844
080	Titres de créance	-	-	-	-	-	-	-	-
090	Engagements de prêt donnés	5 978	3 877	3 877	3 877	(381)	(217)	3 316	1 037
100	Total	332 118	223 367	223 367	223 367	(26 829)	(91 327)	326 007	92 119

QUALITÉ DE LA RESTRUCTURATION (EU CQ2)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par la publication du tableau CQ2 « Qualité de la restructuration.

QUALITÉ DE CRÉDIT DES EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES PAR JOURS DE RETARD (CQ3)

31/12/2024

		Valeur comptable brute / Montant nominal											
		Expositions performantes			Expositions non performantes								
			Pas en souffrance ou en souffrance ≤ 30 jours	En souffrance > 30 jours ≤ 90 jours		Paie ment improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	En souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	En souffrance > 180 jours ≤ 1 an	En souffrance > 1 an ≤ 2 ans	En souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	En souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	En souffrance > 7 ans	Dont en défaut
(en milliers d'euros)													
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	478 613	478 613	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
010	Prêts et avances	28 735 367	28 669 183	66 184	942 435	417 092	96 027	107 518	142 506	87 711	27 667	63 914	942 435
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	519 581	519 581	-	1 402	322	-	83	-	997	-	-	1 402
040	Établissements de crédit	1 539 452	1 539 452	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
050	Autres entreprises financières	928 689	926 803	1 886	28 092	6 798	5 381	6 285	4 407	4 396	481	344	28 092
060	Entreprises non financières	8 708 681	8 678 072	30 609	610 679	244 086	70 463	77 289	112 402	56 311	18 379	31 749	610 679
070	Dont PME	7 970 385	7 939 784	30 601	549 209	201 787	64 418	75 755	111 028	51 836	17 601	26 784	549 209
080	Ménages	17 038 964	17 005 275	33 689	302 262	165 886	20 183	23 861	25 697	26 007	8 807	31 821	302 262
090	Titres de créance	2 287 646	2 287 646	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
100	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
110	Administrations publiques	886 459	886 459	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
120	Établissements de crédit	607 002	607 002	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
130	Autres entreprises financières	399 737	399 737	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
140	Entreprises non financières	394 448	394 448	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
150	Expositions hors bilan	11 027 420			54 968								54 968
160	Banques centrales	-			-								-

31/12/2024

31/12/2024		Valeur comptable brute / Montant nominal											
		Expositions performantes			Expositions non performantes								
			Pas en souffrance ou en souffrance ≤ 30 jours	En souffrance > 30 jours ≤ 90 jours		Paiement improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	En souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	En souffrance > 180 jours ≤ 1 an	En souffrance > 1 an ≤ 2 ans	En souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	En souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	En souffrance > 7 ans	Dont en défaut
(en milliers d'euros)													
170	Administrations publiques	25 355			-								-
180	Établissements de crédit	8 337 161			-								-
190	Autres entreprises financières	507 508			13 648								13 648
200	Entreprises non financières	1 685 442			37 317								37 317
210	Ménages	471 954			4 003								4 003
220	Total	42 529 046	31 435 442	66 184	997 403	417 092	96 027	107 518	142 506	87 711	27 667	63 914	997 403

QUALITÉ DES EXPOSITIONS NON PERFORMANTES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE (EU CQ4)

31/12/2024

31/12/2024		Valeur comptable / montant nominal brut				Dépréciation cumulée	Provisions sur engagements hors bilan et garanties financières donnés	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
		Dont non performantes		Dont soumises à dépréciation				
			Dont en défaut					
(en milliers d'euros)								
010	Expositions au bilan	31 965 448	942 435	942 435	31 452 724	(827 719)		-
020	France	31 174 086	940 468	940 468	30 666 030	(825 787)		-
030	Royaume uni	16 679	4	4	16 679	(25)		-
040	Pays-Bas	60 337	-	-	60 337	(33)		-
050	Luxembourg	9 198	-	-	4 647	(1)		-
060	Suede	23 115	-	-	23 115	(79)		-
070	Autres pays	299 541	-	-	299 541	(169)		-
080	Expositions hors bilan	11 082 388	54 968	54 968			46 945	
090	France	11 061 854	54 934	54 934			46 939	
090	Monaco	-	-	-			-	
100	Royaume uni	200	-	-			-	
110	Japon	2	-	-			-	
120	Luxembourg	82	-	-			-	
130	Etats-Unis	41	-	-			-	
140	Autres pays	-	-	-			-	
150	Total	43 047 836	997 403	997 403	31 452 724	(827 719)	46 945	-

QUALITÉ DE CRÉDIT DES PRÊTS ET AVANCES AUX ENTREPRISES NON FINANCIÈRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (EU CQ5)

31/12/2024		Valeur comptable brute				Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
			Dont non performantes		Dont prêts et avances soumis à dépréciation		
				Dont en défaut			
(en milliers d'euros)							
010	Agriculture, sylviculture et pêche	2 177 713	209 686	209 686	2 177 713	(199 093)	-
020	Industries extractives	172 708	6 959	6 959	172 708	(12 478)	-
030	Industrie manufacturière	605 404	68 909	68 909	592 651	(66 901)	-
040	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	190 315	1 641	1 641	190 315	(3 193)	-
050	Production et distribution d'eau	17 079	147	147	17 079	(198)	-
060	Construction	325 760	42 521	42 521	325 760	(40 802)	-
070	Commerce	1 306 636	67 673	67 673	1 306 636	(71 456)	-
080	Transport et stockage	93 382	8 279	8 279	93 382	(8 687)	-
090	Hébergement et restauration	276 675	28 914	28 914	276 675	(31 293)	-
100	Information et communication	63 809	3 347	3 347	63 809	(1 841)	-
110	Activités financières et d'assurance	52 974	26	26	52 974	(538)	-
120	Activités immobilières	3 054 186	106 479	106 479	3 054 186	(111 897)	-
130	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	606 967	35 536	35 536	606 967	(36 334)	-
140	Activités de services administratifs et de soutien	188 978	23 214	23 214	188 978	(9 140)	-
150	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	28 453	2	2	28 453	(254)	-
160	Enseignement	12 996	852	852	12 996	(514)	-
170	Santé humaine et action sociale	76 804	381	381	76 804	(1 396)	-
180	Arts, spectacles et activités récréatives	34 167	3 315	3 315	34 167	(2 830)	-
190	Autres services	34 354	2 798	2 798	34 354	(2 196)	-
200	Total	9 319 360	610 679	610 679	9 306 607	(601 041)	-

EVALUATION DES GARANTIES – PRÊTS ET AVANCES (EU CQ6)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par la publication du tableau CQ6 « Evaluation des garanties – prêts et avances ».

EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES ET PROVISIONS ASSOCIÉES (EU CR1)

31/12/2024		Valeur comptable brute / Montant nominal						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sorties partielles du bilan cumulées	Sûretés et garanties financières reçues	
		Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes - Dépréciations cumulées et provisions			Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions				Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
(en milliers d'euros)			Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3		Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3			
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	478 613	478 613	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
010	Prêts et avances	28 735 367	25 349 760	3 372 230	942 435	-	942 435	(333 313)	(112 465)	(220 848)	(492 727)	-	(492 727)	-	18 674 400	334 988
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	519 581	517 165	2 416	1 402	-	1 402	(477)	(439)	(38)	(1 402)	-	(1 402)	-	13 570	-
040	Établissements de crédit	1 539 452	1 539 452	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
050	Autres entreprises financières	928 689	726 288	201 777	28 092	-	28 092	(31 690)	(11 092)	(20 598)	(21 759)	-	(21 759)	-	480 866	4 966
060	Entreprises non financières	8 708 681	7 249 910	1 446 018	610 679	-	610 679	(240 150)	(87 782)	(152 368)	(360 891)	-	(360 891)	-	4 886 141	173 429
070	Dont PME	7 970 385	6 633 478	1 324 154	549 209	-	549 209	(227 543)	(80 457)	(147 086)	(336 335)	-	(336 335)	-	4 576 818	156 277
080	Ménages	17 038 964	15 316 945	1 722 019	302 262	-	302 262	(60 996)	(13 152)	(47 844)	(108 675)	-	(108 675)	-	13 293 823	156 593
090	Titres de créance	2 287 646	1 782 274	6 025	-	-	-	(1 679)	(1 615)	(64)	-	-	-	-	-	-
100	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
110	Administrations publiques	886 459	886 459	-	-	-	-	(546)	(546)	-	-	-	-	-	-	-
120	Établissements de crédit	607 002	522 806	4	-	-	-	(444)	(444)	-	-	-	-	-	-	-
130	Autres entreprises financières	399 737	10	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-	-	-	-	-	-
140	Entreprises non financières	394 448	372 999	6 021	-	-	-	(679)	(615)	(64)	-	-	-	-	-	-

31/12/2024

(en milliers d'euros)

31/12/2024		Valeur comptable brute / Montant nominal						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sorties partielles du bilan cumulées	Sûretés et garanties financières reçues	
		Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes - Dépréciations cumulées et provisions			Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions				Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
(en milliers d'euros)			Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3		Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3			
150	Expositions hors bilan	11 027 420	10 854 113	173 307	54 968	-	54 968	(33 786)	(15 222)	(18 564)	(13 159)	-	(13 159)	-	319 017	4 950
160	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
170	Administrations publiques	25 355	25 355	-	-	-	-	(5)	(5)	-	-	-	-	-	-	-
180	Établissements de crédit	8 337 161	8 337 161	-	-	-	-	(6)	-	(6)	-	-	-	-	-	-
190	Autres entreprises financières	507 508	493 413	14 095	13 648	-	13 648	(1 261)	(1 054)	(207)	(3)	-	(3)	-	2 816	23
200	Entreprises non financières	1 685 442	1 549 702	135 740	37 317	-	37 317	(30 938)	(13 254)	(17 684)	(13 017)	-	(13 017)	-	195 518	4 552
210	Ménages	471 954	448 482	23 472	4 003	-	4 003	(1 576)	(909)	(667)	(139)	-	(139)	-	120 683	375
220	Total	42 529 046	38 464 760	3 551 562	997 403	-	997 403	(368 778)	(129 302)	(239 476)	(505 886)	-	(505 886)	-	18 993 417	339 938

MATURITÉ RÉSIDUELLE DES EXPOSITIONS (EU CR1-A)

31/12/2024		Valeur exposée au risque nette					
		À vue	<= 1 an	> 1 an <= 5 ans	> 5 ans	Aucune échéance déclarée	Total
(en milliers d'euros)							
1	Prêts et avances	-	4 258 677	10 159 373	14 348 407	85 305	28 851 762
2	Titres de créance	-	193 726	768 809	827 412	495 989	2 285 936
3	Total	-	4 452 403	10 928 182	15 175 819	581 294	31 137 698

VARIATIONS DE L'ENCOURS DE PRÊTS ET AVANCES NON PERFORMANTS (EU CR2)

31/12/2024		Valeur comptable brute
(en milliers d'euros)		
010	Stock initial de prêts et avances non performants	741 061
020	Entrées dans les portefeuilles non performants	610 410
030	Sorties hors des portefeuilles non performants	(409 036)
040	Sorties dues à des sorties de bilan	
050	Sorties dues à d'autres situations	
060	Stock final de prêts et avances non performants	942 435

VARIATIONS DE L'ENCOURS DE PRÊTS ET AVANCES NON PERFORMANTS ET DES RECOUVREMENTS NETS CUMULES CORRESPONDANTS (EU CR2A)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par la publication du tableau CR2A « Variations de l'encours de prêts et avances non performants et des recouvrements nets cumules correspondants »

SÛRETÉS OBTENUES PAR PRISE DE POSSESSION ET PROCESSUS D'EXÉCUTION (EU CQ7)

31/12/2024		Sûretés obtenues par prise de possession	
		Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées
(en milliers d'euros)			
010	Immobilisations corporelles (PP&E)	-	-
020	Autre que PP&E	1 346	(17)
030	Biens immobiliers résidentiels	1 346	(17)
040	Biens immobiliers commerciaux	-	-
050	Biens meubles (automobiles, navires, etc.)	-	-
060	Actions et titres de créance	-	-
070	Autres sûretés	-	-
080	Total	1 346	(17)

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA QUALITÉ DE CRÉDIT DES ACTIFS (EU CRB)

Conformément à IFRS 9, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("*Expected Credit Losses*" ou "ECL") sur les encours suivants :

- Les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- Les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- Les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- Les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- Les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 "Risques et Pilier 3" du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement :

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (Stages) :

- 1ère étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2ème étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3ème étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Stage 3 ne

sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Stage 2, puis en Stage 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

A compter de l'arrêté du 31 décembre 2021, le terme « Bucket » qui était utilisé depuis le passage à IFRS 9 est remplacé par le terme « Stage » dans l'ensemble des états financiers.

N.B. Il s'agit uniquement d'un changement de terminologie, sans impact sur la comptabilisation des ajustements pour pertes de crédit (ECL).

Définition du défaut :

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (Stage 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

La notion de perte de crédit attendue "ECL" :

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

A noter que le groupe Crédit Agricole ne déclare pas d'expositions en souffrance de plus de 90 jours non considérées comme dépréciées ;

4.2.1.1 Application de la norme IFRS9

Evaluation du risque de crédit :

Dans le contexte économique actuel et post crise sanitaire et économique liée à la COVID-19, le Groupe continue de revoir régulièrement ses prévisions macro-économiques prospectives (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

Informations sur les scénarios macroéconomiques retenus pour l'arrêté du 31/12/2024

Le Groupe a utilisé quatre scénarios pour le calcul des paramètres de provisionnement IFRS 9 en production sur décembre 2024 avec des projections allant jusqu'à 2027.

Ces scénarios intègrent des hypothèses différenciées sur les évolutions de l'environnement international, entraînant notamment des variations dans le rythme de désinflation à l'oeuvre et des réponses de politique monétaire par les banques centrales différentes. Des pondérations distinctes sont affectées à chacun de ces scénarios.

Les différents scénarii sont décrits ci-dessous :

■ **Premier scénario : Scénario « central » pondéré à 30%**

Compte tenu des incertitudes entourant les élections américaines (sondages très serrés ne permettant pas d'intégrer un scénario politique avec conviction) au moment de la réalisation de cet exercice, ce scénario a été dessiné à « politique inchangée ».

Une désinflation plus « erratique »

Aux Etats-Unis, les fondements de la croissance récente, tenace au-delà des attentes, présentent quelques fissures (refroidissement modéré du marché du travail américain difficultés croissantes des ménages à faible revenu) mais il existe des raisons d'espérer qu'elles ne s'aggravent pas trop : effets positifs d'un cycle d'assouplissement monétaire plus précoce, situation financière globalement solide des agents dont le patrimoine net s'est considérablement valorisé grâce à la forte progression des actions et de l'immobilier, désinflation même si le risque de la voir stagner au-dessus de 2 % demeure. Ce scénario dessine un net fléchissement de la croissance en 2025 à +1,3 % après +2,5 % en 2024, sans toutefois dégénérer en récession.

En zone euro, dans un contexte de ralentissement des deux principales zones partenaires (États-Unis et Chine), l'accélération de la croissance reposera essentiellement sur la redynamisation de la demande intérieure et notamment celle de la consommation privée. Or, les résultats du premier semestre 2024 ont suscité des interrogations sur la pérennité d'un scénario de reprise domestique. L'évolution du pouvoir d'achat des ménages est restée propice à la réalisation d'un tel scénario mais l'arbitrage des ménages, toujours favorable à l'épargne (incertitude, reconstitution des encaisses réelles et du pouvoir d'achat immobilier aux dépens de la consommation), l'a démenti.

La zone euro enregistre une poursuite de la désinflation (inflation moyenne à 1,8 % en 2025 après 2,3 % en 2024) épaulée par une situation financière solide des agents privés et un marché de l'emploi résilient. Si l'hypothèse d'un redressement de la demande intérieure peut encore être formulée, celle-ci devrait cependant se révéler plus modérée que précédemment anticipé n'entraînant qu'une accélération modeste de la croissance (rythme inférieur au potentiel). Le risque baissier sur la croissance excède le risque haussier sur l'inflation.

Réaction des banques centrales : réduction très prudente des taux directeurs

Les assouplissements monétaires déjà entamés devraient se poursuivre au rythme de la désinflation et des perturbations éventuelles sur l'emploi et la croissance, par conséquent avec une prudence accrue. Il faut vraisemblablement s'attendre à un profil d'assouplissement moins « audacieux » que celui des marchés. La limite supérieure des Fed Funds devrait ainsi être ramenée à 3,50 % d'ici fin 2025. Compte tenu de la

persistance d'une inflation supérieure à l'objectif et d'un taux d'intérêt neutre susceptible d'être plus élevé qu'auparavant, la Fed pourrait se heurter à des difficultés pour réduire davantage ses taux. Quant à la BCE, l'amélioration sur le front de l'inflation lui a permis d'amorcer son desserrement monétaire plus tôt qu'aux Etats-Unis. La poursuite de la désinflation devrait ramener le taux de dépôt à 2,25 % d'ici fin 2025.

Taux d'intérêt à long terme : une baisse plus limitée

Un mouvement puissant de repli des taux d'intérêt a déjà pris place, mouvement largement suscité par la mise en œuvre effective des assouplissements monétaires, mais aussi par les anticipations de poursuite des baisses de taux directeurs à un rythme soutenu. Le potentiel de baisse supplémentaire reste donc assez limité. Aux Etats-Unis, les taux à dix ans (US Treasuries) atteindraient 3,80 % fin 2024, puis 3,60 % fin 2025. A la faveur de l'assouplissement monétaire pesant sur la partie courte de la courbe, celle-ci se pentifierait. En cas de victoire de Donald Trump, les taux à long terme pourraient, de plus, augmenter en raison des anticipations d'alourdissement du déficit budgétaire (baisses d'impôts) et de hausse de l'inflation (liée essentiellement aux droits de douane) surtout si les républicains obtiennent la majorité à la Chambre des Représentants et au Sénat.

En zone euro, le rendement du Bund (taux allemand à dix ans) avoisinerait 2,15 % fin 2024, puis 2,30 % fin 2025.

Enfin, fragmentation politique et creusement du déficit budgétaire ont poussé l'écart OAT-Bund à 80 points de base, borne supérieure de la fourchette (65 à 80 points de base) observée depuis les élections anticipées, et à l'intérieur de laquelle le spread se maintiendrait hors choc supplémentaire.

■ **Deuxième scénario : Scénario « adverse modéré » pondéré à 50 %**

Remontée de l'inflation, installation de la croissance sur une tendance « molle »

Ce scénario intègre la réapparition de tensions inflationnistes en amont liées à une stratégie plus agressive de soutien au prix du pétrole (contrôle de l'offre de la part de l'OPEP+ visant à maintenir un prix proche de 95 USD/baril). Des tensions au Moyen-Orient (perturbations du canal de Suez) persistent. De surcroît, l'impact sur l'inflation américaine (mais aussi les « bruits » sur les marchés financiers) des droits de douane imposés par les Etats-Unis (10 % sur tous les biens quelle que soit la provenance ; 60 % sur tous les biens importés de Chine) vient détériorer les perspectives de croissance.

Les hypothèses retenues sont : une hausse du prix de l'énergie (+10 % sur 12 mois en moyenne en 2025) ; des tensions sur les prix alimentaires (+5 % sur 12 mois en moyenne en 2025) entraînant des tensions fortes sur l'inflation « non core ». L'inflation totale atteindrait 3,5 % en zone euro et 4,5 % aux Etats-Unis en 2025. Pas de pare-feux budgétaires pour atténuer l'impact de l'inflation.

Réponses des banques centrales et taux à long terme

Contrairement au scénario central, celui-ci intègre un « coup d'arrêt » à l'assouplissement monétaire de la BCE et de la Fed. L'inflation est due à un choc en amont mais sa diffusion justifie de différer la poursuite de l'assouplissement monétaire. Ainsi, les taux directeurs sont figés en 2025 au niveau prévu fin 2024 dans le scénario central. L'assouplissement monétaire se poursuit ensuite avec 50 points de base (pb) des taux directeurs BCE à la fin de l'année 2026 et 25 pbs supplémentaires en 2027 (retour au scénario central). Les taux de swap à 2 et 10 ans remontent modestement. On assiste à de fortes tensions sur les taux d'intérêt, avec des chocs spécifiques : remontée du Bund (qui reste cependant inférieur de 20 pb au swap 10 ans), accompagnée d'un écartement des spreads de la France (ingouvernabilité, tensions sociales, finances publiques sous pression, absence de réformes) et de l'Italie (contagion, réappréciation du risque politique).

■ **Troisième scénario : Scénario « favorable » pondéré à 2%**

Amélioration de la croissance chinoise

Dans ce scénario, on suppose une amélioration de la croissance chinoise et, par extension, asiatique qui impacterait favorablement l'activité européenne et américaine au travers d'une légère embellie commerciale. Ce regain de dynamisme est orchestré par l'intervention du gouvernement chinois qui met en place un nouveau plan de relance visant à restaurer la confiance des ménages et à soutenir davantage le marché immobilier. Il s'articule, d'une part, autour de mesures d'assouplissement des conditions d'octroi de crédits (baisse des taux et du ratio d'endettement) ainsi que d'incitations diverses (subventions des municipalités par

exemple) visant à relancer les programmes de construction et, d'autre part, autour de mesures de soutien aux ménages et à l'emploi des jeunes. Il en résulte une reprise de la construction nécessitant davantage de matières premières et de machines-outils importées (diffusion à ses partenaires commerciaux régionaux mais aussi européens) ainsi qu'une consommation privée plus dynamique en biens d'équipements. L'ensemble de ces mesures se traduit par une croissance chinoise en 2025 meilleure qu'anticipé dans le scénario central : +5 % versus +4,2 % sans le plan de relance, soit un gain de 0,8 point de pourcentage.

Hausse de la demande adressée à l'Europe

La meilleure dynamique de la croissance chinoise entraîne une hausse de la demande adressée à la zone euro (les exportations chinoises représentent 7 % des exportations de la zone euro et l'Asie du Nord 11 % des exportations totales) et aux Etats-Unis liée à l'augmentation des importations chinoises. Cela occasionne un redressement de la confiance et des anticipations des agents économiques et une légère amélioration du commerce mondial. Les défaillances d'entreprises sont moins nombreuses et le taux de chômage plus bas que dans le scénario central.

En Europe, le ralentissement de la croissance est ainsi moins fort que dans le scénario central. Ce « nouveau souffle » permet un sursaut de croissance en zone euro de l'ordre de 0,6 point de PIB en 2025. La croissance annuelle passerait ainsi de 1,3 % à 1,9 % en 2025. Aux Etats-Unis, le soutien additionnel à la croissance serait légèrement inférieur (+0,2 point de PIB), soit une croissance portée à +1,5 % au lieu de +1,3 % en 2025.

Réponses des banques centrales et évolutions financières

La légère amélioration conjoncturelle ne se traduit pas par une modification des profils d'inflation. En conséquence, la trajectoire des taux directeurs de la BCE et de la Fed est identique à celle du scénario central pour 2024 et 2025.

S'agissant des taux longs en zone euro, le Bund se maintient globalement au même niveau que celui retenu dans le scénario central. Les niveaux de spreads français et italiens sont un peu plus modérés. Les marchés boursiers et immobiliers sont mieux orientés que dans le scénario central.

■ Quatrième scénario : Scénario « adverse – sévère » pondéré à 18%

Forte accélération de l'inflation et choc financier

On suppose, en amont, plusieurs chocs économiques : une stratégie de soutien au prix du pétrole et de contrôle de l'offre de la part de l'OPEP+ visant à maintenir un prix un peu supérieur à 100 USD/baril ; des tensions au Moyen-Orient (perturbations du canal de Suez) ; mais aussi des droits de douane imposés par les Etats-Unis (10 % sur tous les biens quelle qu'en soit la provenance, 60 % sur tous les biens importés de Chine) ; l'ensemble engendrant à nouveau une inflation très élevée.

Par ailleurs, l'accumulation d'événements climatiques extrêmes, catalyseur des anticipations de marchés, vient s'ajouter aux chocs précédents. On assiste à un ajustement très brutal des marchés financiers qui anticipent la mise en œuvre rapide de réglementations (type taxe carbone) susceptibles d'affecter substantiellement les conditions financières des entreprises des zones concernées (aux Etats-Unis et en Europe) ou des zones qui y exportent (Royaume-Uni, Japon). Cela se matérialise par une forte dévalorisation des actifs les plus exposés au risque de transition (i.e. les plus émetteurs de gaz à effet de serre) mais aussi une contagion aux actifs moins exposés.

Ces événements se traduisent par une accélération de l'inflation et un choc de confiance lié à une forte baisse des marchés financiers. Nous supposons l'absence de pare-feux budgétaires venant atténuer l'impact du choc inflationniste. La croissance est fortement révisée à la baisse en 2025 avant d'entamer une reprise très graduelle en 2026.

Réaction des banques centrales et taux d'intérêt

L'assouplissement monétaire de la BCE et de la Fed prévu dans le scénario central est différé à 2026 (taux directeurs figés en 2025 au niveau prévu fin 2024 dans le scénario central).

Les taux de swap 2 ans et 10 ans de la zone euro remontent et sont accompagnés d'une hausse marquée des taux souverains faisant apparaître un écartement prononcé des spreads France et Italie (à 140 et 240 pb vs Bund).

Les spreads corporate s'écartent également (selon les hypothèses du scénario ACPR5).

4.2.1.2 Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Facteurs de risque » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- o Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- o Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- o Il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- o Les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (Stage 3).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- o La valeur comptable de la créance ;
- o Et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

SÛRETÉS OBTENUES PAR PRISE DE POSSESSION ET PROCESSUS D'EXÉCUTION (EU CQ8)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par la publication du tableau CQ8 « Garantie obtenue par prise de possession et par processus d'exécution - ventilation par période »

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA QUALITÉ DE CRÉDIT DES ACTIFS (EU CRB)

RISQUE DE CREDIT

Depuis fin 2007, l'ACPR a autorisé le groupe Crédit Agricole à utiliser ses systèmes de notations internes pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque de crédit des portefeuilles Clientèle de détail et Grande clientèle pour l'essentiel de son périmètre. Les principales évolutions récentes concernant le plan de roll out du Groupe sont la validation en méthode IRB des portefeuilles "Entreprises" des Caisses Régionales du Crédit Agricole (CRCA) avec effet au 1er octobre 2014, ainsi que l'autorisation émise par la BCE en juillet 2021 d'utiliser les modèles de probabilité de défaut dédiés aux professionnels de l'immobilier et d'étendre l'utilisation des modèles de probabilité de défaut concernant les opérations de rachat à effet de levier (leverage buy-out ou LBO) aux CRCA.

Conformément à l'engagement de passage progressif du Groupe en méthode avancée défini avec le Superviseur (plan de roll out), les travaux sur le déploiement de l'approche IRB se poursuivent. Une actualisation du plan de roll out est adressée annuellement à l'autorité compétente. En outre, en application de l'article 150 du règlement délégué (UE) N° 575/2013 du 26 juin 2013 modifié relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, un dossier de demande d'autorisation pour le recours à l'utilisation partielle permanente (UPP) de l'approche standard sur certains périmètres du groupe Crédit Agricole a été transmis à la BCE en 2021.

4.2.2 Expositions en approche standard

EXIGENCES QUALITATIVES EN MATIÈRE DE PUBLICATION DES MODÈLES STANDARDISÉS (EU CRD)

Les catégories d'expositions traitées en méthode standard sont classées suivant la nature de la contrepartie et le type de produit financier dans l'une des 17 catégories définies dans l'article 112 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié. Les pondérations appliquées sur ces mêmes encours sont calculées conformément aux articles 114 à 134 dudit règlement.

Pour les catégories d'exposition "Administrations centrales et banques centrales" et "Établissements", le groupe Crédit Agricole a choisi en approche standard d'utiliser les évaluations de plusieurs agences de notation : S&P, Moody's, Fitch, Cerved et BdF.

Ainsi, lorsque l'évaluation de crédit de la contrepartie par l'agence de notation est connue, elle est utilisée pour déterminer la pondération applicable. S'agissant des contreparties des catégories d'exposition « Etablissements » ou « Entreprises » dont l'évaluation de crédit n'est pas connue, la pondération retenue est déterminée en tenant compte de l'évaluation de crédit de la juridiction de l'administration centrale dans laquelle est constituée cette contrepartie, conformément aux dispositions des articles 121 et 122 du règlement précité.

S'agissant des expositions sur instruments de dette du portefeuille bancaire, la règle retenue consiste à appliquer le taux de pondération de l'émetteur. Ce taux est déterminé selon les règles décrites dans le paragraphe précédent.

APPROCHE STANDARD – EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET EFFETS DE L’ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (ARC) AU 31 DÉCEMBRE 2024 (EU CR4)

31/12/2024		Expositions avant CCF et avant ARC		Expositions après CCF et après ARC		RWA et densité des RWA	
Catégories d'expositions		Expositions au bilan	Expositions hors bilan	Expositions au bilan	Expositions hors bilan	RWA	Densité des RWA (%)
(en milliers d'euros)							
1	Administrations centrales ou banques centrales	197 183	-	197 183	-	317 693	161,12%
2	Administrations régionales ou locales	-	21 463	-	21 463	4 293	20,00%
3	Entités du secteur public	500	-	500	-	-	0,00%
4	Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	0,00%
5	Organisations internationales	-	-	-	-	-	0,00%
6	Établissements	166 338	875	166 338	875	10 595	6,34%
7	Entreprises	24 747	55 008	24 747	55 008	79 755	100,00%
8	Clientèle de détail	86 231	94 029	86 231	94 029	118 479	65,73%
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	-	-	-	-	0,00%
10	Expositions en défaut	687	6 774	687	6 774	11 191	1.5
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	-	-	-	-	-	0,00%
12	Obligations garanties	-	-	-	-	-	0,00%
13	Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme	-	-	-	-	-	0,00%
14	Organismes de placement collectif	373 585	-	373 585	-	155 468	41,62%
15	Actions	15 569	-	15 569	-	15 569	100,00%
16	Autres éléments	356 940	-	356 941	-	247 849	69,44%
17	Total	1 221 782	178 149	1 221 783	178 149	960 892	68,64%

EXPOSITIONS PAR CLASSE D’ACTIFS ET PAR COEFFICIENT DE PONDÉRATION DES RISQUES (EU CR5)

31/12/2024		Pondération de risque														Total	Dont non notées	
		0%	2%	4%	10%	20%	35%	50%	70%	75%	100%	150%	250%	370%	1250%			Autres
Catégories d'expositions																		
(en milliers d'euros)																		
1	Administrations centrales ou banques centrales	70 106	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	127 077	-	-	-	197 183	197 183
2	Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	21 463	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21 463	21 463
3	Entités du secteur public	500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	500	500
4	Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Établissements	114 240	-	-	-	52 973	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	167 213	167 213
7	Entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	79 755	-	-	-	-	-	79 755	79 755
8	Expositions sur la clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	180 260	-	-	-	-	-	-	180 260	180 260
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10	Expositions en défaut	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7 461	-	-	-	-	7 461	7 461
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Obligations garanties	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Expositions sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14	Parts ou actions d'organismes de placement collectif	105 269	-	-	180	128 024	-	74 493	-	-	59 632	3 806	-	-	2 181	-	373 585	350 480
15	Expositions sous forme d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 569	-	-	-	-	-	15 569	15 569
16	Autres éléments	105 127	-	-	-	4 956	-	-	-	-	246 858	-	-	-	-	-	356 941	356 941
17	Total	395 242	-	-	180	207 415	-	74 493	-	180 260	401 814	11 267	127 077	-	2 181	-	1 399 931	1 376 825

Les expositions sur les classes d’actifs « Administrations centrales et banques centrales » et « Banques » (établissements) traitées en approche standard bénéficient majoritairement de l’application d’un coefficient de pondération de 0% fin 2024 comme à fin 2023. Cela reflète la qualité des activités réalisées avec ces types de contreparties.

4.2.3 Qualité des expositions en approche notations internes

PUBLICATION DES INFORMATIONS QUALITATIVES EXIGIBLES ASSOCIÉES À L'APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE (EU CRE)

Les encours de crédit sont classés suivant la nature de la contrepartie et le type de produit financier dans l'une des sept catégories d'expositions décrites ci-dessous, définies par l'article 147 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement :

- La catégorie d'exposition "Administrations centrales et banques centrales" regroupe outre les expositions sur les administrations et Banques centrales, les expositions sur certaines administrations régionales et locales ou sur les entités du secteur public qui sont traitées comme des administrations centrales ainsi que certaines banques multilatérales de développement et des organisations internationales ;
- La catégorie d'exposition "Établissements" correspond aux expositions sur les établissements de crédit et sur les entreprises d'investissement, y compris ceux reconnus de pays tiers. Cette catégorie inclut également certaines expositions sur des administrations régionales et locales, des entités du secteur public et des banques multilatérales de développement qui ne sont pas traitées comme des administrations centrales ;
- La catégorie d'exposition "Entreprises" distingue les grandes entreprises et les petites et moyennes entreprises dont le traitement prudentiel diffère ;
- La catégorie d'exposition "Clientèle de détail" distingue les prêts garantis par une sûreté immobilière aux particuliers et aux petites et moyennes entités, les crédits renouvelables, les autres crédits aux particuliers et aux petites et moyennes entités ;
- La catégorie d'exposition "Actions" correspond aux expositions qui confèrent des droits résiduels et subordonnés sur les actifs ou le revenu de l'émetteur, ou qui présentent une nature économique similaire ;
- La catégorie d'exposition "Titrisation" regroupe les expositions sur une opération ou un montage de titrisation, y compris celles résultant de contrats dérivés sur taux d'intérêt ou sur taux de change, indépendamment du rôle tenu par l'établissement qu'il soit originateur, sponsor ou investisseur ;
- La catégorie d'exposition "Actifs autres que des obligations de crédit" ne présente pas actuellement d'encours en méthode IRB.

Conformément aux règles prudentielles en vigueur, les emplois pondérés des expositions "Administrations centrales et banques centrales", "Établissements", "Entreprises" et "Clientèle de détail" sont obtenus par l'application d'une formule de calcul réglementaire, dont les principaux paramètres sont l'EAD, la PD, la LGD et la maturité associées à chaque exposition :

- Pour les expositions sur la Grande clientèle (Administrations centrales et banques centrales, Établissements et Entreprises), la formule de calcul est donnée à l'article 153 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié ;
- Pour les expositions sur la Clientèle de détail, la formule de calcul est donnée à l'article 154 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013.

Les emplois pondérés des expositions "Actions" sont obtenus par l'application de pondérations forfaitaires à la valeur comptable de l'exposition. Ces pondérations, données à l'article 155 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié, dépendent de la nature des actions concernées : 190 % pour les expositions de capital investissement dans le cadre d'un portefeuille diversifié, 290 % pour les expositions sur actions cotées et 370 % pour toute autre exposition "Actions" hors montants des participations dans des sociétés financières supérieures à 10 % rentrant dans le calcul de la franchise (pondération à 250 %).

Les emplois pondérés des expositions "Actifs autres que des obligations de crédit" sont calculés conformément à l'article 156 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié. Les paramètres qui rentrent dans les formules de calcul mentionnées ci-dessus sont estimés à partir des historiques de défaut et des données de pertes constituées en interne par le groupe Crédit Agricole. À noter que la définition du défaut retenue pour l'estimation de ces paramètres a une influence significative sur la valeur de ces derniers.

Les valeurs exposées au risque (EAD) correspondent au montant d'exposition sur une contrepartie au moment du défaut de cette dernière. Pour les éléments de bilan, l'exposition correspond aux montants d'exposition nets des provisions, pour les éléments couverts par l'approche standard du risque de crédit, et aux montants bruts, pour les éléments couverts par les notations internes. Dans le cas de limites et engagements par signature non utilisés par la contrepartie, une fraction du montant total d'engagement est prise en compte par application à ce dernier d'un facteur de conversion en risque de crédit (CCF). Le CCF est estimé selon une méthode interne validée par l'autorité de contrôle pour les portefeuilles de la Clientèle de détail. Le CCF interne est estimé sur la base des CCF observés en cas de défaut par lot d'expositions. Pour les autres portefeuilles, un montant forfaitaire de CCF de 20 %, 50 % ou 100 % est appliqué en fonction de la nature de l'engagement et de sa maturité.

Pour la Grande clientèle, la définition du défaut se situe au niveau du client. Par conséquent, elle respecte un principe de contagion : une exposition sur un client en défaut entraîne le classement en défaut de l'ensemble de ses encours au sein de l'entité responsable de l'unicité de la notation ("RUN") ainsi que de l'ensemble de ses encours au sein du groupe Crédit Agricole.

Pour la Clientèle de détail, suite au changement de la définition interne du défaut en lien avec les nouvelles orientations de l'EBA, la définition du défaut s'applique désormais également uniquement au niveau du débiteur. Les règles de contagion sont définies et précisément documentées par l'entité (compte joint, encours particuliers-professionnels, notion de groupe de risques...).

La pertinence des notations et la fiabilité des données utilisées sont garanties par un processus de validation initiale et de maintenance des modèles internes, qui repose sur une organisation structurée et documentée, appliquée à l'ensemble du Groupe et impliquant les entités, la Direction des Risques Groupe ainsi que la ligne métier Audit.

L'utilisation des modèles internes aux fins de calcul des ratios de solvabilité a permis de renforcer la gestion de ses risques par le groupe Crédit Agricole. En particulier, le développement des méthodes "notations internes" a conduit à une collecte systématique et fiabilisée des historiques de défauts et de pertes sur la majorité des entités du Groupe. La constitution de tels historiques de données permet aujourd'hui de quantifier le risque de crédit en associant à chaque grade de notation une probabilité de défaut (PD) moyenne et, pour les approches "notations internes avancées", une perte en cas de défaut (Loss Given Default, ou LGD).

En outre, les paramètres des modèles "notations internes" sont utilisés dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques risque et crédits des entités. Sur le périmètre de la Grande clientèle, le dispositif de notation unique dans le Groupe (outils et méthodes identiques, données partagées), mis en place depuis plusieurs années, a contribué au renforcement et à la normalisation des usages des notations et des paramètres de risque associés au sein des entités. L'unicité de la notation des clients de la catégorie Grande clientèle permet ainsi de disposer d'un référentiel commun sur lequel s'appuient les normes et procédures, les outils de pilotage, les politiques de provisionnement et de couverture des risques, ainsi que le dispositif d'alertes et de surveillance rapprochée. De par son rôle dans le suivi et le pilotage du risque dans les entités, la notation fait l'objet de contrôles qualité et d'une surveillance régulière à tous les niveaux du processus de notation.

Ainsi, les modèles internes de mesure des risques favorisent le développement de saines pratiques de gestion des risques par les entités du Groupe et améliorent l'efficacité du processus d'allocation des fonds propres en permettant une mesure plus fine de la consommation de ceux-ci par ligne de métier et par entité.

Conformément aux procédures internes de validation des modèles, l'ensemble des modèles internes utilisés dans le groupe Crédit Agricole pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de crédit fait l'objet d'une présentation au Comité des Normes et Modèles (CNM) pour approbation, après une revue indépendante menée par la fonction de Validation interne du Groupe. Ce processus de validation interne précède la demande d'autorisation formulée auprès de la BCE en vue d'une validation formelle par cette dernière.

Après validation, les systèmes internes de notation et de calcul des paramètres de risque font l'objet de contrôles permanents et périodiques au sein de chaque entité du Groupe.

En application de l'article 189 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié, une synthèse annuelle du fonctionnement du système de notation est présentée aux organes de direction (Comité des Risques de Crédit Agricole S.A. et Comité des Risques Groupe). Cette présentation intègre les conclusions générales des processus de revue indépendante et de validation des modèles internes.

Les systèmes et procédures de notations internes sont présentés dans la partie "Gestion des risques – Risque de Crédit – Méthodologies et systèmes de mesure des risques".

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE
FONDATION (EU CR6) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à <0,15	855 366	186	75,00%	1 101 216	0,00%	-	45,00%	2.5	12 080	1,10%	11	(435)
	0,00 à <0,10	855 366	186	75,00%	1 101 216	0,00%	-	45,00%	2.5	12 080	1,10%	11	(435)
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,15 à <0,25	41 847	-	0,00%	41 847	0,16%	-	45,00%	2.5	17 213	41,13%	30	(72)
	0,25 à <0,50	6 625	-	0,00%	6 625	0,25%	-	45,00%	2.5	3 474	52,44%	7	(13)
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <2,50	4 320	1 360	60,29%	5 140	0,98%	-	45,00%	2.5	4 915	95,62%	23	(24)
	0,75 à <1,75	4 320	1 360	60,29%	5 140	0,98%	-	45,00%	2.5	4 915	95,62%	23	(24)
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,5 à <5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	5 à <10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10 à <20	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	20 à <30	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
Sous-total (catégorie d'expositions)		908 159	1 546	62,07%	1 154 828	0,01%	-	45,00%	2.5	37 682	3,26%	71	(543)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE
FONDATION (EU CR6) - ETABLISSEMENTS**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Etablissements	0,00 à <0,15	2 923 433	48 250	60,79%	3 191 505	0,04%	-	15,42%	2.5	240 817	7,55%	226	(1 022)
	0,00 à <0,10	2 800 018	48 250	60,79%	3 068 089	0,03%	-	14,23%	2.5	185 477	6,05%	164	(871)
	0,10 à <0,15	123 415	-	0,00%	123 415	0,11%	-	45,00%	2.5	55 340	44,84%	61	(151)
	0,15 à <0,25	5 407	87	75,00%	5 472	0,16%	-	45,00%	2.5	2 251	41,13%	4	(8)
	0,25 à <0,50	3 742	50	20,00%	4 002	0,29%	-	43,06%	2.5	2 171	54,24%	5	(6)
	0,50 à <0,75	2 294	67	25,75%	2 062	0,60%	-	45,00%	2.5	1 649	79,98%	6	(20)
	0,75 à <2,50	190	-	0,00%	190	0,75%	-	45,00%	2.5	167	87,75%	1	(2)
	0,75 à <1,75	190	-	0,00%	190	0,75%	-	45,00%	2.5	167	87,75%	1	(2)
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,50 à <10,00	4 741	-	0,00%	7 791	3,00%	-	45,00%	2.5	10 607	136,14%	105	(19)
	2,5 à <5	4 741	-	0,00%	7 791	3,00%	-	45,00%	2.5	10 607	136,14%	105	(19)
	5 à <10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10,00 à <100,00	1 174	-	0,00%	1 174	20,00%	-	45,00%	2.5	2 964	252,52%	106	(17)
	10 à <20	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	20 à <30	1 174	-	0,00%	1 174	20,00%	-	45,00%	2.5	2 964	252,52%	106	(17)
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	406	-	0,00%	406	100,00%	-	45,00%	2.5	-	0,00%	183	(406)
Sous-total (catégorie d'expositions)		2 941 387	48 454	60,73%	3 212 601	0,06%	-	15,61%	2.5	260 625	8,11%	634	(1 500)

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION (EU CR6) - ENTREPRISES - AUTRES

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	557 525	186 659	97,07%	755 451	0,05%	-	44,79%	2.5	149 897	19,84%	163	(430)
	0,00 à <0,10	473 447	148 509	97,22%	630 861	0,03%	-	44,75%	2.5	105 571	16,73%	96	(261)
	0,10 à <0,15	84 079	38 150	96,48%	124 590	0,12%	-	45,00%	2.5	44 325	35,58%	67	(169)
	0,15 à <0,25	633	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,25 à <0,50	172 800	95 216	81,48%	229 772	0,36%	-	44,71%	2.5	143 162	62,31%	366	(1 270)
	0,50 à <0,75	14 019	2 148	98,27%	15 267	0,60%	-	45,00%	2.5	12 211	79,98%	41	(63)
	0,75 à <2,50	309 060	110 509	81,94%	230 161	1,22%	-	42,97%	2.5	227 294	98,75%	1 216	(6 049)
	0,75 à <1,75	270 087	102 746	82,46%	185 368	1,05%	-	42,48%	2.5	173 344	93,51%	828	(4 411)
	1,75 à <2,5	38 972	7 762	75,00%	44 794	1,93%	-	45,00%	2.5	53 949	1.2044	388	(1 639)
	2,50 à <10,00	122 969	74 271	79,53%	132 555	5,13%	-	44,76%	2.5	210 218	158,59%	3 050	(12 104)
	2,5 à <5	72 281	67 126	78,90%	90 446	3,61%	-	44,65%	2.5	129 434	143,11%	1 458	(5 417)
	5 à <10	50 688	7 145	85,38%	42 109	8,41%	-	45,00%	2.5	80 784	191,85%	1 593	(6 686)
	10,00 à <100,00	83 882	22 258	42,90%	52 952	19,32%	-	43,10%	2.5	126 495	238,89%	4 404	(18 691)
	10 à <20	23 099	4 540	97,57%	17 817	16,13%	-	44,90%	2.5	42 568	238,92%	1 291	(1 458)
	20 à <30	60 784	17 719	28,89%	35 134	20,94%	-	42,18%	2.5	83 927	238,87%	3 113	(17 234)
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	33 946	7 920	29,41%	15 590	100,00%	-	44,85%	2.5	-	0,00%	6 992	(7 285)
Sous-total (catégorie d'expositions)		1 294 833	498 981	84,65%	1 431 747	2,56%	-	44,42%	2.5	869 276	60,71%	16 234	(45 893)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE
FONDATION (EU CR6) - ENTREPRISES- FINANCEMENT SPÉCIALISÉ**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - financement spécialisé	0,00 à <0,15	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,15 à <0,25	35 181	1 611	75,00%	36 389	0,16%	-	45,00%	2.5	14 968	41,13%	26	(59)
	0,25 à <0,50	96 428	14 483	70,56%	106 647	0,30%	-	45,00%	2.5	62 352	58,47%	144	(419)
	0,50 à <0,75	66 804	15 267	79,86%	76 064	0,60%	-	45,00%	2.5	60 838	79,98%	205	(397)
	0,75 à <2,50	13 739	5 125	100,00%	18 864	0,85%	-	45,00%	2.5	17 215	91,26%	72	(93)
	0,75 à <1,75	13 739	5 125	100,00%	18 864	0,85%	-	45,00%	2.5	17 215	91,26%	72	(93)
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,5 à <5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	5 à <10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	10,00 à <100,00	321	-	0,00%	321	20,00%	-	45,00%	2.5	811	252,53%	29	(1)
	10 à <20	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	20 à <30	321	-	0,00%	321	20,00%	-	45,00%	2.5	811	252,53%	29	(1)
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
Sous-total (catégorie d'expositions)		212 473	36 486	78,78%	238 285	0,45%	-	45,00%	2.5	156 185	65,55%	477	(970)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE
FONDATION (EU CR6) - ENTREPRISES - PETITES OU MOYENNES ENTREPRISES**

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - Petites ou moyennes entreprises	0,00 à <0,15	73 384	6 008	86,29%	15 416	0,07%	-	44,29%	2.5	2 476	16,06%	5	(67)
	0,00 à <0,10	72 538	589	100,00%	10 146	0,05%	-	45,00%	2.5	1 302	12,84%	2	(50)
	0,10 à <0,15	846	5 419	84,80%	5 269	0,12%	-	42,92%	2.5	1 173	22,27%	3	(16)
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,25 à <0,50	60 156	64 581	68,81%	121 645	0,43%	-	44,48%	2.5	57 836	47,55%	234	(1 133)
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <2,50	229 831	103 743	89,74%	271 759	1,14%	-	43,37%	2.5	180 476	66,41%	1 344	(3 971)
	0,75 à <1,75	224 155	102 915	89,68%	265 487	1,12%	-	43,33%	2.5	175 364	66,05%	1 289	(3 948)
	1,75 à <2,5	5 676	828	97,22%	6 272	1,93%	-	45,00%	2.5	5 113	81,51%	54	(23)
	2,50 à <10,00	295 850	83 647	74,04%	292 564	5,44%	-	44,26%	2.5	304 465	1.04068	7 063	(16 946)
	2,5 à <5	183 763	59 875	67,30%	187 676	3,82%	-	44,07%	2.5	175 663	93,60%	3 161	(7 340)
	5 à <10	112 087	23 772	91,02%	104 888	8,34%	-	44,60%	2.5	128 802	1,228	3 902	(9 606)
	10,00 à <100,00	54 479	14 258	86,59%	56 914	17,18%	-	44,54%	2.5	90 883	159,69%	4 364	(9 272)
	10 à <20	32 040	4 354	95,41%	33 849	13,41%	-	44,31%	2.5	50 995	150,66%	2 013	(3 155)
	20 à <30	22 439	9 904	82,72%	23 065	22,72%	-	44,87%	2.5	39 888	172,94%	2 352	(6 117)
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	79 954	11 574	81,61%	62 689	100,00%	-	44,78%	2.5	-	0,00%	28 069	(37 791)
	Sous-total (catégorie d'expositions)	793 654	283 812	79,79%	820 986	11,21%	-	44,06%	2.5	636 135	77,48%	41 078	(69 180)
	Total (toutes catégories d'expositions)	6 150 507	869 279	81,44%	6 858 447		-		2.5	1 959 903	28,58%	58 494	(118 086)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE
AVANCÉE (EU CR6) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES**

NEANT

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE
AVANCÉE (EU CR6) - ETABLISSEMENTS**

NEANT

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - ENTREPRISES - AUTRES

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	303 832	63 658	66,93%	346 440	0,08%	-	44,42%	2.5	92 127	26,59%	121	(993)
	0,00 à <0,10	149 714	42 642	67,69%	178 579	0,04%	-	44,43%	2.5	34 070	19,08%	31	(256)
	0,10 à <0,15	154 118	21 017	65,39%	167 861	0,12%	-	44,40%	2.5	58 057	34,59%	89	(738)
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,25 à <0,50	552 622	101 379	63,37%	616 862	0,36%	-	43,90%	2.5	380 122	61,62%	977	(4 614)
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <2,50	674 169	189 096	63,18%	793 648	1,09%	-	44,14%	2.5	781 396	98,46%	3 812	(15 436)
	0,75 à <1,75	674 169	189 096	63,18%	793 648	1,09%	-	44,14%	2.5	781 396	98,46%	3 812	(15 436)
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	2,50 à <10,00	255 161	23 697	66,25%	270 859	4,68%	-	44,17%	2.5	411 994	152,11%	5 619	(28 629)
	2,5 à <5	167 623	17 755	68,05%	179 705	3,00%	-	43,99%	2.5	240 968	1.3409	2 371	(13 664)
	5 à <10	87 538	5 942	60,87%	91 154	8,00%	-	44,54%	2.5	171 027	187,62%	3 248	(14 965)
	10,00 à <100,00	106 343	7 576	55,54%	110 550	17,56%	-	44,45%	2.5	267 628	242,09%	8 614	(18 114)
	10 à <20	67 845	4 598	50,94%	70 187	15,00%	-	44,72%	2.5	165 791	236,21%	4 708	(14 105)
	20 à <30	38 498	2 978	62,63%	40 363	22,00%	-	43,99%	2.5	101 836	2.523	3 906	(4 009)
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	100,00 (défaut)	53 661	4 714	65,00%	56 725	100,00%	-	44,62%	2.5	-	0,00%	25 311	(37 795)
Sous-total (catégorie d'expositions)		1 945 788	390 120	63,90%	2 195 085	4,55%	-	44,15%	2.5	1 933 267	88,07%	44 454	(105 581)

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE
AVANCÉE (EU CR6) - ENTREPRISES- FINANCEMENT SPÉCIALISÉ**

NEANT

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - ENTREPRISES - PETITES OU MOYENNES ENTREPRISES

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Entreprises - Petites ou moyennes entreprises	0,00 à <0,15	251 393	24 657	69,25%	268 470	0,10%	-	44,68%	2.5	59 912	22,32%	124	(275)
	0,00 à <0,10	71 523	1 082	72,69%	72 309	0,05%	-	44,85%	2.5	11 841	16,38%	15	(2)
	0,10 à <0,15	179 871	23 575	69,10%	196 160	0,13%	-	44,62%	2.5	48 071	24,51%	109	(272)
	0,15 à <0,25	154 797	3 494	75,14%	157 423	0,21%	-	44,86%	2.5	52 238	33,18%	149	(213)
	0,25 à <0,50	520 912	71 667	68,27%	569 840	0,38%	-	44,25%	2.5	246 349	43,23%	960	(2 436)
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <2,50	1 428 403	193 021	70,29%	1 564 130	1,21%	-	43,52%	2.5	1 091 827	69,80%	8 173	(28 117)
	0,75 à <1,75	1 360 300	187 886	70,14%	1 492 102	1,16%	-	43,47%	2.5	1 032 083	69,17%	7 519	(26 018)
	1,75 à <2,5	68 103	5 135	75,71%	72 027	2,04%	-	44,50%	2.5	59 744	82,95%	654	(2 099)
	2,50 à <10,00	821 686	72 375	69,03%	871 725	4,39%	-	43,52%	2.5	833 567	95,62%	16 646	(37 714)
	2,5 à <5	598 666	50 723	69,97%	634 185	3,13%	-	43,49%	2.5	562 318	88,67%	8 645	(22 384)
	5 à <10	223 019	21 652	66,84%	237 540	7,73%	-	43,57%	2.5	271 249	114,19%	8 001	(15 330)
	10,00 à <100,00	169 494	12 142	72,00%	178 578	19,02%	-	43,74%	2.5	288 201	161,39%	14 893	(23 592)
	10 à <20	85 822	6 752	73,54%	91 074	14,95%	-	43,47%	2.5	137 213	150,66%	5 922	(9 672)
	20 à <30	76 774	5 231	69,91%	80 432	22,00%	-	43,94%	2.5	137 145	170,51%	7 775	(12 659)
	30,00 à <100,00	6 898	159	75,00%	7 073	37,58%	-	45,00%	2.5	13 844	195,72%	1 196	(1 262)
	100,00 (défaut)	244 119	25 504	73,94%	262 978	100,00%	-	44,69%	2.5	25 167	9,57%	117 515	(174 135)
	Sous-total (catégorie d'expositions)	3 590 805	402 860	69,96%	3 873 144	9,21%	-	43,85%	2.5	2 597 262	67,06%	158 461	(266 483)

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - EXPOSITIONS RENOUVELABLES

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Expositions renouvelables	0,00 à <0,15	6 813	105 397	212,38%	230 663	0,07%	-	29,36%	1,00	2 981	1,29%	44	(15)
	0,00 à <0,10	2 874	69 953	207,12%	147 765	0,04%	-	29,30%	1,00	1 257	0,85%	17	(5)
	0,10 à <0,15	3 939	35 444	222,77%	82 898	0,11%	-	29,47%	1,00	1 724	2,08%	27	(10)
	0,15 à <0,25	3 415	20 041	230,06%	49 522	0,22%	-	29,42%	1,00	1 786	3,61%	32	(13)
	0,25 à <0,50	3 143	14 424	236,36%	37 239	0,40%	-	29,43%	1,00	2 175	5,84%	43	(19)
	0,50 à <0,75	2 664	7 510	257,60%	22 012	0,73%	-	29,38%	1,00	2 076	9,43%	47	(19)
	0,75 à <2,50	6 750	13 883	277,20%	45 238	1,53%	-	29,41%	1,00	7 444	16,45%	203	(76)
	0,75 à <1,75	6 621	13 464	278,08%	44 064	1,51%	-	29,41%	1,00	7 202	16,35%	196	(73)
	1,75 à <2,5	130	419	248,89%	1 174	2,04%	-	29,51%	1,00	241	20,57%	7	(3)
	2,50 à <10,00	7 048	7 743	370,60%	35 750	5,39%	-	29,66%	1,00	14 219	39,77%	572	(166)
	2,5 à <5	5 002	5 803	357,67%	25 764	4,25%	-	29,63%	1,00	8 910	34,59%	325	(98)
	5 à <10	2 046	1 939	409,30%	9 986	8,31%	-	29,76%	1,00	5 308	53,16%	247	(68)
	10,00 à <100,00	1 654	1 369	397,38%	7 103	18,66%	-	30,07%	1,00	5 563	78,32%	409	(96)
	10 à <20	1 396	1 096	431,88%	6 138	15,75%	-	29,72%	1,00	4 591	74,79%	287	(77)
	20 à <30	119	66	483,49%	438	29,05%	-	29,40%	1,00	407	92,87%	37	(9)
	30,00 à <100,00	139	207	187,46%	527	43,99%	-	34,65%	1,00	566	1.07365	84	(10)
	100,00 (défaut)	517	714	0,01%	517	100,00%	-	38,16%	1,00	88	17,11%	197	(312)
Sous-total (catégorie d'expositions)		32 003	171 080	231,48%	428 045	1,18%	-	29,43%	1,00	36 333	8,49%	1 548	(716)

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - AUTRES EXPOSITIONS SUR LA CLIENTÈLE DE DÉTAIL - NON - PME

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Autres expositions sur la clientèle de détail - non - PME	0,00 à <0,15	1 268 409	30 827	114,87%	1 304 815	0,07%	-	20,08%	1,00	52 183	4,00%	186	(278)
	0,00 à <0,10	789 226	14 155	119,13%	806 518	0,04%	-	18,83%	1,00	20 338	2,52%	62	(88)
	0,10 à <0,15	479 183	16 672	111,25%	498 297	0,11%	-	22,11%	1,00	31 844	6,39%	124	(190)
	0,15 à <0,25	537 169	12 813	111,90%	552 028	0,22%	-	23,16%	1,00	58 851	10,66%	280	(339)
	0,25 à <0,50	315 792	11 284	110,17%	328 807	0,40%	-	23,26%	1,00	51 245	15,59%	302	(554)
	0,50 à <0,75	157 864	4 127	111,78%	162 996	0,73%	-	24,98%	1,00	38 267	23,48%	297	(625)
	0,75 à <2,50	286 201	8 808	129,08%	299 389	1,48%	-	23,71%	1,00	88 500	29,56%	1 063	(2 648)
	0,75 à <1,75	275 018	8 672	129,53%	288 030	1,46%	-	23,92%	1,00	85 647	29,74%	1 021	(2 460)
	1,75 à <2,5	11 183	135	100,00%	11 359	2,04%	-	18,15%	1,00	2 853	25,12%	42	(188)
	2,50 à <10,00	161 924	3 850	100,84%	169 525	4,96%	-	25,03%	1,00	67 084	39,57%	2 120	(3 227)
	2,5 à <5	127 320	3 290	100,95%	132 975	4,10%	-	24,96%	1,00	51 388	38,65%	1 366	(2 088)
	5 à <10	34 604	560	100,16%	36 550	8,11%	-	25,26%	1,00	15 696	42,94%	754	(1 140)
	10,00 à <100,00	36 711	852	100,00%	41 636	20,11%	-	26,86%	1,00	25 705	61,74%	2 316	(2 208)
	10 à <20	28 843	338	100,00%	31 009	15,72%	-	26,12%	1,00	17 347	55,94%	1 269	(1 573)
	20 à <30	5 446	19	100,05%	7 635	29,05%	-	28,39%	1,00	5 872	76,91%	630	(381)
	30,00 à <100,00	2 422	495	100,00%	2 991	42,82%	-	30,65%	1,00	2 486	83,12%	418	(254)
	100,00 (défaut)	68 298	847	0,01%	68 299	100,00%	-	51,49%	1,00	14 738	21,58%	35 164	(39 096)
	Sous-total (catégorie d'expositions)	2 832 368	73 409	112,92%	2 927 494	3,21%	-	22,78%	1,00	396 573	13,55%	41 729	(48 975)

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - AUTRES EXPOSITIONS SUR LA CLIENTÈLE DE DÉTAIL – PME

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Autres expositions sur la clientèle de détail - PME	0,00 à <0,15	223 447	33 314	155,84%	275 390	0,13%	-	28,44%	1,00	19 131	6,95%	102	(162)
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,10 à <0,15	223 447	33 314	155,84%	275 390	0,13%	-	28,44%	1,00	19 131	6,95%	102	(162)
	0,15 à <0,25	421 603	109 622	172,71%	611 166	0,20%	-	21,30%	1,00	44 049	7,21%	271	(920)
	0,25 à <0,50	574 172	134 607	181,16%	818 889	0,36%	-	19,51%	1,00	78 937	9,64%	603	(2 624)
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <2,50	674 112	129 493	179,35%	910 619	1,30%	-	23,31%	1,00	183 131	20,11%	2 561	(11 931)
	0,75 à <1,75	519 040	84 611	168,31%	663 748	1,03%	-	27,66%	1,00	152 896	23,04%	1 976	(6 884)
	1,75 à <2,5	155 072	44 881	200,16%	246 872	2,04%	-	11,61%	1,00	30 235	12,25%	585	(5 047)
	2,50 à <10,00	365 027	52 347	178,17%	467 806	5,34%	-	26,95%	1,00	153 303	32,77%	6 809	(23 680)
	2,5 à <5	180 859	22 053	148,99%	216 413	3,80%	-	33,58%	1,00	85 065	39,31%	2 762	(7 135)
	5 à <10	184 168	30 294	199,42%	251 393	6,66%	-	21,23%	1,00	68 238	27,14%	4 047	(16 545)
	10,00 à <100,00	133 453	17 433	189,71%	179 810	18,17%	-	21,66%	1,00	67 899	37,76%	7 657	(24 451)
	10 à <20	117 450	16 161	195,63%	158 648	15,55%	-	21,21%	1,00	56 513	35,62%	5 659	(19 826)
	20 à <30	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	30,00 à <100,00	16 002	1 272	114,44%	21 162	37,80%	-	25,06%	1,00	11 387	53,81%	1 998	(4 625)
	100,00 (défaut)	239 738	33 204	0,01%	239 736	100,00%	-	50,99%	1,00	61 472	25,64%	122 250	(153 933)
Sous-total (catégorie d'expositions)		2 631 552	510 019	165,42%	3 503 416	8,96%	-	24,77%	1,00	607 923	17,35%	140 251	(217 702)

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - CLIENTÈLE DE DÉTAIL - EXPOSITIONS GARANTIES PAR DES BIENS IMMOBILIERS DES PME

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Clientèle de détail - Expositions garanties par des biens immobiliers des PME	0,00 à <0,15	112 536	735	154,13%	113 669	0,13%	-	23,13%	1,00	6 216	5,47%	34	(148)
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,10 à <0,15	112 536	735	154,13%	113 669	0,13%	-	23,13%	1,00	6 216	5,47%	34	(148)
	0,15 à <0,25	200 653	2 251	108,83%	203 103	0,21%	-	24,42%	1,00	17 127	8,43%	107	(409)
	0,25 à <0,50	312 574	3 725	100,00%	316 299	0,39%	-	24,01%	1,00	40 402	12,77%	297	(1 083)
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	0,75 à <2,50	317 121	3 489	100,00%	320 611	1,21%	-	24,69%	1,00	87 055	27,15%	915	(5 437)
	0,75 à <1,75	263 830	2 785	100,00%	266 615	1,04%	-	26,64%	1,00	73 909	27,72%	748	(3 497)
	1,75 à <2,5	53 292	705	100,00%	53 996	2,04%	-	15,11%	1,00	13 146	24,35%	166	(1 940)
	2,50 à <10,00	139 139	1 798	100,00%	140 937	5,21%	-	25,77%	1,00	97 521	69,20%	1 919	(11 589)
	2,5 à <5	76 244	1 380	100,00%	77 623	3,80%	-	28,01%	1,00	50 371	64,89%	826	(5 155)
	5 à <10	62 895	418	100,00%	63 314	6,93%	-	23,02%	1,00	47 150	74,47%	1 092	(6 434)
	10,00 à <100,00	52 667	398	100,00%	53 066	18,89%	-	21,57%	1,00	50 057	94,33%	2 242	(9 609)
	10 à <20	45 953	398	100,00%	46 352	16,14%	-	21,39%	1,00	43 029	92,83%	1 662	(7 651)
	20 à <30	-	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
	30,00 à <100,00	6 714	-	0,00%	6 714	37,91%	-	22,76%	1,00	7 029	1.04683	580	(1 957)
	100,00 (défaut)	63 196	33	0,00%	63 196	100,00%	-	47,94%	1,00	15 158	23,99%	30 297	(23 944)
	Sous-total (catégorie d'expositions)	1 197 887	12 429	104,54%	1 210 882	7,12%	-	25,52%	1,00	313 536	25,89%	35 810	(52 218)

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) – APPROCHE INTERNE AVANCÉE (EU CR6) - GARANTIES PAR DES BIENS IMMOBILIERS N'APPARTENANT PAS À DES PME

	Fourchette de PD	Expositions au bilan	Expositions hors bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité du montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Garantie par des biens immobiliers n'appartenant pas à des PME	0,00 à <0,15	8 260 942	90 521	100,00%	8 351 464	0,07%	-	14,00%	1,00	209 845	2,51%	779	(1 040)
	0,00 à <0,10	5 231 079	56 149	100,00%	5 287 229	0,04%	-	13,64%	1,00	84 964	1,61%	273	(241)
	0,10 à <0,15	3 029 863	34 372	100,00%	3 064 236	0,11%	-	14,64%	1,00	124 881	4,08%	506	(800)
	0,15 à <0,25	1 723 104	25 195	100,00%	1 748 301	0,22%	-	16,05%	1,00	128 789	7,37%	615	(1 141)
	0,25 à <0,50	1 141 604	17 293	100,00%	1 158 898	0,40%	-	15,56%	1,00	127 569	11,01%	716	(1 924)
	0,50 à <0,75	443 845	9 607	100,00%	453 453	0,73%	-	16,94%	1,00	83 228	18,35%	561	(1 685)
	0,75 à <2,50	1 048 207	13 491	100,00%	1 061 700	1,41%	-	16,39%	1,00	289 706	27,29%	2 475	(7 339)
	0,75 à <1,75	1 010 978	13 332	100,00%	1 024 310	1,38%	-	16,42%	1,00	277 389	27,08%	2 356	(6 993)
	1,75 à <2,5	37 230	159	100,01%	37 389	2,04%	-	15,58%	1,00	12 317	32,94%	119	(347)
	2,50 à <10,00	593 635	6 277	100,00%	599 913	5,18%	-	17,85%	1,00	377 718	62,96%	5 627	(11 910)
	2,5 à <5	435 223	5 157	100,00%	440 381	4,08%	-	17,58%	1,00	245 303	55,70%	3 178	(7 301)
	5 à <10	158 413	1 119	100,00%	159 532	8,20%	-	18,59%	1,00	132 415	83,00%	2 449	(4 608)
	10,00 à <100,00	134 393	728	100,00%	135 121	19,91%	-	20,02%	1,00	154 488	114,33%	5 714	(6 059)
	10 à <20	109 980	642	100,00%	110 623	16,29%	-	19,32%	1,00	121 760	110,07%	3 471	(4 636)
	20 à <30	11 339	8	100,00%	11 347	29,05%	-	21,06%	1,00	14 927	131,56%	694	(552)
	30,00 à <100,00	13 074	77	100,00%	13 151	42,49%	-	24,99%	1,00	17 800	135,35%	1 549	(870)
	100,00 (défaut)	159 363	103	3,16%	159 363	100,00%	-	28,76%	1,00	30 282	19,00%	45 837	(29 723)
Sous-total (catégorie d'expositions)		13 505 095	163 215	99,94%	13 668 213	1,83%	-	15,08%	1,00	1 401 626	10,26%	62 324	(60 821)
Total (toutes catégories d'expositions)		25 735 498	1 723 133	117,80%	27 806 278		-		1,33	7 286 519	26,21%	484 578	(752 496)

PÉRIMÈTRE D'UTILISATION DE L'APPROCHE STANDARD ET DE L'APPROCHE NI (APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE) (EU CR6-A)

		Valeur exposée au risque au sens de l'article 166 du CRR pour les expositions en approche NI	Valeur exposée au risque totale des expositions en approche standard et en approche NI	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'utilisation partielle permanente de SA (%)	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'approche NI (%)	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet d'un plan de déploiement (%)
1	Administrations centrales ou banques centrales	909 119	1 111 840	7,23%	92,77%	0,00%
1.1	<i>Dont Administrations régionales ou locales</i>		-	100,00%	0,00%	0,00%
1.2	<i>Dont Entités du secteur public</i>		215 876	9,27%	90,73%	0,00%
2	Établissements	2 970 812	3 152 235	9,90%	90,10%	0,00%
3	Entreprises	9 046 745	9 530 062	1,51%	98,49%	0,00%
3.1	<i>Dont Entreprises - financement spécialisé, à l'exclusion de l'approche de référencement</i>		248 959	0,00%	100,00%	0,00%
3.2	<i>Dont Entreprises - financement spécialisé dans le cadre de l'approche de référencement</i>		-	0,00%	0,00%	0,00%
	<i>Dont PME</i>		5 071 435	0,01%	99,99%	0,00%
4	Clientèle de détail	21 738 050	21 316 284	0,40%	99,15%	0,46%
4.1	<i>dont Clientèle de détail - garanties par des biens immobiliers PME</i>		1 210 316	0,00%	100,00%	0,00%
4.2	<i>dont Clientèle de détail - garanties par des biens immobiliers non-PME</i>		13 668 310	0,00%	100,00%	0,00%
4.3	<i>dont Clientèle de détail - expositions renouvelables éligibles</i>		203 084	0,00%	100,00%	0,00%

		Valeur exposée au risque au sens de l'article 166 du CRR pour les expositions en approche NI	Valeur exposée au risque totale des expositions en approche standard et en approche NI	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'utilisation partielle permanente de SA (%)	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet de l'approche NI (%)	Pourcentage de la valeur exposée au risque totale faisant l'objet d'un plan de déploiement (%)
4.4	<i>dont Clientèle de détail - autres PME</i>		3 242 142	0,01%	97,21%	2,78%
4.5	<i>dont Clientèle de détail - autres non-PME</i>		2 992 433	2,88%	97,13%	0,00%
5	Actions	900 892	1 275 823	1,08%	98,92%	0,00%
6	Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit	-	353 606	100,00%	0,00%	0,00%
7	Total	35 565 617	36 739 851	1,82%	97,92%	0,26%

4.2.4 Utilisation des dérivés de crédit en couverture

Effet des dérivés de crédit employés comme techniques d'atténuation du risque de crédit (ARC) sur les actifs pondérés des risques (RWA) en notations internes au 31/12/2024.

EFFET DES DÉRIVÉS DE CRÉDIT SUR LES ACTIFS PONDÉRÉS DES RISQUES (EU CR7)

31/12/2024		Montant d'exposition pondéré avant dérivés de crédit	Montant d'exposition pondéré réel
(en milliers d'euros)			
1	Expositions faisant l'objet de l'approche NI simple	1 959 903	1 959 903
2	Administrations centrales et banques centrales	37 682	37 682
3	Établissements	260 625	260 625
4	Entreprises	1 661 596	1 661 596
4.1	dont Entreprises - PME	636 135	636 135
4.2	dont Entreprises - Financement spécialisé	156 185	156 185
5	Expositions faisant l'objet de l'approche NI avancée	7 286 519	7 286 519
6	Administrations centrales et banques centrales	-	-
7	Établissements	-	-
8	Entreprises	4 530 529	4 530 529
8.1	dont Entreprises - PME	2 597 262	2 597 262
8.2	dont Entreprises - Financement spécialisé	-	-
9	Clientèle de détail	2 755 990	2 755 990
9.1	dont Clientèle de détail - PME - Garanties par une sûreté immobilière	313 536	313 536
9.2	dont Clientèle de détail - non-PME - Garanties par une sûreté immobilière	1 401 626	1 401 626
9.3	dont Clientèle de détail - expositions renouvelables éligibles	36 333	36 333
9.4	dont Clientèle de détail - PME - Autres	607 923	607 923
9.5	dont Clientèle de détail - non-PME - Autres	396 573	396 573
10	TOTAL (incluant expositions approches NI simple et avancée)	9 246 423	9 246 423

APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE (IRB-A) – INFORMATIONS SUR LE DEGRÉ D'UTILISATION DES TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (ARC) (EU CR7-A)

31/12/2024	Total des expositions	Techniques d'atténuation du risque de crédit											Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWEA		
		Protection de crédit financée										Protection de crédit non financée		RWEA sans effets de substitution (effets de réduction uniquement)	RWEA avec effets de substitution (effets de réduction et de substitution)
		Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Partie des expositions couverte par des garanties (%)	Partie des expositions couverte par des dérivés de crédit (%)			
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l		
(en milliers d'euros)															
Administrations centrales et banques centrales	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	
Établissements	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	
Entreprises	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	
dont Entreprises - PME	3 873 144	0,60%	16,94%	14,53%	0,74%	1,67%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1,24%	0,00%	-	2 597 262	
dont Entreprises - Financement spécialisé	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	
Dont Entreprises - Autres	2 195 085	0,88%	6,80%	4,14%	0,74%	1,92%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	1 933 267	
Clientèle de détail	3 212 601	0,00%	0,02%	0,02%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	260 625	
Dont Clientèle de détail - Biens immobiliers PME	1 210 882	0,00%	84,17%	84,17%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,47%	0,00%	-	313 536	
Dont Clientèle de détail - Biens immobiliers non-PME	13 668 213	0,00%	30,66%	30,66%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	68,89%	0,00%	-	1 401 626	
dont Clientèle de détail - expositions renouvelables éligibles	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	

31/12/2024

31/12/2024	Total des expositions	Techniques d'atténuation du risque de crédit											Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWEA		
		Protection de crédit financée										Protection de crédit non financée		RWEA sans effets de substitution (effets de réduction uniquement)	RWEA avec effets de substitution (effets de réduction et de substitution)
		Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Partie des expositions couverte par des garanties (%)	Partie des expositions couverte par des dérivés de crédit (%)			
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l		
(en milliers d'euros)															
dont Clientèle de détail - autres PME	3 503 416	0,00%	0,16%	0,16%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	9,28%	0,00%	-	607 923	
dont Clientèle de détail - autres non-PME	2 927 494	0,00%	0,12%	0,12%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1,44%	0,00%	-	396 573	
Total	6 068 229	0,70%	13,27%	10,77%	0,74%	1,76%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,79%	0,00%	-	4 530 529	

APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE (IRB-F) – INFORMATIONS SUR LE DEGRÉ D'UTILISATION DES TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (ARC) (EU CR7-A)

31/12/2024	Total des expositions	Techniques d'atténuation du risque de crédit											Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWEA		
		Protection de crédit financée										Protection de crédit non financée		RWEA sans effets de substitution (effets de réduction uniquement)	RWEA avec effets de substitution (effets de réduction et de substitution)
		Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Partie des expositions couverte par des garanties (%)	Partie des expositions couverte par des dérivés de crédit (%)			
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l		
(en milliers d'euros)															
Administrations centrales et banques centrales	1 154 828	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	37 682	
Établissements	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	
Entreprises	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	
dont Entreprises - PME	820 986	0,20%	8,66%	7,79%	0,86%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	636 135	
dont Entreprises - Financement spécialisé	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	
Dont Entreprises - Autres	1 431 747	0,59%	4,08%	1,33%	1,94%	0,80%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	869 276	
Total	3 212 601	0,00%	0,02%	0,02%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	-	260 625	

4.2.5 Évolution des RWA

ÉTATS DES FLUX D'ACTIFS PONDÉRÉS DES RISQUES (RWA) POUR LES EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT SELON L'APPROCHE NOTATION INTERNE (EU CR8)

31/12/2024		Montant d'exposition pondéré
(en milliers d'euros)		
1	Montant d'exposition pondéré à la fin de la période de déclaration précédente	9 098 700
2	Taille de l'actif (+/-)	(245 433)
3	Qualité de l'actif (+/-)	393 149
4	Mises à jour des modèles (+/-)	-
5	Méthodologie et politiques (+/-)	-
6	Acquisitions et cessions (+/-)	-
7	Variations des taux de change (+/-)	5
8	Autres (+/-)	2
9	Montant d'exposition pondéré à la fin de la période de déclaration	9 246 423

4.2.6 Résultat du backtesting

Les Caisses régionales utilisent le même modèle, le backtesting est réalisé en central par Crédit Agricole SA.

On appelle backtesting dans les paragraphes suivants l'ensemble des méthodes et procédures visant à vérifier la performance et la stabilité des modèles internes de risque (PD, LGD, CCF) en comparant notamment les prévisions avec les résultats observés.

S'agissant du contrôle permanent, un Comité de backtesting est mis en place dans chaque entité. Ce Comité (qui peut être constitué, dans certaines entités, par un ordre du jour spécifique du Comité des risques) est présidé par la Direction des risques de l'entité et comprend un représentant de la Direction des risques Groupe. Il fait l'objet de comptes rendus adressés au Directeur général et au responsable du Contrôle permanent de l'entité, ainsi qu'à la Direction des Risques Groupe.

Pour ce qui concerne le contrôle périodique, celui-ci est effectué annuellement par l'audit interne ou tout tiers expressément mandaté par ses soins. Le plan d'audit couvre notamment :

- Les systèmes de notation et d'estimation des paramètres de risque ainsi que le respect des exigences minimales ;
- Le fonctionnement des systèmes (correcte mise en œuvre).

Les rapports correspondants sont adressés au responsable du suivi de l'entité concernée au sein de la Direction des Risques Groupe.

Les contrôles internes (permanents et périodiques) opérés par l'entité portent sur :

- La qualité des données à l'entrée et à la sortie des systèmes ;
- La qualité des systèmes de notation et d'estimation des paramètres de risque sur les plans conceptuel et technique ;
- L'exhaustivité des données utilisées pour le calcul des emplois pondérés.

Les étapes de backtesting sont fondamentales dans le maintien de la pertinence et de la performance des modèles de notation. Une première phase d'analyse principalement quantitative est fondée sur l'analyse du caractère prédictif du modèle dans son ensemble ainsi que de ses principales variables explicatives.

Cet exercice permet également de détecter des changements significatifs dans la structure et les comportements des portefeuilles et des clients. Le backtesting débouche alors sur des décisions d'ajustement, voire de refonte, des modèles afin de prendre en compte ces éléments structurels nouveaux. Ainsi peuvent être identifiées les évolutions non conjoncturelles des comportements ou la transformation du fonds de commerce révélatrice de l'impact des stratégies commerciales ou risques mises en œuvre par la Banque.

Sur l'ensemble du Groupe, le backtesting de chaque méthode de notation est effectué au minimum annuellement par l'unité responsable de la méthode (Direction des Risques Groupe ou son délégataire). Celle-ci restitue annuellement auprès du Groupe, via le Comité des Normes et Modèles, le résultat du backtesting après avis de la fonction de Validation interne du Groupe, dont les conclusions sont présentées dans un Comité Technique permettant de confirmer la bonne application des méthodes statistiques sélectionnées et la validité des résultats, et propose, si nécessaire, les actions de correction adaptées (révision de la méthode, recalibrage, effort de formation, recommandations en matière de contrôle...).

Ces contrôles ex post sont réalisés au travers du cycle (through-the-cycle) sur des historiques couvrant une période aussi longue que possible. Le tableau suivant présente les résultats de backtesting de l'exercice 2021 pour les modèles de probabilité de défaut (PD).

APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES

NEANT

APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) - ETABLISSEMENTS

NEANT

APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – ENTREPRISES PME

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - PME	0,00 à <0,15	78	-	0,00%	0,10%	0,13%	0,00%
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	0,05%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	78	-	0,00%	0,13%	0,13%	0,00%
	0,15 à <0,25	124	-	0,00%	0,21%	0,21%	0,74%
	0,25 à <0,50	165	3	1,82%	0,38%	0,38%	0,90%
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	262	6	2,29%	1,21%	1,27%	3,04%
	0,75 à <1,75	209	2	0,96%	1,16%	1,07%	2,20%
	1,75 à <2,5	53	4	7,55%	2,04%	2,04%	6,36%
	2,50 à <10,00	155	5	3,23%	4,39%	5,19%	5,47%
	2,5 à <5	85	4	4,71%	3,13%	3,80%	3,08%
	5 à <10	70	1	1,43%	7,73%	6,87%	8,36%
	10,00 à <100,00	48	13	27,08%	19,02%	19,49%	20,71%
	10 à <20	40	7	17,50%	14,95%	15,77%	21,30%
	20 à <30	-	-	0,00%	22,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	8	6	75,00%	37,58%	38,07%	17,71%
	100,00 (défaut)	71	71	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – ENTREPRISES – FINANCEMENT SPÉCIALISÉ

NEANT

APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – ENTREPRISES AUTRES

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	-	-	0,00%	0,08%	0,00%	0,00%
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	0,04%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	0,12%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,25 à <0,50	-	-	0,00%	0,36%	0,00%	0,00%
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	-	-	0,00%	1,09%	0,00%	0,00%
	0,75 à <1,75	-	-	0,00%	1,09%	0,00%	0,00%
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	4,68%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	-	-	0,00%	3,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	-	-	0,00%	8,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	17,56%	0,00%	0,00%
	10 à <20	-	-	0,00%	15,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	-	-	0,00%	22,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%

APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – CRÉDITS AUX PETITES ET MOYENNES ENTITÉS GARANTIS PAR UNE SÛRETÉ IMMOBILIÈRE

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Crédits aux petites et moyennes entités garantis par une sûreté immobilière	0,00 à <0,15	567	2	0,35%	0,13%	0,13%	0,06%
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	567	2	0,35%	0,13%	0,13%	0,06%
	0,15 à <0,25	1 016	3	0,30%	0,21%	0,21%	0,28%
	0,25 à <0,50	1 790	6	0,34%	0,39%	0,38%	0,52%
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	1 881	20	1,06%	1,21%	1,23%	1,69%
	0,75 à <1,75	1 445	14	0,97%	1,04%	0,99%	1,10%
	1,75 à <2,5	436	6	1,38%	2,04%	2,04%	3,64%
	2,50 à <10,00	841	40	4,76%	5,21%	5,28%	4,02%
	2,5 à <5	429	8	1,87%	3,80%	3,80%	1,95%
	5 à <10	412	32	7,77%	6,93%	6,81%	6,18%
	10,00 à <100,00	374	103	27,54%	18,89%	20,11%	22,73%
	10 à <20	304	70	23,03%	16,14%	16,10%	18,30%
	20 à <30	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	70	33	47,14%	37,91%	37,55%	41,97%
	100,00 (défaut)	350	350	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – CRÉDITS AUX PARTICULIERS GARANTIS PAR UNE SÛRETÉ IMMOBILIÈRE

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Crédits aux particuliers garantis par une sûreté immobilière	0,00 à <0,15	58 231	21	0,04%	0,07%	0,06%	0,06%
	0,00 à <0,10	38 377	14	0,04%	0,04%	0,04%	0,04%
	0,10 à <0,15	19 854	7	0,04%	0,11%	0,11%	0,10%
	0,15 à <0,25	11 161	23	0,21%	0,22%	0,22%	0,19%
	0,25 à <0,50	7 506	24	0,32%	0,40%	0,40%	0,36%
	0,50 à <0,75	3 082	23	0,75%	0,73%	0,73%	0,56%
	0,75 à <2,50	6 725	92	1,37%	1,41%	1,44%	1,17%
	0,75 à <1,75	6 446	87	1,35%	1,38%	1,41%	1,08%
	1,75 à <2,5	279	5	1,79%	2,04%	2,04%	3,31%
	2,50 à <10,00	3 837	178	4,64%	5,18%	5,24%	4,35%
	2,5 à <5	2 770	95	3,43%	4,08%	4,12%	3,31%
	5 à <10	1 067	83	7,78%	8,20%	8,13%	7,05%
	10,00 à <100,00	931	206	22,13%	19,91%	18,99%	19,78%
	10 à <20	776	145	18,69%	16,29%	16,14%	17,41%
	20 à <30	72	33	45,83%	29,05%	29,05%	33,30%
	30,00 à <100,00	83	28	33,74%	42,49%	36,91%	30,19%
	100,00 (défaut)	981	981	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) – CREDIT RENOUVELABLE QUALIFIE

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Crédit renouvelable qualifié	0,00 à <0,15	186 611	68	0,04%	0,07%	0,06%	0,04%
	0,00 à <0,10	118 917	31	0,03%	0,04%	0,04%	0,02%
	0,10 à <0,15	67 694	37	0,06%	0,11%	0,11%	0,07%
	0,15 à <0,25	41 744	83	0,20%	0,22%	0,22%	0,17%
	0,25 à <0,50	29 355	94	0,32%	0,40%	0,40%	0,32%
	0,50 à <0,75	19 077	135	0,71%	0,73%	0,73%	0,56%
	0,75 à <2,50	33 262	410	1,23%	1,53%	1,56%	1,21%
	0,75 à <1,75	32 497	397	1,22%	1,51%	1,55%	1,17%
	1,75 à <2,5	765	13	1,70%	2,04%	2,04%	3,00%
	2,50 à <10,00	27 234	1 194	4,38%	5,39%	5,42%	4,07%
	2,5 à <5	19 633	692	3,53%	4,25%	4,28%	3,17%
	5 à <10	7 601	502	6,60%	8,31%	8,35%	6,39%
	10,00 à <100,00	5 230	915	17,50%	18,66%	17,29%	15,07%
	10 à <20	4 690	735	15,67%	15,75%	15,57%	13,49%
	20 à <30	317	109	34,39%	29,05%	29,05%	26,88%
	30,00 à <100,00	223	71	31,84%	43,99%	36,79%	31,49%
	100,00 (défaut)	1 655	1 655	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) - AUTRES CRÉDITS AUX PETITES ET MOYENNES ENTITÉS

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0,00 à <0,15	3 288	6	0,18%	0,13%	0,13%	0,08%
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	3 288	6	0,18%	0,13%	0,13%	0,08%
	0,15 à <0,25	6 117	10	0,16%	0,20%	0,20%	0,15%
	0,25 à <0,50	7 548	39	0,52%	0,36%	0,37%	0,38%
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	9 535	124	1,30%	1,30%	1,23%	1,11%
	0,75 à <1,75	7 880	98	1,24%	1,03%	1,06%	0,89%
	1,75 à <2,5	1 655	26	1,57%	2,04%	2,06%	2,15%
	2,50 à <10,00	6 632	444	6,70%	5,34%	5,79%	4,85%
	2,5 à <5	3 267	140	4,29%	3,80%	3,80%	3,14%
	5 à <10	3 365	304	9,03%	6,66%	7,71%	6,51%
	10,00 à <100,00	2 973	708	23,81%	18,17%	21,53%	20,85%
	10 à <20	2 299	475	20,66%	15,55%	17,04%	16,95%
	20 à <30	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	674	233	34,57%	37,80%	36,81%	34,14%
	100,00 (défaut)	2 923	2 923	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

APPROCHE NI (NOTATION INTERNE) – CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT (PD) PAR CLASSE D'EXPOSITION (ÉCHELLE FIXE DE PD) (EU CR9) - AUTRES CREDITS AUX PARTICULIERS

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Autres crédits aux particuliers	0,00 à <0,15	56 959	40	0,07%	0,07%	0,07%	0,07%
	0,00 à <0,10	31 040	22	0,07%	0,04%	0,04%	0,05%
	0,10 à <0,15	25 919	18	0,07%	0,11%	0,11%	0,09%
	0,15 à <0,25	17 268	53	0,31%	0,22%	0,22%	0,22%
	0,25 à <0,50	14 589	53	0,36%	0,40%	0,40%	0,38%
	0,50 à <0,75	9 573	74	0,77%	0,73%	0,73%	0,70%
	0,75 à <2,50	19 638	300	1,53%	1,48%	1,58%	1,51%
	0,75 à <1,75	19 208	292	1,52%	1,46%	1,57%	1,47%
	1,75 à <2,5	430	8	1,86%	2,04%	2,04%	3,07%
	2,50 à <10,00	19 586	1 070	5,46%	4,96%	5,51%	5,10%
	2,5 à <5	13 807	591	4,28%	4,10%	4,30%	3,97%
	5 à <10	5 779	479	8,29%	8,11%	8,39%	7,79%
	10,00 à <100,00	8 973	1 813	20,21%	20,11%	19,84%	18,85%
	10 à <20	6 155	883	14,35%	15,72%	15,35%	14,56%
	20 à <30	2 602	842	32,36%	29,05%	29,05%	27,46%
	30,00 à <100,00	216	88	40,74%	42,82%	36,89%	37,58%
	100,00 (défaut)	6 789	6 789	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE
FONDATION (CR9) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à <0,15	26	-	0,00%	0,00%	0,01%	0,00%
	0,00 à <0,10	25	-	0,00%	0,00%	0,01%	0,00%
	0,10 à <0,15	1	-	0,00%	0,00%	0,12%	0,00%
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	0,16%	0,00%	0,00%
	0,25 à <0,50	2	-	0,00%	0,25%	0,38%	0,00%
	0,50 à <0,75	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,75 à <2,50	2	-	0,00%	0,98%	0,80%	0,00%
	0,75 à <1,75	2	-	0,00%	0,98%	0,80%	0,00%
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE
FONDATION (CR9) - ETABLISSEMENTS

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Etablissements	0,00 à <0,15	937	2	0,21%	0,04%	0,03%	0,12%
	0,00 à <0,10	936	2	0,21%	0,03%	0,03%	0,12%
	0,10 à <0,15	1	-	0,00%	0,11%	0,12%	0,00%
	0,15 à <0,25	17	-	0,00%	0,16%	0,16%	0,00%
	0,25 à <0,50	16	-	0,00%	0,29%	0,30%	0,00%
	0,50 à <0,75	12	-	0,00%	0,60%	0,60%	0,00%
	0,75 à <2,50	4	-	0,00%	0,75%	0,89%	0,00%
	0,75 à <1,75	4	-	0,00%	0,75%	0,89%	0,00%
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	3,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	-	-	0,00%	3,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	1	-	0,00%	20,00%	20,00%	0,00%
	10 à <20	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	1	-	0,00%	20,00%	20,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	1	1	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE
FONDATION (CR9) - ENTREPRISES - PMET**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - PMEt	0,00 à <0,15	107	-	0,00%	0,07%	0,11%	0,00%
	0,00 à <0,10	9	-	0,00%	0,05%	0,04%	0,00%
	0,10 à <0,15	98	-	0,00%	0,12%	0,12%	0,00%
	0,15 à <0,25	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,25 à <0,50	733	1	0,14%	0,43%	0,40%	0,17%
	0,50 à <0,75	1	-	0,00%	0,00%	0,60%	0,09%
	0,75 à <2,50	1 681	27	1,61%	1,14%	1,13%	0,61%
	0,75 à <1,75	1 674	27	1,61%	1,12%	1,12%	0,61%
	1,75 à <2,5	7	-	0,00%	1,93%	1,92%	0,38%
	2,50 à <10,00	884	41	4,64%	5,44%	4,66%	3,15%
	2,5 à <5	612	17	2,78%	3,82%	3,15%	1,85%
	5 à <10	272	24	8,82%	8,34%	8,04%	6,09%
	10,00 à <100,00	112	35	31,25%	17,18%	17,71%	19,12%
	10 à <20	69	22	31,88%	13,41%	14,85%	13,35%
	20 à <30	43	13	30,23%	22,72%	22,31%	28,38%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	299	299	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE
FONDATION (CR9) - ENTREPRISES - FINANCEMENT SPECIALISE**

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à <0,15	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,00 à <0,10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,10 à <0,15	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	0,15 à <0,25	20	-	0,00%	0,16%	0,16%	0,00%
	0,25 à <0,50	15	-	0,00%	0,30%	0,30%	0,00%
	0,50 à <0,75	17	-	0,00%	0,60%	0,60%	0,00%
	0,75 à <2,50	12	-	0,00%	0,85%	0,88%	0,00%
	0,75 à <1,75	12	-	0,00%	0,85%	0,88%	0,00%
	1,75 à <2,5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,50 à <10,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	2,5 à <5	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	5 à <10	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	10,00 à <100,00	-	-	0,00%	20,00%	0,00%	0,00%
	10 à <20	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 à <30	-	-	0,00%	20,00%	0,00%	0,00%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE NOTATION INTERNE

FONDATION (CR9) - ENTREPRISES - AUTRES

Catégorie d'expositions	Fourchette de PD	Nombre de débiteurs à la fin de l'année précédente		Taux de défaut moyen observé (%)	PD moyenne, pondérée (%)	PD moyenne (%)	Taux de défaut annuel historique moyen (%)
			dont nombre de débiteurs qui ont fait défaut au cours de l'année				
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	206	-	0,00%	0,05%	0,08%	0,00%
	0,00 à <0,10	112	-	0,00%	0,03%	0,04%	0,00%
	0,10 à <0,15	94	-	0,00%	0,12%	0,12%	0,00%
	0,15 à <0,25	3	-	0,00%	0,00%	0,16%	0,00%
	0,25 à <0,50	436	3	0,69%	0,36%	0,37%	0,87%
	0,50 à <0,75	3	-	0,00%	0,60%	0,60%	0,00%
	0,75 à <2,50	499	2	0,40%	1,22%	1,12%	0,38%
	0,75 à <1,75	493	2	0,41%	1,05%	1,11%	0,38%
	1,75 à <2,5	6	-	0,00%	1,93%	1,93%	0,96%
	2,50 à <10,00	157	8	5,10%	5,13%	4,24%	1,63%
	2,5 à <5	123	7	5,69%	3,61%	3,18%	1,54%
	5 à <10	34	1	2,94%	8,41%	8,07%	1,98%
	10,00 à <100,00	26	1	3,85%	19,32%	15,96%	10,40%
	10 à <20	23	1	4,35%	16,13%	14,50%	11,50%
	20 à <30	3	-	0,00%	20,94%	27,13%	2,00%
	30,00 à <100,00	-	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
	100,00 (défaut)	61	61	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Le calcul des taux de PD moyens à long terme est réalisé sans chevauchement de fenêtres temporelles.

APPROCHE FONDÉE SUR LA NOTATION INTERNE (NI) - CONTRÔLE A POSTERIORI DES PROBABILITÉS DE DÉFAUT PAR CATÉGORIE D'EXPOSITION (EU CR9 -1)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par la publication du tableau CR9-1 « Approche fondée sur la notation interne (NI) - Contrôle a posteriori des probabilités de défaut par catégorie d'exposition ».

4.3 Risque de contrepartie

INFORMATION QUALITATIVE SUR LE RISQUE DE CONTREPARTIE (EU CCRA)

Le Groupe traite le risque de contrepartie pour l'ensemble de leurs expositions, que celles-ci soient constituées d'éléments du portefeuille bancaire ou du portefeuille de négociation. Pour les éléments inclus dans le portefeuille de négociation, le risque de contrepartie est traité en conformité avec les dispositions relatives à la surveillance prudentielle des risques de marché.

Le traitement prudentiel du risque de contrepartie pour les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire est défini réglementairement dans le règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié. Pour mesurer l'exposition au risque de contrepartie sur les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire, le groupe Crédit Agricole utilise l'approche standard (art. 274) ou la méthode du modèle interne (art. 283).

Le risque de contrepartie est encadré par plusieurs indicateurs selon la nature des opérations engagées et des sous-catégories de risque de contrepartie encourus :

Risque de variation :

- Exposition maximale future des transactions vis-à-vis d'une même contrepartie, en tenant compte des contrats de netting/collatéral en vigueur avec cette contrepartie. L'exposition maximale future est calculée à l'aide d'un modèle interne (pour CACIB – modèle validé en 2014) ou de l'approche standard SA-CCR (pour les autres entités du groupe Crédit Agricole – modèle réglementaire en vigueur depuis juin 2021) ;
- Nominal des transactions de repo/reverse repos et de prêts/emprunts de titres vis-à-vis d'une même contrepartie.

Risque de livraison : valeurs des actifs (cash ou titres à recevoir d'une contrepartie à une date donnée, alors que l'entité aura livré à la même date, les actifs qu'elle doit en retour (ex. : opérations de change livrable réglées en dehors d'une chambre de compensation telle que Continuous Linked Settlement, ou prêts/emprunts de titres dont la livraison s'effectue « Free of payment »).

Sur les contreparties centrales (CCP) :

- Valeurs des actifs (titres ou cash) déposés auprès de la CCP afin de couvrir ses exigences de marge initiale ;
- Risque de variation sur les opérations compensées par la CCP, en tenant compte des appels et versements de marges de variation, effectués par cette CCP
- Exposition à son fonds de défaut.

Les équipes commerciales demandent des limites appropriées au profil de risque de la contrepartie et au volume d'opérations envisagé avec elle. Les limites sont approuvées par les titulaires d'une délégation de risque de contrepartie adéquate, sur la base d'un avis risque émis par un représentant de la Ligne Métier Risque de l'entité. Cet avis indépendant résulte d'une analyse de plusieurs facteurs :

- L'appétit en risque de l'entité sur le secteur ou la zone géographique de la contrepartie ;

- Les fondamentaux de la contrepartie : notation interne et le cas échéant externe, bilan, volumétrie d'activité, résultats, NAV pour les contreparties de type fonds... ;
- Les politiques sectorielles applicables (critères ESG) ;
- Le cadre contractuel/les garanties apportées par la contrepartie (Independent Amount, contrat de collatéral, pledge...) ;
- Les produits/les maturités de transaction envisagée.

Les CCP font l'objet d'une procédure risque spécifique qui tient compte de leurs spécificités et du fait qu'EMIR et les réglementations équivalentes dans d'autres juridictions, obligent les entités du groupe Crédit Agricole à compenser certains instruments sur une CCP agréée. Au sein de CACIB par exemple, les limites sur les CCP sont décidées au plus haut niveau (Direction Générale). Adhérer à une nouvelle CCP, de manière directe ou indirecte via un « clearing broker », compenser un nouveau type d'instrument sur une CCP existante sont examinés par l'ensemble des fonctions support concernées en comité « nouveaux produits » ou « comité CCP ».

Le groupe Crédit Agricole n'affecte pas, ex-ante, de fonds propres aux contreparties individuelles. Les exigences de fonds propres sont calculées globalement, sur l'ensemble des portefeuilles des entités, selon la méthode SA-CCR ou un modèle interne, en fonction de l'entité.

Des compléments d'information sur le Risque de contrepartie sont donnés dans le chapitre partie « Gestion des risques » du RFA :

- Méthode de fixation des limites de crédit, se reporter dans la section 4 Risque de Crédit II.2.2 « Mesure du risque de crédit » ;
- Politiques relatives aux garanties et autres mesures d'atténuation du risque de crédit, se reporter dans la section 4 Risque de Crédit.II.4 « Mécanismes de réduction du risque de crédit » ;
- Politiques relatives au risque de corrélation, se reporter dans la section 4 Risque de Crédit.II.2.2 « Mesure du risque de crédit ».

4.3.1 Exposition au risque de contrepartie par approche

ANALYSE DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR APPROCHE (EU CCR1)

31/12/2024		Coût de remplacement (RC)	Exposition future potentielle (PFE)	EEPE	Facteur Alpha utilisé pour calculer l'exposition réglementaire	Valeur exposée au risque avant ARC	Valeur exposée au risque après ARC	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré (RWEA)
(en milliers d'euros)									
EU-1	UE - Méthode de l'exposition initiale (pour les dérivés)	-	-		1,0	-	-	-	-
EU-2	UE - SA-CCR simplifiée (pour les dérivés)	-	-		1,0	-	-	-	-
1	SA-CCR (pour les dérivés)	23 722	80 196		1,0	881 757	145 485	143 828	26 818
2	IMM (pour les dérivés et les OFT)			-	-	-	-	-	-
2a	Dont ensembles de compensation d'opérations de financement sur titres			-		-	-	-	-
2b	Dont ensembles de compensation de dérivés et opérations à règlement différé			-		-	-	-	-
2c	Dont issues d'ensembles de compensation de conventions multiproduits			-		-	-	-	-
3	Méthode simple fondée sur les sûretés financières (pour les OFT)					-	-	-	-
4	Méthode générale fondée sur les sûretés financières (pour les OFT)					-	-	-	-
5	VaR pour les OFT					-	-	-	-
6	Total					881 757	145 485	143 828	26 818

4.3.2 Exposition au risque de contrepartie en méthode standard

EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE EN MÉTHODE STANDARD PAR PORTEFEUILLE RÉGLEMENTAIRE ET PAR PONDÉRATIONS DES RISQUES (EU CCR3)

31/12/2024	Pondération de risque											
	0%	2%	4%	10%	20%	50%	70%	75%	100%	150%	Autres	Valeur d'exposition totale
Catégories d'expositions												
(en milliers d'euros)												
Administrations centrales ou banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entités du secteur public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	202	-	-	202
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur d'exposition totale	-	-	-	-	-	-	-	-	202	-	-	202

4.3.3 Exposition au risque de contrepartie en méthode avancée

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION (EU CCR4) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES

31/12/2024								
Catégories d'expositions	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
(en milliers d'euros)								
Administration centrales et banque centrales	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	Sous total	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
Etablissements	0,00 à <0,15	117 703	0,03%	-	10,83%	2,50	5 905	5,02%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	Sous total	117 703	0,03%	-	10,83%	2,50	5 905	5,02%

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION (EU CCR4) - ENTREPRISES - AUTRES

31/12/2024

Catégories d'expositions

(en milliers d'euros)

	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	1 638	0,03%	-	45,00%	2,50	252	15,41%
	0,15 à <0,25	252	0,16%	-	45,00%	2,50	104	41,13%
	0,25 à <0,50	2 342	0,33%	-	45,00%	2,50	1 406	60,02%
	0,50 à <0,75	12 208	0,60%	-	45,00%	2,50	9 764	79,98%
	0,75 à <2,50	3 997	1,19%	-	45,00%	2,50	4 105	1.02722
	2,50 à <10,00	961	6,54%	-	45,00%	2,50	1 670	173,72%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	Sous total	21 398	0,90%	-	45,00%	2,50	17 301	80,86%
Entreprises - PME	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	869	0,45%	-	45,00%	2,50	412	47,46%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	3 581	1,41%	-	45,00%	2,50	2 917	81,45%
	2,50 à <10,00	75	4,77%	-	45,01%	2,50	81	1.07991
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	Sous total	4 525	1,28%	-	45,00%	2,50	3 410	75,36%

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION (EU CCR4) - ENTREPRISES - FINANCEMENT SPÉCIALISÉ

31/12/2024								
Catégories d'expositions	Échelle de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne, pondérée (%)	Nombre de débiteurs	LGD moyenne, pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré (RWEA)	Densité des montants d'exposition pondérés
(en milliers d'euros)								
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à <0,15	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,15 à <0,25	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,25 à <0,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,50 à <0,75	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à <2,50	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	2,50 à <10,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	10,00 à <100,00	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	100,00 (défaut)	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
	Sous total	-	0,00%	-	0,00%	-	-	0,00%
TOTAL (TOUTES LES CATÉGORIES D'EXPOSITIONS PERTINENTES POUR LE CCR)		143 626	0,20%	-	17,00%	2,50	26 616	18,53%

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - ADMINISTRATIONS CENTRALES ET BANQUES CENTRALES

NEANT

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - ENTREPRISES - AUTRES

NEANT

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - ENTREPRISES - FINANCEMENT SPÉCIALISÉ

NEANT

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - CRÉDIT RENOUVELABLE QUALIFIÉ

NEANT

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (EU CCR4) - CRÉDITS AUX PETITES ET MOYENNES ENTITÉS GARANTIS PAR UNE SÛRETÉ IMMOBILIÈRE

NEANT

4.3.4 Sûretés

COMPOSITION DES SÛRETÉS POUR LES EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE (EU CCR5.B)

31/12/2024		Sûretés utilisées dans des opérations sur dérivés				Sûretés utilisées dans des OFT			
		Juste valeur des sûretés reçues		Juste valeur des sûretés fournies		Juste valeur des sûretés reçues		Juste valeur des sûretés fournies	
		Faisant l'objet d'une ségrégation	Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	Faisant l'objet d'une ségrégation	Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	Faisant l'objet d'une ségrégation	Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	Faisant l'objet d'une ségrégation	Ne faisant pas l'objet d'une ségrégation
		(en milliers d'euros)							
1	Espèces — monnaie nationale	-	371 760	-	-	-	-	-	-
2	Espèces — autres monnaies	-	-	-	-	-	-	-	-
3	Dettes souveraines nationales	-	-	-	-	-	-	-	-
4	Autre dette souveraine	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Dettes des administrations publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Obligations d'entreprise	-	-	-	-	-	-	-	-
7	Actions	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Autres sûretés	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Total	-	371 760	-	-	-	-	-	-

4.3.5 Etats des flux d'actifs pondérés des risques (RWA) pour les expositions au risque de contrepartie (RCC) selon la méthode des modèles internes (MMI) (CCR7)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par la publication du tableau CCR7 « Etats des flux d'actifs pondérés des risques (RWA) pour les expositions au risque de contrepartie (RCC) selon la méthode des modèles internes (MMI) ».

4.3.6 Expositions sur les contreparties centrales (CCP)

EXPOSITIONS SUR LES CONTREPARTIES CENTRALES (CCP) (EU CCR8)

NEANT

4.3.7 CVA

Le cadre prudentiel CRR/CRD 4 a introduit une nouvelle charge en fonds propres au titre de la volatilité du Credit Valuation Adjustment (CVA) ou ajustement de valorisation sur actifs résumée sous le terme "Risque CVA" dont l'objectif est de tenir compte dans la valorisation des produits dérivés OTC des événements de crédit affectant nos contreparties. Le CVA est ainsi défini comme la différence entre la valorisation sans risque de défaut et la valorisation qui tient compte de la probabilité de défaut de nos contreparties.

Selon ce dispositif prudentiel, les établissements utilisent une formule réglementaire ("méthode standard") ou sont autorisés à calculer leurs exigences en fonds propres en modèle interne au titre du risque de contrepartie et au titre du risque spécifique de taux en méthode avancée ("VaR CVA").

L'exigence de CVA en méthode avancée est calculée sur la base des expositions positives anticipées sur les transactions sur produits dérivés OTC face aux contreparties "Institutions financières" hors transactions intragroupes. Sur ce périmètre, le dispositif utilisé pour estimer le montant des exigences en fonds propres est le même que celui utilisé pour le calcul de la VaR de marché au titre du risque spécifique de taux.

EXIGENCE DE FONDS PROPRES EN REGARD DE L'AJUSTEMENT DE L'ÉVALUATION DE CRÉDIT (CVA) (EU CCR2)

31/12/2024

		Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré (RWEA)
<i>(en milliers d'euros)</i>			
1	Total des opérations soumises à la méthode avancée	-	-
2	i) composante VaR (y compris le multiplicateur 3 ×)		-
3	ii) composante VaR en situation de tensions (y compris le multiplicateur 3 ×)		-
4	Opérations soumises à la méthode standard	117 703	106 973
EU-4	Opérations soumises à l'approche alternative (sur la base de la méthode de l'exposition initiale)	-	-
5	Total des opérations soumises aux exigences de fonds propres pour risque de CVA	117 703	106 973

4.4 Techniques de réduction du risque de crédit et de contrepartie

INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LES TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (EU CRC)

Dispositif de gestion des sûretés réelles reçues

Les principales catégories de sûreté réelle prises en compte par l'établissement sont décrites dans la partie "Gestion des risques – Risque de crédit – Garanties reçues et sûretés".

Les sûretés font l'objet d'une analyse spécifique à l'octroi afin d'apprécier la valeur de l'actif, sa liquidité, sa volatilité, la corrélation entre la valeur de la sûreté et la qualité de la contrepartie financée. Quelle que soit la qualité de la sûreté, le premier critère de décision reste la capacité de remboursement du débiteur, générée par son activité opérationnelle, à l'exception de certains financements de négoce.

Pour les sûretés financières, un taux de couverture minimal de l'exposition par la sûreté est généralement inclus dans les contrats, avec des clauses de réajustement. Leur valorisation est réactualisée en fonction de la fréquence des appels de marge et des conditions de variabilité de la valeur des actifs financiers apportés en sûreté ou trimestriellement à minima.

Le taux de couverture minimal (ou la décote appliquée à la valeur de la sûreté dans les traitements en vertu du Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 (CRR) et de la Directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014) est déterminé à l'aide de la mesure de la dérive pseudo-maximale de la valeur des titres à la date de revalorisation. Cette mesure est calculée avec un intervalle de confiance de 99 % pour un horizon de temps qui couvre la période entre chaque revalorisation, le délai entre la date de défaut et le début de la cession des titres et la durée de la liquidation. Cette décote intègre aussi le risque d'asymétrie des devises lorsque les titres et l'exposition couverte sont libellés dans des devises différentes. Des décotes supplémentaires sont appliquées lorsque la taille de la position en actions laisse présager une cession par bloc ou lorsque le débiteur et l'émetteur des titres appartiennent à un même groupe de risque.

D'autres types d'actifs peuvent constituer la sûreté réelle. C'est notamment le cas pour certaines activités telles que le financement d'actifs dans le domaine de l'aéronautique, du maritime, de l'immobilier ou du négoce de matières premières. Ces métiers sont pratiqués par des middle office dont l'expertise repose en particulier sur la valorisation des actifs financés.

Fournisseurs de protection

Deux grands types de garantie sont principalement utilisés (hors garanties intragroupe) : les assurances de crédit export souscrites par la Banque et les garanties inconditionnelles de paiement.

Les principaux fournisseurs de garantie personnelle (hors dérivés de crédit) sont les agences de crédit export qui relèvent pour la plupart du risque souverain. Les plus importantes agences sont la BPI (France), Euler Hermès (Allemagne) et Sace SPA (Italie).

Utilisation par le Crédit Agricole des techniques de réduction de risque en couverture de certains de ses engagements vis-à-vis de tiers

Crédit Agricole peut recourir également à des techniques de réduction de risque pour couvrir certaines de ses opérations vis-à-vis de tiers, notamment des opérations de refinancement. Ces dernières peuvent contenir une clause de collatéralisation supplémentaire en cas de dégradation de la qualité de crédit de Crédit Agricole S.A entité sociale. A titre d'illustration, à fin 2021, en cas de baisse d'un cran de la notation de cette qualité de crédit, le Groupe devrait remettre aux contreparties de ces opérations de refinancement un supplément global de sûretés de 287 millions d'euros.

Dérivés de crédit utilisés en couverture

Ces techniques sont présentées dans le chapitre « Gestion des risques » du RFA partie 4 risque de crédit II.4.3 « Risque de crédit – Mécanismes de réduction du risque de crédit – Utilisation de dérivés de crédit ».

- Compensation au bilan et hors bilan, se reporter au chapitre Gestion des risques du RFA dans la section 4 risque de crédit. II.4 au paragraphe 4.2 « Utilisation de contrats de compensation » ;
- Évaluation et gestion des sûretés éligibles, se reporter chapitre Gestion des risques du RFA dans la section 4 risque de crédit II.4 « Mécanismes de réduction du risque de crédit » ;
- Réduction des concentrations de risque via des opérations d'atténuation du risque de crédit, se reporter chapitre Gestion des risque du RFA respectivement aux sections 4 risque de Crédit .II.3 « Dispositif de surveillance des engagements » et II.4 « Mécanismes de réduction du risque de crédit » au paragraphe 4.3 « Utilisation de dérivés de crédit ».

APERÇU DES TECHNIQUES DE RÉDUCTION DU RISQUE DE CRÉDIT (EU CR3)

31/12/2024		Valeur comptable non garantie	Valeur comptable garantie	Dont garantie par des sûretés	Dont garantie par des garanties financières	Dont garantie par des dérivés de crédit
(en milliers d'euros)						
1	Prêts et avances	10 320 987	19 009 388	8 779 762	10 229 626	-
2	Titres de créance	2 285 967	-	-	-	
3	Total	12 606 954	19 009 388	8 779 762	10 229 626	-
4	Dont expositions non performantes	114 720	334 988	155 507	179 481	-
EU-5	Dont en défaut	-	-			

EXPOSITIONS SUR DERIVES DE CREDIT (CCR6)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par la publication du tableau CCR6 Expositions sur dérivés de crédit »

4.5 Expositions sur actions du portefeuille bancaire

Les expositions sur actions du groupe Crédit Agricole, hors portefeuille de négociation, sont constituées de titres détenus “conférant des droits résiduels et subordonnés sur les actifs ou le revenu de l’émetteur ou qui présentent une nature économique similaire”. Il s’agit principalement :

- Des actions cotées et non cotées et des parts dans des fonds d’investissements ;
- Des options implicites des obligations convertibles, remboursables ou échangeables en actions ;
- Des options sur actions ;
- Des titres super subordonnés.

Les techniques comptables et les méthodes de valorisation utilisées sont décrites dans l’annexe 1.2 aux états financiers “Principes et méthodes comptables”.

MONTANT DES EXPOSITIONS BRUTES ET DES VALEURS EXPOSÉES AU RISQUE EN MÉTHODE NOTATION INTERNE (EU CR10.5)

31/12/2024 Catégories (en milliers d'euros)	Exposition au bilan	Exposition hors bilan	Pondération de risque	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré	Montant des pertes anticipées
Expositions sur capital- investissement	-	-	190%	-	-	-
Expositions sur actions cotées	291 907	-	290%	291 907	846 529	2 335
Autres expositions sur actions	608 989	-	370%	608 985	2 253 245	14 616
Total	900 896	-		900 892	3 099 774	16 951

Le montant des expositions sur actions (bilan et hors bilan) traité en approche notation interne s’élève à 900 892 milliers d’euros au 31 décembre 2024 (contre 815 687 milliers d’euros au 31 décembre 2023).

Par ailleurs, le montant des expositions sur actions traité en méthode standard s’élève à 15 600 K€ au 31/12/2024 et à un montant de RWA de 15 600 K€ d’euros au 31/12/2024.

4.6 Expositions de titrisation

4.6.1 Valeurs exposées aux risques des titrisations du portefeuille bancaire génératrices d’emplois pondérés

INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LES EXPOSITIONS DE TITRISATION (EU SECA)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE (SEC1)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES REGLEMENTAIRES ASSOCIEES – BANQUE AGISSANT COMME EMETTEUR OU MANDATAIRE (SEC3)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES REGLEMENTAIRES ASSOCIEES – BANQUE AGISSANT COMME INVESTISSEUR (SEC4)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

EXPOSITIONS TITRISÉES PAR L'ÉTABLISSEMENT - EXPOSITIONS EN DÉFAUT ET AJUSTEMENT DU RISQUE DE CRÉDIT (SEC5)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (SEC2)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par les publications des tableaux des expositions de Titrisation dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

4.7 Risques de marché

INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LE RISQUE DE MARCHÉ (EU MRA)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par la publication des tableaux et commentaires liés au risque de marché dont les montants ne sont pas significatifs.

4.7.1 Expositions aux risques de marché du portefeuille de négociation

EMPLOIS PONDÉRÉS DES EXPOSITIONS EN MÉTHODE STANDARD (EU MR1)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par les publications des tableaux et commentaires liés au risque marché dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

4.7.2 Expositions en méthode modèle interne

RISQUE DE MARCHÉ DANS LE CADRE DE L'APPROCHE DU MODÈLE INTERNE (EU MR2-A)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par les publications des tableaux et commentaires liés au risque marché dont les montants à publier ne sont pas significatifs.

ETAT DES FLUX D'APR RELATIFS AUX EXPOSITIONS AU RISQUE DE MARCHE DANS LE CADRE DE L'APPROCHE DE MODÈLE INTERNE (EU MR2-B)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par la publication Du tableau MR2-B « Etat des flux d'APR relatifs aux expositions au risque de marche dans le cadre de l'approche de modèle interne ».

4.7.3 Valeurs résultantes de l'utilisation des modèles internes

EXIGENCES DE PUBLICATION D'INFORMATIONS QUALITATIVES POUR LES ÉTABLISSEMENTS UTILISANT UNE AMI (EU MRB)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par la publication du tableau MR2B « Exigences de publication d'information qualitatives pour les établissements utilisant une approche des modèles internes (AMI).

VALEUR DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION SELON L'APPROCHE DES MODÈLES INTERNES (AMI) (MR3)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par la publication du tableau MR3 « Valeur du portefeuille de négociation selon l'approche des modèles internes (AMI) ».

4.7.4 Backtesting du modèle de VAR (MR4)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par la publication du tableau MR4 « Backtesting du modèle de VAR ».

4.8 Risque opérationnel

INFORMATIONS QUALITATIVES SUR LE RISQUE OPÉRATIONNEL (EU ORA)

Méthodologie de calcul des fonds propres en méthode avancée

Le groupe Crédit Agricole a obtenu l'autorisation de l'ACPR pour utiliser, au 1er janvier 2008, la méthode avancée (AMA - Advanced Measurement Approach) pour le calcul des exigences de fonds propres réglementaires au titre du risque opérationnel pour les principales entités du Groupe. Les autres entités du Groupe utilisent l'approche standard, conformément à la réglementation.

Le champ d'application de la méthode avancée et de la méthode standard ainsi que la description de la méthodologie avancée sont présentés dans la partie "Gestion des risques – Risques opérationnels – Méthodologie".

a. Organisation et dispositif de surveillance

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, décliné dans la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, comprend les composantes suivantes, communes à l'ensemble du Groupe.

Organisation et gouvernance de la fonction Gestion des risques opérationnels

- Supervision du dispositif par la Direction générale (via le Comité de Contrôle Interne et Comité des risques)
- Mission des managers des unités opérationnelles et du manager Risques opérationnels en matière de pilotage en local du dispositif de maîtrise des risques opérationnels ;
- Responsabilité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine dans la maîtrise de ses risques ;
- Corpus de normes et procédures ;
- Déclinaison de la démarche groupe Crédit Agricole d'appétit pour le risque intégrant le risque opérationnel.

Identification et évaluation qualitative des risques à travers des cartographies

Les cartographies sont réalisées annuellement par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine et exploitées avec une validation des résultats et plans d'action associés en Comité de contrôle interne et une présentation en Comité des Risques du Conseil d'Administration.

Elles sont complétées par la mise en place d'indicateurs de risque permettant la surveillance des processus les plus sensibles.

Collecte des pertes opérationnelles et remontée des alertes pour les incidents sensibles et significatifs, avec une consolidation dans une base de données permettant la mesure et le suivi du coût du risque.

La fiabilité et la qualité des données collectées font l'objet de contrôles systématiques en local et en central.

Un reporting réglementaire est réalisé sur les exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel sur la base des calculs réalisés en central.

Production trimestrielle d'un tableau de bord des risques opérationnels par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine permettant un suivi des indicateurs en Comité de Contrôle Interne et en Comité des Risques.

Outils

La plateforme outil RCP Groupe (Risque et contrôle permanent) réunit les quatre briques fondamentales du dispositif (collecte des pertes, cartographie des risques opérationnels, contrôles permanents et plans d'action) partageant les mêmes référentiels et permettant un lien entre dispositif de cartographie et dispositif de maîtrise de risque (contrôles permanents, plans d'actions, etc.).

L'utilisation depuis 2020 de l'outil groupe de Work Flow des scénarios majeurs vise à :

- Faciliter la gestion des campagnes de cotations des scénarios majeurs en réduisant au maximum le nombre d'échanges entre les entités et le Central DRG
- Alléger le dispositif et augmenter le contrôle qualité en automatisant des contrôles
- Disposer d'une piste d'audit sécurisée authentifiée (traçabilité des actions réalisées par les différents intervenants)

Par ailleurs, les risques liés aux prestations critiques ou importantes (PCI) sont intégrés dans chacune des composantes du dispositif Risque opérationnel. Les prestations critiques ou importantes (PCI) font l'objet d'un suivi au travers du registre Groupe EASY. Un dispositif de contrôle adapté est déployé pour l'ensemble des prestations critiques ou importantes (PCI), dont les résultats font l'objet d'un reporting trimestriel en Comité de Directions. En outre, le Comité de Contrôle Interne, le Comité des risques et le Conseil d'Administration sont informés sur la gestion des risques dans le cadre du rapport annuel et semestriel de contrôle interne.

b. Méthodologie

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine utilise l'approche des mesures avancées (AMA). L'utilisation de l'AMA a été validée par l'Autorité de contrôle prudentiel en 2007. Pour les filiales du périmètre de surveillance consolidé, restant en méthode standard (TSA), les coefficients de pondération réglementaires utilisés pour le calcul d'exigence en fonds propres sont ceux préconisés par le Comité de Bâle (pourcentage du produit net bancaire en fonction des lignes métiers).

Méthodologie de calcul des exigences de fonds propres en méthode AMA

La méthode AMA de calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel a pour objectifs principaux :

- D'inciter à une meilleure maîtrise du coût du risque opérationnel ainsi qu'à la prévention des risques exceptionnels des différentes entités du Groupe ;
- De déterminer le niveau de fonds propres correspondant aux risques mesurés ;
- De favoriser l'amélioration de la maîtrise des risques dans le cadre du suivi des plans d'actions.

Les dispositifs mis en place dans le Groupe visent à respecter l'ensemble des critères qualitatifs (intégration de la mesure des risques dans la gestion quotidienne, indépendance de la fonction Risques, déclaration périodique des expositions au risque opérationnel, etc.) et des critères quantitatifs Bâle 3 (intervalle de confiance de 99,9 % sur une période d'un an ; prise en compte des données internes, des données externes, d'analyses de scénarios et de facteurs reflétant l'environnement ; prise en compte des facteurs de risque influençant la distribution statistique, etc.).

Le modèle AMA de calcul des fonds propres repose sur un modèle actuariel unique de type **Loss Distribution Approach**.

Les facteurs internes (évolution du profil de risque de l'entité) sont pris en compte en fonction :

- De l'évolution de l'entité (organisationnelle, nouvelles activités...) ;
- De l'évolution des cartographies de risques ;

- D'une analyse de l'évolution de l'historique de pertes internes et de la qualité du dispositif de maîtrise du risque au travers notamment du dispositif de contrôles permanents.

S'agissant des facteurs externes, le Groupe utilise :

- La base externe consortiale ORX Insight à partir de laquelle une veille est réalisée sur les incidents observés dans les autres établissements ;
- Les bases externes publiques SAS OpRisk et ORX News pour :
- Sensibiliser les entités aux principaux risques survenus dans les autres établissements,
- Aider les experts à la cotation des principales vulnérabilités du Groupe (scénarios majeurs).

Les principes qui ont gouverné la conception et la mise au point du modèle sont les suivants :

- Intégration dans la politique de risques ;
- Pragmatisme, la méthodologie devant s'adapter aux réalités opérationnelles ;
- Caractère pédagogique, de manière à favoriser l'appropriation par la Direction générale et les métiers ;
- Robustesse, capacité du modèle à donner des estimations réalistes et stables d'un exercice à l'autre.

Un comité semestriel de *backtesting* du modèle AMA (*Advanced Measurement Approach*) est en place et se consacre à analyser la sensibilité du modèle aux évolutions de profil de risques des entités. Chaque année, ce comité identifie des zones d'améliorations possibles qui font l'objet de plans d'action.

Le dispositif et la méthodologie Risques opérationnels ont fait l'objet de missions d'audit externe de la BCE en 2015 et 2016 et 2017. Ces missions ont permis de constater les avancées du Groupe, mais aussi de compléter l'approche prudentielle relative aux risques émergents (cyber risk, conformité/conduct risk).

c. Assurance et couverture des risques opérationnels

La couverture du risque opérationnel de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine par les assurances est mise en place dans une perspective de protection de son bilan et de son compte de résultat. Pour les risques de forte intensité, des polices d'assurance sont souscrites par Crédit Agricole S.A. pour son propre compte et celui de ses filiales auprès des grands acteurs du marché de l'assurance et par la CAMCA pour les Caisses régionales. Elles permettent d'harmoniser la politique de transfert des risques relatifs aux biens et aux personnes et la mise en place de politiques d'assurances différenciées selon les métiers en matière de responsabilité civile professionnelle et de fraude. Les risques de moindre intensité sont gérés directement par les entités concernées.

En France, les risques de responsabilité civile vis à vis des tiers sont garantis par des polices de Responsabilité Civile Exploitation, Générale, Professionnelle. Il est à noter que les assurances de dommages aux biens d'exploitation (immobiliers et informatiques) incorporent également une garantie des recours des tiers pour tous les immeubles exposés à ces risques.

Les polices MRB (y compris Frais supplémentaires), Cyber et RC (notamment la RC exploitation, Courtage, Professionnelle du Banquier) ont été renouvelées au 1er janvier 2022.

Les polices "éligibles Bâle 2" sont ensuite utilisées au titre de la réduction de l'exigence de fonds propres au titre du risque opérationnel (dans la limite des 20 % autorisés).

Les risques combinant une faible intensité et une fréquence élevée, qui ne peuvent être assurés dans des conditions économiques satisfaisantes, sont conservés sous forme de franchise ou mutualisés au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.

EXIGENCES DE FONDS PROPRES ET MONTANTS DE RWA AU TITRE DU RISQUE OPÉRATIONNEL (EU OR1)

Activités bancaires		Indicateur pertinent			Exigences de fonds propres	Montant d'exposition au risque
		Exercice N-3	Exercice N-2	Précédent exercice		
010	Activités bancaires en approche élémentaire (BIA)	-	-	-	-	-
020	Activités bancaires en approche standard (TSA) / en approche standard de remplacement (ASA)	-	-	-	2 143	26 785
	<u>En approche standard (TSA) :</u>	-	-	-		
030	Financement des entreprises (CF)	-	-	-		
040	Négociation et vente institutionnelle (TS)	-	-	-		
050	Courtage de détail (RBr)	-	-	-		
060	Banque commerciale (CB)	-	-	-		
070	Banque de détail (RB)	22 888	7 865	22 817		
080	Paiement et règlement (PS)	-	-	-		
090	Services d'agence (AS)	-	-	-		
100	Gestion d'actifs (AM)	-	-	-		
	<u>En approche standard de remplacement (ASA) :</u>					
110	Banque commerciale (CB)	-	-	-		
120	Banque de détail (RB)	-	-	-		
130	Activités bancaires en approche par mesure avancée (AMA)	644 890	620 877	581 526	51 631	645 385

5. RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ

5.1 Gestion du Risque de Liquidité

INFORMATIONS QUALITATIVES SUR RISQUE DE LIQUIDITÉ (EU LIQA)

5.1.1 Stratégie et processus de gestion du risque de liquidité

La stratégie mise en œuvre par la Caisse Régionale d'Aquitaine en matière de gestion du risque de liquidité s'articule autour de quelques grands principes qui s'appuie sur ceux du Groupe Crédit Agricole :

- Une structure de financement qui minimise le risque et des coussins de liquidité conséquents, destinés à permettre au Groupe de faire face à une éventuelle crise de liquidité.
- Une gestion prudente du risque de liquidité.
- Un dispositif robuste de pilotage et d'encadrement du risque de liquidité.

La Caisse Régionale s'assure de la diversification de ses sources de financement de marché via des indicateurs dédiés, à la fois pour le court et le long terme en lien avec le dispositif du Groupe. La diversification porte sur la catégorie de contrepartie (différents acteurs de marché, clientèle retail et corporate).

5.1.2 Structure et organisation de la fonction de gestion du risque de liquidité

Le pilotage du risque de liquidité est assuré par le service Trésorerie et gestion financière intégré à la Direction financière et développement immobilier de la Caisse régionale.

Les principales décisions et dispositions de gestion du risque de liquidité sont validées en Comité financier.

Les orientations de gestion, l'encadrement, et la gestion du risque de liquidité sont validées par le Conseil d'Administration sur proposition du Comité financier. Ces éléments sont formalisés dans la Politique financière révisée annuellement.

Les contrôles permanents assurent un second regard sur la gestion du risque de liquidité. Ces contrôles sont réalisés par le Contrôle Comptable et Financier (2.1) et le contrôleur permanent Comptable et Financier (2.2).

5.1.3 Centralisation de la liquidité et interactions intra-groupe

La gestion de la liquidité au sein du Groupe Crédit Agricole est centrée sur Crédit Agricole S.A. qui joue le rôle de banque pivot pour les autres entités du Groupe. Les flux financiers et l'accès aux marchés financiers transitent donc majoritairement par Crédit Agricole S.A. Les opérations auprès de CASA sont principalement des emprunts en blanc, des avances (miroirs, globales et spécifiques) et le Compte Courant de Trésorerie (CCT).

La Caisse Régionale a aussi un accès direct aux marchés via l'émission de NEU CP et NEU MTN dans le cadre d'un programme déposé annuellement à la Banque de France.

5.1.4 Systèmes de reporting et de mesure du risque de liquidité

Dans la pratique, le suivi du risque de liquidité s'effectue via un outil centralisé commun à toutes les entités qui font partie du périmètre de suivi du risque de liquidité du Groupe (Outil NewDeal).

Via un plan de comptes adapté au suivi du risque de liquidité, cet outil permet d'identifier les compartiments homogènes du bilan du Groupe et de chacune de ses entités. Cet outil véhicule également l'échéancier de chacun de ces compartiments. En production depuis 2013, il mesure sur base mensuelle les différents indicateurs normés par le Groupe :

- Les indicateurs dits « du modèle interne de liquidité » : bilan de liquidité, réserves, stress scénarios, concentration du refinancement court terme et long terme, etc.
- Les indicateurs réglementaires : LCR, NSFR, ALMM.

Ce dispositif est complété d'outils de gestion apportant une vision quotidienne de certains risques (production quotidienne du LCR, suivi quotidien de CCT et de la limite de refinancement à court terme).

La gestion de la liquidité est également intégrée au processus de planification du Groupe. Ainsi le bilan est projeté, notamment dans le cadre des exercices budgétaires / Plan moyen terme.

5.1.5 Couverture du risque de liquidité

Les politiques d'atténuation du risque de liquidité mises en œuvre par le Groupe Crédit Agricole consistent à maîtriser les sorties de liquidité qui se matérialiseraient en période de crise. Ces éléments sont repris par la Caisse Régionale d'Aquitaine. Cela passe essentiellement par le fait de :

- Disposer d'une structure de bilan solide, privilégiant le refinancement moyen long terme et limitant le recours au refinancement court terme. A ce titre la Caisse Régionale en lien avec les exigences du Groupe s'est fixé un objectif de gestion en matière de Position en Ressources Stables et d'une limite en matière de refinancement court terme net.
- Limiter la concentration du refinancement par échéances,
- Diversifier ses sources de refinancement de marché.

Les politiques de couverture du risque de liquidité visent à disposer d'actifs liquéfiables à court terme, afin de pouvoir faire face à des sorties significatives de liquidité en période de crise de liquidité. Ces actifs sont constitués principalement de :

- Dépôts en banque centrale (essentiellement auprès de la BCE),
- Titres de très bonne qualité, liquides et sujets à un faible risque de variation de valeur,
- Et créances mobilisables en banque centrale.

5.1.6 Plan d'urgence liquidité

Crédit Agricole S.A. dispose d'un Plan d'urgence à mettre en œuvre en cas de crise de liquidité. Ce Plan d'urgence du Groupe s'applique sur le périmètre des entités encadrées par le système de gestion et d'encadrement du risque de liquidité du Groupe Crédit Agricole et à la Caisse Régionale. Il comporte trois niveaux, déclenchés selon la sévérité de la situation de crise :

- Jaune : la situation nécessite une surveillance accrue et des mesures de faible ampleur.
- Orange : la situation nécessite la mise en œuvre de moyens inhabituels pour faire face à la crise.

- Rouge : la situation nécessite la mise en œuvre de moyens exceptionnels pour faire face à la crise.

Depuis 2011, ce plan d'urgence a été décliné au sein de la Caisse régionale selon les attendus exprimés par le Groupe Crédit Agricole, en réponse aux évolutions réglementaires.

Un mode opératoire du plan d'urgence liquidité a été validé par le Conseil d'Administration du 26/02/2021.

Il s'articule autour de :

- la constitution d'un comité de crise convoqué par la Direction Générale de la Caisse Régionale et qui devient l'instance décisionnelle dès lors que le niveau orange du plan d'urgence CASA.
- d'une stratégie de réduction des réserves de liquidité si Crédit Agricole S.A. en fait la demande
- d'une procédure de suivi des flux permettant au comité de crise d'être informé de manière hebdomadaire voire quotidienne des indicateurs lui permettant d'apprécier l'ampleur de la crise de liquidité et convenir des communications et actions à mettre en œuvre.

A noter, que la Caisse Régionale d'Aquitaine a réalisé des tests de liquéfaction du portefeuille de réserves sur l'année 2024.

5.1.7 Stress-tests liquidité

L'établissement s'assure qu'il dispose d'un volant d'actifs liquides suffisant pour faire face aux situations de crise de liquidité. Il s'agit notamment de titres liquides sur le marché secondaire, de titres susceptibles d'être mis en pension, ou bien encore de titres ou de créances mobilisables auprès des Banques Centrales (via le Groupe Crédits Agricole).

Le Groupe se fixe des seuils de tolérance en termes de durée de survie sur les 3 scénarios suivants :

- Un scénario de crise dit systémique correspondant à une crise sur le marché du refinancement. La durée de survie est fixée à un an.
- Un scénario de crise dit idiosyncratique correspondant à une crise sévère bien que de moindre envergure que le scénario de crise globale notamment parce que la liquidité de marché des actifs n'est pas impactée. La durée de survie est fixée à trois mois.
- Un scénario de crise dit global correspondant à une crise brutale et sévère, à la fois spécifique à l'établissement c'est-à-dire affectant sa réputation, et systémique c'est-à-dire affectant l'ensemble du marché du financement. La durée de survie est fixée à un mois.

En pratique, ces stress tests sont réalisés en appliquant un jeu d'hypothèses au bilan de liquidité : le test est considéré « passé » si les actifs liquides permettent de maintenir une liquidité positive sur toute la période de stress.

5.1.8 Pilotage et gouvernance

L'appétence au risque de liquidité est définie chaque année par la gouvernance dans le Risk Appetite Framework, qui traduit le niveau de risque accepté par le Groupe. Cela se matérialise par des seuils d'alerte et des limites sur les indicateurs clé du dispositif de suivi du risque de liquidité :

- Le LCR et le NSFR, pilotés avec une marge de manœuvre par rapport aux exigences réglementaires (soit un seuil d'appétence pour le LCR à 110%).
- Les indicateurs internes, tels que la Position en Ressources Stables (PRS), les scénarios de crise de liquidité et les réserves de liquidité font également l'objet de seuils d'alerte et limites.

Principaux indicateurs d'appétence et de gestion du risque de liquidité suivis par la Caisse Régionale d'aquitaine au 31/12/2024 :

	LCR	NSFR	PRS	Stress	Consommation de limite Court Terme	Concentration des échéances MLT	Réserves (vision modèle interne)
Indicateurs d'appétence aux risques	113,2 %	108.86 %	1 599 M€	✓ Global > 0 ✓ Systémique > 0 ✓ Idiosyncratique > 0	37% de la limite court terme		
Indicateurs de gestion du risque de liquidité	113,2 %	108.86 %	1 599 M€	✓ Global > 0 ✓ Systémique > 0 ✓ Idiosyncratique > 0	37% de la limite court terme	< à 1.8% des encours de crédits par semestres	5 271 M€

Le dispositif de pilotage interne est complété par d'autres mesures du risque de liquidité (concentration des échéances du refinancement moyen long terme, réserves de liquidité, consommation de la limite de refinancement court terme) suivies par la Caisse Régionale d'Aquitaine.

En 2025, la Caisse Régionale intégrera la mesure de son besoin total de financement de marché (BTFM) dans le cadre de son appétence aux risques avec un niveau repère à respecter.
La Caisse Régionale d'Aquitaine valide une fois par an le dispositif global d'appétence aux risques qui intègre les éléments d'appétence au risque de liquidité.

Au cours de sa séance du 26 avril 2024 le Conseil d'administration de la Caisse Régionale du Crédit Agricole d'Aquitaine a estimé, sur la base de l'ensemble des informations qui lui ont été soumises, lui permettant en particulier, d'appréhender la manière dont le profil de risque de l'établissement interagit avec le niveau de tolérance, que les dispositifs de gestion des risques (dont fait partie le risque de liquidité) mis en place par la Caisse Régionale du Crédit Agricole d'Aquitaine sont appropriés eu égard à son profil et à sa stratégie.

Par ailleurs, le Groupe Crédit Agricole établit annuellement une déclaration concernant l'adéquation des dispositifs de gestion du risque de liquidité, assurant que les systèmes de gestion de risque de liquidité mis en place sont adaptés au profil et à la stratégie du Groupe. Cette déclaration, approuvée par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole SA, est adressée à la Banque Centrale Européenne, en tant que superviseur du Groupe.

RATIO RÉGLEMENTAIRE DE COUVERTURE EN BESOIN DE LIQUIDITE COURT TERME _ LIQUIDTY COVERAGE RATIO - LCR (EU LIQ1)

A noter : les ratios LCR moyens reportés dans le tableau ci-dessus correspondent désormais à la moyenne arithmétique des 12 derniers ratios de fins de mois déclarés sur la période d'observation, en conformité avec les exigences du règlement européen CRR2

		Valeur totale non pondérée (moyenne)		Valeur totale pondérée (moyenne)	
(en milliers d'euros)					
EU 1a	TRIMESTRE SE TERMINANT LE	31/12/2024	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2024
EU 1b	Nombre de points de données utilisés pour le calcul des moyennes	12	12	12	12
ACTIFS LIQUIDES DE QUALITÉ ÉLEVÉE (HQLA)					
1	Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)			2 012 379	2 197 242
SORTIES DE TRÉSORERIE					
2	Dépôts de la clientèle de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont :	9 047 627	8 932 788	495 533	521 910
3	Dépôts stables	5 632 469	5 757 723	281 623	287 886
4	Dépôts moins stables	3 415 158	3 175 065	213 910	234 024
5	Financements de gros non garantis	1 946 963	2 247 439	1 121 907	1 249 196
6	<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux de banques coopératives</i>	573 849	715 229	130 190	164 000
7	Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	1 335 405	1 496 585	954 008	1 049 570
8	Créances non garanties	37 708	35 625	37 708	35 625
9	Financements de gros garantis			-	-
10	Exigences complémentaires	1 957 450	2 086 665	571 711	575 598
11	Sorties liées à des expositions sur dérivés et autres exigences de sûretés	424 357	417 472	424 357	417 472
12	Sorties liées à des pertes de financement sur des produits de créance	-	-	-	-
13	Facilités de crédit et de liquidité	1 533 093	1 669 193	147 354	158 126
14	Autres obligations de financement contractuelles	7 279	18 963	7 279	18 963

		Valeur totale non pondérée (moyenne)		Valeur totale pondérée (moyenne)	
(en milliers d'euros)					
15	Autres obligations de financement éventuel	1 190	36 147	1 190	36 147
16	TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE			2 197 619	2 401 813

		Valeur totale non pondérée (moyenne)		Valeur totale pondérée (moyenne)	
ENTRÉES DE TRÉSORERIE					
17	Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)	-	-	-	-
18	Entrées provenant d'expositions pleinement performantes	945 225	947 945	440 182	458 704
19	Autres entrées de trésorerie	14 825	18 812	14 825	18 812
EU-19a	(Différence entre le total des entrées de trésorerie pondérées et le total des sorties de trésorerie pondérées résultant d'opérations effectuées dans des pays tiers où s'appliquent des restrictions aux transferts, ou libellées en monnaie non convertible)			-	-
EU-19b	(Excédent d'entrées de trésorerie provenant d'un établissement de crédit spécialisé lié)			-	-
20	TOTAL ENTRÉES DE TRÉSORERIE	960 051	966 757	455 008	477 517
EU-20a	Entrées de trésorerie entièrement exemptées	-	-	-	-
EU-20b	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 90 %	-	-	-	-
EU-20c	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75 %	960 051	966 757	455 008	477 517
VALEUR AJUSTÉE TOTALE					
21	COUSSIN DE LIQUIDITÉ			2 012 379	2 197 242
22	TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE NETTES			1 742 612	1 924 296
23	RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ			1.16	1.14

Explications sur les principaux facteurs des résultats du LCR et l'évolution de la contribution des composants du LCR au fil du temps

L'année 2024 est marquée par une poursuite de l'objectif d'amélioration des réserves LCR et une sécurisation constante du ratio avec un objectif de pilotage du ratio autour de 110%.

Dans ce cadre le niveau de réserves LCR a diminué en lien avec la baisse des outflows (diminution des hors bilan et de la collecte non échéancées).

Les inflows augmentent mais l'impact est plus marginal sur le ratio LCR.

Explications sur les évolutions du LCR au fil du temps

Le niveau du ratio LCR reste sur un niveau satisfaisant sur l'année 2024.

Explications sur la concentration actuelle des sources de financement

Les sources de financement sont pour 74% des dépôts de clients Retail (DAV et DAT) et pour 26% des dépôts de clientèles corporates et financières (Financement de gros non garanti).

Les financements de la clientèle corporates et financières (Financement de gros non garanti) pèsent plus dans les outflows du ratio LCR car ces dépôts sont majoritairement non opérationnels.

Cette typologie de concentration des sources de financement reste cependant stable dans le temps.

Description détaillée de la composition du coussin de liquidité de l'établissement.

Au 31/12/2024, la composition du coussin de liquidité est la suivante :

- 75% de réserves de niveau 1 avec une part de 24% de comptes banques/Caisses et 76% de titres.
- 16% de réserves de niveau 1B sous forme de titres
- 2% de réserves de niveau 2A sous forme de titres
- 7% de réserves de niveau 2B sous forme de titres

Expositions aux dérivés et appels de garantie potentiels

L'exposition liée aux dérivés et aux appels de garanties potentiels diminue globalement sur l'année (-13% sur l'année) mais avec des disparités : Les encours de Hors bilan diminuent fortement (-16% sur l'année) en lien avec la baisse des encours de crédits alors les encours liés aux expositions sur les dérivés restent stables sur l'année (+0%).

Inadéquation des devises dans le LCR

La Caisse régionale n'a pas de devises significatives.

Autres éléments du calcul du LCR qui ne sont pas saisis dans le modèle de déclaration du LCR mais que l'établissement considère comme pertinents pour son profil de liquidité

Au 31/12/2024, les inflows augmentent de 14% sur l'année mais le poids des inflows reste plus marginal dans le calcul du ratio LCR comparativement au poids des outflows.

**RATIO RÉGLEMENTAIRE DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ MOYEN/LONG-TERME
(NET STABLE FUNDING RATIO) - RATIO NSFR (EU LIQ2)**

31/12/2024

(en milliers d'euros)

31/12/2024		Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée
		Pas d'échéance	< 6 mois	6 mois à < 1an	≥ 1an	
(en milliers d'euros)						
Éléments du financement stable disponible						
1	Éléments et instruments de fonds propres	4 649 749	-	-	55 638	4 705 387
2	Fonds propres	4 649 749	-	-	55 638	4 705 387
3	Autres instruments de fonds propres		-	-	-	-
4	Dépôts de la clientèle de détail		9 662 568	-	-	9 006 640
5	Dépôts stables		6 206 586	-	-	5 896 257
6	Dépôts moins stables		3 455 982	-	-	3 110 384
7	Financement de gros :		6 051 566	995 261	12 296 103	14 437 094
8	Dépôts opérationnels		488 849	-	-	244 425
9	Autres financements de gros		5 562 717	995 261	12 296 103	14 192 670
10	Engagements interdépendants		-	-	-	-
11	Autres engagements :	-	1 380 150	-	-	-
12	Engagements dérivés affectant le NSFR	-				
13	Tous les autres engagements et instruments de fonds propres non inclus dans les catégories ci-dessus.		1 380 150	-	-	-
14	Financement stable disponible total					28 149 121
Éléments du financement stable requis						
15	Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)					178 262
EU-15a	Actifs grevés pour une échéance résiduelle d'un an ou plus dans un panier de couverture		567	4 574	5 923 819	5 039 616
16	Dépôts détenus auprès d'autres établissements financiers à des fins opérationnelles		33 231	-	-	16 616
17	Prêts et titres performants :		2 640 901	1 630 820	18 836 499	16 735 003
18	Opérations de financement sur titres performantes avec des clients financiers garanties par des actifs liquides de qualité élevée de niveau 1 soumis à une décote de 0 %.		-	-	-	-
19	Opérations de financement sur titres performantes avec des clients financiers garanties par d'autres actifs et prêts et avances aux établissements financiers		458 383	117 990	2 198 139	2 302 972
20	Prêts performants à des entreprises non financières, prêts performants à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts performants aux emprunteurs souverains et aux entités du secteur public, dont :	-	1 496 441	889 634	7 454 243	7 527 729
21	Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	-	2 640	2 962	53 734	37 728
22	Prêts hypothécaires résidentiels performants, dont :	-	676 267	617 201	8 907 665	6 661 415

31/12/2024

(en milliers d'euros)

		Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée
		Pas d'échéance	< 6 mois	6 mois à < 1an	≥ 1an	
23	Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit		503 126	484 911	8 011 383	5 746 860
24	Autres prêts et titres qui ne sont pas en défaut et ne sont pas considérés comme des actifs liquides de qualité élevée, y compris les actions négociées en bourse et les produits liés aux crédits commerciaux inscrits au bilan		9 810	5 995	276 452	242 887
25	Actifs interdépendants		-	-	-	-
26	Autres actifs:		1 360 030	64 882	2 811 595	3 759 953
27	Matières premières échangées physiquement				-	-
28	Actifs fournis en tant que marge initiale dans des contrats dérivés et en tant que contributions aux fonds de défaillance des CCP		-	-	-	-
29	Actifs dérivés affectant le NSFR		91			91
30	Engagements dérivés affectant le NSFR avant déduction de la marge de variation fournie		23 559			1 178
31	Tous les autres actifs ne relevant pas des catégories ci-dessus		1 336 380	64 882	2 811 595	3 758 685
32	Éléments de hors bilan		-	-	1 509 154	127 677
33	Financement stable requis total					25 857 127
34	Ratio de financement stable net (%)					108,86%

6. RISQUES DE TAUX D'INTÉRÊT GLOBAL

Conformément à l'article 448 du règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 (dit « CRR 2 ») modifiant le règlement (UE) 575/2013, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est assujettie à la publication d'informations relatives au risque de taux d'intérêt.

6.1 Informations qualitatives sur la gestion du risque de taux des activités du portefeuille bancaire

EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT POUR LES POSITIONS NON DÉTENUES DANS LE PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (IRRBBA)

6.1.1 Définition du risque de taux d'intérêt global

Le risque de taux du portefeuille bancaire se réfère au risque actuel ou potentiel d'une baisse des fonds propres ou des revenus de la banque résultant de mouvements adverses des taux d'intérêt qui affectent les positions de son portefeuille bancaire.

Le risque de taux se décompose en trois sous-types de risque :

- **Le risque directionnel** ou risque d'impasse résultant de la structure des échéances des instruments du portefeuille bancaire et reflétant le risque induit par le calendrier de révision des taux des instruments. L'ampleur du risque d'impasse varie selon que les changements de la structure à terme des taux évoluent constamment le long de la courbe des taux (risque parallèle) ou différemment par période (risque non parallèle) ;
- **Le risque de base** reflétant l'impact de variations relatives des taux d'intérêt pour des instruments financiers ayant des maturités similaires et valorisés avec des indices de taux d'intérêt différents ;
- **Le risque optionnel** résultant de positions dérivées ou bilantielles permettant à la banque ou son client de modifier le niveau et le calendrier des flux de trésorerie ; le risque optionnel est scindé en 2 catégories : risque optionnel automatique et risque optionnel comportemental.

Il est géré - notamment par la mise en place de couvertures - et fait l'objet d'un encadrement à l'aide de limites.

6.1.2 Stratégies de gestion et d'atténuation du risque de taux d'intérêt global

Objectif

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à stabiliser les marges futures de la banque contre les impacts défavorables d'une évolution adverse des taux d'intérêt.

Les variations de taux d'intérêt impactent la marge nette d'intérêt en raison des décalages de durée et de type d'indexation entre les emplois et les ressources. La gestion du risque de taux vise, par des opérations de bilan ou de hors bilan, à limiter la volatilité de cette marge.

Dispositif de limites et pratiques de couverture

Les limites mises en place au niveau de la banque permettent de borner la somme des pertes maximales actualisées sur les 30 prochaines années et le montant de perte maximale annuelle sur chacune des 10 prochaines années en cas de choc de taux.

Les règles de fixation des limites visent à protéger la valeur patrimoniale de la banque dans le respect des dispositions du Pilier 2 de la réglementation Bâle 3 en matière de risque de taux d'intérêt global et à limiter la volatilité dans le temps de la marge nette d'intérêt en évitant des concentrations de risque importantes sur certaines maturités.

Des limites approuvées par le Conseil d'administration de la Caisse régionale encadrent l'exposition au risque de taux d'intérêt global. Ces limites encadrent le risque de taux et, le cas échéant, le risque inflation et le risque de base.

La Caisse régionale assure à son niveau la couverture en taux des risques qui découlent de cette organisation financière par le biais d'instruments financiers de bilan ou de hors bilan, fermes ou optionnels.

Les règles applicables en France sur la fixation du taux du Livret A indexent une fraction de cette rémunération à l'inflation moyenne constatée sur des périodes de six mois glissants. La rémunération des autres livrets est également corrélée à la même moyenne semestrielle de l'inflation. La Caisse régionale est donc amenée à couvrir le risque associé à ces postes du bilan au moyen d'instruments (de bilan ou de hors bilan) ayant pour sous-jacent l'inflation.

Conduite de tests de résistance

Un dispositif interne trimestriel (ICAAP ou *internal capital adequacy assessment process*) vise ici à estimer le besoin en capital interne requis au titre du risque de taux que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine pourrait connaître. Celui-ci est mesuré selon deux approches, en valeur économique et en revenu.

L'impact en valeur économique est réalisé en tenant compte :

- Du risque de taux directionnel (calculé à partir des impasses) ;
- Du risque de taux optionnel automatique (équivalent delta et équivalent gamma des options de caps et de floors, principalement) ;
- Du risque comportemental (remboursements anticipés sur les crédits à taux fixe, notamment) ;
- D'une consommation potentielle des limites sur l'exposition en risque de taux

L'impact en revenu est calculé à partir des simulations de marge nette d'intérêt (cf. infra).

Ce dispositif interne est complété de tests de résistance (ou stress test) réglementaires pilotés par l'Autorité Bancaire Européenne. Cet exercice est réalisé périodiquement au sein du groupe Crédit Agricole au niveau de consolidation le plus élevé ; la Caisse régionale y contribue en tant qu'entité appartenant au périmètre de consolidation visé. Le risque de taux fait partie des risques soumis à ce type d'exercice.

Rôle de l'audit indépendant

Un système de contrôle à trois niveaux et indépendant est mis en place de façon à s'assurer de la robustesse du dispositif :

- Le dispositif de mesure du risque de taux d'intérêt global fait l'objet d'un processus de contrôle permanent ;
- La Direction des risques de la Caisse régionale émet un avis sur les processus d'encadrement et les nouveaux produits ;
- L'audit interne assure des inspections régulières dans les différents départements.

Rôle et pratiques du comité financier

La Caisse régionale gère son exposition sous le contrôle de son comité financier, dans le respect de ses limites et des normes du groupe Crédit Agricole.

Le comité financier de la Caisse régionale est présidé par le Directeur général et comprend plusieurs membres du Comité de direction ainsi que des représentants de la Direction des risques :

- Il examine les positions de la Caisse régionale ;
- Il examine le respect des limites applicables à la Caisse régionale ;
- Il valide les orientations de gestion s'agissant du risque de taux d'intérêt global proposées par le Département de gestion actif-passif.

De plus, la situation individuelle de la Caisse régionale au regard du risque de taux d'intérêt global fait l'objet d'un examen trimestriel au sein du Comité des risques des Caisses régionales organisé par Crédit Agricole S.A.

Pratiques de la banque en matière de validation appropriée des modèles

Les modèles de gestion actif-passif des Caisses régionales sont élaborés au niveau national par Crédit Agricole S.A. Ils suivent le même circuit de validation au sein de la Caisse régionale et font l'objet d'une information à Crédit Agricole S.A. lorsqu'ils sont adaptés localement.

La pertinence des modèles est contrôlée annuellement, notamment par l'examen de données historiques ou des conditions de marché présentes. Ils font l'objet d'une revue indépendante (dite « second regard ») par la fonction risque de Crédit Agricole S.A. pour les modèles nationaux et par celle de la Caisse régionale pour les adaptations locales.

6.1.3 Indicateurs de mesure du risque de taux et périodicité de calcul

Le risque de taux d'intérêt global est quantifié à l'aide de mesures statiques et dynamiques.

Approche en valeur économique

La mesure du risque de taux s'appuie principalement sur le calcul de *gaps* ou impasses de taux.

Cette méthodologie consiste à échéancer dans le futur (selon une vision dite en extinction, dite « statique ») les encours à taux connu et les encours indexés sur l'inflation en fonction de leurs caractéristiques contractuelles (date de maturité, profil d'amortissement) ou d'une modélisation de l'écoulement des encours lorsque :

- Le profil d'échéancement n'est pas connu (produits sans échéance contractuelle tels que les dépôts à vue, les livrets ou les fonds propres) ;
- Des options comportementales vendues à la clientèle sont incorporées (remboursements anticipés sur crédits, épargne-logement...).

Les risques découlant des options automatiques (options de *caps* et de *floors*) sont, quant à eux, retenus dans les impasses à hauteur de leur équivalent delta. Une part de ces risques peut être couvert par des achats d'options.

Ce dispositif de mesures est décliné pour l'ensemble des devises significatives (CHF notamment).

Une sensibilité de la valeur économique de la banque restitue de façon synthétique l'impact qu'aurait un choc de taux sur le montant des impasses de taux définies ci-dessus. Cette sensibilité est calculée sur le taux et le cas échéant, sur l'inflation et sur le risque de base (chocs variables selon l'indice de référence).

Elles font chacune l'objet d'un encadrement sous la forme d'une limite qui ne peut dépasser un pourcentage des fonds propres prudentiels totaux.

Les impasses sont produites sur base mensuelle. Les sensibilités de valeur économique sont calculées avec la même fréquence.

Approche en revenu

Une approche en revenu complète cette vision bilancielle avec des simulations de marge nette d'intérêt projetées sur 3 années, intégrant des hypothèses de nouvelle production (approche dite « dynamique »). La méthodologie correspond à celle des stress tests conduits par l'EBA, à savoir une vision à bilan constant avec un renouvellement à l'identique des opérations arrivant à maturité.

Ces indicateurs de l'approche en revenu ne font pas l'objet d'un encadrement mais contribuent à la mesure de l'évaluation du besoin en capital interne au titre du risque de taux.

Cette mesure est effectuée trimestriellement.

6.1.4 Chocs de taux utilisés pour les mesures internes

Indicateurs relatifs à l'approche en valeur économique

Un choc uniforme de +/- 200 points de base est appliqué pour le calcul de la sensibilité au taux d'intérêt. S'agissant de sensibilité à l'inflation, un choc de +/- 125 points de base est retenu.

Indicateurs relatifs à l'approche en revenu

Les simulations de marge nette d'intérêt projetées sont réalisées selon 5 scénarii :

- Sensibilité à des chocs de plus et moins 200 points de base sur les taux d'intérêt ;
- Sensibilité à des chocs de plus et moins 50 points de base sur les taux d'intérêt ;
- Sensibilité à un choc de plus 125 points de base sur l'inflation.

ICAAP

Les mesures utilisées pour l'ICAAP sont réalisées en s'appuyant sur un jeu de 6 scénarios internes intégrant des déformations de la courbe de taux calibrés selon une méthode ACP (Analyse en composantes principales) et un calibrage cohérent avec celui utilisé pour l'évaluation des autres risques mesurés au titre du Pilier 2 (un intervalle de confiance de 99,9% et une période d'observation historique de 10 ans).

6.1.5 Hypothèses de modélisation et de paramètres utilisées pour les mesures internes

La définition des modèles de gestion actif-passif repose habituellement sur l'analyse statistique du comportement passé de la clientèle, complétée d'une analyse qualitative (contexte économique et réglementaire, stratégie commerciale...).

Les modélisations portent pour l'essentiel sur les :

- Dépôts à vue : l'écoulement modélisé prend en compte la stabilité historiquement observée des encours. Même si les dépôts à vue français ont montré historiquement une grande stabilité, une fraction des encours (notamment ceux constitués après 2015) est réputée plus sensible au taux et une moindre stabilité lui est reconnue ;
- Livrets d'épargne : le modèle traduit la dépendance de la rémunération de ces produits aux taux de marché et à l'inflation pour certains ;

- Crédits échancés : pour les crédits taux fixe les plus longs (majoritairement les crédits habitat), la modélisation tient compte de la dépendance de l'intensité des remboursements anticipés au niveau des taux d'intérêt. Les remboursements anticipés modélisés sont ainsi mis à jour trimestriellement ;
- fonds propres : le modèle traduit une convention de nature stratégique qui a pour but de stabiliser la marge nette d'intérêt. Il relie la maturité de l'échéancement des fonds propres à la maturité de l'activité commerciale de l'entité.

6.1.6 Couverture du risque de taux

Sont développées dans cette partie la couverture de juste valeur (Fair value hedge) et la couverture de flux de trésorerie (Cash flow hedge).

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à concilier deux approches :

- **La protection de la valeur patrimoniale de la banque**

- Cette première approche suppose d'adosser les postes du bilan/hors bilan sensibles à la variation des taux d'intérêt à l'actif et au passif (i.e. de manière simplifiée, les postes à taux fixe), afin de neutraliser les variations de juste valeur observées en cas de variation des taux d'intérêt. Lorsque cet adossement est réalisé au moyen d'instruments dérivés (principalement des swaps de taux fixe et inflation et plus marginalement des options de marché), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de couverture de juste valeur (Fair Value Hedge) dès lors que des instruments identifiés (micro-FVH) ou des groupes d'instruments identifiés (macro-FVH) comme éléments couverts (actifs à taux fixe et inflation : crédits clientèle, passifs à taux fixe et inflation : dépôts à vue et épargne) sont éligibles au sens de la norme IAS 39 (à défaut ces dérivés, qui constituent pourtant une couverture économique du risque, sont classés comptablement en trading).

En vue de vérifier l'adéquation de la macrocouverture, les instruments de couverture et les éléments couverts sont échancés par bande de maturité en utilisant les caractéristiques des contrats ou, pour certains postes du bilan (collecte notamment) des hypothèses qui se basent notamment sur les caractéristiques financières des produits et sur des comportements historiques. La comparaison des deux échanciers (couvertures et éléments couverts) permet de documenter la couverture de manière prospective, pour chaque maturité et chaque génération.

Pour chaque relation de macrocouverture, l'efficacité prospective est mesurée, en fin de période, en s'assurant que pour chaque bande de maturité, le principal des éléments couverts est supérieur au notionnel des instruments financiers dérivés de couverture désignés. L'efficacité rétrospective est ainsi mesurée en s'assurant que l'évolution de l'encours couvert, en début de période, ne met pas en évidence de surcouverture a posteriori. D'autres sources d'inefficacité sont par ailleurs mesurées : l'écart OIS / BOR, la Credit Valuation Adjustment (CVA) / Debit Valuation Adjustment (DVA) et la Funding Valuation Adjustment (FVA).

- **La protection de la marge d'intérêt**

- Cette seconde approche suppose de neutraliser la variation des futurs flux de trésorerie d'instruments ou de postes du bilan liée à la refixation de leur taux d'intérêt dans le futur, soit parce qu'ils sont indexés sur les indices de taux qui fluctuent, soit parce qu'ils seront refinancés à taux de marché à un certain horizon de temps. Lorsque cette neutralisation est effectuée au moyen d'instruments dérivés (swaps de taux d'intérêt principalement), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de couverture des flux de trésorerie (Cash Flow Hedge). Dans ce cas également, cette neutralisation peut être effectuée pour des postes du bilan ou des instruments identifiés individuellement (micro-CFH) ou des portefeuilles de postes ou instruments (macro-CFH). Comme pour la couverture de juste valeur, la documentation et l'appréciation de l'efficacité de ces relations de couverture s'appuient sur des échanciers prévisionnels.

Pour chaque relation de couverture, l'efficacité prospective est mesurée, en fin de période, en s'assurant que pour chaque bande de maturité, le principal des éléments couverts est supérieur au notionnel des instruments financiers dérivés de couverture désignés.

La Caisse régionale privilégie la protection de sa valeur patrimoniale pour la gestion de son risque de taux.

6.1.7 Principales hypothèses de modélisation et de paramètres pour les mesures réglementaires

Les hypothèses de modélisation et de paramètres utilisées pour les mesures internes présentées au point e. sont également appliquées aux mesures réglementaires (présentées au chapitre II ci-dessous), à l'exception des éléments ci-dessous :

- Les fonds propres et participations, les autres actifs et autres passifs sont exclus des impasses ;
- La durée moyenne de la collecte non échéancée est plafonnée à 5 ans.

6.1.8 Signification des mesures

Les mesures internes montrent que les positions relatives au risque de taux d'intérêt global sont raisonnables au regard du montant des fonds propres dont dispose la Caisse régionale.

En effet, la sensibilité de la valeur économique de la banque à une variation des taux d'intérêt et de l'inflation de respectivement 200 points de base et 125 points de base ressort à 98,9 millions d'euros, soit 3,28 % des fonds propres prudentiels totaux.

Les mesures réglementaires figurant dans l'état EU IRRBB1 ci-dessous sont pénalisées par l'exclusion des fonds propres¹ de la Caisse régionale, qui demeurent une ressource à taux fixe importante.

6.1.9 Autres informations pertinentes

Les taux d'intérêt relatifs aux principaux produits de collecte nationaux sont actualisés mensuellement par le comité Taux de Crédit Agricole S.A.

6.2 Informations quantitatives sur le risque de taux

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la valeur économique et du produit net d'intérêts à différents scénarios de chocs de taux d'intérêt définis par la réglementation.

EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT POUR LES POSITIONS NON DÉTENUES DANS LE PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (IRRBB1)

Scénarii de choc réglementaires (en milliers d'euros)	Variation de la valeur économique 31/12/2024	Variation du produit net d'intérêts 31/12/2024
Choc parallèle vers le haut	-306 000	4 000
Choc parallèle vers le bas	159 000	-4 000
Pentification de la courbe	-125 000	
Aplatissement de la courbe	33 000	
Hausse des taux courts	-32 000	
Baisse des taux courts	12 000	

¹ Estimée à 153 millions d'euros dans le scénario à la hausse des taux d'intérêt

Hypothèses de calcul

Les hypothèses de calcul et scénarios de chocs de taux sont définis par l'Autorité Bancaire Européenne (EBA) dans les " Orientations précisant les critères de détection, d'évaluation, de gestion et d'atténuation des risques découlant d'éventuelles variations des taux d'intérêt et de l'évaluation et du suivi du risque d'écart de crédit des activités hors portefeuille de négociation des établissements " parues le 20 octobre 2022 (ABE/GL/202214).

■ Valeur économique

Les orientations de l'ABE précisent les modalités de calcul de la variation de valeur économique. Celle-ci est déterminée à partir d'un bilan en extinction sur les 30 prochaines années duquel la valeur des fonds propres et des immobilisations est exclue. La durée d'écoulement moyenne des dépôts sans maturité contractuelle (dépôts à vue et livrets d'épargne) hors institutions financières est plafonnée à 5 ans.

Il est considéré un scénario de choc de taux instantané. Les chocs de taux utilisés sont ceux des principales zones économiques où le Crédit Agricole d'Aquitaine est exposé, à savoir la zone euro.

En points de base	EUR
Choc parallèle	200
Taux courts	250
Taux longs	100

Les scénarios de pentification et d'aplatissement de la courbe des taux sont des scénarios non uniformes où des chocs de taux variables selon la maturité sont à la fois appliqués sur les taux courts et les taux longs.

Un seuil minimum (ou floor), variable selon les maturités est appliqué aux taux d'intérêt après prise en compte des scénarii de choc à la baisse.

■ Produits nets d'intérêts

La variation du produit net d'intérêts est calculée à un horizon de 12 mois en prenant l'hypothèse d'un bilan constant et donc d'un renouvellement à l'identique des opérations arrivant à terme. Il est considéré ici un scénario de choc de taux instantané de 50 points de base quelle que soit la devise.

Il est constaté une inversion des sensibilités entre les deux approches : la valeur économique du Crédit Agricole d'Aquitaine baisse en cas de hausse des taux alors que la marge nette d'intérêt augmente.

La baisse de la valeur économique en cas de hausse des taux provient d'un volume de passifs à taux fixe globalement plus faible que les actifs à taux fixe sur les échéances à venir.

A l'inverse, la marge nette d'intérêt augmente en cas de hausse des taux, car la sensibilité des actifs renouvelés à une variation de taux est plus élevée que celle des passifs renouvelés, du fait de la présence au sein des passifs des fonds propres et des ressources de clientèle de détail (dépôts à vue et épargne réglementée) peu ou pas sensibles à la hausse des taux.

De plus, l'impact d'une hausse de taux est supposé se transmettre à 100% et immédiatement aux actifs clientèles ; les dépôts à vue se maintiennent à leur niveau actuel élevé, sans être rémunérés (reprise des hypothèses des tests de résistance de l'EBA). Dans les faits, la hausse de la marge nette d'intérêt se matérialiserait plus progressivement que le laissent supposer les résultats donnés ci-dessus.

Avec un coefficient de transmission de 50 % appliqué aux crédits à l'habitat, en prenant en compte une sensibilité des encours de DAV (dépôt à vue) aux variations de taux et en considérant un horizon d'un an, deux ans et trois ans et l'hypothèse d'un bilan constant pour tous les autres éléments du bilan (soit un renouvellement à l'identique des opérations arrivant à terme) au 31 décembre 2024, en cas de baisse des

taux d'intérêt de – 0.5% points de base dans les principales zones où la banque est exposé (2), la marge nette d'intérêts de la banque baisserait de -1 million d'euros en année 1, -4 millions d'euros en année 2, -8 millions d'euros en année 3 ; à l'inverse, en cas de hausse des taux d'intérêt de +0.5% points de base dans les principales zones où la banque est exposé, la marge nette d'intérêts de la banque serait en hausse de 0,5 millions d'euros en année 1, 3 millions d'euros en année 2, et 6 millions d'euros en année 3.

7. ACTIFS GREVES

ACTIFS GREVÉS ET ACTIFS NON GREVÉS (EU AE1)

31/12/2024

		Valeur comptable des actifs grevés		Juste valeur des actifs grevés		Valeur comptable des actifs non grevés		Juste valeur des actifs non grevés	
			dont EHQLA et HQLA théoriquement éligibles		dont EHQLA et HQLA théoriquement éligibles		dont EHQLA et HQLA		dont EHQLA et HQLA
(en milliers d'euros)									
010	Actifs de l'établissement publiant les informations	9 545 086	-			26 424 642	1 707 669		
030	Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	2 646 652	-	2 696 496	-
040	Titres de créance	-	-	-	-	2 244 276	1 684 131	2 044 906	1 633 406
050	dont : obligations garanties	-	-	-	-	134 397	134 397	114 702	114 702
060	dont : titrisations	-	-	-	-	-	-	-	-
070	dont : émis par des administrations publiques	-	-	-	-	851 196	851 196	879 044	879 044
080	dont : émis par des sociétés financières	-	-	-	-	995 764	442 306	775 385	392 927
090	dont : émis par des sociétés non financières	-	-	-	-	393 935	389 277	395 424	366 610
120	Autres actifs	9 545 086	-			21 533 714	23 538		

SURETÉS REÇUES (EU AE2)

31/12/2024

31/12/2024		Juste valeur des sûretés grevées reçues ou des propres titres de créance grevés émis		Non grevé	
				Juste valeur des sûretés reçues ou des propres titres de créance émis pouvant être grevés	
			dont EHQLA et HQLA théoriquement éligibles		dont EHQLA et HQLA
(en milliers d'euros)					
130	Sûretés reçues par l'établissement publiant les informations	-	-	-	-
140	Prêts à vue	-	-	-	-
150	Instruments de capitaux propres	-	-	-	-
160	Titres de créance	-	-	-	-
170	dont : obligations garanties	-	-	-	-
180	dont : titrisations	-	-	-	-
190	dont : émis par des administrations publiques	-	-	-	-
200	dont : émis par des sociétés financières	-	-	-	-
210	dont : émis par des sociétés non financières	-	-	-	-
220	Prêts et avances autres que prêts à vue	-	-	-	-
230	Autres sûretés reçues	-	-	-	-
240	Propres titres de créance émis autres que propres obligations garanties ou titrisations	-	-	-	-
241	Propres obligations garanties et titrisations émises et non encore données en nantissement			37 444	20 793
250	TOTAL SÛRETÉS REÇUES ET PROPRES TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	9 545 086	-		

SOURCES DES CHARGES GREVANT LES ACTIFS (EU AE3)

31/12/2024

		Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, sûretés reçues et propres titres de créance émis, autres qu'obligations garanties et titrisations, grevés
(en milliers d'euros)			
010	Valeur comptable de passifs financiers sélectionnés	1 394 716	2 038 029

INFORMATIONS DESCRIPTIVES COMPLÉMENTAIRES (EU AE4)

La Caisse régionale suit et pilote le niveau de charge grevant les actifs, chaque trimestre. Les charges grevant les actifs et sûretés reçues portent principalement sur les prêts et avances (autres que prêts à vue).

En effet, la mobilisation des créances privées a pour but d'obtenir du refinancement à des conditions avantageuses ou de constituer des réserves facilement liquéfiables en cas de besoin. La politique suivie par Crédit Agricole S.A. vise à la fois à diversifier les dispositifs utilisés pour accroître la résistance aux stress de liquidité qui pourraient atteindre différemment tel ou tel marché, et à limiter la part d'actifs mobilisés afin de conserver des actifs libres de bonne qualité, facilement liquéfiables en cas de stress au travers des dispositifs existants.

Pour la Caisse régionale, le montant des actifs grevés consolidés atteint 9 545 085 722,67 milliards d'euros au 31 décembre 2024 (cf. état AE1), ce qui rapporté au total bilan de 35 969 727 554,57 milliards d'euros représente un ratio de charge des actifs de 26.57% (données basées sur la médiane des 4 trimestres 2024).

Les sources des charges grevant principalement des prêts et avances (autres que prêts à vue) sont les suivantes :

- Les obligations garanties (covered bonds) au sens de l'article 52, paragraphe 4, premier alinéa, de la directive 2009/65/CE, émises dans le cadre des programmes de Crédit Agricole Home Loan SFH et Crédit Agricole Financement Habitat SFH mobilisant des créances habitat.
- Les titres adossés à des actifs (ABS) émis lors d'opérations de titrisations - telles que définies à l'article 4, paragraphe 1, point 61), du règlement (UE) no 575/2013 - réalisées via les programmes FCT CA Habitat.
- Les dépôts garantis (autres que mises en pension) liés principalement aux activités de financement : auprès de la BCE, ainsi qu'auprès d'organismes institutionnels français ou supranationaux (comme la Caisse des Dépôts et Consignations et la Banque Européenne d'Investissement).
- Les titres de créance (autres qu'obligations garanties ou titres adossés à des actifs) émis auprès de la Caisse de Refinancement de l'Habitat (CRH) sous format de billets à ordre, mobilisant des créances habitat.

Crédit Agricole SA jouant le rôle d'acteur central dans la plupart de ces dispositifs de financements sécurisés, ces niveaux de charges se déclinent de fait au niveau intragroupe entre Crédit Agricole SA, ses filiales et les Caisses régionales du Crédit Agricole.

Les autres sources principales de charges grevant les actifs au niveau de la Caisse régionale sont :

- Les mises en pensions (repurchase agreements), grevant majoritairement des sûretés reçues constituées de titres de créance et accessoirement d'instruments de capitaux propres.
- Les prêts-emprunts de titres (Security Lending and Borrowing) de la Caisse régionale grevant majoritairement des sûretés reçues constituées de titres de créance et accessoirement d'instruments de capitaux propres.
- Les dérivés grevant majoritairement du cash dans le cadre des appels de marge.

8. EXPOSITIONS SUR CRYPTO-ACTIFS ET ACTIVITÉS CONNEXES

« En application de l'article 451 ter du règlement CRR3 la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine déclare ne pas avoir d'expositions cryptoactifs ni activité connexes à fin 2024. »

9. POLITIQUE DE REMUNERATION

9.1 Gouvernance de la Caisse régionale en matière de politique de rémunération

La politique de rémunération de la Caisse régionale est définie par le Conseil d'administration.

Elle reprend le modèle de politique de rémunérations portant sur les catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse régionale (ci-après dénommées « Personnels identifiés ») approuvé par l'organe central du Crédit Agricole, et s'inscrit dans le cadre d'une politique de rémunération de l'ensemble des collaborateurs de la Caisse régionale.

Le Conseil d'administration s'appuie sur l'avis des fonctions de contrôle dans son élaboration et dans le contrôle de sa mise en œuvre.

9.1.1 La Commission Nationale de Rémunération des Cadres de direction de Caisses régionales

Du fait de l'organisation spécifique du Groupe Crédit Agricole où la Loi confère un rôle à l'organe central du Crédit Agricole quant à la nomination et à la rémunération des Directeurs généraux, du Statut collectif des Cadres de direction de Caisses régionales de Crédit Agricole en vigueur ayant pour objectif l'harmonisation de la rémunération sur ce périmètre, et de l'existence de la Commission Nationale de Rémunération des Cadres de direction de Caisses régionales (ci-après « la Commission Nationale de Rémunération » ou « la Commission »), le Conseil d'administration de la Caisse régionale a acté, lors de sa séance du 29/04/2011, que la Commission Nationale de Rémunération exercera le rôle dévolu par le Code monétaire et financier à un comité des rémunérations.

Cette dévolution a été réitérée par le Conseil d'administration de la Caisse régionale, lors de sa séance du 26/04/2024.

Au 31 décembre 2024, la Commission Nationale de Rémunération est constituée uniquement de membres indépendants :

- trois Présidents de Caisses régionales,
- le Directeur général délégué de Crédit Agricole SA auquel est rattachée la Direction des Relations avec les Caisses régionales,
- le Directeur des Relations avec les Caisses régionales,
- l'Inspectrice Générale Groupe,
- le Directeur général de la Fédération Nationale de Crédit Agricole en qualité de représentant du dispositif collectif de rémunération des Cadres de direction des Caisses régionales.

Cette composition tient compte de la situation particulière des Caisses régionales régies par la réglementation CRD et soumises au contrôle de l'organe central en application des dispositions du Code monétaire et financier.

Si la Commission venait à traiter de rémunérations concernant une Caisse régionale dont le Président participe à la réunion, ce dernier quitterait la séance afin de ne pas participer aux débats.

Les principales missions de la Commission sont les suivantes :

Politique de rémunération des Personnels identifiés de Caisses régionales :

- Examiner annuellement les principes généraux de la trame de politique de rémunération des Personnels identifiés des Caisses régionales et leur conformité à au Statut collectif des Cadres de direction de Caisses régionales de Crédit Agricole et à la réglementation applicable, au regard de l'avis des fonctions de contrôle de l'organe central du Crédit Agricole.

Directeurs généraux, mandataires sociaux de Caisses régionales :

- Examiner les propositions de rémunération fixe attribuée aux Directeurs généraux mandataires sociaux de Caisses régionales, à la nomination et en cours de mandat et émettre un avis soumis à l'accord de l'organe central du Crédit Agricole.
- Examiner les propositions de rémunérations variables annuelles individuelles attribuées aux Directeurs généraux, au regard de l'évaluation des éléments de performance et en l'absence de comportement contraire aux règles édictées par la Caisse régionale en matière de prise de risque, ou de comportement contraire à l'éthique, qui nécessiteraient alors de procéder à un ajustement au risque ex-post, y compris l'application des dispositifs de malus et de récupération et émettre un avis soumis à l'accord de l'organe central du Crédit Agricole.
- Examiner les reports de rémunérations variables et émettre un avis en cas de comportements à risques ou contraires à l'éthique, signalés ou identifiés.

Personnels identifiés de Caisses régionales, autres que les Directeurs généraux, en particulier les Responsables des fonctions Risques, Conformité et Audit :

- Examiner les rémunérations variables annuelles individuelles, au regard des dispositions du Statut collectif des Cadres de direction de Caisses régionales de Crédit Agricole lorsque ce dernier est applicable, et des principes d'attribution en fonction de la réalisation des objectifs de performance et des comportements contraires aux règles édictées par la Caisse régionale en matière de prise de risque ou à l'éthique tels qu'appréciés et signalés par chaque Caisse régionale. La nécessité d'un ajustement aux risques sera appréciée par la Commission Nationale de Rémunération.
- Examiner les reports de rémunérations variables et émettre un avis en cas de comportements à risques ou contraires à l'éthique, signalés ou identifiés.

La Commission Nationale de Rémunération rend compte aux Présidents des Caisses régionales de ses avis et/ou des décisions de l'organe central prises sur avis de la Commission.

La Commission se réunit a minima trois fois par an et, le cas échéant, peut être consultée à tout moment en cas de besoin. En 2024, la Commission s'est réunie sept fois et a examiné les points suivants :

Statut collectif des Cadres de direction de Caisses régionales et son annexe sur les rémunérations

- Examen du Statut collectif des Cadres de direction de Caisses régionales et de son annexe sur les rémunérations, au regard de la réglementation CRD.

Politique de rémunération des Personnels identifiés de Caisses régionales

- Revue des principes généraux du modèle de politique de rémunération des Personnels identifiés des Caisses régionales et de leur conformité au Statut collectif des Cadres de direction de Caisses régionales et à la réglementation applicable.

Directeurs généraux, mandataires sociaux de Caisses régionales :

- Examen des propositions de rémunérations fixes attribuées aux Directeurs généraux nommés en 2024 ou des évolutions de la rémunération fixe pour les Directeurs généraux en cours de mandat.
- Examen de leurs rémunérations variables annuelles individuelles attribuées au titre de 2023.
- Examen des reports de rémunérations variables annuelles individuelles attribuées au titre des exercices précédents.

Directeurs généraux adjoints, salariés de Caisses régionales

- Examen des propositions de rémunération fixe attribuée aux Directeurs généraux adjoints embauchés en 2024 ou des évolutions de la rémunération fixe pour les Directeurs généraux adjoints en fonction.

Rémunération variable des Personnels identifiés, et en particulier des Responsables des fonctions Risques, Conformité et Audit

- Examen des rémunérations variables annuelles individuelles attribuées au titre de 2023.
- Examen des reports de rémunérations variables annuelles individuelles attribuées au titre des exercices précédents.

La Commission intervient en tant qu'expert du dispositif de rémunération des Directeurs généraux de Caisses régionales, mandataires sociaux, et des autres Cadres de direction, salariés des Caisses régionales. Elle veille au respect de l'application des textes législatifs, réglementaires et internes en matière de rémunérations des Cadres de direction des Caisses régionales, et garantit le bon fonctionnement de l'ensemble.

Plus généralement, elle assiste les Conseils d'administration des Caisses régionales dans leur fonction de surveillance.

9.1.2 Le Conseil d'administration de la Caisse régionale

Le Conseil d'administration de la Caisse régionale s'appuie sur les avis de la Commission et les décisions de l'organe central du Crédit Agricole. Il tient compte des informations fournies par les Directions compétentes de la Caisse régionale, notamment les Ressources humaines et les fonctions de contrôle.

Dans le cadre de sa fonction de surveillance, le Conseil d'administration de la Caisse régionale est chargé notamment de :

Personnels identifiés de la Caisse régionale

- Approuver la liste des Personnels identifiés.

Politique de rémunération de la Caisse régionale

- Examiner annuellement et approuver la politique de rémunération de la Caisse régionale, reprenant le modèle de politique de rémunérations des Personnels identifiés de Caisses régionales approuvé par l'Organe central, en s'assurant de sa conformité à la culture de la Caisse, à son appétit pour le risque et aux processus de gouvernance y afférents.
- Veiller à ce que la politique de rémunération soit neutre du point de vue du genre ou ne comporte aucune disposition susceptible de constituer une discrimination.
- Veiller à la transparence de la politique et des pratiques de rémunération, à leur cohérence avec les principes de gestion saine et efficace des risques, à l'existence d'un cadre efficace de mesure des performances, d'ajustement aux risques, à l'absence de conflit d'intérêts significatif pour le personnel, y compris pour celui exerçant des fonctions de contrôle.

Directeur général, mandataire social de la Caisse régionale

- Approuver la rémunération fixe et variable du Directeur général, après avis de la Commission Nationale de Rémunération et accord de l'organe central du Crédit Agricole :
 - à la nomination, approuver le montant de rémunération fixe, le principe d'attribution d'une rémunération variable annuelle individuelle dans les limites prévues par le Statut collectif des Cadres de direction de Caisses régionales, et tout autre élément de rémunération.
 - en cours de mandat, approuver toute évolution du montant de rémunération fixe, le taux et le montant de rémunération variable annuelle individuelle compte-tenu des éléments de performance et en l'absence de comportement à risques ou contraires à l'éthique, signalés.

Personnels identifiés de Caisses régionales, autres que les Directeurs généraux, en particulier des Responsables des fonctions Risques, Conformité et Audit

- Examiner les conclusions de la Commission Nationale de Rémunération sur sa revue des rémunérations variables annuelles individuelles des Personnels identifiés autres que le Directeur général, au regard de la réalisation des objectifs de performance et de la nécessité d'un ajustement au risque exposé en cas de comportements à risques ou contraires à l'éthique, signalés par les fonctions de contrôle de la Caisse régionale.

Autres thématiques

- Être informé du rapport annuel sur les politiques et pratiques de rémunération des Personnels identifiés de la Caisse régionale.
- Arrêter la résolution à soumettre à l'Assemblée générale ordinaire relative à l'enveloppe globale de rémunérations de toutes natures versées au cours de l'exercice précédent aux Personnels identifiés de la Caisse régionale.

9.1.3 Les fonctions opérationnelles de la Caisse régionale

En charge du pilotage du dispositif de rémunération de la Caisse régionale, la Direction des Ressources Humaines associe les fonctions de contrôle :

- A l'adaptation à la Caisse régionale, de la trame fédérale de politique de rémunération de Caisse régionale, en ce compris, le modèle de trame de politique de rémunération des Personnels identifiés approuvé par l'organe central.
- Au recensement des Personnels identifiés et à leur information des conséquences de ce classement.
- À la revue des rémunérations variables annuelles individuelles des Personnels identifiés, à l'exception du Directeur général.

Les fonctions de contrôle de la Caisse régionale interviennent dans le dispositif de rémunération des Personnels identifiés pour :

- S'assurer de la conformité de la politique de rémunération déclinée en Caisse régionale, à la réglementation et aux règles propres à la Caisse, avant approbation par le Conseil d'administration.
- Participer au processus de recensement des Personnels identifiés en amont de l'approbation par le Conseil.
- Signaler tout comportement contraire aux règles édictées par la Caisse régionale en matière de prise de risque, ou à l'éthique détecté au cours de l'exercice et pouvant impacter l'attribution et/ou le versement de la rémunération variable individuelle au Personnel identifié.
- D'une manière générale, s'assurer de la correcte déclinaison des instructions de l'organe central en matière de définition et de recensement des Personnels identifiés, d'identification des comportements à risques ou contraires à l'éthique, de contrôle du respect des dispositifs d'encadrement des conditions d'attribution et de versement des rémunérations variables.

La définition et la mise en œuvre de la politique de rémunération sont soumises au contrôle de l'Inspection générale Groupe et de l'audit interne de la Caisse régionale qui évalue annuellement, en toute indépendance, le respect de la réglementation, des politiques et des règles internes de la Caisse régionale.

9.2 Politique de rémunération des Personnels identifiés de la Caisse régionale

9.2.1 Périmètre des Personnels identifiés de la Caisse régionale

Le recensement des Personnels identifiés de la Caisse régionale s'effectue sur son périmètre de consolidation prudentielle. Ce périmètre comprend la Caisse régionale sur base sociale, ses succursales et ses filiales en France et à l'étranger, et toute entité qualifiée par la Caisse régionale d'unité opérationnelle importante compte tenu de son incidence significative sur son capital interne, ou du fait qu'elle constitue une activité fondamentale pour la Caisse régionale en termes de revenus, de bénéfices ou de valeur de franchise.

Conformément à l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier et au Règlement délégué (UE) 2021/923 du 25 mars 2021, les critères permettant de recenser les Personnels identifiés de la Caisse régionale sont d'ordre qualitatif (liés à la fonction) et/ou quantitatif (fonction du niveau de délégation ou de rémunération).

L'application de ces critères d'identification conduit la Caisse régionale à classer Personnels identifiés :

- les membres du Conseil d'administration,
- le Directeur général, mandataire social,
- les membres du Comité de direction, Cadres de direction ou non,
- les 3 Responsables des fonctions de contrôle : Conformité, Audit et Contrôle des Risques

Sont également classés Personnels identifiés, les chefs de service, exerçant une fonction de contrôle et rattachés directement aux 3 Responsables de fonction de contrôle (Risques, Conformité, Audit).

9.2.2 Principes généraux de la politique de rémunération de la Caisse régionale

La Caisse régionale a défini une politique de rémunération responsable, conforme à la stratégie économique, aux objectifs à long terme, à la culture et aux valeurs de la Caisse et plus largement du Groupe Crédit Agricole, ainsi qu'à l'intérêt des clients, fondées sur l'équité et des règles communes à l'ensemble des collaborateurs, respectant le principe de neutralité du genre et d'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et féminins pour un même travail ou un travail de même valeur.

Conçue pour favoriser une gestion saine et effective des risques, la politique de rémunération n'encourage pas les membres du personnel classés Personnels identifiés à une prise de risques excédant le niveau de risque toléré par la Caisse régionale. Elle concourt ainsi au respect de la déclaration et du cadre d'appétence aux risques (y compris environnementaux, sociaux et de gouvernance) approuvés par la gouvernance, et à ses engagements volontaires en matière de climat.

Cette politique de rémunération a pour objectif la reconnaissance de la performance individuelle et collective dans la durée. Elle est adaptée à la taille de la Caisse régionale, à son organisation, ainsi qu'à la nature, à l'échelle et à la complexité de ses activités. Elle n'encourage pas les membres du personnel classés Personnels identifiés à une prise de risques excédant le niveau de risque toléré par la Caisse.

9.2.3 Composantes de la rémunération des collaborateurs de la Caisse régionale

La rémunération des collaborateurs de la Caisse régionale relève de corpus de textes distincts selon le statut de chacun (Directeur général, Cadres de direction salariés, collaborateurs non-Cadres de direction) :

- Le Directeur général mandataire social et les Cadres de direction salariés relèvent du Statut collectif des Cadres de direction de Caisses régionales
- Les collaborateurs non-Cadres de direction relèvent de la Convention collective nationale - Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et le cas échéant, des accords d'entreprise applicables.

Pour autant, la structure de la rémunération est identique pour l'ensemble du personnel de la Caisse régionale et est constituée des composantes suivantes :

- Une rémunération fixe,

- Une rémunération variable annuelle individuelle,
- Une rémunération variable collective associée à des dispositifs d'épargne salariale (intéressement et participation), le cas échéant,
- Les périphériques de rémunération (avantages en nature).

Chaque collaborateur bénéficie de tout ou partie de ces éléments en fonction du corpus de textes dont il relève, de ses responsabilités, de ses compétences et de sa performance.

Il n'existe pas de rémunération attribuée sous forme d'options, d'actions de performance ou d'autres instruments financiers en Caisses régionales.

Rémunération fixe

Rétribuant la qualification, l'expertise, l'expérience professionnelle, le niveau et le périmètre de responsabilité du poste, en cohérence avec les spécificités de chaque métier sur le territoire de la Caisse, la rémunération fixe comprend des éléments tels que le salaire de base et le cas échéant, des éléments de rémunération liés à la mobilité ou à la fonction.

Pour les Cadres de direction de Caisses régionales, la rémunération fixe se compose de :

- La rémunération liée à la fonction,
- La rémunération complémentaire liée à la taille de la Caisse régionale,
- La rémunération des compétences et, le cas échéant, une rémunération spécifique dite de catégorie 1,
- La rémunération spécifique dite de catégorie 2.

La rémunération complémentaire évolue chaque année en fonction de la variation de l'actif net social de la Caisse régionale moyennée sur les trois années passées. Les autres composantes sont fixes ou limitées par des plafonds.

Usage Interne / Internal Use

Pour les collaborateurs Personnels identifiés non-Cadre de direction, la rémunération fixe se compose de :

- ✓ La rémunération de la classification
- ✓ La rémunération des compétences individuelles
- ✓ La rémunération conventionnelle complémentaire

La politique de rémunération des Cadres de direction à travers sa structuration (sur la base d'un référentiel unique) et ses process de contrôle exercés au niveau l'organe central, est fondée sur le principe de l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes. Elle a pour objectif l'inexistence d'écart de rémunération.

Les composantes de la rémunération fixe sont propres à chaque statut (statut de Cadre de direction ou classification d'emploi pour les Personnels identifiés non-Cadres de direction) et communs à l'ensemble des Caisses régionales.

La Caisse régionale veille à développer une politique de rémunération fondée sur les valeurs du mutualisme, assurant l'équité interne entre les salariés, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ainsi que la compétitivité sur les territoires afin de garantir l'attractivité, l'engagement et la fidélisation des compétences nécessaires à leurs activités. Aussi, elles s'attachent à faire vivre un système de rémunération collectif et attractif favorisant la performance à long terme, facteur de cohésion.

Rémunération variable annuelle individuelle

Seule une rémunération variable individuelle (appelée « rémunération extra-conventionnelle » pour les collaborateurs non-Cadres de direction ou « rémunération variable » pour les Cadres de direction) existe en Caisse régionale.

Elle vise à reconnaître la performance individuelle, dépendant d'objectifs quantitatifs et qualitatifs, financiers et non financiers, et de conditions de performance définis en début d'année, des résultats de la Caisse régionale et de l'impact sur le profil de risque de la Caisse régionale (y compris le risque de liquidité et le coût du capital).

Son attribution résulte de l'évaluation des performances du collaborateur, fondée sur l'atteinte d'objectifs individuels définis sur son périmètre de responsabilité, ainsi que l'évaluation des performances de son unité opérationnelle et des résultats d'ensemble de la Caisse régionale.

Les critères de performance doivent être équilibrés entre les critères quantitatifs et qualitatifs, y compris financiers et non-financiers en prenant notamment en compte le respect des règles internes, procédures de conformité et le cadre d'exercice de l'activité (respect des limites de risques, des instructions de la ligne hiérarchique...).

Pour le Directeur général, la rémunération variable annuelle individuelle est déterminée dans les conditions prévues par le Statut collectif précité et soumise aux éléments de performance quantitatifs et qualitatifs, financiers et non financiers, notamment :

- Sur la contribution du Directeur général au développement de la Caisse régionale : performances d'activité, maîtrise des risques (y compris les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance), résultats financiers, gestion des ressources humaines, qualité de la gouvernance, et tout autre élément de contribution.
- Sur la contribution du Directeur général au développement du Groupe Crédit Agricole : vie fédérale (commissions, comités), mandats Groupe, etc.

Pour les autres Personnels identifiés de la Caisse régionale, la rémunération variable annuelle individuelle mesure la performance individuelle sur la base d'objectifs collectifs et/ou individuels.

Cette performance repose sur l'évaluation précise des résultats obtenus par rapport aux objectifs spécifiques de l'année (combien) en tenant compte des conditions de mise en œuvre (comment).

Les objectifs sont décrits précisément et mesurables sur l'année. Ils prennent systématiquement en compte la dimension clients, collaborateurs et sociétale des activités et la notion de risque généré.

Le degré d'atteinte ou de dépassement des objectifs est le point central pris en compte pour l'attribution de cette rémunération ; il est accompagné d'une appréciation qualitative sur les modalités de réalisation de ces objectifs (prise de responsabilité, discernement, autonomie, coopération, engagement, management, etc.) et au regard des conséquences pour les autres acteurs de l'entreprise (manager, collègues, autres secteurs, etc.). La prise en compte de ces aspects permet de différencier l'attribution des rémunérations variables individuelles selon les performances.

La rémunération des Personnels identifiés en charge des fonctions de contrôle, est fixée en fonction de la réalisation des objectifs liés à leurs fonctions, indépendamment de la performance de celles des métiers dont ils vérifient les opérations. En pratique, les objectifs fixés à ces collaborateurs ne prennent pas en considération des critères relatifs aux résultats et performances économiques des unités opérationnelles qu'ils contrôlent.

Cette rémunération est exprimée en pourcentage de la rémunération fixe annuelle de l'année de référence N. Pour les Personnels identifiés, Cadres de direction de la Caisse régionale, la rémunération variable ne peut excéder un plafond défini à l'Annexe du Statut collectif des Cadres de direction de Caisses régionales.

Pour les Personnels Identifiés non-Cadres de Direction, les modalités de versement de la rémunération variable (appelée aussi rémunération extra-conventionnelle) sont fixées par accord. 60% du montant théorique est garanti et versé sous forme d'acompte.

Les montants sont donc strictement limités et ne peuvent excéder 100% de la composante fixe. Il n'existe pas de rémunérations variables assimilables à des bonus tels que ceux généralement attribués au personnel des métiers de banque de financement et d'investissement, de banque privée, de gestion d'actifs et de capital investissement.

Les rémunérations variables ne sont jamais garanties, sauf, exceptionnellement, en cas de recrutement et pour une période ne pouvant excéder un an.

Le montant de l'enveloppe de rémunérations variables des Personnels identifiés de la Caisse régionale ne doit pas entraver la capacité de la Caisse à générer du résultat et à renforcer ses fonds propres et doit prendre en compte l'ensemble des risques auxquels la Caisse peut être exposée, ainsi que l'exigence de liquidité et le coût du capital.

En définitive, cette enveloppe est raisonnable et encadrée par les différents corpus de textes applicables et le cas échéant, par les accords d'entreprise et référentiels applicables aux Personnels identifiés.

Rétribution variable collective

Les collaborateurs salariés de la Caisse régionale sont associés aux résultats et aux performances de la Caisse, par le biais de mécanismes de rétribution variable collective (participation et intéressement) propres à la Caisse régionale avec le bénéfice de l'abondement. Elle comprend également la possibilité d'investir dans les plans d'actionnariat salariés proposés par Crédit Agricole S.A.

Périphériques de rémunération

Les collaborateurs salariés de la Caisse régionale peuvent bénéficier d'avantages en nature (logement de fonction, véhicule de fonction, etc.) supplément familial, prime de mobilité etc.

9.2.4 Dispositif d'encadrement de la rémunération variable des Personnels identifiés de la Caisse régionale

- **Modalités de versement de la rémunération variable annuelle individuelle**

La rémunération variable annuelle individuelle des collaborateurs ne répondant pas à la qualification de Personnels identifiés est versée intégralement une fois par an en numéraire.

Pour les collaborateurs classés Personnels identifiés, dès lors que leur rémunération variable individuelle est supérieure à 50.000 € ou représente plus d'un tiers de la rémunération annuelle totale, elle est soumise au dispositif d'encadrement prévu par la réglementation CRD V, à savoir :

- 40 % de la rémunération variable annuelle individuelle attribuée au titre de l'exercice de référence N est différée sur 4 ans et acquise par quart annuellement (un quart en N+2, un quart en N+3, un quart en N+4 et un quart en N+5), sous condition de présence, de performance financière, de gestion appropriée des risques et de respect de la conformité et d'application de la période de rétention. Ce dispositif a pour objectif de garantir que la rémunération variable individuelle est fonction des performances à long terme de la Caisse régionale et que son paiement s'échelonne sur une période tenant compte de la durée du cycle économique sous-jacent propre à la Caisse régionale et de ses risques économiques.
- 50% de la rémunération variable annuelle individuelle immédiate et différée est indexée sur l'évolution de la valorisation par l'actif net, du certificat coopératif d'associé (CCA) de la Caisse régionale par rapport au

31 décembre de l'exercice de référence et fait l'objet d'une période de rétention de 6 mois. La Caisse régionale n'a pas identifié de risques affectant la performance pouvant se matérialiser au-delà de cette durée de rétention pour tout ou partie de son Personnel identifié.

- **Conditions de performance et ajustement de la rémunération variable attribuée aux Personnels identifiés**

Les rémunérations variables annuelles individuelles attribuées aux Personnels identifiés de la Caisse régionale sont fonction de l'atteinte des critères de performance préalablement déterminés et des comportements du collaborateur en matière de prise de risques ou de respect des règles internes.

En application de l'article L. 511-84 du Code monétaire et financier, le montant de rémunération variable attribué à un collaborateur classé Personnel identifié, peut, en tout ou partie, être réduit ou donner lieu à restitution si le collaborateur a méconnu les règles édictées par la Caisse régionale en matière de prise de risque, notamment en raison de sa responsabilité dans des agissements ayant entraîné des pertes significatives pour la Caisse ou en cas de manquement portant sur l'honorabilité et les compétences.

En cas de performance insuffisante, de non-respect des règles et procédures ou de comportements à risques ou contraires à l'éthique, la rémunération variable annuelle individuelle est ainsi directement impactée.

9.2.5 Processus de contrôle

Un dispositif interne de contrôle des comportements contraires aux règles édictées par la Caisse régionale en matière de prise de risque ou à l'éthique des Personnels identifiés, à l'exclusion du Directeur général qui fait l'objet d'un dispositif particulier, est défini et déployé au sein de la Caisse, au regard des critères définis par la Direction des Risques Groupe, en coordination avec les Responsables de la fonction de gestion des risques et de vérification de la conformité.

Ce dispositif comprend notamment :

- Un suivi et une évaluation annuels du dispositif par le Conseil d'administration,
- Une procédure d'arbitrage de niveau Direction générale pour les cas constatés de comportements à risques ou contraires à l'éthique.

En cas de comportement à risques ou contraires à l'éthique d'un collaborateur classé Personnel identifié, à l'exclusion du Directeur général, la Commission Nationale de Rémunération, informée par la Caisse, peut proposer un ajustement de la rémunération variable individuelle, au Directeur général de la Caisse régionale, décisionnaire.

Le Conseil d'administration de la Caisse régionale doit être informé de l'existence et de la nature du comportement signalé et de la décision prise par le Directeur général.

Pour le Directeur général, la Direction des Relations avec les Caisses régionales, au titre de son rôle d'organe central, se substitue aux fonctions risques et conformité de la Caisse et s'appuie sur l'appréciation annuelle du Directeur général par le Président de la Caisse régionale, ainsi que sur tout autre élément porté à sa connaissance par les fonctions risques, conformité et inspection générale de Crédit Agricole SA.

En cas de comportement à risques ou contraire à l'éthique, du Directeur général identifié par la Direction des Relations avec les Caisses régionales, cette dernière informe le Président de la Caisse régionale, et la Commission Nationale de Rémunération peut proposer un ajustement de la rémunération variable individuelle, qui devra être approuvé par le Directeur général de Crédit Agricole SA en qualité d'organe central.

Le Conseil d'administration de la Caisse régionale attribue en dernier ressort, la rémunération variable individuelle du Directeur général, conformément à l'article R. 512-10 du Code monétaire et financier.

RÉMUNÉRATIONS OCTROYÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER - MODÈLE EU REM1

Rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2024 répartis entre part fixe et part variable, montants en numéraires et montants indexés sur le CCA de la Caisse régionale d'appartenance et nombre de bénéficiaires - REM1

(en milliers d'euros)		Organe de direction - Fonction de surveillance	Organe de direction - Fonction de gestion (dirigeants effectifs)	Banque de détail	Fonction d'entreprise	Fonction de contrôle indépendantes
Nombre de membres du personnel identifiés		23	2	11	-	7
Rémunération fixe	Rémunération fixe totale	-	612	1 749	-	401
	Dont : montants en numéraire		612	1 749	-	401
	Dont : montants différés					
	Dont : montants en numéraire					
	Dont : montants différés					
Rémunération variable	Rémunération variable totale	-	225	422	-	31
	Dont : montants en numéraire		112	390	-	31
	Dont : montants différés		45	13	-	-
	Dont : montants en numéraire indexés sur le CCA de la CR d'appartenance		112	32	-	-
	Dont : montants différés		45	13	-	-
Rémunération totale		-	837	2 171	-	431

VERSEMENTS SPÉCIAUX VERSÉS AUX PERSONNELS IDENTIFIÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2023 - REM2

	Organe de direction Fonction de surveillance	Organe de direction Fonction de gestion (dirigeants effectifs)	Autres membres du personnel identifiés
(en milliers d'euros)			
Rémunérations variables garanties octroyées			
Rémunérations variables garanties octroyées — Nombre de membres du personnel identifié	-	-	-
Rémunérations variables garanties octroyées — Montant total	-	-	-
Dont rémunérations variables garanties octroyées qui ont été versées au cours de l'exercice et qui ne sont pas prises en compte dans le plafonnement des primes			
Indemnités de départ octroyées au cours des périodes antérieures qui ont été versées au cours de l'exercice 2024			
Indemnités de départ octroyées au cours des périodes antérieures qui ont été versées au cours de l'exercice — Nombre de membres du personnel identifié	-	-	-
Indemnités de départ octroyées au cours des périodes antérieures qui ont été versées au cours de l'exercice — Montant total	-	-	-
Indemnités de départ octroyées au cours de l'exercice 2024			
Indemnités de départ octroyées au cours de l'exercice — Nombre de membres du personnel identifié	-	-	2
Indemnités de départ octroyées au cours de l'exercice — Montant total	-	-	268
Dont versées au cours de l'exercice	-	-	268
Dont différées	-	-	-
Dont indemnités de départ versées au cours de l'exercice qui ne sont pas prises en compte dans le plafonnement des primes	-	-	-
Dont indemnités les plus élevées octroyées à une seule personne	-	-	229

RÉMUNÉRATION VARIABLE DIFFÉRÉE (ACQUISE ET NON ACQUISE EN 2024) - REM3

Rémunérations différées et retenues (En milliers d'euros)	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre de périodes de performance antérieures = Montant total des rémunérations différées	Dont devenant acquises au cours de l'exercice = dont rémunérations variables différées acquises en 2025	Dont devenant acquises au cours des exercices suivants = dont rémunérations variables différées non acquises en 2025 (en valeur d'attribution)	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours de l'exercice	Montant de l'ajustement en fonction des performances appliqué au cours de l'exercice aux rémunérations différées qui devaient devenir acquises au cours d'années de performances futures	Montant total de l'ajustement au cours de l'exercice dû à des ajustements implicites ex post (par exemple changements de valeur des rémunérations différées dus aux variations du cours des instruments)	Montant total des rémunérations différées octroyées avant l'exercice effectivement versées au cours de l'exercice	Montant total des rémunérations différées octroyées au titre de périodes de performance antérieures qui sont devenues acquises en 2025 mais font l'objet de rétention
Organe de direction - Fonction de surveillance								
Dont : montants en numéraire								
Dont : montants en numéraire indexés sur le CCA de la CR d'appartenance								
Organe de direction - fonction de gestion (dirigeants effectifs)	172	56	116	-	-	2	58	20
Dont : montants en numéraire	69	20	49	-	-	-	20	-
Dont : montants en numéraire indexés sur le CCA de la CR d'appartenance	103	37	67	-	-	2	38	20
Autres personnel identifiés	46	14	31	-	-	-	15	5
Dont : montants en numéraire	19	5	14	-	-	-	5	-
Dont : montants en numéraire indexés sur le CCA de la CR d'appartenance	26	9	18	-	-	-	9	5

RÉMUNÉRATION TOTALE 2024 SUPÉRIEURE OU ÉGALE À 1 MILLION D'EUROS - REM4

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine n'est pas concernée par la publication du tableau REM4 « Rémunération >= 1 millions d'euros / an ».

MONTANT DES RÉMUNÉRATIONS ATTRIBUÉES AU TITRE DE L'EXERCICE 2024 DES PERSONNELS IDENTIFIÉS, VENTILÉS PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ - REM5

	Organe de direction Fonction de surveillance	Organe de direction - Fonction de gestion	Banque de détail	Fonction d'entreprise	Fonction de contrôle indépendantes	Total
(en milliers d'euros)						
Nombre total de membres du personnel identifiés	23	2	11		7	43
Rémunération totale des membres du personnel identifiés	-	837	2 171	-	431	3 439
Dont : rémunération variable	-	225	422	-	31	678
Dont : rémunération fixe	-	612	1 749	-	401	2 761

10. INFORMATIONS SUR LES RISQUES EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET DE GOUVERNANCE (RISQUES ESG)

10.1 Informations qualitatives sur le risque environnemental

10.1.1 Stratégie et processus économiques

A. Stratégie économique de l'établissement visant à intégrer les facteurs et les risques environnementaux, en tenant compte de leur incidence sur l'environnement économique, le modèle économique, la stratégie et la planification financière de l'établissement

Consciente que les impacts environnementaux et climatiques sont de plus en plus prégnants sur son environnement économique, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a développé une stratégie commerciale favorisant ces aspects.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a notamment mis en place :

- Des entretiens ESG lors de l'étude de dossiers de prêts sur les marchés des ETI/PME, des professionnels, de l'agriculture et de la viticulture : ces entretiens permettent d'apprécier la maturité de ses clients dans la prise en compte des problématiques environnementales, sociales et de conformité majeures. Cette **première évaluation est basée sur des critères quantitatifs et qualitatifs, ainsi que des critères sectoriels**. Par exemple pour l'agriculture ou la viticulture, cette évaluation s'inscrit dans une démarche plus globale « Trajectoires Agri » qui vise à **accompagner les agriculteurs et viticulteurs** dans la compréhension de leur situation, la projection des risques potentiels et l'adaptation de leur stratégie en particulier autour du sujet de la trajectoire économique et financière et des enjeux liés aux transitions des EnR (Energies Renouvelables), de la décarbonation et des risques climatiques.
- Depuis fin 2023, une évaluation des caractéristiques environnementales et climatiques dans le cadre de l'approbation du développement de nouvelles activités, nouveaux services ou produits
- Une gamme d'offres de crédit favorisant les véhicules à faible émissions, les rénovations de bâtiments et les transitions agro-agri
- Un outil de simulation d'écორénovation des logements : J'écорénove
- Une filière Forêt dans le but de participer activement à la captation naturelle de carbone sur son territoire. La mise en place d'un programme relationnel client sur l'obligation de débroussaillage pour limiter les impacts en cas de feu de forêt.
- Une direction Energie, Transitions et Logistique et un service dédié au financement, à la prise de participation et à la production directe d'énergie renouvelable, principalement le photovoltaïque.
- Le déploiement des offres adaptées comme l'installation de panneaux photovoltaïques pour nos clients particuliers, professionnels et salariés, ainsi que l'installation gratuite de thermostats connectés pour l'habitat.

Dans le cadre des engagements Net Zéro Banking Alliance (NZBA) en 2022 puis 2023, le Groupe Crédit Agricole a présenté ses ambitions et plans d'actions sur 10 secteurs représentant 60% de ses encours : Pétrole et gaz, Automobile, Électricité, Immobilier commercial, Immobilier résidentiel, Transport maritime, Aviation, Acier, Ciment et Agriculture.

Pour son compte propre la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Aquitaine s'est déjà fixée depuis 2021 des objectifs et une politique climatique. L'objectif de réduire les émissions de la Caisse régionale de 30% entre 2018 et 2030 est aligné sur une trajectoire SBTi 1.5°C, basée sur la science.

En mars 2024, le Groupe Crédit Agricole a également lancé la plateforme Carbioz®, conçue pour mettre en relation et finaliser des transactions entre des acteurs économiques souhaitant contribuer à la neutralité carbone collective, et des agriculteurs engagés dans des projets agricoles de décarbonation certifiés « Label bas-carbone » par l'Etat français.

Concernant la biodiversité, la protection des écosystèmes est un des thèmes d'analyse ESG majeur d'Amundi, qui est notre principal fournisseur de supports de placements financiers auprès de la clientèle. En raison des limites liées aux données disponibles sur le sujet, le premier objectif est d'établir un état des lieux de la prise en compte de la biodiversité par les entreprises, puis de leur demander d'évaluer la sensibilité de leurs activités à cette perte de biodiversité, ainsi que de gérer l'impact de leurs activités et produits sur la biodiversité.

Afin de favoriser des placements adaptés, les clients sont interrogés sur leurs préférences concernant le développement durable lors des conseils prodigués par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.

B. Objectifs, cibles et limites pour l'évaluation et la gestion du risque environnemental à court, moyen et long terme, et évaluation des performances au regard de ces objectifs, cibles et limites, y compris les informations prospectives relatives à la définition de la stratégie et des processus économiques

Objectifs, cibles et limites pour l'évaluation et la gestion du risque environnemental

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a défini 10 engagements en matière de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise. Parmi ces engagements, deux sont consacrés à la limitation de l'impact de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine sur l'environnement et à la maîtrise de ces risques :

- Engagement 7 : Poursuivre la réduction de notre empreinte environnementale et carbone en ligne avec notre engagement sur la neutralité carbone.
- Engagement 8 : Mesurer et réduire le poids carbone de notre portefeuille de crédits suivant la trajectoire NZBA du Groupe Crédit Agricole.

Le processus d'identification des risques de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Aquitaine identifie comme risques spécifiques les risques environnementaux et climatiques. Ce processus engendre une description des risques, leur encadrement et leur suivi. En parallèle l'exercice d'appétit au risque mené en 2024 pour l'année 2025 intègre des indicateurs sur le risque environnemental dont le suivi du plan de mise en œuvre des 13 attentes de la BCE.

De plus, l'identification des principaux risques climatiques de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a pu être précisée dans le cadre des travaux Groupe relatifs au reporting de durabilité CSRD. Conformément aux normes de durabilité, l'exercice de double matérialité permet de déterminer les informations à publier dans le rapport de durabilité en identifiant les impacts, risques et opportunités (IRO) matériels. Le périmètre d'analyse englobe les opérations propres (périmètre consolidé) et la chaîne de valeur (amont / aval) de l'entreprise. L'analyse porte sur deux dimensions : la matérialité d'impact (comment les activités ont un impact sur ses parties prenantes ou l'environnement) et la matérialité financière (comment les sujets de développement durable nous affectent et nos performances financières). Un IRO est matériel dès lors qu'au moins une des deux dimensions l'est.

La méthodologie d'analyse de matérialité Groupe est sous la responsabilité de la Direction de l'Engagement sociétal. Elle est élaborée en collaboration avec la Direction des Risques Groupe, de la Direction de la Conformité, de la Direction des achats Groupe et de la Direction des Ressources Humaines Groupe qui sont les directions contributrices majeures. Cette méthodologie s'applique à l'ensemble des entités contributrices à l'exercice de Double matérialité dont la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.

Les risques sont cotés selon deux dimensions :

- la probabilité
- l'ampleur potentielle des effets financiers

Lorsque la cotation de chacun des critères d'un impact, risque ou opportunité est finalisée, une note de matérialité est calculée pour chaque IRO et comparée au seuil de matérialité du Groupe. Par seuil de matérialité, on entend la cotation à partir de laquelle les impacts, risques et opportunités sont matériels. A noter que les IRO ne font pas l'objet d'un classement par ordre de priorité autre que matériel/ non matériel.

Conformément à la réglementation, les impacts, risques et opportunités matériels doivent être mis à jour chaque année afin de prendre en compte les éventuelles évolutions de contexte, réglementaires ou de périmètre intervenues depuis. Cette actualisation se concentre sur les risques définis comme matériels lors de l'exercice précédent et prend en compte les éventuels éléments de contexte qui nécessitent de revoir la cotation. Les risques relatifs à la durabilité sont gérés selon les mêmes principes que les autres types de risques et ils sont intégrés dans le processus global de gestion des risques du Groupe Crédit Agricole. Le processus d'évaluation de la double matérialité fera l'objet d'évolutions pour le prochain exercice afin d'intégrer des modalités spécifiques de consultation des parties prenantes affectées.

Ces travaux sont aussi utilisés pour évaluer les risques significatifs directement liés aux activités du Groupe, dans le cadre de la mise à jour du plan de vigilance.

En outre, dans le but d'encadrer l'analyse et la mesure des impacts des facteurs de risques climatiques et environnementaux (C&E), une taxonomie groupe a été élaborée. Ce système de classification se base sur des éléments partagés par tous les acteurs du marché, dont les régulateurs et les superviseurs, mais aussi sur l'expertise interne. Cette liste vise à répondre à la majeure partie des usages et est susceptible d'être mise à jour régulièrement, notamment pour tenir compte de l'amélioration de la connaissance des facteurs de risques climatiques et environnementaux et de l'évolution du dispositif interne de gestion de ces risques. En considérant les travaux scientifiques et les principaux facteurs de risques retenus, le Groupe considère que :

- Les risques physiques liés au dérèglement climatique sont potentiellement encourus à court terme pour les risques aigus, moyen/long terme pour les risques chroniques ;
- Les risques de transition liés au dérèglement climatique sont encourus à court, moyen et long terme.

Les différents travaux menés permettent d'identifier les risques majeurs impactés par le facteur de risque climatique et nécessitant donc une priorisation dans le développement du dispositif de gestion du risque. Cette hiérarchisation a également considéré des travaux externes, notamment des superviseurs et des régulateurs, guidant la priorité dans la conduite d'analyses renforcées.

Les enjeux environnementaux sont intégrés dans les décisions stratégiques dans le cadre du Projet sociétal au cœur du Projet de Groupe.

Evaluation des performances

- En matière d'évaluation de ses performances relatives à ces deux engagements, le Crédit Agricole Aquitaine suit plusieurs indicateurs dans le cadre de sa contribution au rapport de durabilité CSRD du Groupe.
- De manière générale, ces indicateurs relatives aux énergies s'améliorent en cohérence avec les politiques menées.

C. Activités d'investissement actuelles et cibles d'investissement (futures) en faveur d'objectifs environnementaux et d'activités alignées sur la taxonomie de l'UE

L'ambition du Groupe Crédit Agricole est de permettre à ses clients d'orienter leur épargne vers des projets durables et conformes à leurs valeurs, en totale connaissance de cause, et confiance.

- A cette fin, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine propose le Livret Engagé Sociétaire, un livret d'épargne disponible et sans risque à capital garanti permettant au client d'investir dans des projets durables et d'être informés des projets soutenus par cette épargne.

- Enfin, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine poursuit en 2024 son programme de formation afin que les conseillers soient en mesure d'informer et d'accompagner leurs clients dans le choix de leurs investissements durables.

Les questions ESG sont au cœur des produits d'investissement proposés par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine qui s'appuie sur les politiques propres à Crédit Agricole Assurances et Amundi.

Crédit Agricole Assurances :

Intégrer des critères responsables dans la politique d'investissement du Groupe

- En tant qu'investisseur institutionnel de premier plan et signataire des PRI (Principes pour l'investissement responsable), Crédit Agricole Assurances est soucieux des responsabilités qui lui incombent, vis-à-vis des secteurs et des émetteurs dans lesquels il investit. Crédit Agricole Assurances applique une politique d'exclusion à l'achat sur le secteur du tabac depuis 2017 et n'en détient plus directement dans ses portefeuilles. Il intègre les critères ESG sur l'ensemble de ses classes d'actifs en s'appuyant notamment sur l'expertise d'Amundi et son système d'analyse et de notation ESG, qui s'applique aux actions cotées et aux souverains. Crédit Agricole Assurances a déployé sa méthodologie de notation interne ESG et a également développé l'engagement actionnarial auprès de ses participations stratégiques avec la participation active de sa Direction des investissements au sein des Conseils d'administration des entreprises dont l'assureur est actionnaire. À fin décembre 2024, les titres cotés (actions et obligations corporate et souverains et assimilés) directement détenus par Crédit Agricole Assurances sont intégralement soumis à un filtre ESG. L'encours correspondant est de 205 milliards d'euros sur un montant global de 299 milliards d'euros d'actifs investis au titre des fonds euros et des fonds propres.
- Crédit Agricole Assurances poursuit sa politique sectorielle spécifique au charbon thermique sur ses portefeuilles d'investissements directs afin d'assurer la sortie du charbon thermique en 2030. Cet engagement porte sur tous les investissements détenus en direct, cotés et non cotés, effectués au titre des fonds euros et fonds propres. Par ailleurs, une politique d'amélioration des performances énergétiques des actifs immobiliers en portefeuille (concrétisée par l'obtention d'un label) a été mise en œuvre. À fin 2024, Crédit Agricole Assurances détient, en direct, 12,4 milliards d'euros d'obligations vertes, près de 1,9 milliard d'euros de social bonds et 2,5 milliards d'euros de sustainability bonds.

Proposer des supports d'épargne ESG aux clients

- La politique ESG des pôles Gestion de l'Épargne et Assurances du Groupe Crédit Agricole permet de proposer une gamme "Engagée et Responsable" de solutions d'investissement aux clients de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.
- La gamme "Engagée et Responsable" est construite autour de trois axes : intégration des enjeux climatiques et environnementaux dans les critères de gestion ; soutien aux entreprises contribuant aux évolutions sociétales et aux transitions agricole et agro-alimentaire ; soutien aux entreprises françaises durables. Constituée d'une vingtaine de solutions de placements responsables, la gamme Engagée et Responsable permet aux clients de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine de diversifier leur patrimoine financier, de manière concrète, en soutenant des entreprises vertueuses et/ou engagées dans leur transformation dans des univers de gestion larges.
- Enfin, pour les clients souhaitant déléguer la gestion de leur patrimoine, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine propose de la gestion sous mandat et/ou de la gestion conseillée prenant en compte les critères ESG.
- Depuis le lancement des fonds ISR (investissement socialement responsable), plusieurs actions ont été menées afin de promouvoir ce type d'investissements à la fois auprès des réseaux de distribution et des clients : animations réseaux lors des temps forts (Semaine du développement durable, Semaine de l'ISR, Semaine de la finance solidaire), communications client sur l'ISR.

Amundi :

Amundi, pionnier de l'investissement responsable et signataire des Principles for Responsible Investment (PRI) depuis 2006, a placé l'analyse ESG au cœur de sa stratégie de développement. Son objectif premier est d'offrir à ses clients non seulement une performance financière attractive tout en respectant le niveau de risque qu'ils ont choisi, mais aussi une surperformance des critères extra-financiers dans tous ses fonds ouverts gérés activement. Amundi porte une attention toute particulière à deux grands enjeux de durabilité que sont, d'une part, la transition environnementale et la protection des écosystèmes, et, d'autre part, la question de la cohésion sociale. Après avoir confirmé sa position de leader européen de l'investissement responsable fin 2021, Amundi a annoncé amplifier ses engagements en faveur d'une transition environnementale juste au travers de son plan stratégique "Ambitions ESG 2025" annoncé en décembre 2021.

Prioriser les enjeux ESG au plus haut niveau

- Amundi s'est doté de moyens importants pour déployer sa politique ESG. La ligne métier Investissement responsable, qui compte plus de 60 experts, définit et met en œuvre la stratégie d'Amundi en matière de finance durable dans toutes ses dimensions, au service des différentes gestions : analyse et notation des entreprises, engagement et vote, intégration des facteurs ESG et conception de solutions d'investissement durable, indicateurs clés de durabilité des portefeuilles, promotion ESG, et participation aux travaux et initiatives de place.
- Au sein de son équipe d'Investissement responsable, plusieurs Comités permettent un suivi cadré et régulier des travaux menés, notamment : le Comité stratégique ESG et Climat définit, valide et pilote la stratégie ESG et climat, ainsi que la politique d'investissement responsable d'Amundi ; le Comité de notation ESG valide les méthodologies de notation ESG, revoit les politiques d'exclusion et les politiques sectorielles et valide leurs règles d'application ; le Comité de vote valide la politique de vote d'Amundi et les approches spécifiques/locales, et joue un rôle de conseil dans les décisions de vote de certaines situations individuelles.
- Amundi a une gouvernance dédiée pour le pilotage de sa stratégie en tant qu'acteur financier responsable et entreprise responsable. Son Conseil d'administration s'appuie principalement sur les travaux du Comité stratégique et RSE.

Définir une politique d'investissement responsable

- L'analyse ESG au cœur du processus d'investissement responsable :
 - Amundi a défini son propre cadre d'analyse et développé sa méthodologie de notation ESG. Cette méthodologie est à la fois propriétaire et centralisée, favorisant une approche cohérente de l'investissement responsable dans l'ensemble de l'organisation, en ligne avec les valeurs et priorités d'Amundi.
 - Sur les marchés cotés, Amundi a développé deux principales méthodologies de notation ESG, l'une pour les entreprises et l'autre pour les entités souveraines. Notre approche se fonde sur des textes de portée universelle, comme le Pacte Mondial des Nations Unies, les principes directeurs de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise, l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), etc. La note ESG vise à mesurer la performance ESG d'un émetteur, par exemple sa capacité à anticiper et gérer les risques et opportunités de durabilité inhérents à son secteur et à ses situations individuelles. La note ESG évalue également la capacité du management de l'entreprise à gérer l'impact négatif potentiel de leurs activités sur les facteurs de durabilité qui peuvent l'affecter. L'analyse s'appuie principalement sur 22 fournisseurs de données externes.
- Une politique d'engagement active : elle s'exerce à l'occasion des échanges réguliers entre les analystes et les entreprises investies, et à travers des actions individuelles ou collaboratives d'engagement sur six sujets principaux : la transition vers une économie bas carbone ; la préservation du capital naturel (protection des écosystèmes et lutte contre la perte de biodiversité) ; la cohésion sociale, à travers la protection des salariés directs et indirects et la promotion des droits humains ; la responsabilité client, produit et sociétale ; les pratiques de gouvernance, qui doivent être solides et promouvoir le développement durable ; le dialogue favorisant un exercice accru du droit de vote et le

renforcement de la gouvernance d'entreprise. Elle est complétée par une politique détaillant l'exercice des droits de vote.

- La politique de vote complète le dispositif d'engagement : la politique de vote d'Amundi repose sur la conviction que la prise en compte des enjeux environnementaux, sociaux, et de bonne gouvernance par les Conseils d'Administration est essentielle à la bonne gestion d'une entreprise. Amundi entend pleinement jouer son rôle d'investisseur responsable et se mobilise ainsi sur le soutien aux résolutions portant sur le climat ou sur des enjeux sociaux.

Une politique d'exclusion ciblée

- Le plan d'action d'Amundi vis-à-vis des émetteurs se fonde sur un déploiement de moyens ambitieux sur l'activité d'engagement. Dans ce contexte, l'usage des politiques d'exclusions n'est jugé pertinent que lorsqu'elles ciblent des activités venant compromettre cette transition alors que des alternatives à l'échelle existent.
- Dans le cadre de sa responsabilité fiduciaire, Amundi a fixé des normes minimales et des politiques d'exclusion sur des sujets critiques en matière de durabilité, déclenchant des suivis spécifiques et des procédures d'escalade lorsque des violations sont identifiées, pouvant conduire à un engagement, à des actions de vote spécifique (le cas échéant) ou à l'exclusion. Elles concernent les émetteurs qui ne se conforment pas aux conventions et/ou cadres internationalement reconnus ou aux réglementations nationales et ceux qui sont exposés à des activités ciblées telles que l'industrie du charbon, du tabac, et depuis fin 2022, aux hydrocarbures non conventionnels et à l'armement nucléaire. Ces règles sont appliquées aux portefeuilles gérés activement et aux portefeuilles ESG passifs (sauf demande contraire des clients) et mises en œuvre sur tous les nouveaux mandats ou fonds dédiés (sauf demande contraire du client) toujours dans le respect des lois et des réglementations applicables.

D. Politiques et procédures de dialogue direct et indirect avec des contreparties nouvelles ou existantes sur leurs stratégies d'atténuation et de réduction des risques environnementaux

Intégration des enjeux environnementaux dans l'analyse du risque de contreparties des PME et ETI

- **La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine à travers les filiales du groupe décline des offres environnementales et sociales sur l'ensemble de ses segments de clientèles afin que tous les acteurs de la vie l'économie et des territoires soient accompagnés et soutenus dans les transformations en cours et à venir.** Le Crédit agricole adopte une approche volontariste d'inclusion ESG en particulier dans l'accompagnement des ETI et PME en mettant à disposition des solutions adaptée à leur secteur et leur taille. Ceci se décline comme suit :
- Un **diagnostic de la performance ESG client** est effectué par les chargés de clientèle avec les clients sur l'ensemble des marchés afin d'apprécier la maturité des clients dans la prise en compte des problématiques environnementales, sociales et de conformité majeures.
- Cette **première évaluation est basée sur des critères quantitatifs et qualitatifs, ainsi que des critères sectoriels.** Par exemple sur l'agriculture ou la viticulture, cette évaluation s'inscrit dans une démarche plus globale « Trajectoires Agri » qui vise à **accompagner les agriculteurs et viticulteurs** dans la compréhension de leur situation, la projection des risques potentiels et l'adaptation de leur stratégie en particulier autour du sujet de la trajectoire économique et financière et des enjeux liés aux transitions des EnR (Energies Renouvelables), de la décarbonation et des risques climatiques.
- Sur la base du diagnostic un portefeuille d'offres est mis à disposition. Celles-ci sont soutenues par un réseau de partenaires nationaux et locaux dans une optique de mise à disposition des expertises filière à l'ensemble du réseau.

10.1.2 Gouvernance

A. Responsabilités de l'organe de direction dans l'établissement du cadre de tolérance au risque et dans la supervision et la gestion de la mise en œuvre des objectifs, de la stratégie et des politiques définis dans le contexte de la gestion des risques environnementaux, couvrant les canaux de transmission pertinents.

La gouvernance de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est assurée à la fois par la Direction Générale et le Conseil d'Administration et s'appuie sur différents comités décisionnaires, qui intègrent des critères ESG dans l'analyse des dossiers de transformation présentés dans ces comités.

La gouvernance dans sa fonction de supervision

- Le Comité d'Audit, émanation du Conseil d'administration assure la fonction de supervision : il a notamment été informé des évolutions principales apportées en matière de ESG lors de la présentation annuelle du Pilier 3 ESG.
- Diverses présentations lui sont faites sur certains aspects RSE en cours d'année, notamment en matière climatique.
- Le Comité des Risques, émanation du Conseil d'Administration, valide les stratégies risques de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine intégrant des aspects climatiques et environnementaux dont la politique RSE. Il assure également le suivi des plans d'actions visant à se conformer aux exigences réglementaires en matière de durabilité.
- Le suivi de l'avancement des plans d'action relatif aux 13 attentes du guide BCE et aux lignes directrices de l'EBA en matière d'octroi est transmis périodiquement à la Direction Risques Groupe.
- Dans le cadre du comité des nominations, les Administrateurs réalisent une auto-évaluation sur les thématiques bancaires incluant les aspects de durabilité. Des formations sur les enjeux de risques climatiques et de durabilité ont été dispensées auprès du Conseil d'Administration en 2024.

La gouvernance exécutive

- La mise en œuvre des engagements environnementaux et plans d'actions visant à se conformer aux exigences réglementaires en matière de durabilité intégrant les attentes BCE en matière de risques climatiques et environnementaux est assurée par le Comité Développement Durable,
- La performance extra-financière de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est sous la responsabilité du Comité de Développement Durable qui suit la définition de la stratégie ESG et RSE et sa mise en œuvre opérationnelle,
- Le Comité Risques et Provisions suit l'évolution du risque de crédit intégrant les facteurs environnementaux et climatiques, valide et suit le plan d'action de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine issu des analyses de conformité réalisées sur les lignes directrices de l'Autorité Bancaire Européenne sur l'intégration des critères ESG en matière d'octroi.
- Les dossiers présentés pour décision dans les comités décisionnaires comme le Comité de Développement, intègrent une évaluation RSE du projet accompagnée d'une cotation. Cette évaluation intègre des aspects environnementaux et climatiques.
- Les projets présentés en Comité Social et Economique peuvent faire l'objet d'une évaluation environnementale si le projet est concerné par ces aspects.

B. Intégration par l'organe de direction des effets à court, moyen et long terme des facteurs et risques environnementaux dans la structure organisationnelle, tant au sein des lignes d'activité que des fonctions de contrôle interne de l'établissement.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a intégré les facteurs et risques environnementaux dans ses différentes structures organisationnelles.

Politiques générales/Accords sociaux

- Les différentes politiques de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine intègrent des aspects environnementaux : la politique RSE, la politique Achats Responsables, la politique Immobilière, la politique Crédits, la politique Financière, politique de Rémunération, notamment.
- Les accords sociaux prennent en compte les aspects environnementaux : accord sur le forfait mobilité, accord sur le télétravail et le travail à distance, accord sur le rapprochement des salariés de leur lieu de travail.

Organisation des lignes d'activité

- Création en 2022 d'une direction dédiée à l'énergie et aux transitions : elle intègre la grande majorité des activités qui peuvent avoir un impact en matière environnementale pour compte propre notamment la coordination du développement durable au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.
- Identification au sein de la fonction gestion des risques d'un référent risques climatiques et environnementaux et d'un référent conformité ESG appelés à exercer un deuxième regard spécifique et à soumettre à la gouvernance le reporting relatif au déploiement du dispositif de gestion du risque.
- Désignation depuis 2023 du membre plus particulièrement impliqué dans la définition des rôles et responsabilités des fonctions impliquées dans la gestion des risques liés au climat et à l'environnement. Une organisation a été définie en Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine pour coordonner la prise en charge des réglementations autour de la finance durable ainsi qu'une identification formelle des rôles et responsabilités sur les trois lignes de défense.

Interaction avec ses parties prenantes

- La politique Achats Responsables valorise les pratiques environnementales favorables de nos fournisseurs,
- La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine participe à deux chaires scientifiques : l'une sur l'eau et le climat et l'autre sur la transition de la viticulture,
- La structure Village by CA intègre des start-ups ayant été sélectionnées en partie sur des critères de durabilité.

C. Intégration de mesures de gestion des facteurs et des risques environnementaux dans les dispositifs de gouvernance interne, y compris le rôle des comités, la répartition des tâches et des responsabilités et le circuit de retour d'information entre la fonction de gestion des risques et l'organe de direction, couvrant les canaux de transmission pertinents

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a intégré les risques environnementaux dans ses différentes structures de décision.

La gouvernance dans sa fonction de supervision

- Un premier niveau de supervision intervient dans les dossiers de crédit supervisés par le Comité des prêts de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine : les dossiers présentés intègrent en effet le résultat des questionnaires ESG décrit au D ci-dessus.
- Le suivi des plans d'actions visant à se conformer aux exigences réglementaires en matière de durabilité fait l'objet d'une présentation en Comité des Risques sous l'égide du Conseil d'Administration.
- Le Rapport de Contrôle Interne intégrant les risques environnementaux et climatiques fait l'objet d'une présentation semestrielle en Comité des Risques.
- Un suivi de l'avancement des plans d'action en cours relatif au guide BCE et aux lignes directrices de l'EBA en matière d'octroi est transmis périodiquement à la Direction Risques Groupe.
- Le Comité d'Audit, émanation du Conseil d'administration assure la fonction de supervision : il a notamment été informé des évolutions principales apportées en matière de ESG lors de la présentation annuelle du Pilier 3 ESG.

La gouvernance exécutive

- Les dossiers présentés pour décision dans les comités décisionnaires comme le Comité de Développement, intègrent une évaluation RSE du projet accompagnée d'une cotation. Cette évaluation intègre des aspects environnementaux et climatiques.
- La mise en œuvre des engagements environnementaux et plans d'actions visant à se conformer aux exigences réglementaires en matière de durabilité intégrant les attentes BCE en matière de risques climatiques et environnementaux est assurée par le Comité Développement Durable,
- La performance extra-financière de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est sous la responsabilité du Comité de Développement Durable qui suit la définition de la stratégie ESG et RSE et sa mise en œuvre opérationnelle,
- Les projets présentés en Comité Social et Economique peuvent faire l'objet d'une évaluation environnementale si le projet est concerné par ces aspects.
- S'agissant des dossiers de financement relevant de l'Avis Risque Indépendant (ARI), un volet relatif à l'analyse des risques climatiques physiques et de transition est intégré afin de porter à la connaissance des décisionnaires, membres du Comité des prêts, l'existence de risques éventuels.
- Le comité Risques et Provisions valide et suit le plan d'action de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine issu des analyses de conformité réalisées sur les lignes directrices de l'Autorité Bancaire Européenne sur l'intégration des critères ESG en matière d'octroi.
- Le Rapport de Contrôle Interne intégrant les risques environnementaux et climatiques fait l'objet d'une présentation semestrielle en Comité de Contrôle Interne.

D. Chaînes de communication de rapports relatifs au risque environnemental et fréquence des rapports

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine fait le point annuellement sur ses avancées en matière environnementale dans le cadre de ses reportings extra-financiers.

La gouvernance dans sa fonction de supervision

- Le Comité d'Audit, émanation du Conseil d'administration assure la fonction de supervision : il a notamment été informé des évolutions principales apportées en matière de ESG lors de la présentation annuelle du Pilier 3 ESG.
- Le Rapport de Contrôle Interne intégrant les risques environnementaux et climatiques fait l'objet d'une présentation semestrielle en Comité des Risques sous l'égide du Conseil d'Administration.

La gouvernance exécutive

- Le Comité Développement Durable est tenu informé de l'avancement des travaux de reporting de durabilité CSRD pour laquelle la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine contribue au rapport Groupe.
- Le Comité de Direction est tenu informé de la production et publication du Pilier 3 intégrant les aspects ESG.
- Le Rapport de Contrôle Interne intégrant les risques environnementaux et climatiques fait l'objet d'une présentation semestrielle en Comité de Contrôle Interne.

E. Alignement de la politique de rémunération sur les objectifs de l'établissement en matière de risques environnementaux

La rémunération variable du Directeur Général rémunère la performance de notre Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine en tant que banque coopérative.

A ce titre, la performance est évaluée sur l'investissement du Directeur Général notamment dans la recherche d'utilité au territoire et de l'intérêt général, dans la promotion du modèle coopératif, dans la valorisation des femmes et des hommes.

Alignée sur l'intérêt social de l'entreprise, la politique de rétribution des dirigeants mandataires sociaux exécutifs du Groupe Crédit Agricole prend en compte les dimensions de performance durable au-delà des seuls résultats économiques à court terme, au travers notamment des engagements ESG du Groupe, en particulier dans les domaines sociétaux, environnementaux et climatiques.

10.1.3 Gestion des risques

A. Intégration des effets à court, moyen et long terme des facteurs et risques environnementaux dans le cadre de tolérance des risques

Un recensement des principaux facteurs de risque a été effectué afin d'évaluer leurs matérialités dans les grandes catégories de risques existantes, et de la mettre en perspective par rapport aux expositions de la banque par des analyses quantitatives. Les travaux scientifiques disponibles à date complètent de façon qualitative cette analyse de matérialité.

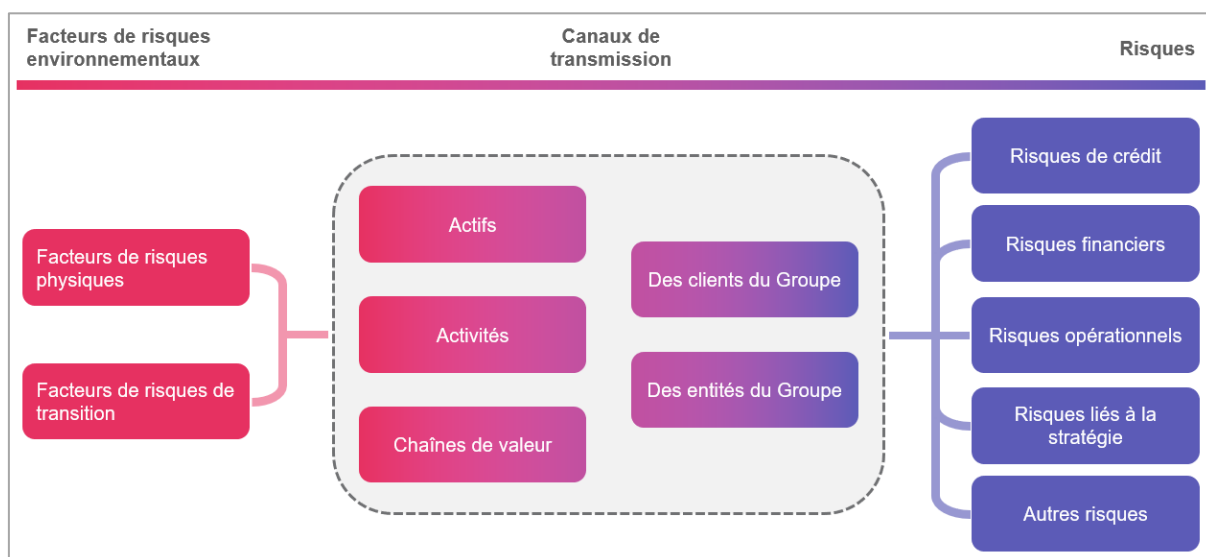
Le Groupe et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine retiennent alors les principaux facteurs de risques suivants et leurs horizons de survenance :

- Les risques physiques liés au dérèglement climatique sont potentiellement encourus sur du court terme pour les risques aigus, et moyen/long terme pour les risques chroniques
- Les risques de transition liés au dérèglement climatique sont encourus sur du court/moyen et long terme

B. Définitions, méthodologies et normes internationales sur lesquelles repose le cadre de gestion des risques environnementaux

Le Groupe et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'appuient sur :

- Les définitions à date des risques environnementaux prises par les régulateurs ou les superviseurs, ainsi que les leviers de transmission retenus dans les grandes classes de risques
- Les normes telles que la Taxonomie Européenne permettant de qualifier certains types d'actifs
- Les standards ou principe de place, comme les Green Bonds Principles



Les facteurs de risques environnementaux sont classés en différentes catégories à des fins d'analyse et de reporting. Les principales catégories de facteurs de risques environnementaux sont les facteurs de risques physiques et les facteurs de risques de transition.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'inscrit dans les travaux réalisés par le Groupe en matière d'identification et de mesure de risques environnementaux.

FACTEURS DE RISQUES PHYSIQUES

Les facteurs de risques physiques regroupent les effets financiers du changement climatique (notamment multiplication des événements climatiques extrêmes et modifications progressives du climat) et de la dégradation de l'environnement (comme la pollution de l'air, de l'eau et de la terre, le stress hydrique, la perte de biodiversité et la déforestation).

Catégorie de facteur	Facteur

Climatique	Température	Vague de chaleur
		Feu de forêt
		Augmentation de la température moyenne
		Vague de froid, gel
	Vent	Tempête
		Orage
		Tornado
		Ouragan / cyclone
	Eau	Sécheresse
		Inondation (par ruissellement, fluviale, remontée de nappe phréatique, côtière)
		Neige
		Grêle
		Hausse du niveau de la mer
	Géologie	Retrait-gonflement des argiles
		Mouvement de terrains (glissement, effondrement de terrain)
		Erosion côtière
		Activité sismique (séisme, tsunami, éruption volcanique)
Autre	Biologie	Perte de biodiversité
		Espèces envahissantes
		Agents infectieux
	Ecosystèmes	Disponibilité et qualité des ressources
		Pollution des écosystèmes

FACTEURS DE RISQUES DE TRANSITION

Les facteurs de risques de transition regroupent les pertes financières qu'un établissement peut encourir, directement ou indirectement, du fait du processus d'adaptation à une économie sobre en carbone et plus soutenable d'un point de vue environnemental.

Catégorie de facteur	Facteur
Décision des autorités (exécutives, législatives, judiciaires)	Evolution réglementaire
	Autorisation et contrainte d'activité

	Taxe, impôt, subvention
Amende, condamnation	
Evolution de marché	Evolution de comportement d'acteur (consommateurs, fournisseurs, employés, investisseurs)
Evolution technologique	Evolution de prix
	Substitution de produits et services existants par d'autres plus durables
	Coûts et pertes liées aux nouvelles technologies bas-carbone (dont R&D)
Obligation contractuelle	Définition et respect d'une obligation contractuelle liée à des facteurs environnementaux

En raison de la nature spécifique des facteurs de risques environnementaux, leur gestion nécessite la prise en compte de différents horizons de temps et scénarios.

Le Groupe Crédit Agricole a défini quatre horizons de temps pour son cadre de gestion des risques environnementaux, choisis non seulement pour s'aligner sur les cycles opérationnels et budgétaires actuels, mais aussi pour assurer la cohérence avec les objectifs stratégiques à plus long terme et les engagements globaux en matière de climat. Le choix de ces horizons de temps est également lié au profil de nos portefeuilles et à leur maturité moyenne effective au titre de nos activités de crédit :

- L'horizon à court terme est fixé à 2025, en alignement avec l'horizon budgétaire actuel et le plan stratégique du groupe Crédit Agricole.
- Le moyen terme est fixé à 2030, aligné sur les cibles intermédiaires Net Zero Banking Alliance (NZBA) et sur les objectifs exprimés par l'Union Européenne dans le cadre du paquet législatif « Fit for 55 ».
- L'horizon long terme est fixé à 2040 pour capturer la part long terme de nos expositions.
- Le très long terme, défini à 2050, s'aligne sur les délais fixés dans nos engagements NZBA.

Le Groupe Crédit Agricole utilise différents scénarios afin de réaliser des évaluations prospectives des impacts des facteurs de risques environnementaux. Trois scénarios définis par le Network for Greening the Financial System (NGFS) sont utilisés pour évaluer la matérialité des risques liés au climat pour le Groupe Crédit Agricole :

- Net Zéro 2050 (Ordonné) esquisse un avenir ambitieux mais réalisable où les efforts mondiaux conduiront à des émissions nettes nulles de gaz à effet de serre d'ici 2050, en visant à limiter le réchauffement à +1,5 degré Celsius d'ici 2100 (avec une probabilité de 50%).
- La transition retardée (désordonné) présente un monde où les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont reportés, conduisant à une augmentation de +1,6 degrés Celsius d'ici 2100.
- Politiques actuelles (Hot House World), projette les résultats de la poursuite des trajectoires politiques actuelles, ce qui se traduira par une hausse de la température mondiale d'environ +3 degrés Celsius d'ici 2100.

IDENTIFICATION DES CANAUX DE TRANSMISSION

Le Groupe Crédit Agricole a étudié les canaux de transmission possibles des facteurs de risques environnementaux sur les différentes catégories de risques afin d'identifier les canaux de transmission pertinents et les zones de risques les plus sensibles. Cette identification permet ensuite de prioriser les

analyses d'évaluation de matérialité des facteurs de risques environnementaux et le développement du dispositif de gestion des risques.

Cette analyse a été réalisée sur les principaux risques du Groupe (crédit, opérationnel, liquidité, marché, réputation, contentieux et stratégique). Pour cet exercice, chaque catégorie de risque a été décomposée en sous-catégories ou portefeuilles. Les canaux de transmission possibles ont été identifiés et évalués qualitativement, pour chaque facteur de risque environnemental, par les experts de risques internes, sur la base des analyses d'événements de risques passés et actuels, d'études économiques passées ou prospectives internes et externes, de publications des régulateurs et superviseurs. Cette analyse a été réalisée sur les principaux risques du Groupe (crédit, opérationnel, liquidité, marché, réputation, contentieux et stratégique).

L'analyse des canaux de transmission fait apparaître différents ordres d'importance des impacts possibles des facteurs de risques environnementaux sur les différentes catégories de risques :

- Le risque de crédit est la catégorie de risque la plus sensible, à la fois pour les facteurs de risques environnementaux physiques et de transition, avec toutefois des canaux de transmissions différents et des importances différentes en fonction des facteurs de risques, des portefeuilles et des secteurs d'activités financés ;
- Parmi les autres catégories de risques, les risques opérationnels sont plus sensibles aux facteurs de risques physiques tandis que les autres catégories sont plus sensibles aux facteurs de risques de transition.

C. Mesure des risques et identification des risques significatifs

Le Groupe Crédit Agricole a développé des méthodes de quantification des impacts des facteurs de risques environnementaux sur les différentes catégories de risques, afin de mesurer ces impacts de manières historique et prospective sur différents horizons de temps et scénarios et de comparer ces impacts aux indicateurs de risque du Groupe (analyse par seuil de matérialité). Toutefois, si la qualité et la disponibilité des données et méthodes de quantification ont été continuellement améliorées ces dernières années, tant au sein du Groupe qu'au sein des parties prenantes externes, de nombreuses limites existent encore et les conclusions obtenues doivent donc être interprétées avec prudence. Le Groupe adapte donc progressivement ses méthodes de quantification afin de prendre en compte ces améliorations régulières.

Les méthodes de quantification historique des impacts des facteurs de risques environnementaux reposent sur des analyses des événements de risques passés et actuels et sur des études de corrélation entre la survenance de périls environnementaux et l'évolution des indicateurs de risques (la survenance passée de facteurs de risques de transition étant faible). Ces méthodes sont notamment limitées par le manque de données détaillées concernant les facteurs de risques environnementaux, dans un contexte où ces risques ne faisaient pas encore l'objet d'une attention poussée par l'ensemble des parties prenantes, les publications de données exploitables étant alors limitées. Ces limites sont compensées par des analyses manuelles lorsque possible.

Les méthodes de quantification prospectives des impacts des facteurs de risques environnementaux reposent sur des bases de données prospectives externes de sources publiques (institutions nationales ou internationales, organismes de recherche...) ou privées (agences de notation, réassureurs...), sur des données internes collectées et sur des méthodes de modélisation développées pour chaque catégorie de risque (dont des stress tests). Ces méthodes sont notamment limitées par la disponibilité et la qualité des données, les incertitudes liées aux scénarios et la non-linéarité des impacts. Ces limites sont compensées par l'usage de proxy, la prise en compte de paramètres conservateurs et des évaluations de risque brut.

Les analyses qualitatives et quantitatives menées jusqu'à présent, en interne et avec le superviseur, n'ont pas fait ressortir d'impact dans le capital.

IMPACTS SUR LE RISQUE DE CREDIT

Les analyses historiques et à date d'événements de risque de crédit ne montrent pas à ce stade de lien matériel avec les facteurs de risques environnementaux, à la fois les facteurs de risques physiques et de

transition. Concernant les facteurs de risques physiques, l'impact limité peut être expliqué par le rôle des assureurs et ainsi que des politiques nationales d'indemnisation en cas de sinistre lié à des catastrophes naturelles. Concernant les facteurs de risques de transition, l'impact limité peut être expliqué par la faible occurrence passée de ces facteurs.

Les analyses prospectives, réalisées avec des données et méthodes différentes en fonction des portefeuilles et facteurs de risques, sélectionnées en fonction de leur pertinence, qualité et disponibilité, permettent de conclure à des impacts contenus à l'échelle du Groupe. L'importance de ces impacts varie en fonction des horizons de temps, des scénarios et des facteurs de risques. Concernant les facteurs de risques physiques, les analyses concluent à des impacts relatifs et contenus, avec toutefois des sensibilités plus prononcées aux risques aigus pour certaines combinaisons de géographies et secteurs, en augmentation en fonction du temps et des scénarios de dérèglement climatique. Concernant les facteurs de risques de transition, les analyses concluent à un impact global limité, avec des impacts les plus importants à moyen terme.

IMPACTS SUR LE RISQUE OPERATIONNEL

Les analyses historiques et à date d'évènements de risque opérationnel (incidents et pertes opérationnelles) ne montrent pas à ce stade de lien matériel avec les facteurs de risques environnementaux, à la fois les facteurs de risques physiques et de transition. Une analyse fine de l'historique de pertes opérationnelles ne fait apparaître que des impacts de facteurs de risques physiques (surtout en lien avec des inondations), avec une matérialité faible.

Une analyse prospective de l'impact des facteurs de risques physiques sur des actifs du Groupe Crédit Agricole en France a permis de conclure à une exposition modérée de ces actifs au risque d'inondation par crue (sélectionné sur la base de l'analyse des canaux de transmission et de l'étude historique), quels que soient les horizons de temps et scénarios.

IMPACTS SUR LE RISQUE DE REPUTATION

L'impact des facteurs de risques physiques sur la réputation est assez limité ; néanmoins la gestion du risque opérationnel dérivé peut avoir des effets indirects négatifs sur l'image du Groupe Crédit Agricole et de la qualité de ses opérations. Le risque de transition et la capacité du Groupe à accompagner ses clients les plus vulnérables et exposés au risque de transition pourrait avoir un effet plus direct sur l'image du groupe. L'analyse des impacts des facteurs de risques environnementaux a pris en compte une revue détaillée et rétrospective des controverses auxquelles le Groupe a fait face sans pour autant avoir subi des poursuites. La plus grande partie de ces controverses sont issues d'ONG. Bien que le Groupe n'ait jamais fait l'objet de poursuite, l'environnement du risque de réputation climatique évolue avec une sophistication croissante de démarches des ONG ainsi que d'une augmentation de la sensibilité de l'opinion publique aux sujets climatiques. Celles-ci touchant principalement, et selon les analyses de bases de données extérieures, les secteurs des énergies fossiles, les allégations autour des pratiques de greenwashing, ainsi que le non-respect des engagements publics.

Tenant compte du dispositif de prévention et de l'absence de litiges liés à nos engagements climatiques, le groupe Crédit Agricole considère les risques de réputation en lien avec les risques physiques et risques de transition comme une conséquence des risques primaires et sont jugés limités à court terme (2025). Ils peuvent, sur la base des éléments connus à date et de l'évolution de la réglementation, être considérés de niveau modéré à moyen / long terme (2030 / 2050).

IMPACTS SUR LE RISQUE DE LIQUIDITE

Les analyses historiques et à date de l'impact des facteurs de risques physiques sur le risque de liquidité concluent à des impacts faibles sur la liquidité, y compris pour des périls ayant touché de vastes zones. Cet impact limité s'explique par les flux monétaires : si les entreprises peuvent être amenées à utiliser une partie de leurs réserves et crédits pour couvrir leurs besoins ou pertes immédiats en réponse à une catastrophe, entraînant alors une réduction des dépôts à vue et une augmentation potentielle des demandes de crédit, dans un second temps les fonds retirés sont susceptibles d'être réintroduits dans l'économie (via les règlements aux sociétés de travaux en charge des réparations) et donc de revenir vers les banques via la

clientèle entreprise. A noter également que la couverture d'assurance peut atténuer les pertes, et la nature majoritairement locale des catastrophes naturelles limite leur impact sur une banque globale comme le Groupe Crédit Agricole.

Concernant les facteurs de risque de transition, leur impact est considéré comme faible car les dépôts sont peu sensibles à ces facteurs de risques et sont protégés par des stratégies efficaces de gestion des risques. De plus, si la réputation du Groupe pouvait être affectée s'il ne respectait pas ses engagements climatiques, ce qui pourrait détériorer la confiance des clients et investisseurs institutionnels, un tel scénario est indirectement couvert dans les stress test idiosyncratiques réguliers, dont les résultats restent non matériels pour le Groupe.

Ainsi, les analyses réalisées concluent à un impact limité des facteurs de risques environnementaux sur la liquidité du Groupe Crédit Agricole, tous horizons de temps confondus.

IMPACTS SUR LES RISQUES DE MARCHE

Sur la base de l'analyse du NGFS et à l'instar des exercices de stress climatiques réglementaires conduits dans le passé par l'ACPR et la BCE, il apparaît que les facteurs de risque climatiques les plus importants pour les positions de marché sont liés aux risques de transition. En effet, les risques de transition sont plus susceptibles de générer des impacts systémiques, et donc de générer des impacts sur des positions de marché qui concernent plutôt de grandes entreprises.

Une analyse prospective des impacts des facteurs de risques de transition sur les risques de marché a été réalisée en utilisant un scénario de transition désordonnée, conçu en cohérence avec les projections du NGFS. Une simulation a été réalisée sur le portefeuille de négociation de l'activité de banque de financement et d'investissement du Groupe (Crédit Agricole CIB) et a montré la faible matérialité des risques climatiques sur les positions de marché crédit et action.

D. Dispositif de gestion des risques environnementaux

Le dispositif de gestion des risques environnementaux de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'inscrit dans le cadre et les processus existants d'identification, d'évaluation, de gestion et de reporting des risques du Groupe, de manière spécifique et en tant que facteur des autres catégories de risques. Les processus de gestion des risques sont progressivement mis à jour pour y intégrer les facteurs environnementaux jugés pertinents sur la base des analyses de risques réalisées, en ligne avec les exigences réglementaires. Ces processus sont notamment définis au niveau Groupe et déclinés au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine adaptés des caractéristiques propres à ses métiers.

CADRE GLOBAL

Les risques environnementaux sont intégrés dans l'ensemble des aspects du dispositif de gestion des risques du Groupe, tels que présentés dans le Pilier 3 :

- Déclaration d'appétit pour le risque : les facteurs de risques environnementaux sont suivis soit grâce aux indicateurs de risques couvrant les différentes catégories de risques et intégrant les impacts des facteurs de risques environnementaux, soit au sein d'indicateurs dédiés, complétés de limites et/ou de seuils d'alerte.
- Culture risque : le Groupe propose des modules de formation sur la gestion des risques environnementaux adaptés aux besoins des collaborateurs, notamment en format e-learning que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a déployé.

Procédures de contrôle interne et gestion des risques : La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine intègre progressivement dans tous ses processus pertinents la gestion des risques environnementaux, cela se traduisant formellement au sein de normes et de procédures. Cette intégration se fait soit au sein des dispositif de contrôle interne des différentes catégories de risques soit au sein de nouveaux

processus dédiés aux risques environnementaux. La Fonction Gestion des risques émet un avis sur les stratégies risques de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine intégrant pour certaines des aspects environnementaux et climatiques.

METHODES D'ATTENUATION DES RISQUES

La stratégie de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, qui consiste à orienter les portefeuilles de financement, d'investissement et des actifs gérés vers l'accompagnement de la transition énergétique, doit permettre de diminuer le risque brut à terme et d'améliorer son niveau de résilience. De plus la Caisse Régionale Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine définit une politique RSE et décline les politiques sectorielles RSE du Groupe qui s'applique à elle.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine réalise un suivi régulier de ses événements de risques générés par des facteurs environnementaux et de l'évolution de son exposition aux facteurs de risques environnementaux. Ces suivis et analyses font l'objet de reporting et nourrissent les décisions de gouvernance des risques.

Des mesures d'atténuations peuvent être définis lors de l'évaluation de dossiers individuels, de portefeuilles, de processus.

COLLECTE DE DONNEES

L'identification, l'évaluation et la gestion des risques environnementaux reposent sur des données internes et externes, dont certaines présentent des enjeux de disponibilité et de qualité.

L'identification des données nécessaires et disponibles pour le dispositif de gestion des risques environnementaux s'organise au sein de la Ligne Métier Risques Groupe et des équipes IT Groupe afin de répondre à l'ensemble des besoins progressivement identifiés lors du déploiement du dispositif, en cohérence avec les nouveaux besoins liés à la gestion de la stratégie environnementale et aux reportings extra-financiers.

Dans le cadre de la mise en application de la norme BCBS239, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'est dotée d'une gouvernance DATA intégrant les données ESG ainsi que d'un comité décisionnaire. Des contrôles sont réalisés sur la qualité, exhaustivité des données produites et publiées.

Cette collecte de données nécessaires est réalisée avec une exigence de qualité cohérente avec les exigences réglementaires et les nouveaux usages, qu'ils soient réglementaires ou de suivi et pilotage du risque, et s'accompagne d'une stratégie de développement informatique pour faire évoluer les bases de données, flux et outils du Groupe.

10.2 Informations qualitatives sur le risque social

10.2.1 Stratégie et processus économiques

A. Ajustement de la stratégie économique de l'établissement visant à intégrer les facteurs et les risques sociaux, en tenant compte de l'incidence du risque social sur l'environnement économique, le modèle économique, la stratégie et la planification financière de l'établissement

Présentation générale de la stratégie sociale

L'ambition de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est de savoir répondre à l'ensemble des préoccupations financières de tous ses clients, du plus modeste au plus fortuné. En conséquence, elle décline l'ensemble des offres environnementales et sociales des filiales du Groupe Crédit Agricole sur l'ensemble de ses segments de clientèles afin que tous les acteurs de la vie de l'économie et des territoires soient accompagnés et soutenus dans les transformations en cours et à venir.

Cette conjugaison d'utilité sociétale et d'universalité trouve son expression dans la stratégie sociale adoptée par le Groupe :

- Proposer une gamme d'offres qui n'exclut aucun client à travers des produits accessibles aux plus modestes (offres EKO, Offre Clientèle Fragile, Assurance habitation formule jeunes, etc.), un engagement renouvelé en faveur des jeunes et des populations fragiles ainsi qu'une politique de prévention des assurés.
- Contribuer à redynamiser les territoires les plus fragilisés et réduire les inégalités sociales via l'investissement dans le logement social, l'accompagnement des acteurs à impact issus de l'économie sociale et solidaire et la promotion d'initiatives à enjeu sociétal.
- Être un employeur responsable, fidélisant ses collaborateurs et garantissant un cadre de travail décent.

Utilité et universalité

- **Proposer une gamme d'offres qui n'exclut aucun client pour favoriser l'inclusion sociale et numérique** : La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine souhaite servir l'ensemble de ses clients et accompagner ses clients en situation de fragilité financière. Dans ce cadre, il a pour objectif de faciliter l'accessibilité des produits et services financiers (lisibilité de l'offre, tarification adaptée, condition de vente).
 - L'accès de tous à nos offres et services : la nouvelle gamme de banque au quotidien, Ma Banque au Quotidien, est commercialisée depuis 2022. Cette gamme est adaptée à l'ensemble des besoins avec des formules à la carte pour ne payer que ce dont le client a besoin.
 - Un engagement renouvelé en faveur des jeunes : la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'engage auprès des jeunes en proposant un accompagnement pour faciliter l'accès à la formation et à l'emploi de tous les jeunes grâce à une réponse complète, du bancaire à l'extra-bancaire, permettant aux jeunes d'accomplir leurs projets selon leurs aspirations. Pour cela, tout un écosystème de services et d'offres est mis à la disposition des jeunes, sur différents canaux.
 - Le soutien aux populations fragiles et lutte contre le surendettement : la Caisse renforce son dispositif de détection précoce d'une potentielle fragilité financière de ses clients, afin de permettre aux conseillers d'intervenir en amont avec une analyse de la situation financière et une proposition d'accompagnement adaptés à leur situation.
 - Faciliter l'accès aux soins et au bien vieillir : l'ambition de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est aujourd'hui de devenir une banque référente dans le domaine de la santé, avec une filière santé comme solution pour accompagner un écosystème santé autour de 3 thématiques : prévention, soin, suivi.
- **Contribuer à redynamiser les territoires les plus fragilisés et réduire les inégalités sociales**
 - Logement social : en novembre 2022, Crédit Agricole S.A., la Fédération Nationale du Crédit Agricole et Action Logement ont réaffirmé leur volonté commune d'œuvrer vers plus d'inclusion sociale. A travers un partenariat renouvelé, le Groupe souhaite favoriser l'accès à la location de logement, notamment les publics ne pouvant accéder à une caution ou ne souhaitant pas solliciter leur entourage (ex : les jeunes).
 - La promotion des initiatives entrepreneuriales comme les cafés de la création pour la clientèle des professionnels afin d'apporter du conseil et des pistes de réflexion sur différents domaines ou encore le village BY CA Aquitaine qui a pour mission de mettre en relation des Startups et des Partenaires et ainsi constituer un solide réseau de compétences pour développer l'open innovation.
- **Stratégie d'accompagnement des secteurs agricoles et agroalimentaires**
 - Contribuer au renforcement de la souveraineté alimentaire : pour répondre à ses ambitions en matière de souveraineté alimentaire, la France dispose de réels atouts pour être plus autonome et sécuriser ses productions qu'elles soient à destination de l'alimentation humaine ou animale. Pour accompagner cet enjeu, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine travaille sur 3 piliers : Aider les

nouvelles générations d'agriculteurs à s'installer, valoriser le métier d'agriculteur et favoriser une alimentation durable en développant les circuits courts et la transition agroécologique.

Cybersécurité et lutte contre la cybercriminalité

Depuis plusieurs années, à l'instar des autres acteurs des secteurs bancaire et financier, le groupe Crédit Agricole fait face à une cybercriminalité ciblant son système d'information et celui de ses sous-traitants. Conscient des enjeux liés à la sécurité numérique, le Groupe a placé les cybermenaces au cœur de ses priorités en matière de gestion des risques opérationnels et déploie une stratégie de cybersécurité pour les maîtriser.

Contrôle et pilotage

Des revues, audits et tests de sécurité sont réalisés périodiquement par les trois lignes de défense et des auditeurs externes, pour contrôler la conformité du système d'information et sa sécurité.

Le dispositif de contrôle et pilotage de la sécurité du système d'information s'appuie sur des outils permettant d'évaluer et restituer le niveau de maîtrise du Groupe des risques informatiques dont la sécurité informatiques (Tableau de bord, plan de contrôle, Radar IT notamment)

Enfin, le Groupe Crédit Agricole a modélisé ses scénarios de risques cyber majeurs pour restituer, en vision risque, l'efficacité des mesures de sécurité déployées.

Sensibilisation et culture du cyber-risque

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine sensibilise activement ses collaborateurs aux cybermenaces pour rappeler les enjeux liés aux pratiques individuelles et entretenir les réflexes essentiels. La sensibilisation repose sur différents canaux de communication (guides, formations, actions ciblées et exercices thématiques). Des actions de sensibilisation à destination des clients sont aussi menées régulièrement.

Politique de sécurité du système d'information (PSSI)

La PSSI s'insère dans le cadre global défini par la Politique générale de maîtrise des risques du système d'information (PGMRSI) et la Politique du plan de continuité d'activité du Groupe Crédit Agricole, publiées par la Direction des risques Groupe. La PSSI est révisée annuellement, et intègre les enjeux de disponibilité, d'intégrité, de confidentialité des systèmes d'information du Groupe et les principales dispositions de Digital Operational Resilience Act (DORA). Elle définit les grands principes de maîtrise des risques, leur déclinaison en mesures de sécurité, organisationnelles et opérationnelles. Elle est complétée par des procédures et standards visant à faciliter la déclinaison opérationnelle.

Protection du système d'information et des données

Les accès au système d'information sont limités aux utilisateurs autorisés, authentifiés (authentification forte ou multi facteurs) et avec des équipements sécurisés (durcissement des configurations). Le cloisonnement des systèmes d'information est en place afin de protéger nos actifs et données face aux menaces cyber (isolation des environnements d'administration, cloisonnement suivant la criticité des systèmes notamment). Les données sont classées et protégées suivant leur sensibilité notamment par le chiffrement.

La sécurité des externalisations informatiques est analysée avant contractualisation, encadrée par des clauses contractuelles et supervisée tout au long de la prestation. Les droits d'audits de sécurité sont exercés.

Opérations et évolutions

Les méthodologies de projets informatiques en place permettent d'identifier les risques et les moyens pour gérer la sécurité des systèmes et des données en amont de leur développement en interne ou de leur acquisition.

L'exploitation du système d'information est encadrée par des procédures. Les vulnérabilités des systèmes sont corrigées dans des délais proportionnés à leur niveau de risque.

Cyber incidents et plan de continuité d'activité

Des dispositifs de détection et réaction sont en place afin d'identifier tout risque de sécurité notamment des tentatives d'exfiltration de données et d'agir en conséquence.

Le système d'information est conçu pour répondre aux objectifs de résilience exprimés par les métiers et formalisés dans leur Plan de continuité d'activité (PCA). Des solutions sont mises en place et testées pour répondre aux scénarios d'indisponibilité du système d'information, que la cause soit logique ou physique (y compris des postes de travail).

Protection de la clientèle

La protection de la clientèle est une priorité affirmée du Groupe Crédit Agricole et de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine. En termes de protection de la clientèle, la Caisse de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine élabore, à destination de la Direction Conformité Groupe, un rapport gouvernance produit traitant notamment les thématiques suivantes : produits financiers, droits aux comptes, clientèle fragile, assurance parabancaire, etc.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a pour objectif de protéger ses clients et leurs intérêts légitimes au travers de la déclinaison opérationnelle des obligations législatives, réglementaires et professionnelles. A titre d'illustration :

- La prise en compte de la situation du client lors de la commercialisation de produits d'épargne ;
- L'accompagnement des clients en situation de fragilité financière avec des solutions adaptées (ex. plafonnement de frais, offre spécifique à tarification contenue, orientation vers les points passerelles, etc.),
- Un dispositif Gouvernance Produits encadré par un corpus de procédures et de contrôles définis par la Direction de la Conformité Groupe, dont le déploiement relève de la responsabilité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine. La gouvernance produit vise à assurer la qualité des offres proposées à l'ensemble de la clientèle par la commercialisation d'offres adaptées. La pertinence de l'offre est évaluée via l'identification de la clientèle cible et d'un marché cible négatif, la clarté de la documentation, la transparence de la tarification, les enjeux portés (ex. LCB-FT, Ethique, ESG, Fiscalité, etc.). Le comité NAP (Nouvelles Activités et Produits) de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine étudie les dossiers avec un process différent selon si l'offre ou le produit a déjà fait l'objet d'une étude au niveau Crédit Agricole SA. L'analyse des enjeux environnementaux dans le cadre de ce comité permet la prise en compte des risques associés et de la protection de la clientèle dans la conception des produits,
- Un dispositif d'animation et de formation des collaborateurs afin de diffuser la culture de la protection de la clientèle,
- Un dispositif de contrôle s'assurant de la bonne mise en œuvre du corpus normatif.

Des rapports sont transmis régulièrement auprès des régulateurs dont dépend le groupe Crédit Agricole (exemple : questionnaires dédiés à la Protection de la Clientèle et des Pratiques Commerciales est transmis à l'APCR et le Rapport annuel de contrôle des services d'investissement est transmis à l'AMF (Prestataires de Services d'Investissement en France)).

Protection des données personnelles

Le Groupe Crédit Agricole traite les données personnelles de nombreuses parties prenantes : clients, prospects, collaborateurs, candidats, administrateurs, prestataires, internautes, etc.

Afin de s'assurer du respect des droits et des libertés des personnes dont les données sont traitées, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'appuie sur le dispositif Groupe composé des quatre piliers suivants : « Gouvernance », « Corpus normatif », « Formation » et « Contrôle » dont la supervision est assurée par le Délégué à la Protection des Données personnelles (« Data Protection Officer ») nommé en interne et dont les compétences ont été certifiées par l'Organisme APAVE. Additionnellement, les politiques spécifiques à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine sont publiées sur son site.

- Le pilier « Gouvernance » traite de la thématique de la protection des données personnelles dans les comités exécutifs relatifs au déploiement des nouveaux produits et activités (« Comités NAP »), au recours à des services informatiques dans le Cloud ou tout simplement à des nouveaux usages de la donnée.
- Le pilier « Corpus normatif » inclut un chapitre dédié à la protection des données personnelles, mis à jour début 2023 et décliné au sein de toutes les entités du groupe Crédit Agricole soumises au RGPD. Sa déclinaison au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est suivie par la Direction Risques et Conformité.
- Le pilier « Formation » donne la capacité aux collaborateurs du groupe Crédit Agricole de mettre en œuvre des traitements de données personnelles conformes au corpus normatif. Un programme de formations riches et variées est disponible. Il comprend une formation obligatoire pour tous les collaborateurs particulièrement exposés aux traitements de données personnelles, des formations dédiées à la montée en compétence des DPO, et des sensibilisations à destination de métiers spécifiques.
- Le pilier « Contrôle » : le respect des règles prévues dans le corpus normatif du groupe Crédit Agricole fait l'objet de contrôles intégrés, dont les résultats sont remontés semestriellement à la Direction de la Conformité Groupe.

Demandes d'exercices de droit reçus par les entités du groupe

La Direction de la Conformité Groupe recense semestriellement pour le Groupe Crédit Agricole S.A. le nombre de demandes d'exercices de droits reçues par les entités. Ces droits sont entendus comme les droits prévus dans le cadre du RGPD : accès, rectification, effacement, limitation, opposition et portabilité. Pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine ces demandes sont traitées par le Délégué à la Protection des Données (DPO). 29 demandes ont été reçues au titre de l'année 2024 au niveau de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.

Être un employeur responsable dans une entreprise citoyenne

L'ambition du Groupe, à travers son Projet Sociétal, consiste en la mobilisation collective de toutes les entités, métiers, collaborateurs et élus pour accompagner l'ensemble des clients et contribuer à une société plus inclusive et porteuse de progrès pour tous. Cette ligne directrice est portée par deux actions sociales phares : l'une a trait à l'insertion des jeunes, l'autre à la mixité et l'inclusion. En complément, le Groupe poursuit sa transformation managériale, culturelle et humaine.

A son échelle, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a défini 10 engagements en matière de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise. Parmi ces engagements, deux ont une dimension sur le domaine des ressources humaines :

- Engagement 9 : Promouvoir la diversité et l'équité, favoriser le bien-être au travail et le dialogue social
- Engagement 10 : Recruter, être reconnu comme un employeur responsable et développer les talents

Le développement des compétences

Le Crédit Agricole Aquitaine s'engage dans la montée en compétences de ses collaborateurs. Nous pensons qu'il est primordial de former nos collaborateurs, en fonction des projets et des motivations de chacun. Nous rendons acteur chaque salarié de son projet professionnel.

Ainsi, chaque collaborateur bénéficie, selon ses demandes et ses besoins, de différents parcours :

- D'intégration pour les nouveaux,
- De préparation aux évolutions professionnelles
- De montée en compétence sur les métiers
- De développement des compétences digitales ou réglementaires

Un accompagnement renforcé pour toutes les lignes métier

Que ce soit pour une prise de poste ou pour renforcer son expertise dans son métier, chaque salarié bénéficie d'un accompagnement spécifique selon son métier. Les parcours de formation s'enrichissent en fonction des actualités, des besoins, le format des formations est agile et allie ateliers à distance et ateliers en pratique collective.

Les modalités d'apprentissage s'enrichissent de différents formats : e-learning, présentiel, tutorat, mais aussi immersions.

Un accompagnement managérial pour une meilleure expérience clients et collaborateurs

Un portail dédié est à disposition des managers pour les accompagner dans l'exercice de leur métier, par le biais d'offres de formations permanentes et de nouveautés chaque année.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine les incite à développer la culture du Feedback. Ainsi un outil est mis à disposition des managers afin de recueillir l'avis de leurs pairs, équipes et hiérarchiques sur leurs pratiques managériales.

Impulsion Cadres : un parcours dédié

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'engage également dans la montée en compétences de nos cadres non encadrants. Ainsi pour acquérir des compétences transverses et gagner en autonomie, des programmes dédiés de formations leur sont proposés.

Opportunités professionnelles : chacun acteur de sa trajectoire

Chaque salarié a la possibilité à tout moment de solliciter son manager pour échanger sur son avenir professionnel.

Conformément à la Loi, le salarié doit bénéficier d'un entretien professionnel au moins tous les deux ans.

Les salariés disposent, en tant que 1er acteur de leur trajectoire professionnelle, de ressources :

- Une cartographie des trajectoires possibles quel que soit le métier,
- Un référentiel détaillé de l'ensemble des métiers de l'entreprise,
- En 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a lancé l'outil 365 talents, celui-ci permet aux collaborateurs de gagner en lisibilité sur les 450 métiers existants au sein de la Caisse Régionale. L'outil permet également de recevoir des suggestions d'opportunité de carrière sur la base des compétences déclarées. Enfin, il permet d'identifier les compétences à développer qui permettront aux collaborateurs de construire leur projet professionnel.

A la clé, de réelles opportunités de mobilité interne se dessinent permettant de changer de métier ou de lieu d'activité au sein du Crédit Agricole d'Aquitaine.

Le dialogue social

- En 2024, 4 thématiques de négociation ont abouti à la signature d'accords locaux, ce qui concrétise la poursuite du dialogue social, ces accords touchent aux domaines de la Formation, de la Solidarité et de la Rémunération des salariés (intéressement/participation et salaires).
- En complément, 13 réunions CSE ont été réalisées en 2024, 4 réunions CSSCT, 2 Commissions formations et 9 réunions de négociations.

Les diversités

Depuis 2011, le groupe Crédit Agricole s'engage à promouvoir la diversité sur son territoire en étant signataire de la Charte de la Diversité.

La diversité s'inscrit dans le respect des lois et des valeurs comme le refus des discriminations et le respect fondamental des différences.

Les engagements de la Charte de la Diversité, traduits en actions mesurées et évaluées régulièrement, sont facteurs de progrès social et économique. Leur mise en œuvre dans toutes les activités de l'entreprise ou de l'organisation renforce la reconnaissance auprès de toutes les parties prenantes, internes et externes, en France et dans le monde.

En signant cette Charte, nous nous engageons à :

- Sensibiliser et former nos dirigeants et managers impliqués dans le recrutement, la formation et la gestion des carrières, puis progressivement l'ensemble des collaborateurs aux enjeux de la non-discrimination et de la diversité
- Promouvoir l'application du principe de non-discrimination sous toutes ses formes dans tous les actes de management et de décision de l'entreprise et en particulier dans toutes les étapes de la gestion des ressources humaines
- Favoriser la représentation de la diversité de la société française dans toutes ses différences et ses richesses, culturelle, ethnique et sociale, au sein des effectifs et à tous les niveaux de responsabilité
- Communiquer sur notre engagement auprès de l'ensemble de nos collaborateurs ainsi qu'à nos clients, partenaires et fournisseurs, afin de les encourager au respect et au déploiement de ces principes
- Faire de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de diversité un objet de dialogue social avec les représentants du personnel
- Evaluer régulièrement les progrès réalisés, informer en interne comme en externe des résultats pratiques résultant de la mise en œuvre de nos engagements.

En 2023, le Crédit Agricole Aquitaine signe la Charte de Mixité. Par cette signature, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine agit concrètement à tous les niveaux de responsabilité pour amplifier nos actions et faire de la mixité Femmes / Hommes un véritable levier de transformation et de performance.

En signant cette Charte, nous prenons 10 engagements :

- Promouvoir la culture Mixité, largement auprès de tous les dirigeants, managers, collaborateurs et équipes RH en prônant l'exemplarité à tous les niveaux
- Bâtir une véritable politique mixité en impliquant l'ensemble des parties prenantes de notre entité : dirigeants, managers, collaborateurs, équipes RH, organisations syndicales et ambassadeurs mixité (binôme sponsor membre du Comité de Direction F/H & référent mixité)
- Sensibiliser & former régulièrement toutes les parties prenantes de notre entité aux stéréotypes et aux biais culturels
- Lutter contre toute forme de discrimination aussi bien dans les processus RH, la rémunération, que dans les comportements au sein de l'entreprise

- Développer les pratiques inclusives, en priorisant l'équilibre vie professionnelle et vie privée, en impulsant de nouvelles conditions d'exercice du leadership et de règles de vie d'équipe
- Installer durablement la mixité dans tous nos métiers et nos process en développant la mixité « native » et les bons réflexes : tendre vers « 50-50 » Femme / Homme dans tous les processus RH, à chaque niveau de l'entreprise
- Mettre en place une démarche de détection et d'accompagnement de tous les talents, Femmes et Hommes, en favorisant la mise en place d'outils, de formations et de programmes dédiés répondant aux besoins de chacune et chacun
- Renforcer toutes les actions fédératrices autour de la mixité, en soutenant la création de réseaux mixité, en favorisant les échanges entre pairs, les témoignages internes et externes
- Favoriser la réussite des Femmes, futures dirigeantes, en structurant une démarche permettant la révélation et l'affirmation des talents, à l'appui d'outils tels que le mentorat, le coaching ou encore les missions / immersions inter-entités
- Mesurer régulièrement les progrès réalisés, à l'appui d'indicateurs communs, en cherchant à comprendre la perception des Femmes et des Hommes quant aux actions engagées

L'index, mis en place depuis 2019, comprend cinq indicateurs pondérés par des scores, qui traduisent :

- L'écart de rémunération entre femmes et hommes
- La répartition des augmentations individuelles de façon équitable entre femmes et hommes
- L'attribution des promotions de façon équitable entre femmes et hommes
- L'application de la loi concernant le congé maternité
- La répartition femmes hommes dans les 10 plus hautes rémunérations

La loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, promulguée le 5 septembre 2018, met en place un plan d'action au service de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les entreprises françaises.

L'application de l'index H/F à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine génère un résultat en 2024 de 89 / 100 qui traduit l'engagement de l'entreprise en la matière, notamment au travers des différents accords collectifs signés localement.

Depuis le 1er juillet 2021, la durée du congé de paternité a été allongée à 25 jours avec un maintien de salaire sur la durée de ce congé, conformément au dispositif légal.

Notre Accord Egalité Professionnelle signé en novembre 2021 porte sur différents engagements :

- Le recrutement interne et externe,
- La gestion de carrière et de développement des compétences
- La rémunération et l'égalité salariale
- Le harcèlement sexuel et les agissements sexistes

Un portail de communication dédié « **LA MIXITE ET MOI** » permet aux salariés de disposer :

- D'une communication régulière (mail salariés et Formation sur le leadership au féminin)
- D'un guide de la parentalité
- D'outils de sensibilisation comme une vidéo pour « Comprendre le biais décisionnel », un guide de sensibilisation (« Sexisme, harcèlement sexuel et agissements sexiste »)
- D'une formation sur le « Sexisme au travail » en libre-service sur notre plateforme dédié

■ D'une procédure de signalement

Des interlocuteurs dédiés à la mixité : 2 référentes, 2 Directeurs Sponsor et 6 référents mixité.

Un accompagnement RH renforcé est proposé en préparation du départ à la retraite : entretien RH spécifique, réunion « retraite » dès 59 ans, appel RH au moment de l'annonce de la volonté de partir à la retraite, formation « Gestes qui sauvent » avant le départ etc.

Nous favorisons l'insertion des personnes en situation de Handicap et nous les accompagnons au quotidien

Le Groupe Crédit Agricole a mis en place dès 2006 la mission HECA (Handicap et Emploi au Crédit Agricole). Il veut être une banque de référence en matière de recrutement et de maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap.

Grâce à leur politique volontariste conjuguant formation des managers, sensibilisation des collaborateurs, adaptation des postes de travail et accompagnement personnalisé, les Caisses régionales ont vu leur taux d'emploi de personnes handicapées progresser de manière remarquable. Elles se mobilisent également à travers leurs achats, en faisant appel à des prestataires de services issus du secteur adapté et protégé. La politique Handicap et Emploi au Crédit Agricole est encadrée par un accord de branche, portant sur la politique Handicap et Emploi, ainsi que sur un axe de solidarité (salariés aidant, accompagnement des salariés atteints d'un cancer).

En 2024, le taux de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est de : 7,11% (taux 2023 : 5.86%) soit 203 personnes en situation de handicap sur l'année.

Etroite collaboration avec la médecine du travail / Ergonomes

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine préconise, oriente ou accompagne les salariés sur des compensations pour l'amélioration de leurs conditions de travail (aménagement du poste de travail et/ou de l'organisation du travail). Pour ce faire, nous sommes accompagnés par des ergonomes mais aussi Cap Emploi avec le Pôle Ergonomie des Situations de Travail.

Sensibilisation et formation en interne

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine met en place des actions de sensibilisation en interne en faisant appel à une entreprise adaptée pour mettre à disposition des casques de réalité virtuelle simulant des situations d'handicap, une animation avec du Cecifoot, un atelier de découverte de la langue des Signes. En parallèle de ces sensibilisations, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a organisé pour l'ensemble des salariés des Webconférences autour de la Politique handicap pour sensibiliser les collaborateurs. Enfin, pour tous les managers une sensibilisation a été réalisée autour de l'accompagnement des salariés ayant une situation de santé fragilisée.

Un portail en interne « Handicap et moi » et sur People Ask (disponible aussi à distance pour tous les salariés) globalise les informations et outils à disposition :

- Une formation « Manager le handicap en entreprise »
- Un Guide de l'accompagnement et de la sensibilisation au handicap sont à disposition de tous les équipiers
- Les droits et avantages

Accompagnement spécifique des salariés en situation de handicap

Tout salarié déclaré en situation de handicap peut bénéficier **des droits** et avantages suivants :

- CESU Handicap financés à 100% par l'entreprise, cumulable avec le CESU traditionnel, pour faciliter l'accompagnement du quotidien
- Autorisation d'absences pour suivi médical
- Aides dans les démarches de reconnaissance et financement d'aides techniques
- Etude de poste par ergonomiste

Secteur adapté et protégé, recours à la sous-traitance

Implantés sur l'ensemble de notre territoire, les ESAT et les entreprises adaptées prennent en charge une partie des activités dans plusieurs domaines : archivages, conditionnement, impression, travaux d'entretien des parcs et jardin, personnel pour la maintenance....

La collaboration avec les ESAT et les Entreprises adaptées peut se formaliser de trois façons : contrat de fournitures, contrat de sous-traitance ou mise à disposition de personnel

Des interlocuteurs dédiés au Handicap : 6 Ambassadeurs et 1 référent Handicap

Un engagement majeur pour les jeunes

Dans le cadre du projet sociétal, le Groupe a pris l'engagement d'accueillir et d'accompagner 50 000 jeunes à horizon 2025. Reposant sur un plan Jeunesse ambitieux, le Groupe Crédit Agricole favorise l'insertion des Jeunes par l'emploi et la formation grâce à différents leviers d'actions. Cet engagement s'illustre aussi par la mobilisation des salariés pour accompagner les alternants et plus globalement les jeunes au sein du Groupe.

En tant qu'acteur majeur de l'emploi sur notre territoire, nous poursuivons en 2024 notre dynamique en recrutant 81 collaborateurs en CDI sur l'année, une majeure partie provenant de l'alternance.

Nous privilégions le recours à l'alternance dans le cadre de nos recrutements CDI, en intégrant, sur 2024, 88 alternants et 101 stagiaires destinés à découvrir les métiers de notre entreprise.

Notre marque employeur se digitalise

Notre site internet de recrutement est l'outil digital pour accompagner les candidats à la recherche d'un emploi au Crédit Agricole d'Aquitaine.

Ils peuvent facilement s'y créer un espace candidat qui leur offre la possibilité de mettre leur CV en ligne, de le rendre consultable par le service recrutement et de postuler aux offres en cours.

Cette année, nous avons également simplifié les candidatures : désormais le candidat peut postuler en 1 clic s'il le souhaite en joignant uniquement son CV et ses coordonnées.

Recruteur connecté, les candidats peuvent retrouver le Crédit Agricole Aquitaine sur les réseaux sociaux tels que TikTok, LinkedIn et y trouver notamment des vidéos de conseils aux candidats pour les Jobs dating, de présentation de nos métiers.

Une forte proximité sur notre territoire

Pour poursuivre notre action en faveur de l'emploi des jeunes, en proximité de notre territoire, le Crédit Agricole a organisé, en 2024, 10 Jobs dating dans nos agences bancaires, en lien avec nos managers de proximité, l'agence pôle emploi du territoire et nos écoles partenaires.

Le Crédit Agricole Aquitaine accompagne également les jeunes dans leur démarche d'orientation. Un "Youzful café" dédié à l'orientation et à l'apprentissage s'est tenu au MOXY Hôtel à Bordeaux pour la 2^{ème} édition ; 45

jeunes sont venus s'informer sur l'apprentissage et échanger avec des experts : CFA Université de Bordeaux, DIFCAM, Campus du Lac, et de participer à des ateliers : coaching personnalisé, shooting de photo professionnelle, visite des stands des experts, témoignages d'anciens alternants.

Depuis 2019, le Crédit Agricole Aquitaine réalise un concours « Décroche ta bourse » qui permet à une vingtaine d'étudiants de bénéficier d'une bourse d'études de 2120 € par an pour une durée maximum de 3 ans.

En 2024, ce sont donc 54 étudiants aidés pour un montant total de 114 480 €.

Une plateforme pour l'emploi et l'orientation des jeunes : YOUZFUL

Cette plateforme gratuite lancée par le Crédit Agricole en 2021 est dédiée à l'orientation et à l'emploi des jeunes. Elle regroupe des conseils pratiques de nos partenaires, des entreprises qui recrutent dans sa région, mais également les offres d'emploi du moment.

L'alternance et les stages : premiers leviers de recrutement

Le Crédit Agricole d'Aquitaine a une politique d'alternance volontariste. Depuis 4 ans, nous intensifions le recours à la population des apprentis.

Le contrat d'alternance représente une véritable opportunité pour l'alternant et pour notre Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine :

- Apprentissage immersif terrain et pratique
- Acquisition d'une expérience professionnelle solide
- Possibilité de se former tout en étant rémunéré
- Constitution d'un vivier pour notre entreprise

Nous avons accueilli 88 nouveaux alternants en 2024.

Nous privilégions la formation à des métiers commerciaux via la licence Pro Banque Assurance et le Master 2 Banque Finance.

Nous permettons également aux étudiants de profiter d'une expérience clé pour leur parcours professionnel. Nous offrons l'opportunité de découvrir chez nous le monde de l'entreprise et la diversité des métiers exercés en étant accompagné au quotidien.

Ainsi, nous avons accueilli 101 stagiaires en 2024.

L'environnement de travail

Le télétravail et le travail à distance

L'accord sur le télétravail et le travail à distance de juin 2022 a été reconduit en septembre 2023.

Cet accord télétravail et le travail à distance est un moyen d'améliorer la qualité de vie au travail, de déployer l'innovation, de progresser dans la digitalisation, de réduire notre empreinte carbone, de participer à l'attractivité de l'entreprise et de notre marque employeur pour nos futurs salariés. Il est aussi un outil de transformation du management, de renforcement de l'autonomie et de responsabilité des salariés, et ainsi permettre de répondre aux enjeux concurrentiels de demain par le développement de la performance de l'entreprise.

Cette nouvelle organisation du travail est compatible pour les activités où cette organisation du travail est compatible avec les exigences d'ouverture et de service à la clientèle. Leurs mises en place dans l'équipe de travail doivent toujours avoir pour finalité la disponibilité pour le client, sa satisfaction et la continuité de service.

La politique Mobilité

Afin de mieux diminuer les consommations d'énergies liées aux déplacements de ses salariés, le Crédit Agricole d'Aquitaine s'est engagé volontairement avec des solutions.

La loi d'orientation des Mobilités ayant placé la mobilité domicile travail des salariés au cœur du dialogue social, le Crédit Agricole d'Aquitaine favorise la mobilité durable de façon à répondre à l'enjeu majeur qu'est la préservation de l'environnement, mais également à faciliter l'usage des moyens de circulation des salariés adaptés à l'évolution de la société.

Plusieurs avantages sont en place avec :

- Le Forfait Mobilité Durable pour les salariés adoptant un mode de déplacement dit « Vertueux » comme le vélo, le covoiturage, la trottinette....
- Une prime de transport exceptionnelle relative à la prise en charge des frais de carburant ou les frais d'alimentation de véhicules électriques/Hybrides rechargeables engagés par le salarié n'ayant pas d'autres possibilités pour effectuer le trajet domicile/lieu habituel de travail.
- Un remboursement des abonnements de transport public cumulable avec le Forfait Mobilité Durable

Également, une démarche d'accompagnement des mobilités géographiques a été initiée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine au 1er semestre 2023 pour étudier les options de rapprochement géographique des salariés habitant à + de 45km de leur lieu de travail, en cohérence avec le projet professionnel de chacun, dans le but de limiter les temps de route et d'alléger les frais, ainsi que l'impact carbone.

Ce dispositif a été intégré dans notre Accord Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP) signé en décembre 2023.

Nous nous mobilisons en matière de prévention des risques

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine poursuit son plan d'actions en faveur de « la prévention des risques professionnels et de l'amélioration des conditions de travail », notamment par la formation des salariés. Pour répondre à la hausse des incivilités, un plan de prévention dédié a été mis en place : protégeant nos salariés, leur permettant de faire une déclaration prise en charge immédiatement. Ce dispositif a été complété par des communications de sensibilisation et par une formation dédiée à l'accueil en agence

Sécurité au travail : 4 commissions SSCT ont eu lieu en 2024.

Pour répondre à la hausse des incivilités et à leur évolution, un plan de prévention a été adopté dès 2021. Ce plan a été construit avec les membres de la Commission SSCT (Santé, Sécurité, Conditions de Travail) autour d'ambitions fortes :

- Un processus de déclaration d'une incivilité via un outil spécifique connu et reconnu par les salariés en matière d'accompagnement ;
- L'ajustement des formations au plus près des besoins des salariés ;
- Un dispositif de sécurité amélioré pour les agences les plus exposées ;
- Un nouveau dispositif de communication en agence sur le thème des incivilités.

En 2024, 289 incivilités ont été déclarées.

Toutes ont fait l'objet d'un suivi précis des actions mises en place.

Le travail en partenariat avec la CSSCT s'est encore accentué en 2024 par le biais d'un Groupe de travail dont l'activité a été dédiée au déploiement et à l'ajustement de ce plan de prévention des incivilités mais aussi à la construction d'un plan de prévention sur la partie des risques-psychosociaux.

L'IER (Indice de l'engagement et de recommandation de nos salariés) : indicateur phare pour notre Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine

Depuis 2018, l'ensemble des collaborateurs de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est invité à répondre à un questionnaire interne mesurant l'IER : l'Indice d'Engagement et de Recommandation.

A l'image des éditions précédentes, ils ont la possibilité de s'exprimer de manière anonyme et confidentielle sur les thèmes principaux de la vie professionnelle, de la compréhension de la stratégie, du management, du développement des carrières, de l'organisation du travail, de sa fierté d'appartenance ou encore l'équilibre vie professionnelle/vie privée.

L'expression de nos salariés est une richesse pour l'entreprise permettant d'identifier les points forts et les axes d'amélioration. Sa mesure est un indicateur-clé pour identifier des actions à mettre en œuvre dans le cadre de notre projet d'entreprise.

Chaque année, il est mis à disposition de chaque équipe de proximité, ses résultats détaillés leur permettant d'engager à leur initiative des plans d'actions locaux.

En 2024, 87% des salariés se sont exprimés au travers de cette enquête.

Le score obtenu pour notre Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est de 76/100 (moyenne des réponses « D'accord » et « Plutôt d'accord »)

Le point le plus remarquable reste la fierté d'appartenance avec 86% des répondants qui se disent fiers de travailler pour le Crédit Agricole Aquitaine.

De plus, 84% des salariés ont confiance en l'avenir et 83% confirment leur engagement envers l'entreprise.

Parmi les autres points forts, les collaborateurs évoquent également l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle.

La performance et la rémunération

- La rétribution : la politique de rétribution participe aux trois principes fondateurs du Projet Humain : responsabilisation des collaborateurs, renforcement de la proximité client et développement d'un cadre de confiance. À noter que cette politique inclut des dispositions relatives à la neutralité de genre et des mécanismes qui visent à résorber les écarts de rémunération.
- Le salaire décent : l'objectif du Groupe est d'offrir à ses salariés des rémunérations attractives, motivantes, permettant de retenir les talents dont le Groupe a besoin tout en étant alignées avec son projet moyen terme et les intérêts de ses différentes parties prenantes. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole, au travers de son Projet Humain, promeut une politique de rétribution fondée sur l'équité et des règles communes à l'ensemble des collaborateurs dans le respect du cadre réglementaire applicable.
- L'actionnariat salarié et les augmentations de capital : Crédit Agricole S.A. propose une offre annuelle d'augmentation de capital réservée aux collaborateurs et retraités du Groupe dont ceux de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.
- Les dispositifs d'intéressement et de participation : les accords de participation et d'intéressement sont négociés et gérés au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine avec distribution d'abondement.

Politique fiscale

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'est acquittée de 80 M€ de taxes & impôts et charges sociales.

Achats responsables

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'est dotée d'une politique d'Achats Responsables, afin de répondre aux grands enjeux de demain et contribuer à la performance globale de l'entreprise. Elle s'articule selon 5 axes : assurer un comportement responsable dans la relation fournisseurs, contribuer à la compétitivité économique de l'écosystème, intégrer les aspects environnementaux et sociétaux dans nos achats, améliorer durablement la qualité des relations avec les fournisseurs, intégrer cette politique achats responsables dans les dispositifs de gouvernance existants.

- Le Pilier excellence relationnelle : les collaborateurs et le Pôle Achats se mobilisent pour établir des relations responsables et durables avec leurs fournisseurs. Elle repose sur des engagements réciproques fondés sur les principes fondamentaux du Pacte mondial des Nations Unies. Une clause sur le respect des droits humains, protection de l'environnement et lutte contre la corruption est aussi incluse dans nos nouveaux contrats.
- Le Pilier Humain : les objectifs du pôle Achats en matière de gestion de ses ressources humaines visent notamment le développement des compétences métiers des acheteurs en matière de RSE. Pour répondre aux engagements sociétaux du Groupe, le parcours de professionnalisation des acheteurs a été enrichi de nouveaux modules de formation. De plus, elle favorise des conditions de travail équitables : la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'engage à respecter les droits des travailleurs et à garantir des conditions de travail sûres, pour ses collaborateurs mais aussi ses sous-traitants de niveau 1.
- Le Pilier Sociétal : le pôle Achats décline à son niveau et avec ses principales parties-prenantes les engagements du projet sociétal Groupe à travers notamment cinq engagements pris par le Groupe :
- Atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 : La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'engage à évaluer ses émissions carbone ainsi que celles de ses fournisseurs. Ces derniers sont évalués à chaque Appel d'Offres et à titre individuel sur leurs pratiques RSE. De plus, un bilan carbone de la prestation réalisée entre le fournisseur et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est explicitement demandé. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine recherche à réduire les émissions pour chaque catégorie d'achats et identifie des alternatives durables. Elle s'engage à sensibiliser ses fournisseurs mesurer et suivre les progrès dans une démarche d'amélioration continue.
- Réduire les inégalités sociales : La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'engage à intégrer les établissements médico-sociaux de type ESAT et Entreprises Adaptées dans ses Appel d'Offres afin de contribuer à l'inclusion sociale. Elle s'engage à accompagner ces structures et les assister pour répondre aux Appel d'Offres de manière équitable. L'allotissement est proposé lorsque le besoin se fait sentir sur les différents projets.
- Contribuer à redynamiser les territoires les plus fragilisés en soutenant les entreprises locales : la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'engage à privilégier les fournisseurs de son territoire, afin d'avoir un impact positif sur l'économie locale en soutenant les entreprises et emplois locaux. Elle s'engage également à prioriser les fournisseurs situés en ZRR (Zones de Revitalisation Rurale) quand le besoin s'y prête.
- Encourager des pratiques commerciales éthiques : La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'engage à adopter des pratiques éthiques et transparentes envers ses parties prenantes et ses fournisseurs. Elle se conforme aux normes internationales en matière de corruption, de concurrence déloyale et de responsabilité sociale.
- Généraliser la dimension RSE dans les appels d'offres : le critère RSE compte à minima pour 20% dans chaque Appel d'Offres. Le pourcentage est défini avec le donneur d'ordre et recalculé à chaque Appel d'Offres afin d'être en synergie avec les besoins et attentes spécifiques des différents projets.

B. Objectifs, cibles et limites pour l'évaluation et la gestion du risque social à court, moyen et long terme, et évaluation des performances au regard de ces objectifs, cibles et limites, y compris les informations prospectives entrant dans la définition de la stratégie et des processus économiques

Objectifs, cibles et limites pour l'évaluation et gestion du risque

L'identification des principaux risques climatiques a pu être précisée dans le cadre de la contribution de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine aux travaux relatifs au rapport de durabilité CSRD Groupe. Conformément aux normes de durabilité, l'exercice de double matérialité permet de déterminer les informations à publier dans le rapport de durabilité en identifiant les impacts, risques et opportunités (IRO) matériels. Le périmètre d'analyse englobe les opérations propres (périmètre consolidé) et la chaîne de valeur (amont / aval) du Groupe. L'analyse porte sur deux dimensions : la matérialité d'impact (comment les activités de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine ont un impact sur ses parties prenantes ou l'environnement) et la matérialité financière (comment les sujets de développement durable affectent la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine et ses performances financières). Un IRO est matériel dès lors qu'au moins une des deux dimensions l'est.

La méthodologie d'analyse de matérialité Groupe est sous la responsabilité de la Direction de l'Engagement sociétal. Elle est élaborée en collaboration avec la Direction des Risques Groupe, de la Direction de la Conformité, de la Direction des achats Groupe et de la Direction des Ressources Humaines Groupe qui sont les directions contributrices majeures. Cette méthodologie s'applique à l'ensemble des entités contributrices à l'exercice de Double matérialité.

Les risques sont cotés selon deux dimensions :

- La probabilité
- L'ampleur potentielle des effets financiers

Lorsque la cotation de chacun des critères d'un impact, risque ou opportunité est finalisée, une note de matérialité est calculée pour chaque IRO et comparée au seuil de matérialité du Groupe. Par seuil de matérialité, on entend la cotation à partir de laquelle les impacts, risques et opportunités sont matériels. A noter que les IRO ne font pas l'objet d'un classement par ordre de priorité autre que matériel/ non matériel.

Conformément à la réglementation, les impacts, risques et opportunités matériels doivent être mis à jour chaque année afin de prendre en compte les éventuelles évolutions de contexte, réglementaires ou de périmètre intervenues depuis. Cette actualisation se concentre sur les risques définis comme matériels lors de l'exercice précédent et prend en compte les éventuels éléments de contexte qui nécessitent de revoir la cotation. Les risques relatifs à la durabilité sont gérés selon les mêmes principes que les autres types de risques et ils sont intégrés dans le processus global de gestion des risques du Groupe Crédit Agricole. Le processus d'évaluation de la double matérialité fera l'objet d'évolutions pour le prochain exercice afin d'intégrer des modalités spécifiques de consultation des parties prenantes affectées.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a défini 10 engagements en matière de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise. Parmi ces engagements, 6 sont consacrés à la prise en compte des risques sociaux et à leur limitation :

- Engagement 1 : Préserver l'intérêt, la sécurité, la confiance et la santé de nos clients et être leur partenaire privilégié via un conseil adapté aux transitions nécessaires.
- Engagement 3 : Soutenir les personnes fragilisées en favorisant l'inclusion bancaire grâce à nos valeurs centrées sur l'humain et réduire les inégalités sociales
- Engagement 4 : Encourager l'envie d'entreprendre de manière durable, responsable et contribuer à la création et au maintien de l'emploi, en intégrant des critères de performance extra financière dans 100% de nos financements aux entreprises et agriculteurs
- Engagement 5 : Soutenir les associations locales, redynamiser les territoires fragilisés et intervenir en faveur de l'Autonomie et du Patrimoine en poursuivant nos actions de mécénat
- Engagement 9 : Promouvoir la diversité, la mixité, et favoriser le bien-être au travail et le dialogue social
- Engagement 10 : Recruter, être reconnu comme un employeur responsable et favoriser l'insertion des jeunes par l'emploi et la formation

Evaluation des performances

En matière d'évaluation de ses performances relatives à ces 6 engagements, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine contribue à plusieurs indicateurs dans le cadre de sa contribution au reporting de durabilité CSRD.

C. Politiques et procédures de dialogue direct et indirect avec des contreparties nouvelles ou existantes sur leurs stratégies d'atténuation et de réduction des activités socialement dommageables

Intégration des enjeux sociaux dans l'analyse du risque de contreparties

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine à travers les filiales du groupe décline des offres environnementales et sociales sur l'ensemble de ses segments de clientèles afin que tous les acteurs de la vie l'économie et des territoires soient accompagnés et soutenus dans les transformations en cours et à venir.

Le Crédit agricole adopte une approche volontariste d'inclusion ESG en particulier dans l'accompagnement des ETI et PME en mettant à disposition des solutions adaptées à leur secteur et leur taille. Ceci se décline comme suit :

- Un **diagnostic de la performance ESG client** est effectué par les chargés de clientèle avec les clients sur l'ensemble des marchés afin d'apprécier la maturité des clients dans la prise en compte des problématiques environnementales, sociales et de conformité majeures.
- Cette **première évaluation est basée sur des critères quantitatifs et qualitatifs, ainsi que des critères sectoriels**. Par exemple sur l'agriculture ou la viticulture, cette évaluation s'inscrit dans une démarche plus globale « Trajectoires Agri » qui vise à **accompagner les agriculteurs et viticulteurs** dans la compréhension de leur situation, la projection des risques potentiels et l'adaptation de leur stratégie en particulier autour du sujet de la trajectoire économique et financière et des enjeux liés aux transitions des EnR (Energies Renouvelables), de la décarbonation et des risques climatiques.
- Sur la base du diagnostic un portefeuille d'offres est mis à disposition. Celles-ci sont soutenues par un réseau de partenaires nationaux et locaux dans une optique de mise à disposition des expertises filière à l'ensemble du réseau.

10.2.2 Gouvernance

A. Responsabilités de l'organe de direction dans l'établissement du cadre de tolérance au risque et dans la supervision et la gestion de la mise en œuvre des objectifs, de la stratégie et des politiques définis dans le contexte de la gestion du risque social, couvrant les approches suivies par les contreparties (voir ci-dessous points A1 à A4)

La gouvernance dans sa fonction de supervision

En matière sociale comme en matière environnementale, le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine veille à la prise en compte des enjeux et des risques dans les orientations stratégiques de la Caisse Régionale. Il s'assure de la cohérence des engagements et du projet de l'entreprise dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Projet Sociétal du groupe.

Il s'appuie pour cela sur les analyses stratégiques ainsi que les politiques qui lui sont présentées et sur l'examen des cadres de risques soumis à son adoption.

En termes de fonctionnement, s'agissant de l'inclusion des enjeux et des risques sociaux dans ses décisions, le Conseil a adopté une approche transversale impliquant, selon les sujets, ses Comités spécialisés :

- Le **Comité des risques** examine la stratégie globale et l'appétit pour le risque qui intègre les risques environnementaux et sociaux. Il analyse les stratégies risques des entités et des métiers avant d'en proposer l'adoption au Conseil,
- Le **comité d'audit** en charge du suivi du processus d'élaboration et de contrôle de l'information extra-financière,
- Le **Comité des nominations**, veille à ce que la compétence collective du Conseil soit en adéquation avec les enjeux, notamment ESG, de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine. Il évalue périodiquement la structure, la taille, la composition et l'efficacité du Conseil ainsi que les politiques du Conseil pour la sélection des dirigeants dont la nomination relève de ses fonctions. Le Comité s'attache à identifier les connaissances qui doivent en permanence être présentes au sein du Conseil d'administration pour lui permettre d'accomplir ses missions dans les meilleures conditions.

La première expression de la relation entre le Conseil d'administration et la Direction générale est constituée par les contacts réguliers et nombreux entre le Président et le Directeur général.

De surcroît, les membres de la Direction ont des échanges fréquents avec le Conseil, qu'il s'agisse du Conseil lui-même comme de ses Comités spécialisés. En fonction des sujets, les responsables de services techniques sont également susceptibles d'intervenir devant les Administrateurs.

Conformément à la réglementation bancaire, le Conseil interagit de manière très régulière avec les trois responsables de fonctions de contrôle.

La gouvernance exécutive

Le pilotage des risques environnementaux et sociaux est assuré par :

- Le **comité de contrôle interne** en charge de veiller notamment à la cohérence et à l'efficacité du contrôle interne dans toutes ces composantes ;
- Le **comité Ressources Humaines** en charge de suivre l'ensemble des sujets et actualité relevant du domaine des ressources humaines intégrant les sujets réglementaires dont ceux afférent à la durabilité ;
- Le **comité développement durable** assure le suivi et les décisions de mise en œuvre des réglementations et projets relevant de la durabilité y compris de la trajectoire de décarbonation net zéro et des impacts en Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine ;
- De plus, les dossiers présentés pour décision dans des comités décisionnaires comme le Comité de Développement, intègrent une évaluation RSE du projet accompagnée d'une cotation. Cette évaluation intègre des aspects sociaux (satisfaction clients, éthique, inclusion. Mutualisme, parcours professionnels, QVT, discrimination, égalité Femmes/Hommes).

A1. Les activités en faveur de la communauté et de la société

La gouvernance dans sa fonction de supervision

Le Conseil d'administration de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine veille à la prise en compte des enjeux ESG et des risques associés dans les orientations stratégiques de la Caisse Régionale. Il s'assure de la cohérence des engagements et du projet de l'entreprise dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Projet Sociétal du groupe (cf. supra).

Diverses présentations lui sont faites sur certains aspects RSE en cours d'année, notamment en matière de développement du sociétariat, qui représente plus de 50% de nos clients.

La gouvernance exécutive

Au-delà du socle réglementaire applicable, les engagements de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'appuient sur sa Raison d'Être "Agir chaque jour dans l'intérêt de nos clients et de la société" et sur le projet du Groupe qui a formalisé, dans le cadre de son Projet sociétal, un programme en 10 engagements traduits en 10 « marqueurs Groupe » articulés autour de 3 axes : l'action pour le climat et la transition vers une économie bas carbone, le renforcement de la cohésion et de l'inclusion sociale, la réussite des transitions agricoles et agroalimentaires.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine décline des offres environnementales et sociales à destination de tous ses segments de clientèles afin que les acteurs de la vie l'économie et des territoires soient accompagnés et soutenus dans les transformations en cours et à venir.

Cette conjugaison d'utilité sociétale et d'universalité trouve son expression dans la **stratégie sociale** adoptée par le Groupe Crédit Agricole :

- **Proposer une gamme d'offres qui n'exclut aucun client** à travers des produits accessibles aux plus modestes, un engagement renouvelé en faveur des jeunes et des populations fragiles ainsi qu'une politique de prévention des assurés.
- **Contribuer à redynamiser les territoires les plus fragilisés et réduire les inégalités sociales** via l'arrangement d'obligations sociales (social bonds) et l'investissement dans le logement social, l'accompagnement des acteurs à impact issus de l'économie sociale et solidaire et la promotion d'initiatives à enjeu sociétal.
- **Être un employeur responsable** œuvrant à l'attractivité du Groupe, fidélisant ses collaborateurs et garantissant un cadre de travail décent.

A2. Les relations de travail et les normes de travail

L'organisation du temps de travail

Conformément aux dispositions de la convention collective nationale, la durée hebdomadaire de travail applicable est de 39h00 pour une personne travaillant à temps plein.

Pour les salariés hors forfait :

- La durée maximale de travail effectif ne peut excéder 10 heures/jour et 48 heures/semaine et 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives.
- La durée de repos minimum obligatoire entre chaque journée de travail est fixée à 11 heures consécutives. Cela conduit à une amplitude journalière maximum de 13 heures par journée de travail
- La pause déjeuner doit être au minimum de 45 minutes

L'accord assouplit la contrainte de gestion et de régulation du temps de travail par la mise en place d'un solde débit / crédit plafonné à 16 heures, avec une régulation sur le semestre civil.

L'outil de déclaration, mis en place au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, permet de piloter le temps de travail pour l'ensemble des salariées (au forfait ou pas).

L'organisation du dialogue social et nos nouveaux accords collectifs

- En 2024, 4 accords locaux et 3 avenants ont été signés qui concrétisent la poursuite du dialogue social, dont 3 accords relatifs à la rémunération des salariés, 1 à la gestion des emplois et des parcours professionnels et 2 sur la solidarité et 1 sur le dialogue social.
- En complément, 13 réunions CSE ont été réalisées en 2024, 4 réunions CSSCT, 2 Commissions formations et 9 réunions de négociations.

A3. La protection des consommateurs et la responsabilité des produits

La gouvernance dans sa fonction de supervision

Le Conseil d'administration adhère aux dispositions du Code de conduite et de la Charte éthique.

Le Conseil d'administration, via le Comité des risques, est régulièrement informé du dispositif mis en place dans la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine sur l'application des règles relatives à la protection des consommateurs et la responsabilité des produits, notamment via un tableau de bord (suivi de l'activité NAP sur le lancement des nouvelles activités et produits, traçabilité du devoir de Conseil, etc.) ou des analyses ad-hoc (gouvernance produit).

La gouvernance exécutive

Le questionnaire annuel du responsable de la conformité pour les services d'investissement (RCSI) ainsi que le Questionnaire Pratiques Commerciales et Protection de la Clientèle sont portés annuellement à la connaissance du Comité de Contrôle Interne.

La **conformité** contribue à protéger les clients, leurs intérêts légitimes et leurs données personnelles au travers d'une relation transparente et loyale et d'un conseil centré sur le besoin et la satisfaction client. Notre politique en matière éthique est déclinée dans des textes de référence constituant un cadre normatif à trois niveaux (Charte éthique, Codes de conduite, corpus procédural Fides) synthétisant les principes de conformité et d'éthique qui s'appliquent au sein de notre Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine comme dans nos relations avec nos clients, nos fournisseurs, nos prestataires et nos salariés.

Dans son activité de distribution de produits et services financiers ou d'assurances à ses clients, le Crédit Agricole est particulièrement attentif à **prévenir les risques liés à la cybercriminalité** et assurer la **protection des données personnelles** ainsi que la transparence quant à leur utilisation.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole d'Aquitaine souhaite **servir l'ensemble de ses clients** et accompagner ses clients en situation de fragilité financière. Dans ce cadre, il a pour objectif de faciliter **l'accessibilité des produits et services financiers** (lisibilité de l'offre, tarification adaptée, condition de vente).

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'inscrit dans la **politique fiscale** de Crédit Agricole S.A. qui obéit à des règles de transparence et de responsabilité qui nécessitent le respect des lois et réglementations fiscales en vigueur dans les États et territoires où il exerce ses activités.

A4. Les droits de l'homme

La gouvernance dans sa fonction de supervision

Le Conseil d'administration est tenu informé chaque année des évolutions de la politique d'Externalisation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.

Les résultats de la politique d'Externalisation sont présentés chaque année en Comité des Risques et incluent si besoin les modifications apportées à la politique d'Achats Responsables. Les contrôles réalisés dans le cadre de la politique d'Achats Responsables permettent de s'assurer notamment des aspects sur les droits de l'homme chez nos fournisseurs.

La gouvernance exécutive

Un Comité dédié à l'Externalisation a été intégrée dans la Comitologie de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine afin de répondre à toutes les dimensions de la réglementation.

Du fait de son implantation et de ses achats locaux, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est faiblement exposée aux risques concernant les droits de l'homme. Cependant sa politique Achats Responsables s'appuie sur la charte des droits humains et son cahier des charges fournisseurs impose des obligations en matière de respect des droits humains, notamment par exemple la loi de 2017 relative au devoir de vigilance et la lutte contre l'esclavage moderne (UK Modern Slavery Act 1015).

Une revue annuelle est réalisée afin de contrôler la conformité de nos fournisseurs, y compris sur les droits de l'homme et une actualisation des barèmes présents aux contrats est réalisée en accord avec les fournisseurs pour tenir compte des évolutions du coût de la vie.

B. Intégration de mesures de gestion des facteurs et des risques sociaux dans les dispositifs de gouvernance interne, y compris le rôle des comités, la répartition des tâches et des responsabilités, et le circuit de retour d'information entre la fonction de gestion des risques et l'organe de direction

La gouvernance dans sa fonction de supervision

Le Conseil d'administration procède notamment à l'examen des sujets suivants qui intègrent des analyses et/ou le suivi de mesures de prévention ou de gestion des risques sociaux :

Après analyse par le Comité d'Audit

- Des évolutions principales apportées en matière d'ESG notamment lors de la présentation annuelle du Pilier 3 ESG.

Après analyse par le Comité des risques :

- La déclaration d'appétit pour le risque et les outils de suivi associés (matrice d'appétence et tableau de bord) qui constituent un cadre déterminant dans le contrôle et le suivi des risques par la gouvernance ;
- L'approbation des cadres de risques encadrant la prise de risque dans les grands domaines d'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine ;
- Le rapport annuel de contrôle interne et l'information semestrielle sur le contrôle interne, établis sous la coordination de la fonction gestion des risques, les orientations du dispositif anticorruption Sapin II et de la mise en œuvre du RGPD ;
- L'organisation, le fonctionnement et les moyens alloués à chacune des trois fonctions de contrôle (risques, conformité, audit interne) ;
- Les évolutions des risques de crédit, des risques opérationnels et de sécurité physique, le suivi des risques IT et de cybersécurité ;
- Les résultats des missions d'audit, le suivi des recommandations et le plan d'audit annuel.

La gouvernance exécutive

- Les dossiers présentés pour décision dans des comités décisionnaires comme le Comité de Développement, intègrent une évaluation RSE du projet accompagnée d'une cotation. Cette évaluation intègre des aspects sociaux (satisfaction clients, éthique, inclusion. Mutualisme, parcours professionnels, QVT, discrimination, égalité Femmes/Hommes) ;
- Un comité Ressources Humaines se réunit pour suivre notamment des indicateurs clés de pilotage ;
- La performance extra-financière de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine est sous la responsabilité du Comité de Développement Durable qui suit la définition de la stratégie ESG et RSE et sa mise en œuvre opérationnelle.

C. Canaux de communication de rapports relatifs au risque social et fréquence des rapports

Un bilan social est réalisé annuellement et présenté en CSE.

D. Alignement de la politique de rémunération sur les objectifs de l'établissement liés au risque social

Contribution de la performance ESG à la rémunération des mandataires sociaux exécutifs

Cf 9.2 Politique de rémunération des Personnels identifiés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.

10.2.3 Gestion des risques

Cadre global

Le Groupe Crédit Agricole développe son dispositif pour mettre en place une approche structurée et cohérente afin d'identifier, évaluer, gérer et surveiller les risques sociaux, en ligne avec les pratiques de place et les exigences réglementaires de gestion des risques. Le développement de ce dispositif prendra notamment en compte les nouvelles Guidelines de l'Autorité Bancaire Européenne sur la gestion des risques ESG, publiées en janvier 2025.

Les risques sociaux sont définis comme des facteurs influençant les autres risques majeurs mais ne sont pas considérés comme un des risques majeurs du Groupe.

Les données et méthodes de quantification des impacts des facteurs de risques sociaux sont aujourd'hui très limitées, avec une disponibilité et un stade de maturité plus faibles que les pour les facteurs de risques environnementaux. L'encadrement réglementaire des institutions financières est également moins développé. En conséquence, le dispositif du Groupe Crédit Agricole est encore en cours de développement. A date, les principaux développements ont été réalisés sur le périmètre prioritaire de la Grande Clientèle (Crédit Agricole CIB).

Evaluation et gestion des facteurs de risques sociaux

A date, à l'échelle du Groupe, il n'a pas été constaté d'impact matériel du risque social sur les différentes catégories de risques (risques de crédit, de liquidité, de marché, opérationnel...) lors des exercices d'analyse et de suivi des risques.

Le Groupe Crédit Agricole et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine attendent notamment de ses relations d'affaires, clients ou fournisseurs, qu'ils exercent une vigilance raisonnable en termes de droits humains dans les opérations qu'ils contrôlent de même que dans leur chaîne d'approvisionnement.

10.3 Informations qualitatives sur le risque de Gouvernance

10.3.1 Gouvernance

A. Intégration par l'établissement, dans ses dispositifs de gouvernance, de la performance de la contrepartie en matière de gouvernance, y compris au niveau des comités de l'organe supérieur de gouvernance de cette dernière et de ses comités chargés des décisions sur les questions économiques, environnementales et sociales

Des objectifs intermédiaires et plans d'actions pour contribuer à l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050

Pour atteindre les objectifs, Crédit Agricole S.A. a formulé des plans d'action sectoriels et par métier sur ses activités. En 2022 puis en 2023, Crédit Agricole S.A. a publié un communiqué de presse Workshop climat dans lequel il mentionne les objectifs à 2030 en lien avec la Net Zero Banking Alliance sur dix secteurs (pétrole et gaz, électricité, automobile, aviation, transport maritime, immobilier commercial, immobilier résidentiel, agriculture, ciment et acier) assortis de plans d'actions pour chaque secteur. Les objectifs à 2030 sont assortis

de métriques qui nécessitent le suivi de l'évolution de la performance des entreprises clientes appartenant à ces secteurs.

Pour son compte propre la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Aquitaine s'est déjà fixée depuis 2021 des objectifs et une politique climatique. L'objectif de réduire les émissions de la Caisse régionale de 30% entre 2018 et 2030 est aligné sur une trajectoire SBTi 1.5°C, basée sur la science.

Favoriser l'investissement responsable des grandes clientèles et investisseurs institutionnels

C'est principalement dans les entités du Pôle Gestion de l'Epargne et Assurances que Crédit Agricole S.A. peut favoriser l'investissement responsable des grandes clientèles et des investisseurs institutionnels, et plus spécifiquement chez Amundi.

■ Prioriser les enjeux ESG au plus haut niveau

- Amundi s'est doté de moyens importants pour déployer sa politique ESG. La ligne métier Investissement Responsable, qui compte 60 experts, définit et met en œuvre la stratégie d'Amundi en matière de finance durable dans toutes ses dimensions, au service des différentes gestions : analyse et notation des entreprises, engagement et vote, intégration des facteurs ESG et conception de solutions d'investissement durable, indicateurs clés de durabilité des portefeuilles, promotion ESG, et participation aux travaux et initiatives de place.
- Les responsabilités liées à la réalisation de ses objectifs ESG - notamment climatiques - se reflètent notamment dans les instances de supervision et de direction telles que le Conseil d'Administration et le Comité Stratégique et RSE.
- Au sein de l'équipe d'Investissement responsable, plusieurs comités permettent un suivi cadré et régulier des travaux menés, notamment : le Comité stratégique ESG et Climat définit, valide et pilote la stratégie ESG et climat, ainsi que la politique d'investissement responsable d'Amundi ; le Comité de notation ESG valide les méthodologies de notation ESG, revoit les politiques d'exclusion et les politiques sectorielles et valide leurs règles d'application ; le Comité de vote valide la politique de vote d'Amundi et les approches spécifiques/ locales, et joue un rôle de conseil dans les décisions de vote de certaines situations individuelles. Amundi a une gouvernance dédiée pour le pilotage de sa stratégie en tant qu'acteur financier responsable et entreprise responsable.
- Son Conseil d'Administration s'appuie principalement sur les travaux du Comité Stratégique et RSE. Présidé par une administratrice indépendante et composé de trois membres, il examine, au moins annuellement, les actions conduites par le Groupe en matière d'investissement responsable et de RSE.

■ Définir une politique d'investissement responsable

- Les principes de la politique d'Investissement responsable d'Amundi sont les suivants : l'analyse ESG au cœur du processus d'investissement responsable : l'analyse ESG est placée sous la responsabilité de l'équipe Investissement Responsable et intégrée dans les systèmes de gestion de portefeuille d'Amundi. Elle est disponible en temps réel dans les outils des gérants pour leur fournir, en complément des notations financières, un accès immédiat aux scores ESG des entreprises et des émetteurs souverains.
- Amundi a défini son propre cadre d'analyse et développé sa méthodologie de notation ESG. Cette méthodologie est à la fois propriétaire et centralisée. Cela favorise une approche cohérente de l'investissement responsable dans l'ensemble de l'organisation, en ligne avec les valeurs et priorités d'Amundi.
- Sur les marchés cotés, Amundi a développé deux principales méthodologies de notation ESG, l'une pour les entreprises et l'autre pour les entités souveraines. Notre approche se fonde sur des

textes de portée universelle, comme le Pacte Mondial des Nations Unies, les principes directeurs de l'OCDE sur le gouvernement d'entreprise, l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), etc. La note ESG vise à mesurer la performance ESG d'un émetteur, par exemple sa capacité à anticiper et gérer les risques et opportunités de durabilité inhérents à son secteur et à ses situations individuelles. La note ESG évalue également la capacité du management de l'entreprise à gérer l'impact négatif potentiel de leurs activités sur les facteurs de durabilité qui peuvent l'affecter. L'analyse s'appuie principalement sur 22 fournisseurs de données externes.

La gouvernance dans sa fonction de supervision

Dans le cadre de sa mission de supervision de la fonction exécutive le Conseil d'administration examine notamment les dossiers structurants.

Le Conseil après avis du Comité des risques traite des alertes en matière de risques, y compris de réputation et environnemental, remontée par la gouvernance exécutive. Il valide l'ensemble des politiques internes y compris la politique RSE de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine et suit la mise en œuvre des réglementations relevant de la finance durable.

B. Prise en compte par l'établissement du rôle de l'organe supérieur de gouvernance de la contrepartie dans la publication d'informations non financières

La gouvernance dans sa fonction de supervision

Dans le cadre de sa mission de supervision de la fonction exécutive, le comité des prêts sous l'égide du Conseil d'administration examine notamment les dossiers structurants. Pour tout dossier, la performance extra financière de la contrepartie fait partie des éléments examinés par le Conseil.

C. Intégration par l'établissement, dans les dispositifs de gouvernance, de la performance de ses contreparties en matière de gouvernance, notamment :

- C1. Considérations éthiques
- C2. Stratégie et gestion des risques
- C3. Inclusivité
- C4. Transparence
- C5. Gestion des conflits d'intérêts
- C6. Communication interne sur les préoccupations critiques

La gouvernance dans sa fonction de supervision

Dans le cadre de sa mission de supervision de la fonction exécutive, le comité des prêts sous l'égide du Conseil d'administration examine notamment les dossiers structurants. Pour tout dossier, la performance extra financière de la contrepartie fait partie des éléments examinés par le Conseil.

10.3.2 Gestion des risques

Le Groupe Crédit Agricole développe son dispositif pour mettre en place une approche structurée et cohérente afin d'identifier, évaluer, gérer et surveiller les risques de gouvernance, en ligne avec les pratiques de place et les exigences réglementaires de gestion des risques. Le développement de ce dispositif prendra notamment en compte les nouvelles Guidelines de l'Autorité Bancaire Européenne sur la gestion des risques ESG, publiées en janvier 2025.

Les risques de gouvernance sont définis comme des facteurs influençant les autres risques majeurs mais ne sont pas considérés comme un des risques majeurs du Groupe.

Les données et méthodes de quantification des impacts des facteurs de risques de gouvernance sont aujourd'hui très limitées, avec une disponibilité et un stade de maturité plus faibles que les pour les facteurs de risques environnementaux. L'encadrement réglementaire des institutions financières est également moins développé. En conséquence, le dispositif du Groupe Crédit Agricole est encore en cours de développement. A date, les principaux développements ont été réalisés sur le périmètre prioritaire des Grande Clientèles (Crédit Agricole CIB).

A1. Considérations éthiques

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine adhère à la Charte d'éthique du Groupe Crédit Agricole et aux valeurs qu'elle promeut. Dans ce cadre, la Banque applique l'ensemble des dispositions réglementaires applicable au Groupe Crédit Agricole en matière de respect de l'intégrité du marché, des règles de protection de la clientèle, d'attention aux besoins des clients, de loyauté et de diligence à leur égard.

A2. Stratégie et gestion des risques

La prise en compte de ces considérations par nos clients est appréciée au travers du questionnaire ESG que nous réalisons avec tous nos clients ETI/PME, Agriculteur, Viticulteur et Professionnels et dont nous tenons compte dans notre appréciation du risque de crédit.

A3. Inclusivité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine publie dans son Rapport Financier Annuel l'ensemble des analyses demandées pour la France quant à la part des femmes dans les effectifs et les instances dirigeantes ou les écarts de rémunération. Les analyses par origine ethnique étant interdites en France, elle ne publie pas d'informations sur les personnes issues de groupes minoritaires.

A4. Transparence

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine respecte les réglementations européennes en matière de communication et de transparence qui s'imposent à elle.

A5. Gestion des conflits d'intérêts

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine, en application de la réglementation qui lui est applicable, identifie et gère les conflits d'intérêts, à l'aide d'un registre de conflits d'intérêt, se posant entre elle et ses clients ou entre ses clients, selon une politique définie et mise en œuvre qui encadre, entre autres choses, la circulation induite d'information confidentielle.

A6. Communication interne sur les préoccupations critiques

La prise en compte de ces considérations par nos clients est appréciée au travers du questionnaire ESG que nous réalisons avec tous nos clients ETI/PME, Agriculteur, Viticulteur et Professionnels et dont nous tenons compte dans notre appréciation du risque de crédit et partagé en instance selon le niveau de significativité des dossiers de financement.

10.4 Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique

10.4.1 Qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et échéance résiduelle (Modèle 1)

Modèle 1 : Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique : Qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et échéance résiduelle

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p
Secteur/Sous-secteur			Valeur comptable brute (en milliers d'euros)				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions (en milliers d'euros)			Emissions de GES financées (émissions des catégories 1, 2 et 3 de la contrepartie) (en tonnes équivalent CO2)		Emissions de GES (colonne l) : pourcentage de la valeur comptable brute du portefeuille d'après les déclarations propres à l'entreprise	Ventilation par tranche d'échéance				
			Dont expositions sur des entreprises exclues des indices de référence "accords de Paris" de l'Union conformément à l'article 12, paragraphe 1, points d) à g), et à l'article 12, paragraphe 2, du règlement (UE) 2020/1818	Dont durables sur le plan environnemental (CCM)	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes		Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	Dont émissions financées de catégorie 3	<= 5 ans		> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Échéance moyenne pondérée	
1	Expositions sur des secteurs contribuant fortement au changement climatique*	11 414 028	36 811	140 045	1 736 713	553 606	(594 113)	(181 328)	(315 564)	-	-	-	4 179 930	2 521 436	3 980 157	732 506	9,00
2	A - Agriculture, sylviculture et pêche	2 923 261	-	368	458 103	191 549	(206 497)	(60 339)	(111 060)	-	-	-	1 307 286	732 675	849 245	34 055	7,12
3	B - Industries extractives	8 666	6 094	72	-	-	(6)	-	-	-	-	-	7 536	1 082	-	47	1,53
4	B.05 - Extraction de houille et de lignite	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	B.06 - Extraction d'hydrocarbures	7 040	6 094	72	-	-	(1)	-	-	-	-	-	6 774	220	-	46	0,85
6	B.07 - Extraction de minerais métalliques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	B.08 - Autres industries extractives	1 626	-	-	-	-	(5)	-	-	-	-	-	763	862	-	1	4,47
8	B.09 - Services de soutien aux industries extractives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	C - Industrie manufacturière	847 795	31	9 891	176 758	55 487	(59 612)	(9 131)	(41 962)	-	-	-	538 296	204 845	73 316	31 339	5,12
10	C.10 - Industries alimentaires	204 559	-	-	53 760	22 734	(20 500)	(3 643)	(15 748)	-	-	-	110 023	57 219	31 233	6 083	6,18
11	C.11 - Fabrication de boissons	250 468	-	-	54 773	23 661	(29 195)	(3 110)	(21 114)	-	-	-	166 895	53 969	29 400	203	3,52
12	C.12 - Fabrication de produits à base de tabac	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p
Secteur/Sous-secteur	Valeur comptable brute (en milliers d'euros)					Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions (en milliers d'euros)			Emissions de GES financées (émissions des catégories 1, 2 et 3 de la contrepartie) (en tonnes équivalent CO2)		Emissions de GES (colonne i) : pourcentage de la valeur comptable brute du portefeuille d'après les déclarations propres à l'entreprise	Ventilation par tranche d'échéance				
		Dont expositions sur des entreprises exclues des indices de référence "accords de Paris" de l'Union conformément à l'article 12, paragraphe 1, points d) à g), et à l'article 12, paragraphe 2, du règlement (UE) 2020/1818	Dont durables sur le plan environnemental (CCM)	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes		Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes		Dont émissions financées de catégorie 3		<= 5 ans	> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Échéance moyenne pondérée
13	C.13 - Fabrication de textiles	1 365	-	-	193	-	(15)	(14)	-	-	-	441	146	-	778	18,60
14	C.14 - Industrie de l'habillement	1 101	-	-	108	147	(35)	(1)	(31)	-	-	853	109	-	140	6,34
15	C.15 - Industrie du cuir et de la chaussure	189	-	-	95	12	(8)	(1)	(6)	-	-	167	18	-	4	2,79
16	C.16 - Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	63 918	-	-	3 747	1 731	(1 604)	(7)	(1 374)	-	-	28 828	23 310	761	11 018	9,43
17	C.17 - Industrie du papier et du carton	5 980	-	283	-	1 105	(242)	-	(238)	-	-	1 324	4 467	-	188	6,06
18	C.18 - Imprimerie et reproduction d'enregistrements	13 523	-	-	416	574	(964)	(5)	(465)	-	-	9 331	761	-	3 432	9,75
19	C.19 - Cokéfaction et raffinage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20	C.20 - Industrie chimique	53 520	-	350	14 990	1	(976)	(746)	(1)	-	-	27 396	23 108	1 843	1 174	5,57
21	C.21 - Industrie pharmaceutique	14 458	-	-	-	-	(74)	-	-	-	-	14 120	-	-	338	4,17
22	C.22 - Fabrication de produits en caoutchouc	29 338	-	-	2 019	302	(890)	(69)	(104)	-	-	26 136	2 776	-	426	4,23
23	C.23 - Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	10 464	-	1 091	823	238	(177)	(44)	(113)	-	-	8 644	712	962	145	3,73
24	C.24 - Métallurgie	11 096	-	-	10 975	-	(145)	(145)	-	-	-	11 083	-	-	13	1,90
25	C.25 - Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	40 620	-	2	20 050	893	(1 076)	(247)	(605)	-	-	28 226	9 267	2 442	686	4,62
26	C.26 - Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	9 824	-	1	7 194	-	(998)	(976)	-	-	-	8 022	89	1 121	593	6,07
27	C.27 - Fabrication d'équipements électriques	7 336	-	113	675	119	(46)	(7)	(17)	-	-	3 549	332	-	3 455	12,33
28	C.28 - Fabrication de machines et équipements n.c.a.	35 946	-	2 816	1 347	2 117	(1 269)	(11)	(1 177)	-	-	23 752	9 637	2 189	368	3,19

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p
Secteur/Sous-secteur		Valeur comptable brute (en milliers d'euros)					Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions (en milliers d'euros)			Emissions de GES financées (émissions des catégories 1, 2 et 3 de la contrepartie) (en tonnes équivalent CO2)		Ventilation par tranche d'échéance					
		Dont expositions sur des entreprises exclues des indices de référence "accords de Paris" de l'Union conformément à l'article 12, paragraphe 1, points d) à g), et à l'article 12, paragraphe 2, du règlement (UE) 2020/1818	Dont durables sur le plan environnemental (CCM)	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	Dont émissions financées de catégorie 3	Emissions de GES (colonne l) : pourcentage de la valeur comptable brute du portefeuille d'après les déclarations propres à l'entreprise	<= 5 ans	> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Échéance moyenne pondérée			
29	C.29 - Industrie automobile	41 714	-	5 234	705	633	(392)	(10)	(337)	-	-	-	37 776	1 795	916	1 227	2,32
30	C.30 - Fabrication d'autres matériels de transport	20 403	31	-	922	-	(62)	(17)	-	-	-	-	8 578	10 441	696	688	7,63
31	C.31 - Fabrication de meubles	987	-	-	237	31	(26)	(1)	(22)	-	-	-	691	262	22	12	3,94
32	C.32 - Autres industries manufacturières	13 054	-	-	651	145	(242)	(18)	(62)	-	-	-	10 291	1 847	800	115	4,13
33	C.33 - Réparation et installation de machines et d'équipements	17 934	-	-	3 078	1 045	(676)	(57)	(549)	-	-	-	12 168	4 580	931	256	4,61
34	D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	409 715	30 686	21 563	22 216	5 687	(7 666)	(854)	(5 453)	-	-	-	132 436	76 169	151 625	49 486	10,78
35	D35.1 - Production, transport et distribution d'électricité	377 341	28 433	21 558	17 264	5 687	(7 443)	(703)	(5 453)	-	-	-	128 011	50 321	149 552	49 457	11,03
36	D35.11 - Production d'électricité	339 261	28 402	12 409	17 125	5 687	(7 415)	(702)	(5 453)	-	-	-	91 930	50 084	149 552	47 695	11,62
37	D35.2 - Fabrication de gaz; distribution par conduite de combustibles gazeux	28 580	2 253	5	4 769	-	(207)	(151)	-	-	-	-	3 803	22 675	2 073	29	8,08
38	D35.3 - Production et distribution de vapeur et d'air conditionné	3 794	-	-	183	-	(16)	-	-	-	-	-	621	3 173	-	-	6,96
39	E - Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	37 671	-	6 874	918	146	(295)	(20)	(73)	-	-	-	5 376	26 743	4 807	745	6,71
40	F - Services de bâtiments et travaux publics	550 097	-	28 346	114 980	30 457	(36 255)	(13 603)	(17 335)	-	-	-	393 004	64 657	65 273	27 163	5,20
41	F.41 - Construction de bâtiments	215 772	-	388	76 754	18 620	(22 691)	(10 341)	(9 601)	-	-	-	124 506	17 878	49 697	23 691	7,39
42	F.42 - Génie civil	163 611	-	27 958	1 522	468	(1 247)	(180)	(247)	-	-	-	158 071	3 370	1 446	724	2,56
43	F.43 - Travaux de construction spécialisés	170 714	-	-	36 703	11 369	(12 316)	(3 082)	(7 488)	-	-	-	110 427	43 408	14 130	2 748	4,96

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p
Secteur/Sous-secteur		Valeur comptable brute (en milliers d'euros)					Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions (en milliers d'euros)			Emissions de GES financées (émissions des catégories 1, 2 et 3 de la contrepartie) (en tonnes équivalent CO2)			Ventilation par tranche d'échéance				
			Dont expositions sur des entreprises exclues des indices de référence "accords de Paris" de l'Union conformément à l'article 12, paragraphe 1, points d) à g), et à l'article 12, paragraphe 2, du règlement (UE) 2020/1818	Dont durables sur le plan environnemental (CCM)	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes		Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes		Dont émissions financées de catégorie 3	Emissions de GES (colonne l) : pourcentage de la valeur comptable brute du portefeuille d'après les déclarations propres à l'entreprise	<= 5 ans	> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Échéance moyenne pondérée
44	G - Commerce de gros et de détail; réparation d'automobiles et de motocycles	1 513 178	-	3	311 598	103 873	(99 659)	(22 617)	(61 879)	-	-	-	916 357	363 287	190 433	43 101	5,31
45	H - Transports et entreposage	254 399	-	49 896	30 300	9 104	(12 232)	(5 021)	(6 801)	-	-	-	146 397	82 808	20 559	4 635	5,45
46	H.49 - Transports terrestres et transports par conduites	187 608	-	49 497	26 737	7 232	(11 328)	(4 731)	(6 414)	-	-	-	120 600	56 972	6 254	3 782	5,13
47	H.50 - Transports par eau	11 444	-	282	715	-	(98)	(39)	-	-	-	-	9 830	1 350	214	51	2,69
48	H.51 - Transports aériens	588	-	-	370	-	(12)	(12)	-	-	-	-	332	57	-	199	12,09
49	H.52 - Entreposage et services auxiliaires des transports	54 223	-	117	2 445	1 834	(770)	(234)	(367)	-	-	-	15 529	24 430	14 091	173	6,93
50	H.53 - Activités de poste et de courrier	535	-	-	33	38	(25)	(5)	(20)	-	-	-	106	-	-	429	18,84
51	I - Hébergement et restauration	367 133	-	-	59 710	22 653	(35 526)	(11 193)	(15 311)	-	-	-	141 695	146 233	73 106	6 100	6,96
52	L - Activités immobilières	4 502 115	-	23 032	562 129	134 649	(136 365)	(58 549)	(55 689)	-	-	-	591 548	822 938	2 551 794	535 836	12,90
53	Expositions sur des secteurs autres que ceux contribuant fortement au changement climatique*	6 968 623	515	69 079	180 443	38 063	(37 154)	(6 712)	(22 430)	-	-	-	2 727 021	518 371	328 574	3 394 656	15,87
54	K - Activités financières et d'assurance	5 680 480	515	67 343	32 804	4 462	(6 020)	(1 419)	(3 071)	-	-	-	2 211 980	208 735	138 994	3 120 771	17,35
55	Expositions sur d'autres secteurs (codes NACE J, M à U)	1 288 143	-	1 736	147 640	33 601	(31 134)	(5 293)	(19 359)	-	-	-	515 041	309 636	189 580	273 886	9,33
56	TOTAL	18 382 651	37 326	209 124	1 917 156	591 669	(631 267)	(188 040)	(337 994)	-	-	-	6 906 951	3 039 807	4 308 731	4 127 162	11,60

* Conformément au règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission complétant le règlement (UE) 2016/1011 par des normes minimales pour les indices de référence "transition climatique" de l'Union et les indices de référence "accord de Paris" de l'Union - règlement sur les indices de référence en matière de climat - considérant 6 : les secteurs énumérés à l'annexe I, sections A à H et section L, du règlement (CE) n° 1893/2006

Dans ce tableau, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine fournit des informations sur les expositions soumises aux risques qui peuvent survenir en raison de la transition vers une économie à faible intensité de carbone et résiliente au changement climatique, selon les dispositions de l'article 449 bis du règlement (UE) no 575/2013.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine publie ses expositions sur des entreprises exclues des indices de référence « Accord de Paris » de l'Union conformément à l'article 12, paragraphe 1, points d) à g), et à l'article 12, paragraphe 2, du règlement (UE) 2020/1818, c'est-à-dire les entreprises qui répondent aux critères ci-dessous :

- Tirent au moins 1 % de leur chiffre d'affaires de la prospection, de l'extraction, de la distribution ou du raffinage de houille et de lignite ;
- Tirent au moins 10 % de leur chiffre d'affaires de la prospection, de l'extraction, de la distribution ou du raffinage de combustibles liquides ;
- Tirent au moins 50 % de leur chiffre d'affaires de la prospection, de l'extraction, de la fabrication ou de la distribution de combustibles gazeux ;
- Tirent au moins 50 % de leur chiffre d'affaires d'activités de production d'électricité présentant une intensité d'émission de GES supérieure à 100 g CO₂ e/kWh ;
- Sont exclues également les entreprises qui portent un préjudice significatif à au moins un des objectifs environnementaux.

Depuis l'exercice du 31 décembre 2023, le Groupe Crédit Agricole a recours aux données du fournisseur Clarity AI pour identifier les entreprises exclues des indices de l'accord de Paris. A ce stade, le critère relatif au préjudice significatif à au moins un des objectifs environnementaux n'est pas pris en compte par le fournisseur.

Par ailleurs, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine affecte les expositions sur les entreprises financières et non financières, à savoir les prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres classés dans le portefeuille bancaire, à la tranche de maturité concernée en fonction de l'échéance résiduelle de l'instrument financier. Pour l'intégration dans le calcul de l'échéance moyenne des expositions, des instruments financiers sans date d'échéance, le Groupe Crédit Agricole a retenu la tranche la plus élevée à savoir 20 ans.

Le Groupe Crédit Agricole publie les informations relatives aux émissions de gaz à effet de serre de ses expositions par secteur d'activité selon une nomenclature de codes NACE. Ces informations sont publiées au niveau du Groupe Crédit Agricole pour prendre en compte la transversalité des enjeux climat en termes de métiers et de secteurs d'activité.

10.4.2 Prêts garantis par des biens immobiliers - Efficacité énergétique des sûretés (Modèle 2)

Modèle 2 : Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique : Prêts immobiliers

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p
Secteur de la contrepartie		Valeur comptable brute totale (en milliers d'euros)															
		Niveau d'efficacité énergétique (performance énergétique en kWh/m² des sûretés)						Niveau d'efficacité énergétique (label du certificat de performance énergétique des sûretés)						Sans le label du certificat de performance énergétique des sûretés			
		0; <= 100	> 100; <= 200	> 200; <= 300	> 300; <= 400	> 400; <= 500	> 500	A	B	C	D	E	F			G	Dont niveau d'efficacité énergétique (performance énergétique en kWh/m² des sûretés) estimé
1	Total UE	18 099 196	3 329 511	6 206 607	4 453 907	1 472 745	446 976	379 801	130 669	173 032	811 635	1 220 027	596 870	218 522	101 508	14 846 932	83,16%
2	Dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	3 485 348	456 287	543 271	315 586	151 161	74 274	154 644	-	258	1 229	3 478	595	281	153	3 479 355	47,92%
3	Dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	14 612 519	2 873 225	5 663 336	4 138 321	1 321 584	372 701	225 157	130 669	172 774	810 407	1 216 549	596 275	218 241	101 356	11 366 248	93,96%
4	Dont sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	1 329	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 329	-
5	Dont niveau d'efficacité énergétique (performance énergétique en kWh/m² des sûretés) estimé	13 822 875	2 971 666	5 183 916	3 730 068	1 235 026	376 694	325 504	-	-	-	-	-	-	-	12 347 062	100,00%
6	Total non-UE	474	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	474	-
7	Dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	474	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	474	-
9	Dont sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10	Dont niveau d'efficacité énergétique (performance énergétique en kWh/m² des sûretés) estimé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine doit publier la valeur comptable brute des prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux et résidentiels et par des sûretés immobilières saisies, et fournir des informations sur le niveau d'efficacité énergétique des sûretés. En complément et afin de tenir compte de la particularité du modèle bancaire français, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a intégré dans ce tableau, l'ensemble des prêts immobiliers cautionnés.

Conformément aux exigences du tableau et en l'absence du certificat de performance énergétique, les établissements ont la possibilité d'estimer les performances énergétiques, exprimées en kilowattheure d'énergie primaire par mètre carré par an (kWh/m²/an) aux lignes 5 et 10 du modèle. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a estimé les performances énergétiques des biens pour lesquels le diagnostic de performance énergétique n'est pas disponible, uniquement sur le périmètre France. Les estimations ont été réalisées sur la base d'une distribution des consommations d'énergie primaire au niveau des départements français, à partir des données mises à disposition par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie) pour l'immobilier résidentiel et commercial.

10.4.3 Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique: Paramètres d'alignement (Modèle 3)

Le Groupe Crédit Agricole et ses différentes entités ont décidé de rejoindre, courant 2021 puis 2022, trois coalitions d'institutions financières engagées pour contribuer à la neutralité carbone d'ici 2050 (Net Zero Banking Alliance, Net Zero Asset Managers Initiative et Net Zero Asset Owner Alliance). Si chacune des coalitions implique des engagements propres à chaque métier, certaines exigences forment un socle commun : fixation d'objectifs à la fois long (2050) et court-moyen terme (2025, 2030), avec des jalons intermédiaires, établissement d'une année de référence pour la mesure annuelle des émissions, choix d'un scénario de décarbonation exigeant et reconnu par la science, validation des objectifs et trajectoires par les plus hautes instances de gouvernance.

Dans ce contexte, le Groupe Crédit Agricole a décidé de se doter de moyens significatifs pour définir des objectifs et des trajectoires alignées sur un scénario net zéro. En 2021 et 2022, le Crédit Agricole a initié un important chantier méthodologique, regroupant toutes les entités du Groupe (filiales de Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales), avec l'appui de son Comité scientifique, destiné à définir des trajectoires pour chaque métier et entité, pour les principaux secteurs de l'économie financés par la banque.

De niveau Groupe Crédit Agricole, l'analyse de matérialité a permis de prioriser les dix secteurs les plus matériels au sein de nos portefeuilles de financement (pétrole et gaz, production d'électricité, transport maritime, aviation, immobilier résidentiel, immobilier commercial, automobile, agriculture, acier, ciment). Ces dix secteurs représentent environ 60 % des encours du groupe Crédit Agricole et environ 75 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ce qui appuie le fait que ce sont les secteurs prioritaires au vu des enjeux du changement climatique. Pour notre Caisse régionale, l'analyse de matérialité a permis de prioriser les cinq secteurs les plus matériels parmi ceux présents dans nos portefeuilles de financement : immobilier résidentiel aux particuliers, immobilier commercial, automobile, agriculture, production d'électricité.

En 2022 et en 2023, nous avons calculé le point de départ (sur l'année 2020) par secteur de nos émissions financées sur plusieurs secteurs. Pour calculer les émissions financées, nous utilisons la méthodologie PCAF2, qui permet de quantifier les émissions de gaz à effet de serre associées à nos portefeuilles d'investissement et de prêts. La méthodologie PCAF nous permet également de suivre l'intensité carbone de nos financements, en rapportant pour chaque secteur concerné les émissions financées à la production (flux physiques) financée. La méthodologie PCAF nous permet d'avoir une approche robuste, granulaire et adaptable dans le temps pour avoir des données de plus en plus précises.

Concernant le choix des scénarios, pour aligner nos portefeuilles avec l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C à horizon 2100, nous avons appuyé nos trajectoires sur le scénario NZE (Net Zero Emissions) développé par l'AIE3 sur la plupart des secteurs. Nous avons choisi d'autres scénarios plus granulaires et spécifiques, pour d'autres secteurs, par exemple l'Immobilier (Carbon Risk Real Estate Monitor).

Le Groupe Crédit Agricole a publié en 2022, en 2023 et en 2024 des cibles intermédiaires d'ici à 2030 dans le cadre de ses engagements NZBA sur huit des dix secteurs prioritaires, dont immobilier commercial, production d'électricité, et automobile.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine a établi ses plans d'accompagnement en 2023 sur les secteurs suivants : immobilier résidentiel aux particuliers, immobilier commercial, production d'électricité, automobile et agriculture. Sur ces secteurs, la Caisse Régionale contribue au plan de transition du Groupe figurant dans le rapport de durabilité de ce dernier.

10.4.4 Indicateurs du risque de transition potentiellement lié au changement climatique: Expositions sur les 20 plus grandes entreprises à forte intensité de carbone (Modèle 4)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine indique dans ce tableau ses expositions agrégées parmi les 20 entreprises qui émettent le plus de carbone dans le monde. Afin d'identifier la liste des 20 entreprises les plus émissives en carbone. Comme l'ensemble du Groupe Crédit Agricole, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine s'est appuyée, conformément aux instructions du tableau, sur une liste publique. C'est la liste du Climate Accountability Institute qui a été retenue.

Par ailleurs, le tableau portant uniquement sur les expositions au bilan, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine publie de façon volontaire la part des expositions hors bilan sur ces contreparties les plus émissives en carbone, pour des raisons de transparence sur les financements déjà accordés. Ainsi pour l'arrêté du 31/12/2024, la part de ces expositions hors bilan s'élèvent à 9.1 millions d'euros et portent sur le financement de projets de production d'Energies Renouvelables (ENR).

	a	b	c	d	e
En milliers d'euros	Valeur comptable brute (agrégée)	Valeur comptable brute de l'exposition sur les contreparties par rapport à la valeur comptable brute totale (agrégée) (*)	Dont durables sur le plan environnemental (CCM)	Échéance moyenne pondérée	Nombre d'entreprises faisant partie des 20 plus grandes entreprises polluantes incluses
1	14 488	0,04%	-	14,88	1

(*) Pour les contreparties figurant parmi les 20 entreprises qui émettent le plus de carbone dans le monde

10.5 Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque physique potentiellement lié au changement climatique : Expositions soumises à un risque physique (Modèle 5)

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o
		Valeur comptable brute (En milliers d'euros)													
		dont expositions sensibles aux effets d'événements physiques liés au changement climatique													
		Ventilation par tranche d'échéance						dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique chroniques	dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique aigus	dont expositions sensibles aux effets d'événements liés au changement climatique tant chroniques qu'aigus	Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		
	Zone géographique : périmètre total		<= 5 ans	> 5 ans <= 10 ans	> 10 ans <= 20 ans	> 20 ans	Échéance moyenne pondérée						Dont expositions de stade 2	Dont expositions non performantes	
1	A - Agriculture, sylviculture et pêche	2 923 261	234 052	133 118	156 533	6 316	7,19	-	-	530 019	82 927	36 021	(37 554)	(10 668)	(20 566)
2	B - Industries extractives	8 666	1 013	69	-	5	0,93	-	-	1 088	-	-	-	-	-
3	C - Industrie manufacturière	847 795	43 606	19 313	5 316	2 259	5,08	-	-	70 494	16 460	4 225	(4 376)	(667)	(3 136)
4	D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	409 715	8 815	5 362	10 088	3 265	10,71	-	-	27 529	1 441	379	(501)	(56)	(350)
5	E - Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	37 671	359	1 712	308	76	6,95	-	-	2 453	73	9	(19)	(1)	(5)
6	F - Services de bâtiments et travaux publics	550 097	46 760	8 583	10 694	3 378	5,72	-	-	69 415	13 820	3 813	(4 570)	(1 597)	(2 200)
7	G - Commerce de gros et de détail ; réparation d'automobiles et de motocycles	1 513 178	106 723	49 298	22 642	4 582	5,38	-	-	183 246	36 507	12 172	(11 428)	(2 696)	(6 963)
8	H - Transports et entreposage	254 399	10 641	6 075	1 844	394	5,65	-	-	18 954	2 256	679	(807)	(324)	(452)
9	L - Activités immobilières	4 502 115	104 972	170 702	598 047	135 953	13,53	-	-	1 009 673	122 349	23 319	(24 617)	(12 199)	(8 255)
10	Prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	14 612 993	108 366	285 122	1 326 601	1 063 191	16,91	96 299	-	2 686 982	258 830	25 453	(16 017)	(9 491)	(3 952)
11	Prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	3 485 348	53 400	119 872	408 993	21 785	12,38	1 396	-	602 654	82 719	26 372	(26 661)	(11 687)	(9 645)
12	Sûretés saisies	1 329	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

13	I - Hébergement et restauration	367 133	32 872	30 465	16 779	1 883	7,03	-	-	82 000	14 537	5 798	(8 517)	(2 858)	(3 770)
14	J - Information et communication	128 602	6 671	2 291	310	280	4,69	-	-	9 553	1 406	248	(168)	(11)	(116)
15	K - Activités financières et d'assurance	5 680 480	245 424	35 460	25 470	318 014	16,84	-	-	624 369	7 345	794	(1 184)	(406)	(535)
16	M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	383 925	17 657	15 091	13 828	2 330	8,65	-	-	48 906	7 170	1 406	(1 401)	(308)	(902)
17	N - Activités de services administratifs et de soutien	225 719	9 659	3 721	2 691	657	6,44	-	-	16 728	1 795	362	(414)	(59)	(239)
18	O - Administration publique	210	6	7	-	-	4,92	-	-	13	-	-	-	-	-
19	P - Enseignement	65 054	2 030	1 797	813	204	6,82	-	-	4 844	666	94	(126)	(24)	(50)
20	Q - Santé humaine et action sociale	133 860	5 392	5 609	2 080	95	6,32	-	-	13 177	3 548	74	(192)	(79)	(42)
21	R - Arts, spectacle et activités récréatives	30 360	1 724	779	477	221	6,82	-	-	3 201	867	410	(274)	(34)	(233)
22	S - Autres activités de services	61 851	2 470	2 060	1 102	396	7,79	-	-	6 028	1 322	238	(177)	(32)	(133)
23	T - Activités des ménages en tant qu'employeurs; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
24	U - Activités extra territoriales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Ce modèle couvre les expositions du portefeuille bancaire soumises aux effets d'événements physiques liés au changement climatique, chroniques et aigus.

Conformément aux exigences de publication, les éléments présentés dans ce modèle ne présentent qu'une estimation des expositions brutes du Groupe Crédit Agricole potentiellement sensibles aux événements de risques physiques climatiques, avant prise en compte des mesures d'atténuations physiques (par exemple, actions d'adaptation des contreparties ou acteurs publics) ou financières (par exemple, couverture assurancielle) permettant d'estimer un impact sur les risques du Groupe. De plus, étant donné les incertitudes des modèles climatiques et des lacunes dans les données disponibles, les éléments présentés ne constituent qu'une première estimation qui sera améliorée au fil des travaux menés en interne et par l'ensemble des acteurs externes.

Conformément aux exigences du modèle, le Groupe Crédit Agricole a utilisé des portails, bases de données et études mises à disposition par les organismes de l'Union, les pouvoirs publics nationaux et des acteurs privés pour identifier les lieux exposés à des événements liés au changement climatique et estimer la sensibilité des actifs et activités à ces événements, à partir de projections à horizon 2050 selon le scénario RCP4.5²

En l'état, la mesure de ces sensibilités présente des limites, notamment en termes de données, avec des impacts sur plusieurs choix méthodologiques : c'est le cas pour les mesures de sensibilité aux risques physiques climatiques des actifs physiques (par exemple, localisation insuffisamment granulaire pour être directement

² limatiques futurs

reliée à un aléa localisé), et plus encore pour celles des activités économiques (par exemple, localisation insuffisamment granulaire des lieux d'activités principales et dépendances des chaînes d'approvisionnement). En conséquence, l'approche du Groupe Crédit Agricole consiste à prioriser le développement interne de mesures à la plus haute résolution possible de certains aléas au niveau des actifs immobiliers financés ou en garantie (inondation, retrait-gonflement des argiles, submersion en France, inondation et glissement de terrain en Italie), et à utiliser des proxys géo-sectoriels à l'échelle des portefeuilles pour les mesures au niveau des activités économiques.

Les modalités d'alimentation des colonnes de ce modèle ont été modifiées par rapport à l'arrêté du 30 juin 2024. L'objectif de cette modification est d'assurer l'alignement du modèle publié par le Groupe Crédit Agricole avec les règles précisées par l'Autorité Bancaire Européenne dans le Q&A #2024_7080 (caractère mutuellement exclusif des colonnes h, i et j).

Des travaux sont menés au sein du Groupe Crédit Agricole sur les données extra-financières et les méthodes de mesure des risques les exploitant, travaux qui participeront progressivement à intégrer des aléas de risque physique additionnels et à affiner l'évaluation de la sensibilité aux différents aléas.

Modèle 6 : Récapitulatif des ICP des expositions alignées sur la taxonomie

a		b	c	d	e
		ICP			% de couverture (par rapport au total des actifs) (*)
		Atténuation du changement climatique	Adaptation au changement climatique	Total (atténuation du changement climatique + adaptation au changement climatique)	
1	GAR Encours	5,71%	0,00%	5,71%	37,48%
2	GAR Flux	3,26%	-	3,26%	3,13%

* % d'actifs sur lesquels porte l'ICP, par rapport au total des actifs bancaires

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine publie pour la première fois le GAR Flux sur l'arrêté du 31 décembre 2024 selon la méthodologie qui consiste à retenir uniquement les nouvelles opérations de l'année sans tenir compte des remboursements ou désinvestissements. Le niveau du GAR flux plus faible que le GAR Encours s'explique en partie par un ralentissement du marché de l'immobilier résidentiel neuf sur 2024.

Modèle 7 : Mesures d'atténuation : Actifs entrant dans le calcul du GAR

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p
(En milliers d'euros)		Valeur comptable brute totale	Date de référence des informations T														
			Atténuation du changement climatique (CCM)						Adaptation au changement climatique (CCA)						TOTAL (CCM + CCA)		
			Dont vers des secteurs pertinents pour la taxonomie (éligibles à la taxonomie)						Dont vers des secteurs pertinents pour la taxonomie (éligibles à la taxonomie)						Dont vers des secteurs pertinents pour la taxonomie (éligibles à la taxonomie)		
			Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxonomie)						Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxonomie)						Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxonomie)		
			Dont financement spécialisé		Dont transitoire		Dont habilitant		Dont financement spécialisé		Dont adaptation		Dont habilitant		Dont financement spécialisé		Dont transitoire / adaptation
GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur																	
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	16 301 853	13 466 984	2 004 153	1 798 774	21 555	77 913	7 444	293	-	69	224	13 474 427	2 004 446	1 798 774	21 624	78 137
2	Entreprises financières	2 364 814	652 669	67 298	-	1 569	1 995	1 800	51	-	51	-	654 469	67 349	-	1 619	1 995
3	Établissements de crédit	2 300 701	645 367	66 374	-	1 501	1 891	1 503	41	-	41	-	646 870	66 415	-	1 542	1 891
4	Prêts et avances	1 904 998	516 993	56 198	-	1 493	1 866	1 134	2	-	2	-	518 127	56 200	-	1 495	1 866
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	395 670	128 365	10 176	-	8	25	369	39	-	39	-	128 733	10 215	-	47	25
6	Instruments de capitaux propres	34	10	-		-	-	-	-		-	-	10	-		-	-
7	Autres entreprises financières	64 113	7 302	924	-	68	104	297	9	-	9	-	7 599	933	-	77	104
8	Dont entreprises d'investissement	3 239	856	94	-	3	3	2	-	-	-	-	858	94	-	3	3
9	Prêts et avances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	69	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Instruments de capitaux propres	3 171	856	94		3	3	2	-		-	-	858	94		3	3
12	Dont sociétés de gestion	14 099	493	54	-	1	2	1	-	-	-	-	495	54	-	1	2
13	Prêts et avances	14 099	493	54	-	1	2	1	-	-	-	-	495	54	-	1	2
14	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15	Instruments de capitaux propres	-	-	-		-	-	-	-		-	-	-	-		-	-
16	Dont entreprise d'assurance	10 618	969	204	-	26	70	284	9	-	9	-	1 253	214	-	35	70
17	Prêts et avances	9 326	921	197	-	25	70	61	-	-	-	-	982	197	-	25	70
18	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	1 292	47	7	-	-	-	223	9	-	9	-	271	17	-	10	-
19	Instruments de capitaux propres	-	-	-		-	-	-	-		-	-	-	-		-	-

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p
(En milliers d'euros)		Valeur comptable brute totale	Date de référence des informations T														
			Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)					TOTAL (CCM + CCA)				
			Dont vers des secteurs pertinents pour la taxonomie (éligibles à la taxonomie)					Dont vers des secteurs pertinents pour la taxonomie (éligibles à la taxonomie)					Dont vers des secteurs pertinents pour la taxonomie (éligibles à la taxonomie)				
			Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxonomie)					Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxonomie)					Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxonomie)				
				Dont financement spécialisé	Dont transitoire	Dont habilitant			Dont financement spécialisé	Dont adaptation	Dont habilitant			Dont financement spécialisé	Dont transitoire / adaptation	Dont habilitant	
20	Entreprises non financières (soumises aux obligations de publication de la NFRD)	851 666	399 519	138 080	-	19 986	75 918	5 644	242	-	19	224	405 163	138 323	-	20 005	76 141
21	Prêts et avances	421 356	179 864	38 408	-	993	28 170	5 473	220	-	-	220	185 337	38 627	-	993	28 390
22	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	422 671	216 990	99 129	-	18 990	47 743	167	23	-	19	4	217 156	99 152	-	19 008	47 747
23	Instruments de capitaux propres	7 639	2 665	543		3	4	4	-		-	-	2 669	543		3	4
24	Ménages	13 032 110	12 396 468	1 798 774	1 798 774	-	-						12 396 468	1 798 774	1 798 774	-	-
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	12 820 560	12 332 814	1 798 774	1 798 774	-	-						12 332 814	1 798 774	1 798 774	-	-
26	dont prêts à la rénovation de bâtiments	63 672	63 655	-	-	-	-						63 655	-	-	-	-
27	dont prêts pour véhicules à moteur	147 879	-	-	-	-	-						-	-	-	-	-
28	Financement d'administrations locales	53 263	18 327	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18 327	-	-	-	-
29	Financement de logements	-	-	-	-	-	-						-	-	-	-	-
30	Autres financements d'administrations locales	53 263	18 327	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18 327	-	-	-	-
31	Sûretés obtenues par saisie : bien immobiliers résidentiels et commerciaux	1 329	-	-	-	-	-						-	-	-	-	-
32	TOTAL DES ACTIFS DU GAR	16 303 182	13 466 984	2 004 153	1 798 774	21 555	77 913	7 444	293	-	69	224	13 474 427	2 004 446	1 798 774	21 624	78 137
Actifs exclus du numérateur pour le calcul du GAR (mais inclus dans le dénominateur)																	
33	Entreprises non financières de l'UE (non soumises aux obligations de la publication de la NFRD)	11 423 346															
34	Prêts et avances	11 240 794															
35	Titres de créance	24 964															
36	Instruments de capitaux propres	157 588															
37	Entreprises non financières non-UE (non soumises aux obligations de publication de la NFRD)	19 051															
38	Prêts et avances	773															
39	Titres de créance	18 278															

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p
(En milliers d'euros)	Valeur comptable brute totale	Date de référence des informations T															
		Atténuation du changement climatique (CCM)						Adaptation au changement climatique (CCA)				TOTAL (CCM + CCA)					
		Dont vers des secteurs pertinents pour la taxonomie (éligibles à la taxonomie)						Dont vers des secteurs pertinents pour la taxonomie (éligibles à la taxonomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxonomie (éligibles à la taxonomie)					
		Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxonomie)						Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxonomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxonomie)					
		Dont financement spécialisé		Dont transitoire		Dont habilitant		Dont financement spécialisé		Dont adaptation		Dont habilitant		Dont financement spécialisé		Dont transitoire / adaptation	
40	Instruments de capitaux propres	-															
41	Dérivés	485 910															
42	Prêts interbancaires à vue	460 406															
43	Trésorerie et équivalents de trésorerie	105 127															
44	Autres actifs (goodwill, matières premières, etc.)	6 321 305															
45	TOTAL DES ACTIFS AU DENOMINATEUR (GAR)	35 118 327															
	Autres actifs exclus à la fois du numérateur et du dénominateur pour le calcul du GAR																
46	Souverains	760 376															
47	Expositions sur des banques centrales	18 899															
48	Portefeuille de négociation	48 642															
49	TOTAL DES ACTIFS EXCLUS DU NUMERATEUR ET DU DENOMINATEUR	827 918															
50	TOTAL DES ACTIFS	35 946 245															

Les prêts immobiliers considérés comme alignés sur les critères de la taxonomie sont ceux qui (i) ont la meilleure performance énergétique et (ii) ne sont pas soumis à un risque physique chronique ou aigu.

Les biens immobiliers dont le niveau de performance énergétique appartient aux 15% les plus performants du parc immobilier national ou régional (pour les biens dont le permis de construire été déposé avant le 31 décembre 2020) ou dont la consommation énergétique est au moins inférieure à 10% au seuil fixé par la réglementation NZEB- Nearly zero-emission building, c'est-à-dire les bâtiments à la consommation d'énergie quasi nulle (pour les biens dont le permis a été déposé après le 31 décembre 2020), respectent les critères de contribution substantielle de la taxonomie. Pour l'analyse de l'alignement de l'immobilier résidentiel en France et sur la base d'une part, des études réalisées par l'Observatoire de l'Immobilier Durable et d'autre part, de la note d'interprétation du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, le Groupe Crédit Agricole définit les biens immobiliers appartenant aux 15% les plus performants du parc immobilier français comme étant les biens qui ont une consommation d'énergie primaire inférieure à 135 kWhEP/m2.an. Le Groupe Crédit Agricole considère également que les

biens construits selon la Réglementation thermique RT2012 respectent ce critère, car la RT2012 fixe un plafond de consommation énergétique de 50 kWhEP/m2.an, ce qui est inférieur à 135 kWhEP/m2.an.

Les prêts immobiliers qui financent des bâtiments résidentiels neufs dont le premier tirage a eu lieu entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2020 (date de fin du critère de contribution substantielle) correspondent à des constructions relevant de la norme RT2012. La raison est que la réglementation RT2012 a été mise en application en 2013, mais les permis de construire délivrés jusqu'en janvier 2016 avaient une durée de validité de 2 ans qui pouvait être prolongée deux fois pour une année supplémentaire, ce qui entraînait un délai maximum de 4 ans entre la date de délivrance du permis et la date d'octroi du prêt immobilier/la date du premier tirage du prêt immobilier. Entre le 1er janvier 2013 (date d'entrée en vigueur de la réglementation RT2012) et le 31 décembre 2016, un bâtiment pouvait donc être construit avec un permis de construire non conforme à la RT2012. Par ailleurs, conformément à la note d'interprétation du Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, les biens soumis à la réglementation environnementale RE 2020 respectent de facto le critère NZEB-10%.

L'identification et l'évaluation des risques physiques, dans le cadre du DNSH « Adaptation au changement climatique », ont été réalisées sur la base de la méthodologie utilisée pour le tableau 5 « Portefeuille bancaire - Indicateurs du risque physique potentiellement lié au changement climatique : Expositions soumises à un risque physique » du Pilier 3 ESG. Cette méthodologie vise à identifier les aléas auxquels les bâtiments sont exposés et évaluer les risques sur la base d'un scénario à 2050. Les aléas pris en compte dans la méthodologie sont les inondations par débordement de cours d'eau ou par vague submersive, le retrait-gonflement des argiles et la hausse du niveau de la mer. La part des biens immobiliers soumis à un risque physique chronique ou aigu sont considérés comme non alignés faute de mise en place d'un plan d'adaptation. En appliquant donc cette méthodologie sur les biens immobiliers résidentiels, 10 598 millions d'Euros sont exclus du GAR.

Les prêts automobiles et à la rénovation n'ont pas été pris en compte dans le calcul du GAR par manque de preuves collectées auprès des clients pour respecter les critères environnementaux. De plus, l'analyse des MSS n'a pas été prise en compte dans les activités de détail car [Crédit Agricole SA] considère que les MSS sont de facto respectés sur son portefeuille qui est principalement un portefeuille de prêts immobilier résidentiel en France dont la réglementation en vigueur permet de respecter des critères de minimum sociaux. Par ailleurs le rapport de la Plateforme de Finance Durable³ d'octobre 2022 précise que les minimums sociaux ne s'appliquent pas aux ménages.

L'évolution du GAR est mineure comparée au 31/12/2023, passant de 5.74% à 5.71% et peut trouver une explication dans la baisse globale des encours de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.

³ [Plateforme de Finance Durable](#)

Modèle 8 - GAR (%)

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	
% (du total des actifs inclus dans le dénominateur)		Date de référence des informations T : ICP concernant l'encours																
		Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)					TOTAL (CCM + CCA)						
		Proportion de nouveaux actifs éligibles finançant des secteurs pertinents pour la taxonomie					Proportion de nouveaux actifs éligibles finançant des secteurs pertinents pour la taxonomie					Proportion de nouveaux actifs éligibles finançant des secteurs pertinents pour la taxonomie						Part du total des actifs couverts
												Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxonomie)						
		Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxonomie)					Dont durables sur le plan environnemental					Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxonomie)						
		Dont financement spécialisé	Dont transitoire	Dont habilitant			Dont financemen t spécialisé	Dont adaptation	Dont habilitant			Dont financement spécialisé	Dont transitoire / adaptation	Dont habilitant				
1	GAR	38,35%	5,71%	5,12%	0,06%	0,22%	0,02%	0,00%	-	0,00%	0,00%	38,37%	5,71%	5,12%	0,06%	0,22%	37,48%	
2	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenu à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	82,61%	12,29%	11,03%	0,13%	0,48%	0,05%	0,00%	-	0,00%	0,00%	82,66%	12,30%	11,03%	0,13%	0,48%	37,48%	
3	Entreprises financières	27,60%	2,85%	-	0,07%	0,08%	0,08%	0,00%	-	0,00%	0,00%	27,68%	2,85%	-	0,07%	0,08%	1,82%	
4	Etablissements de crédit	28,05%	2,88%	-	0,07%	0,08%	0,07%	0,00%	-	0,00%	0,00%	28,12%	2,89%	-	0,07%	0,08%	1,80%	
5	Autres entreprises financières	11,39%	1,44%	-	0,11%	0,16%	0,46%	0,01%	-	0,01%	-	11,85%	1,46%	-	0,12%	0,16%	0,02%	
6	dont entreprises d'investissement	26,44%	2,90%	-	0,08%	0,10%	0,06%	-	-	-	-	26,50%	2,90%	-	0,08%	0,10%	0,00%	
7	dont sociétés de gestion	3,50%	0,38%	-	0,01%	0,01%	0,01%	-	-	-	-	3,51%	0,38%	-	0,01%	0,01%	0,00%	
8	dont entreprises d'assurance	9,12%	1,92%	-	0,24%	0,66%	2,67%	0,09%	-	0,09%	-	11,80%	2,01%	-	0,33%	0,66%	0,00%	
9	Entreprises non financières soumises aux obligations de publication de la NFRD	46,91%	16,21%	-	2,35%	8,91%	0,66%	0,03%	-	0,00%	0,03%	47,57%	16,24%	-	2,35%	8,94%	1,13%	
10	Ménages	95,12%	13,80%	13,80%	-	-	-	-	-	-	-	95,12%	13,80%	13,80%	-	-	34,49%	
11	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	96,20%	14,03%	14,03%	-	-	-	-	-	-	-	96,20%	14,03%	14,03%	-	-	34,31%	
12	dont prêts à la rénovation de bâtiments	99,97%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	99,97%	-	-	-	-	0,18%	
13	dont prêts pour véhicules à moteur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
14	Financement d'administrations locales	34,41%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34,41%	-	-	-	-	0,05%	
15	Financement de logements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
16	Autres financements d'administrations locales	34,41%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34,41%	-	-	-	-	0,05%	
17	Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

		q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
	% (du total des actifs inclus dans le dénominateur) Tableau 2/2	Date de référence des informations T : ICP concernant les flux															
		Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)					TOTAL (CCM + CCA)					
		Proportion de nouveaux actifs éligibles finançant des secteurs pertinents pour la taxonomie					Proportion de nouveaux actifs éligibles finançant des secteurs pertinents pour la taxonomie					Proportion de nouveaux actifs éligibles finançant des secteurs pertinents pour la taxonomie					Part du total des nouveaux actifs couverts
		Dont durables sur le plan environnemental					Dont durables sur le plan environnemental					Dont durables sur le plan environnemental					
				Dont financement spécialisé	Dont transitoire	Dont habilitant			Dont financement t spécialisé	Dont adaptation	Dont habilitant			Dont financement spécialisé	Dont transitoire / adaptation	Dont habilitant	
1	GAR	27,10%	3,26%	2,50%	0,02%	0,03%	0,02%	-	-	-	-	27,11%	3,26%	2,50%	0,02%	0,03%	3,13%
2	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenu à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	55,21%	6,64%	5,10%	0,04%	0,06%	0,04%	-	-	-	-	55,24%	6,64%	5,10%	0,04%	0,06%	3,13%
3	Entreprises financières	26,70%	2,94%	-	0,08%	0,11%	0,07%	-	-	-	-	26,77%	2,94%	-	0,08%	0,11%	0,72%
4	Etablissements de crédit	27,01%	2,96%	-	0,08%	0,10%	0,06%	-	-	-	-	27,07%	2,96%	-	0,08%	0,10%	0,71%
5	Autres entreprises financières	12,69%	2,25%	-	0,24%	0,64%	0,55%	-	-	-	-	13,24%	2,25%	-	0,24%	0,64%	0,01%
6	dont entreprises d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	dont sociétés de gestion	27,01%	2,96%	-	0,08%	0,10%	0,06%	-	-	-	-	27,07%	2,96%	-	0,08%	0,10%	0,00%
8	dont entreprises d'assurance	9,88%	2,11%	-	0,27%	0,75%	0,65%	-	-	-	-	10,53%	2,11%	-	0,27%	0,75%	0,01%
9	Entreprises non financières soumises aux obligations de publication de la NFRD	6,20%	0,68%	-	0,02%	0,02%	0,01%	-	-	-	-	6,21%	0,68%	-	0,02%	0,02%	0,00%
10	Ménages	87,13%	10,78%	10,78%	-	-	-	-	-	-	-	87,13%	10,78%	10,78%	-	-	2,41%
11	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	93,82%	11,83%	11,83%	-	-	-	-	-	-	-	93,82%	11,83%	11,83%	-	-	2,41%
12	dont prêts à la rénovation de bâtiments	100,00%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100,00%	-	-	-	-	-
13	dont prêts pour véhicules à moteur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14	Financement d'administrations locales	70,57%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70,57%	-	-	-	-	-
15	Financement de logements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
16	Autres financements d'administrations locales	70,57%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70,57%	-	-	-	-	-
17	Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Modèle 10 - Autres mesures d'atténuation du changement climatique non couvertes dans le règlement (UE) 2020/852

	a	b	c	d	e	f
	Type d'instrument financier	Catégorie de contrepartie	Valeur comptable brute (En milliers d'euros)	Type de risque atténué (risque de transition lié au changement climatique)	Type de risque atténué (risque de physique lié au changement climatique)	Informations qualitatives sur la nature des mesures d'atténuation
1	Obligations (par ex. vertes, durables, liées à la durabilité en vertu de normes autres que les normes de l'UE)	Entreprises financières	24 446	Y	N	Obligations identifiées comme vertes selon le référentiel publié par Euronext
2		Entreprises non financières	94 515	Y	N	Obligations identifiées comme vertes selon le référentiel publié par Euronext
3		Dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	-	N	N	Obligations identifiées comme vertes selon le référentiel publié par Euronext
4		Autres contreparties	19 016	Y	N	Obligations identifiées comme vertes selon le référentiel publié par Euronext
5	Prêts (par ex. vertes, durables, liées à la durabilité en vertu de normes autres que les normes de l'UE)	Entreprises financières	4 670	Y	N	Prêts à impact positif (SLL), énergies renouvelables, véhicules électriques)
6		Entreprises non financières	629 600	Y	N	Prêts à impact positif (SLL), énergies renouvelables, véhicules électriques ; auxquels on ajoute les éléments de la ligne 7 ci-dessous
7		Dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	44 274	Y	N	Biens immobiliers répondant aux normes de construction nationales en vigueur, ceux disposant d'un DPE A et ceux qui respectent uniquement les critères de la contribution substantielle de la Taxonomie
8		Ménages	1 901 626	Y	N	Véhicules électriques ; auxquels on ajoute les éléments des lignes 9 et 10 ci-dessous
9		Dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	1 693 770	Y	N	Biens immobiliers répondant aux normes de construction nationales en vigueur, ceux disposant d'un DPE A et ceux qui respectent uniquement les critères de la contribution substantielle de la Taxonomie
10		Dont prêts à la rénovation de bâtiments	56 796	Y	N	Travaux de rénovation énergétique et éco-prêts à taux zéro
11		Autres contreparties	-	N	N	Cf. Entreprises financières (ligne 5 ci-dessus) et non financières (ligne 6 ci-dessus)

Ce tableau couvre les autres mesures d'atténuation du changement climatique et inclut les expositions des établissements qui ne sont pas alignées à la taxonomie au sens du règlement (UE) 2020/852, mais qui soutiennent néanmoins les contreparties dans leur processus de transition et d'adaptation pour les objectifs d'atténuation du changement climatique et d'adaptation au changement climatique.

Le Groupe Crédit Agricole dispose d'un cadre de référence interne qui encadre la définition des actifs « durables » et répond ainsi, aux choix stratégiques du Groupe Crédit Agricole en lien avec son Projet Sociétal. Il s'agit des actifs qui répondent à la norme de construction française en vigueur (Règlement Thermique 2012 des bâtiments) et qui ne sont pas alignés aux critères de la taxonomie ou qui correspondent aux produits réglementés Éco-prêts à taux zéro et Prêt Economie d'Énergie sur les secteurs de l'immobilier et de la rénovation. Par ailleurs, depuis l'exercice du 30/06/2024, le Groupe Crédit Agricole inclut également les actifs qui ont des caractéristiques durables mais pour lesquels la vérification de l'ensemble des critères techniques n'a pas pu être réalisée ; il s'agit par exemple de prêts finançant les énergies renouvelables (solaire photovoltaïque, solaire thermique, éolien...), les biens immobiliers (biens immobiliers répondant aux normes de construction nationales en vigueur, ceux disposant d'un DPE A et ceux qui respectent uniquement les critères de la contribution substantielle de la Taxonomie) ou les véhicules électriques. Le Groupe Crédit Agricole inclut également les Green Bonds, détenus dans ses portefeuilles de liquidité, identifiés selon le référentiel publié par Euronext.

11. ANNEXES

COMPOSITION DES FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES (EU CC1)

31/12/2024

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
(en milliers d'euros)				
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1): instruments et réserves				
1	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	1 416 432	1 416 432	a
	dont : Actions	-	-	
	dont : CCI/CCA des Caisses régionales	1 006 448	1 006 448	
	dont : Parts sociales des Caisses locales	409 984	409 984	
2	Résultats non distribués	2	2	
3	Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves)	3 717 147	3 717 147	c
EU-3a	Fonds pour risques bancaires généraux	-	-	
4	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 484, paragraphe 3, du CRR et comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des CET1	-	-	
5	Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidés)	-	-	d
EU-5a	Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant	84 457	84 457	b
6	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) avant ajustements réglementaires	5 218 038	5 218 038	
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1): ajustements réglementaires				
7	Corrections de valeur supplémentaires (montant négatif)	(29 646)	(29 646)	
8	Immobilisations incorporelles (nettes des passifs d'impôt associés) (montant négatif)	(6 466)	(6 466)	e
9	Sans objet	-	-	
10	Actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles (nets des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'Article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies) (montant négatif)	-	-	f
11	Réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur	-	-	g
12	Montants négatifs résultant du calcul des montants des pertes anticipées	(16 951)	(16 951)	

31/12/2024

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
(en milliers d'euros)				
13	Toute augmentation de valeur des capitaux propres résultant d'actifs titrisés (montant négatif)	-	-	
14	Pertes ou gains sur passifs évalués à la juste valeur et qui sont liés à l'évolution de la qualité de crédit de l'établissement	21	21	
15	Actifs de fonds de pension à prestations définies (montant négatif)	(53)	(53)	h
16	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par un établissement, de ses propres instruments CET1 (montant négatif)	(15)	(15)	
17	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	-	
18	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	(2 153 351)	(2 153 351)	
19	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
20	Sans objet	-	-	
EU-20a	Montant des expositions aux éléments suivants qui reçoivent une pondération de 1 250 %, lorsque l'établissement a opté pour la déduction	-	-	
EU-20b	dont : participations qualifiées hors du secteur financier (montant négatif)	-	-	
EU-20c	dont : positions de titrisation (montant négatif)	-	-	
EU-20d	dont : positions de négociation non dénouées (montant négatif)	-	-	
21	Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'Article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies) (montant négatif)	-	-	i
22	Montant au-dessus du seuil de 17,65 % (montant négatif)	-	-	
23	dont : detentions directes, indirectes et synthétiques, par l'établissement, d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles il détient un investissement important	-	-	
24	Sans objet	-	-	
25	dont : actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles	-	-	

31/12/2024

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
(en milliers d'euros)				
EU-25a	Pertes de l'exercice en cours (montant négatif)	-	-	
EU-25b	Charges d'impôt prévisibles relatives à des éléments CET1, sauf si l'établissement ajuste dûment le montant des éléments CET1 dans la mesure où ces impôts réduisent le montant à concurrence duquel ces éléments peuvent servir à couvrir les risques ou pertes (montant négatif)	-	-	
26	Sans objet	-	-	
27	Déductions AT1 admissibles dépassant les éléments AT1 de l'établissement (montant négatif)	-	-	
27a	Autres ajustements réglementaires	(45 942)	(45 942)	
28	Total des ajustements réglementaires des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	(2 252 403)	(2 252 403)	
29	Fonds propres de catégorie 1	2 965 635	2 965 635	
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1): instruments				
30	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	-	-	
31	dont : classés en tant que capitaux propres selon le référentiel comptable applicable	-	-	j
32	dont : classés en tant que passifs selon le référentiel comptable applicable	-	-	
33	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 484, paragraphe 4, du CRR et comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des AT1	-	-	k
EU-33a	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 494 bis, paragraphe 1, du CRR soumis à exclusion progressive des AT1	-	-	
EU-33b	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 494 ter, paragraphe 1, du CRR soumis à exclusion progressive des AT1	-	-	l
34	Fonds propres de catégorie 1 éligibles inclus dans les fonds propres consolidés AT1 (y compris intérêts minoritaires non inclus dans la ligne 5) émis par des filiales et détenus par des tiers	-	-	
35	dont : instruments émis par des filiales soumis à exclusion progressive	-	-	
36	Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) avant ajustements réglementaires	-	-	
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1): ajustements réglementaires				
37	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par un établissement, de ses propres instruments AT1 (montant négatif)	-	-	

31/12/2024

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
(en milliers d'euros)				
38	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	-	
39	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
40	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
41	Sans objet	-	-	
42	Déductions T2 admissibles dépassant les éléments T2 de l'établissement (montant négatif)	-	-	
42a	Autres ajustements réglementaires des fonds propres AT1	-	-	
43	Total des ajustements réglementaires des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	-	-	
44	Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	-	-	
45	Fonds propres de catégorie 1 (T1 = CET1 + AT1)	2 965 635	2 965 635	
Fonds propres de catégorie 2 (T2): instruments				
46	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	-	-	m
47	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 484, paragraphe 5, du CRR et des comptes des primes d'émission y afférents soumis à exclusion progressive des T2 conformément à l'Article 486, paragraphe 4, du CRR	-	-	n
EU-47a	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 494 bis, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	-	-	
EU-47b	Montant des éléments éligibles visés à l'Article 494 ter, paragraphe 2, du CRR soumis à exclusion progressive des T2	-	-	
48	Instruments de fonds propres éligibles inclus dans les fonds propres consolidés T2 (y compris intérêts minoritaires et instruments AT1 non inclus dans les lignes 5 ou 34) émis par des filiales et détenus par des tiers	-	-	
49	dont : instruments émis par des filiales soumis à exclusion progressive	-	-	
50	Ajustements pour risque de crédit	55 638	55 638	
51	Fonds propres de catégorie 2 (T2) avant ajustements réglementaires	55 638	55 638	
Fonds propres de catégorie 2 (T2): ajustements réglementaires				

31/12/2024

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
(en milliers d'euros)				
52	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par un établissement, de ses propres instruments et emprunts subordonnés T2 (montant négatif)	-	-	
53	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments et emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	-	
54	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	(3 763)	(3 763)	
54a	Sans objet	-	-	
55	Détentions directes, indirectes et synthétiques, par l'établissement, d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-	
56	Sans objet	-	-	
EU-56a	Déductions admissibles d'engagements éligibles dépassant les éléments d'engagements éligibles de l'établissement (montant négatif)	-	-	
EU-56b	Autres ajustements réglementaires des fonds propres T2	-	-	
57	Total des ajustements réglementaires des fonds propres de catégorie 2 (T2)	(3 763)	(3 763)	
58	Fonds propres de catégorie 2 (T2)	51 875	51 875	
59	Total des fonds propres (TC = T1 + T2)	3 017 511	3 017 511	
60	Montant total d'exposition au risque	14 120 078	14 120 078	
Ratios et exigences de fonds propres, y compris les coussins				
61	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	21,00%	21,00%	
62	Fonds propres de catégorie 1	21,00%	21,00%	
63	Total des fonds propres	21,37%	21,37%	
64	Exigences globales de fonds propres CET1 de l'établissement	7,97%	7,97%	
65	dont : exigence de coussin de conservation de fonds propres	2,50%	2,50%	
66	dont : exigence de coussin de fonds propres contracyclique	0,97%	0,97%	
67	dont : exigence de coussin pour le risque systémique	0,00%	0,00%	
EU-67a	dont : exigence de coussin pour établissement d'importance systémique mondiale (EISm) ou pour autre établissement d'importance systémique (autre EIS)	0,00%	0,00%	
EU-67b	dont : exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif	0,00%	0,00%	

31/12/2024

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
(en milliers d'euros)				
68	Fonds propres de base de catégorie 1 (en pourcentage du montant d'exposition au risque) disponibles après le respect des exigences minimales de fonds propres	13,37%	13,37%	
Minima nationaux (si différents de Bâle III)				
69	Sans objet	-	-	
70	Sans objet	-	-	
71	Sans objet	-	-	
Montants inférieurs aux seuils pour déduction (avant pondération)				
72	Détentions directes et indirectes de fonds propres et d'engagements éligibles d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant en dessous du seuil de 10 %, net des positions courtes éligibles)	510 235	510 235	
73	Détentions directes et indirectes, par l'établissement, d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant en dessous du seuil de 17,65 %, net des positions courtes éligibles)	1 046	1 046	
74	Sans objet	-	-	
75	Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant en dessous du seuil de 17,65 %, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'Article 38, paragraphe 3, du CRR sont réunies)	127 077	127 077	0
Plafonds applicables lors de l'inclusion de provisions dans les fonds propres de catégorie 2				
76	Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche standard (avant application du plafond)	-	-	
77	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche standard	-	-	
78	Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche fondée sur les notations internes (avant application du plafond)	327 393	327 393	
79	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche fondée sur les notations internes	55 638	55 638	
Instruments de fonds propres soumis à exclusion progressive (applicable entre le 1er janvier 2014 et le 1er janvier 2022 uniquement)				
80	Plafond actuel applicable aux instruments CET1 soumis à exclusion progressive	-	-	
81	Montant exclu des CET1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-	
82	Plafond actuel applicable aux instruments AT1 soumis à exclusion progressive	-	-	

31/12/2024

		Montants Phasés	Montants Non Phasés	Source basée sur les numéros/lettres de référence du bilan selon le périmètre de consolidation réglementaire
(en milliers d'euros)				
83	Montant exclu des AT1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-	
84	Plafond actuel applicable aux instruments T2 soumis à exclusion progressive	-	-	
85	Montant exclu des T2 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-	

RAPPROCHEMENT ENTRE LES FONDs PROPRES RÉGLEMENTAIRES ET LE BILAN DANS LES ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS (EU CC2)

		Bilan dans les états financiers publiés	Selon le périmètre de consolidation réglementaire	Référence
		31/12/2024	31/12/2024	
Actifs - Ventilation par catégorie d'actifs conformément au bilan figurant dans les états financiers publiés				
1	Caisse, Banques centrales	123 334	123 334	
2	Actif financiers détenus à des fins de transaction	48 642	48 642	
3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	586 830	586 830	
4	Instruments dérivés de couverture	485 910	485 910	
5	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	34 774	34 774	
6	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 747 106	2 747 106	
7	Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 999 858	1 999 858	
8	Prêts et créances sur la clientèle	27 298 933	27 298 933	
9	Titres de dettes	1 751 846	1 751 846	
10	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(318 639)	(318 639)	
11	Actifs d'impôts courants et différés	130 768	130 768	
12	Dont impôts différés actifs provenant des reports déficitaires	-	-	f
13	Dont impôts différés actifs provenant des différences temporelles	130 324	130 324	i , o
14	Compte de régularisation et actifs divers	298 371	298 371	
15	Dont actifs de fonds de pension à prestations définies	53	53	h
16	Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	-	-	
17	Participation aux bénéfices différés	-	-	

		Bilan dans les états financiers publiés	Selon le périmètre de consolidation réglementaire	Référence
		31/12/2024	31/12/2024	
18	Participation dans les entreprises mises en équivalence	33 686	33 686	
19	Dont goodwill inclus dans l'évaluation des investissements importants	-	-	e
20	Immeubles de placement	6 633	6 633	
21	Immobilisations corporelles	196 717	196 717	
22	Immobilisation incorporelles	4 772	4 772	e
23	Ecart d'acquisition	1 694	1 694	e
24	Total de l'actif	35 431 235	35 431 235	
Passifs - Ventilation par catégorie de passifs conformément au bilan figurant dans les états financiers publiés				
1	Banques centrales	-	-	
2	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	47 678	47 678	
3	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	9 853	9 853	
4	Instruments dérivés de couverture	129 481	129 481	
5	Dettes envers les établissements de crédit	15 358 557	15 358 557	
6	Dettes envers la clientèle	13 034 499	13 034 499	
7	Dettes représentées par un titre	643 574	643 574	
8	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	
9	Passifs d'impôts courants et différés	12 336	12 336	
10	Dont impôts différés passifs provenant des reports déficitaires	-	-	f
11	Dont impôts différés passifs provenant des différences temporelles	(46)	(46)	i
12	Dont impôts différés passifs sur goodwill	-	-	e
13	Dont impôts différés passifs sur immobilisations incorporelles	-	-	e
14	Dont impôts différés passifs sur fonds de pension	-	-	h
15	Compte de régularisation et passifs divers	854 295	854 295	
16	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-	
17	Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-	
18	Provisions	103 743	103 743	
19	Dettes subordonnées	1	1	
20	Dont instruments AT1	-	-	k
21	Dont instruments éligibles en qualification Tier 2	1	1	m , n
22	Total dettes	30 194 017	30 194 017	
Capitaux propres				
1	Capitaux propres – part du Groupe	5 237 216	5 237 216	
2	Capital et réserves liées	1 416 712	1 416 712	
3	Dont instruments de fonds propres CET1 et primes d'émission associées	1 416 730	1 416 730	a
4	Dont instruments AT1	-	-	j , l
5	Réserves consolidées	2 867 399	2 867 399	

		Bilan dans les états financiers publiés	Selon le périmètre de consolidation réglementaire	Référence
		31/12/2024	31/12/2024	
6	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	850 763	850 763	c
7	Dont réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie	-	-	g
8	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur activités abandonnées	-	-	
9	Résultat de l'exercice	102 342	102 342	b
10	Participations ne donnant pas le contrôle	1	1	d
11	Total des capitaux propres	5 237 217	5 237 217	
12	Total du passif	35 431 235	35 431 235	

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES INSTRUMENTS DE FONDS PROPRES (EU CCA)

31/12/2024

(en milliers d'euros)

		Parts Sociales	CCI/CCA
1	Émetteur	Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine	Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine
2	Identifiant unique (par exemple identifiant CUSIP, ISIN ou Bloomberg pour placement privé).	-	-
2a	Placement public ou privé	Public	Public
3	Droit(s) régissant l'instrument	Français	Français
3a	Reconnaissance contractuelle des pouvoirs de dépréciation et de conversion des autorités de résolution	Sans objet	Sans objet
	<i>Traitement réglementaire</i>	-	-
4	Traitement actuel compte tenu, le cas échéant, des règles transitoires du CRR	CET1	CET1
5	Règles CRR après transition	Eligible	Eligible
6	Éligible au niveau individuel/(sous-) consolidé/individuel et (sous-)consolidé	(Sous)- consolidé	Individuel et (sous)-consolidé
7	Type d'instrument (à préciser pour chaque ressort territorial)	Part sociale	Certificat coopératif d'investissement (CCI) / Certificat coopératif d'associés (CCA)
8	Montant comptabilisé en fonds propres réglementaires ou en engagements éligibles (monnaie en milliers, à la dernière date de clôture)	409 671	1 006 746
9	Valeur nominale de l'instrument	-	-
EU-9a	Prix d'émission	-	-
EU-9b	Prix de rachat	-	-
10	Classification comptable	-	-
11	Date d'émission initiale	Capitaux propres	Capitaux propres
12	Perpétuel ou à durée déterminée	-	-

31/12/2024

(en milliers d'euros)

		Parts Sociales	CCI/CCA
13	Échéance initiale	Perpétuel	Perpétuel
14	Option de rachat de l'émetteur soumise à l'accord préalable de l'autorité de surveillance	-	-
15	Date facultative d'exercice de l'option de rachat, dates d'exercice des options de rachat conditionnelles et prix de rachat	-	-
16	Dates ultérieures d'exercice de l'option de rachat, s'il y a lieu	-	-
	Coupons/dividendes	-	-
17	Dividende/coupon fixe ou flottant	-	-
18	Taux du coupon et indice éventuel associé	-	-
19	Existence d'un mécanisme de suspension des versements de dividendes (dividend stopper)	-	-
EU-20a	Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de calendrier)	-	-
EU-20b	Caractère entièrement ou partiellement discrétionnaire ou obligatoire des versements (en termes de montant)	-	-
21	Existence d'un mécanisme de hausse de la rémunération (step-up) ou d'une autre incitation au rachat	Pleine discrétion	Pleine discrétion
22	Cumulatif ou non cumulatif	-	-
23	Convertible ou non convertible	Non cumulatif	Non cumulatif
24	Si convertible, déclencheur(s) de la conversion	Non convertible	Non convertible
25	Si convertible, entièrement ou partiellement	-	-
26	Si convertible, taux de conversion	-	-
27	Si convertible, caractère obligatoire ou facultatif de la conversion	-	-
28	Si convertible, type d'instrument vers lequel a lieu la conversion	-	-
29	Si convertible, émetteur de l'instrument vers lequel a lieu la conversion	-	-
30	Caractéristiques en matière de réduction du capital	-	-

31/12/2024

(en milliers d'euros)

		Parts Sociales	CCI/CCA
31	Si réduction du capital, déclencheur de la réduction	-	-
32	Si réduction du capital, totale ou partielle	-	-
33	Si réduction du capital, définitive ou provisoire	-	-
34	Si réduction provisoire du capital, description du mécanisme de réaugmentation du capital	-	-
34a	Type de subordination (uniquement pour les engagements éligibles)	-	-
EU-34b	Rang de l'instrument dans une procédure normale d'insolvabilité	Sans objet	Sans objet
35	Rang de l'instrument en cas de liquidation (indiquer le type d'instrument de rang immédiatement supérieur)	CET1	CET1
36	Caractéristiques non conformes pendant la période de transition	AT1	AT1
37	Dans l'affirmative, préciser les caractéristiques non conformes	Non	Non
37a	Lien vers les conditions contractuelles complètes de l'instrument (balisage)	Sans objet	Sans objet
(1) Indiquer «Sans objet» si la question n'est pas applicable.			

AJUSTEMENTS D'ÉVALUATION PRUDENTE (EU PV1)

	AVA de catégorie	Catégorie de risque					AVA de catégorie — Incertitude d'évaluation		AVA de catégorie totale après diversific ation	Dont: Total approche principale dans le portefeuille de négocia tion	Dont: Total approche principale dans le portefeuille bancaire
		Actions	Taux d'intérêt	Change	Crédit	Matières premières	AVA relatives aux écarts de crédit constatés d'avance	AVA relatives aux coûts d'investiss ement et de financeme nt			
1	Incertitude sur les prix du marché	14 374	4	-	95	-	-	151	7 312	-	7 312
2	Sans objet						-	-			
3	Coûts de liquidation	-	5	-	10	-	-	102	58	-	58
4	Positions concentrées	-	-	-	15	-	-	-	15	-	15
5	Résiliation anticipée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Risque lié au modèle	-	-	-	-	-	206	-	103	-	103
7	Risque opérationnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Sans objet										
9	Sans objet										
10	Frais administratifs futurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Sans objet										
12	Total des corrections de valeur supplémentaires (AVA)								29 646	-	29 646

La Caisse régionale précise que le montant total AVA inclut le montant d'AVA via l'approche alternative non ventilé dans les lignes 1 à 10 de ce tableau.

Olivier CONSTANTIN, Directeur général de Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

Je certifie qu'à ma connaissance les informations requises en vertu de la partie 8 du Règlement (UE) n° 575/2013 (et modifications ultérieures) ont été publiées en conformité avec les politiques formelles et les procédures, système et contrôles internes.

Fait à Bordeaux, le 25 avril 2025

Le Directeur général de Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine.

Olivier CONSTANTIN



Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Aquitaine

Siège social

106, quai de Bacalan
33300 BORDEAUX

Contacter le service clients

106, quai de Bacalan - CS 41272 - 33076 BORDEAUX cedex
www.ca-aquitaine.fr

Site Agen

4, rue Pierre Mendès France
CS 70080 - 47555 Boé Cedex

Site Aire-sur-l'Adour

1017 route de PAU - CS 60169
40805 Aire-sur-l'Adour Cedex

Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit.

Société de courtage d'assurances immatriculée au registre des intermédiaires en assurance sous le n° 07 022 491

434 651 246 RCS Bordeaux - N° TVA : FR 16 434 651 246